

Augmentation des crédits et appel à la « mobilisation »

Le plan de M. Bush contre la drogue est axé sur la répression

Les risques de la prohibition

On comprend aisément que le président Bush vienne de déclarer une « mobilisation générale » contre la drogue. Ce fléau constitue bien, pour reprendre son expression, de véritables « sables mouvants » dans lesquels s'enfoncent une partie de la société américaine. Trafic et consommation de drogue sont devenus l'activité principale de groupes sociaux défavorisés appartenant pour l'essentiel à des minorités ethniques ; ils contribuent à l'augmentation de la criminalité, à l'approfondissement du fossé qui sépare les nantis des laissés-pour-compte.

On peut cependant s'interroger sur la philosophie du plan de bataille de M. Bush. En bon héritier des puritains, le président considère la drogue comme le mal absolu ; il met donc au premier plan la répression contre les trafiquants, mais aussi contre les consommateurs ; vient ensuite l'aide aux pays d'Amérique latine pour qu'ils tentent de mettre fin à la production de la drogue. L'éducation de l'opinion publique et le traitement des intoxiqués ne sont cités qu'en troisième et quatrième position.

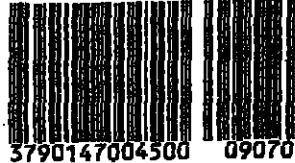
Cela que cherche à imposer M. Bush, c'est la prohibition de toutes les drogues sur le territoire américain. N'est-ce pas une mission impossible ? N'est-il pas temps de réfléchir sur un malheureux précédent, la prohibition de l'alcool en 1919 aux États-Unis, qui s'est soldée quinze ans plus tard par un échec total ? On peut aussi citer la campagne anti-alcoolique de M. Gorbatchev, dont le résultat le plus clair a été de multiplier par dix la production de mauvais alcools clandestins.

Dans une passionnante étude, « The Economist », le célèbre hebdomadaire britannique, avance une thèse qui aurait mérité réflexion, et pas seulement aux États-Unis : la prohibition ne peut qu'aggraver le mal, car elle renforce l'intérêt des trafiquants. Ceux-ci sont mus uniquement par l'appât de gains fabuleux. Un renforcement de la législation n'en dissuade que très peu et ne règle en rien un problème dont il ne faut pas sous-estimer la dimension économique, qu'il s'agisse des motivations des paysans colombiens, boliviens ou péruviens, des pontes du « cartel de Medellín », des passeurs en tous genres ou des petits dealers des ghettos noirs.

La législation de la drogue, son contrôle selon les degrés de nocivité, pourraient-ils briser les ressorts infernaux qui sont à l'origine de la propagation du mal, mieux que les rigueurs de la répression ? L'étude de « The Economist » incite à ne pas l'exclure même si le précédent des Pays-Bas n'est pas entièrement convaincant. La gravité d'un mal qui affecte pas tout cas amener bien des gouvernements à ne pas s'interdire cette piste sans l'avoir étudiée à fond.

Lire les reportages sur la lutte contre le trafic de drogue aux Pays-Bas, en Colombie, au Pérou et au Mexique
PAGES 4 et 5

M 0147-0907-0 4,50 F



Lire l'article de notre correspondant JAN KRAUZE page 4.

Fiscalité et lutte contre l'inflation

Nouvelle baisse de la TVA sur les automobiles

La TVA sur les automobiles et le matériel haute-fidélité va être réduite. Le conseil des ministres a décidé, mercredi 6 septembre, d'abaisser le taux sur les automobiles de 28 % à 25 % dès le 8 septembre et d'appliquer cette même baisse au matériel hi-fi à partir du 15 septembre.

Dès septembre 1987, le taux supérieur de la TVA avait été ramené à 28 % pour les automobiles. En octobre 1988, il avait été abaissé - passant de 33,3 % à 28 % - pour les autres produits. Il va donc connaître une nouvelle baisse et passer à 25 %. Il en coûtera 6 milliards de francs au budget de l'État en année pleine, cette baisse concernant surtout les automobiles et le matériel haute-fidélité.

Le problème qui se posait au gouvernement était d'éviter que cette réduction fiscale, qui fera

baïsser les prix des voitures de 2,3 % environ, et va donc stimuler un peu plus les ventes, ne déséquilibre davantage notre commerce extérieur. L'industrie automobile française tourne au maximum de ses capacités de production et ne peut même pas répondre à la demande dans les délais habituels. Une recrudescence d'achats risquerait de profiter surtout aux voitures étrangères, qui sont, elles, immédiatement disponibles.

ALAIN VERNHOLES.
(Lire la suite page 24.)

Les dettes des Français

Le projet de loi de M^{me} Véronique Neiertz pour venir en aide aux « surendettés »
Lire page 24 l'article de JOSÉE DOYÈRE

La mort de Georges Simenon

Le halo des réverbères

L'écrivain Georges Simenon est mort le lundi 4 septembre à Lausanne, à l'âge de quatre-vingt-six ans, d'un cancer du pancréas. Créateur en 1929 du personnage du commissaire Maigret, il avait publié près de cinq cents romans. Son corps a été incinéré mercredi matin.

La nécrologie à la française voit défiler les superlatifs et les chiffres, les seconds venant à l'appui des premiers. La preuve que Simenon fut le nouveau Balzac, reconnu comme le plus grand par Gide lui-même, ce serait qu'il a écrit près de cinq cents titres tirés à cinq cents millions d'exemplaires en cinquante-cinq langues, et qu'il a inspiré cinquante films, plus deux cents téléfilms.

Voilà donc les chiffres lâchés, et qui ne prouvent rien, sinon une

rencontre stupéfiante de l'écrivain avec son temps, un art prodigieux pour percer à jour ses contemporains et pour les charmer. D'autres auteurs, dont la faveur n'est que posthume, n'en sont pas moins immenses. Sa première place, Simenon la doit au regard qu'un destin singulier et le pur talent l'ont amené à poser sur ce siècle.

Années 30 : les témoins du jour, les Romains, les Duhamel, les Martin du Gard, y vont de leurs sagas destinées à récapituler le premier tiers de siècle. Malraux, puis Sartre, vont tenter de sauver l'homme des naufrages, récents ou imminents, de l'Histoire.

Simenon vient d'ailleurs et vise moins haut. Un peu comme Céline, qui va brailler contre l'écrasement des petits en inventant une langue au passage, ce précurseur de l'Europe et de la francophonie né aux confins de plusieurs cultures découvre, en péniche et avec le style de tout le

monde, la France des canaux. Ce siècle de la réussite, il en voit les écolopés. Derrière la façade, à l'écart des illuminations industrielles, il scrute le monde des pavés luisants, des halos des réverbères, des poils crins de l'impuissance, des cuisines où se mènent une des rares consolations de la vie.

Populisme ? Misérabilisme ? Simenon est à cent lieues de ces théories et de ces séductions faciles. S'il sait nous immerger dans ce siècle des laissés-pour-compte, c'est qu'il le voit avec le regard de Maigret, c'est-à-dire du paysan que nous sommes restés au-dedans, sous les brumes des

mégalopoles et les habits du progrès. La chemise de nuit rustique oubliée sous l'imper, le chapeau levé pour parler aux dames, la pipe au bec, nous épousons l'envie du commissaire de raccommoder les destins déglingués par la société marchande, d'arracher un peu de la tendresse d'hier aux éprouvés d'aujourd'hui, et aux terroirs modernes le terroir d'avant.

Simenon n'est pas seulement le chantre de la majorité silencieuse. C'est un génie romanesque du dix-neuvième siècle face à tous les déracinements et à toutes les déshumanisations du vingtième.

LIRE ÉGALEMENT

- « Une œuvre déconcertante », par Jacques Cellard
- « Cinq cents millions d'exemplaires à travers le monde », par Vassilis Alexakis
- « L'immortel commissaire Maigret », par Gabrielle Rolin

Page 11

La succession du numéro un du BTP

Martin Bouygues et les barons

M. Francis Bouygues, qui aura soixante-sept ans à la fin de l'année, a décidé, le 5 septembre, de quitter le poste de PDG du groupe qu'il a fondé en 1952 et qui, avec un chiffre d'affaires de 56 milliards de francs, confirme sa place de numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics. C'est son fils cadet Martin, trente-sept ans, qui lui succédera.

Toutes proportions gardées, quand Francis Bouygues se retire des tréteaux des affaires, c'est le souvenir de de Gaulle quittant la politique, ou de Platin, les clameurs des stades, qui resurgit. Voilà les milieux industriels, bancaires et financiers privés d'inspiration d'un des caciques les plus

en vue, d'un des chefs d'entreprise, au sens propre du terme, les plus accomplis. Et la classe politique autant que le monde des managers - tant la société qu'il dirigeait se trouve au confluent de leurs eaux mêlées - vont devoir s'habituer à ne plus rencontrer la personnalité à la fois rugueuse, défilée et humainement attachante de « Francis » en première ligne.

Avec de la chance, et beaucoup d'opiniâtreté, il a su faire de ce qui, il y a trente-huit ans, n'était qu'une fragile entreprise de bâtiment comme une autre un véritable empire, connu aux quatre coins du monde et aux ramifications innombrables. Symbole de cette puissance quelque peu ostentatoire : le siège du groupe, dénommé Challenger, à Saint-

Quentin-en-Yvelines, harmonie géométrique de verre, de béton et de marbre et réplique réfléchie tout à la fois de Versailles, du Trocadéro et d'un palais des Mille et Une Nuits en avance sur le vingt et unième siècle.

Le groupe Bouygues, c'est, bien sûr, pour les boursiers et les maîtres d'ouvrage français et étrangers, un chiffre d'affaires escompté de 56 milliards de francs cette année, qui en fait le numéro un mondial incontesté du secteur du bâtiment et des travaux publics, soixante-cinq mille salariés, des chantiers berrichons, une nébuleuse d'un millier de sociétés, filiales ou associées, parmi lesquelles TF 1.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire la suite page 25.)

Cartier

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries et les boutiques Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

23, PLACE VENDÔME, PARIS
40.15.03.51

Etranger

Le difficile face-à-face interallemand

Impasse pour les réfugiés de la RDA à Budapest

BONN
de notre correspondant

La situation des réfugiés est-allemands de Budapest est - provisoirement - dans une impasse. Dans les camps de Zuglitz et de Csillerber, installés dans la capitale, comme dans celui de Zankó, au bord du lac Balaton, l'inquiétude a fait place au fol espoir d'un départ rapide entretenu chaque jour par la lecture de la presse ouest-allemande. Malgré les efforts de la Croix-Rouge hongroise et de l'ordre de Malte pour rendre l'attente moins pénible (distribution de livres, organisation de visites au zoo pour les enfants), le moral est au plus bas.

A défaut d'une solution collective, les plus déterminés parmi les candidats au départ songent maintenant à tenter leur chance pour passer illégalement la frontière vers l'Autriche. L'ambassade de RDA profite de ce flottement pour essayer de convaincre les plus hésitants de rentrer au pays, et envisage même d'implanter un bureau d'accueil à la porte du camp de Zuglitz, pour expliquer aux gens qu'ils ne risquent rien s'ils décident de retourner en RDA.

La confiance des réfugiés dans la capacité de la RFA à régler rapidement leur sort, est en tout cas fortement ébranlée, comme celle qu'ils pouvaient avoir dans les médias ouest-allemands, notamment le journal à grand tirage *Bild Zeitung* qui

ne cessait, depuis le milieu du mois d'août, d'annoncer l'ouverture des vannes. Le coup de poker tenté par le gouvernement ouest-allemand a échoué, ce qui va rendre plus difficile le règlement du problème. En attendant, ces derniers semaines, que le départ des Allemands de l'Est de Hongrie était imminent, en installant à grand renfort de publicité des camps d'accueil à la frontière austro-allemande et, surtout, en distribuant ostensiblement et massivement des passeports ouest-allemands aux réfugiés, Bonn a adopté une attitude délibérément provocante qui se fonde sur une analyse erronée du processus de changement en cours à l'Est.

Encore sous le charme de la visite de Mikhaïl Gorbatchev à Bonn au mois de juin dernier, les dirigeants ouest-allemands ont surestimé les divergences entre Moscou et Berlin-Est. Ils espéraient une attitude sinon complexe, du moins compréhensive de la direction soviétique à l'égard du problème des Allemands de l'Est désirant fuir leur pays via la Hongrie. Bien au contraire, tous les signaux venaient de Moscou ces dernières semaines allaient dans un tout autre sens : par la voix de son porte-parole, le ministre soviétique des affaires étrangères critiquait violemment, à la fin du mois d'août, la distribution de passeports ouest-allemands aux citoyens de la RDA. Des propos semblables étaient tenus, à la fin de la semaine dernière, par M. Nikolai Portugalov, expert des

questions allemandes auprès du comité central du PC soviétique et messager habituel des opérations de séduction gorbatchévienne en direction de la RFA.

Règle du jeu

Restait la Hongrie : pouvait-elle aller encore plus loin dans la remise en question de la règle du jeu du « camp socialiste » qu'elle ne l'avait fait jusqu'alors ? En ne renvoyant pas en RDA les Allemands de l'Est dont les autorisations de sortie venaient à expiration et en détournant pudiquement les yeux des passeurs clandestins de frontière, les dirigeants hongrois avaient atteint la limite de ce qu'ils pouvaient se permettre à l'égard de leurs alliés.

A Bonn, on a cru qu'une injection de crédits supplémentaires pour aider la réforme économique et de que quelques promesses concernant le rapprochement avec la CEE allaient suffire pour que Budapest largue les amarres du camp socialiste. Les Hongrois, cependant, ne sont pas disposés à jouer les dindons d'une farce interallemande. Estimant avoir fait suffisamment la preuve qu'ils respectaient les principes humanitaires, ils renvoient maintenant les principaux intéressés, les deux États allemands, à leur face-à-face. Il ne faut pas oublier, dans ce contexte, que l'affaire des réfugiés est-allemands en Hongrie n'est pas la seule à ali-

menter le contentieux RFA-RDA : trois cents occupants de l'ambassade ouest-allemande à Prague et une centaine à la représentation permanente à Berlin-Est ont conduit à la fermeture des deux légations.

D'un problème de routine des relations interallemandes, le cas de ces réfugiés, par leur nombre, est devenu un problème politique de première grandeur. Il remet en question la politique du rapprochement par petits pas qui permettait à la République fédérale d'améliorer le sort des Allemands de l'Est. Là encore, les analyses qui prévalaient jusqu'aux événements de ces dernières semaines se révèlent dépassées : non seulement l'augmentation considérable des autorisations de voyage vers l'Ouest accordées par la RDA n'a pas éteint le désir d'émigration, mais encore il l'a renforcé.

Les hommes politiques ouest-allemands, toutes tendances confondues, en sont aujourd'hui réduits à lancer des appels quasi désespérés aux dirigeants de la RDA pour qu'ils s'engagent dans la voie des réformes économiques et politiques. Un appel auquel ces derniers restent sourds, par dureté d'oreille sénile, mais aussi en raison de leur conviction inébranlable que, sans le communisme de l'espèce la plus orthodoxe, la RDA perdrait son âme et même, comme l'a exprimé tout récemment M. Otto Reinhold, l'un des principaux idéologues du SED, « la justification de son existence ».

LUC ROSENZWEIG.

POLOGNE

En visite en Allemagne fédérale M. Walesa cherche à attirer des investisseurs

Le président de Solidarité, M. Lech Walesa, a entamé mardi 5 septembre une visite de quatre jours en RFA en lançant un appel pour une Europe unie, qui pourrait être « un espace merveilleux où chacun aurait sa place et pourrait se sentir libre ».

Après avoir été accueilli par M. Ernst Brecht, président du DGB, la centrale syndicale ouest-allemande, qui l'avait invité à faire cette visite il y a huit ans, M. Walesa a été l'hôte du ministre-président du Land de Rhénanie-Westphalie, M. Johannes Rau. Celui-ci a indiqué à l'issue de la rencontre que M. Walesa lui avait soumis une liste de seize projets d'investissements pour les entreprises du Land dans la région de Gdansk.

Le président de Solidarité devait consacrer la deuxième journée de sa visite, mercredi, à convaincre les patrons ouest-allemands d'investir en Pologne. Une rencontre était prévue à cet effet avec les membres de la commission du patronat ouest-allemand chargé des pays de l'Est, à Düsseldorf. — (AFP.)

La Diète approuvera la composition du gouvernement le 12 septembre. — Le président de la Diète (Parlement), M. Mikolaj Kozielewicz, a déclaré mardi à la presse qu'il s'attendait à recevoir la liste des membres du futur gouvernement jeudi et que cette liste serait examinée par

les commissions parlementaires au cours des trois jours suivants. « Si n'y a pas de complications », M. Kozielewicz convoquera la Diète mardi 12 septembre afin qu'elle approuve la composition du gouvernement.

● **Rajeunissement à la tête de l'armée polonaise.** — Le président Wojciech Jaruzelski a procédé lundi à un remaniement à la tête de certains rouages de commandement au sein de l'armée polonaise, dans le cadre d'une politique de rajeunissement des responsables militaires. Fait inhabituel, la télévision polonaise a rendu publics les huit nominations d'officiers supérieurs, dont trois sont nés en 1941. Parmi eux, figure le général Jerzy Gotowala, nommé au poste de commandant en chef des forces armées. Le quotidien de Solidarité, *Gazeta*, a annoncé ce remaniement dans un article intitulé « Nous saluons les jeunes généraux ».

● **M. Thatcher encourage les pays industrialisés à aider la Pologne.** — Le premier ministre britannique, M. Margaret Thatcher, a écrit mardi aux gouvernements des pays les plus industrialisés pour leur demander d'aider d'urgence la Pologne, a annoncé mercredi 6 septembre le *Daily Express*. Selon le quotidien, M. Thatcher souhaite que la Pologne bénéficie d'un « délai de grâce de cinq ans » pour remettre son économie sur pied.

URSS

Poursuite des grèves en Azerbaïdjan

Le mouvement de grève déclenché par les Azéris notamment pour affirmer la souveraineté de leur République sur la région contestée au Haut-Karabakh s'est étendu mardi 5 septembre aux raffineries de Bakou, a annoncé un responsable du Front populaire local. A la mi-journée, des soldats avaient pris

possession à l'intérieur d'une usine où les grévistes devaient tenir un meeting. C'est la première fois depuis le début du conflit que les troupes sont déployées à Bakou. Mille cinq cents militaires du ministère de l'Intérieur avaient été envoyés en renfort en Azerbaïdjan la semaine dernière. — (AFP.)

● **UKRAINE :** l'ukrainien langue officielle de la République. — Le Soviet suprême d'Ukraine a publié mardi 5 septembre un projet de loi prévoyant l'instauration de l'ukrainien comme langue officielle de la République. L'emploi du russe, annonce l'agence Tass, sera limité à la communication entre les membres des différentes nations qui résident dans la deuxième plus vaste République d'URSS, peuplée de 51 millions d'habitants. Le vote, la semaine dernière, d'une loi similaire en Moldavie avait provoqué une grève de quelque 80 000 russophones. Celle-ci se poursuivait mardi en dépit de l'arrivée sur place d'un comité parlementaire fédéral chargé d'une mission de conciliation. — (AFP.)

● **LETTONIE :** le Front populaire veut l'indépendance totale. — Dans son nouveau programme, qui doit être formellement adopté au début du mois d'octobre, le Front populaire de Lettonie va réclamer l'indépendance politique et économique totale de cette République vis-à-vis de l'Union soviétique. Selon un des dirigeants du mouvement, Dainis Ievans, la Lettonie doit obtenir au sein de l'URSS un statut spécial d'Etat indépendant tel qu'avant l'annexion du pays par Moscou en 1940. Le congrès du Front populaire de Lettonie, qui revendique 240 000 membres et plus de 300 000 sympathisants sur une population de

2,7 millions d'habitants, doit se tenir à Riga les 7 et 8 octobre. — (AFP.)

● **Les syndicats demandent le blocage des prix.** — Le président du Comité central des syndicats, M. Stepan Chaliev, a déclaré mardi 5 septembre qu'il envisageait de demander au gouvernement de geler les prix des produits de base et manufacturés jusqu'à 1991. Dans un discours, M. Chaliev a expliqué que les syndicats allaient réclamer également « des mesures urgentes pour mettre fin aux activités des coopératives de distribution qui servent d'intermédiaires, avec des revenus illicites qui provoquent l'indignation de la population ». — (AFP.)

● **Prochaine visite de Boris Eltsine aux Etats-Unis.** — M. Boris Eltsine, député de Moscou, effectuera une visite non officielle aux Etats-Unis, du 8 au 23 septembre, au cours de laquelle il présentera une série de conférences, notamment à New York, Chicago, Washington et Philadelphie, sur le thème des « frontières de la démocratie soviétique ». — (UPI.)

● **Escale à Moscou pour M. Thatcher.** — Le premier ministre britannique rencontrera M. Mikhaïl Gorbatchev le 23 septembre lors d'une brève escale à Moscou, au retour d'une visite officielle au Japon, a annoncé mardi une porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères.

Amériques

CHILI

Un dirigeant de gauche a été assassiné

SANTIAGO DU CHILI
de notre correspondant

L'un des dirigeants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), a été assassiné le lundi 4 septembre dans la soirée, criblé de balles par un commando non identifié. Ce crime a été aussitôt condamné par tous les partis démocratiques et par les organisations de défense des droits de l'homme.

Porte-parole du mouvement d'extrême gauche depuis plusieurs années, M. Neghme, âgé de vingt-huit ans, appartenait à la nouvelle génération « mriste », entrée en politique après le coup d'Etat de 1973. Des militants qui fondèrent ce petit parti en 1965, pour mettre en application dans le pays andin la ligne soutenue alors par la direction cubaine, bien peu ont survécu à la répression impitoyable qui s'est abattue sur eux il y a seize ans.

En 1987, l'organisation, exsangue, s'est divisée. M. Neghme prit la tête de la rébellion de l'« intérieur ».

contre la majorité du comité central en exil, critiquée pour le militarisme suicidaire dont elle fit preuve au début des années 80. La fraction mriste est aujourd'hui très minoritaire, et le MIR, « renoué », s'efforce de se réintégrer dans le jeu politique.

Jecar Neghme était le plus connu de ces renoués, qu'il représentait au sein de la coalition gauche unie. Il y a quelques semaines, prenant la parole lors d'un meeting public - et toléré - de son organisation, il avait longuement expliqué à un auditoire quelque peu sceptique les raisons pour lesquelles le MIR, comme le reste des forces de gauche, appelle à voter pour M. Patricio Aylwin (démocrate chrétien), candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle de décembre. Ses assassinats n'admettent évidemment pas que le mouvement d'extrême gauche, « ennemi numéro un » des militaires au lendemain du coup d'Etat, ait à nouveau pignon sur rue.

GILLES BAUDIN.

Le malaise gagne la Foire de Leipzig

LEIPZIG (RDA)
de notre envoyée spéciale

En plus de dix années passées à la tête de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker n'avait jamais eu une seule fois à la traditionnelle inauguration de la Foire de Leipzig : c'était à l'automne 1987 à la veille de sa visite « historique » en Allemagne fédérale. Cette année, c'est la maladie qui l'a empêché d'officialiser l'ouverture, le dimanche 3 septembre, de la plus grande foire internationale des pays d'Europe socialiste.

L'absence du leader du pays n'était d'ailleurs pas cette année la seule ombre planant sur Leipzig. Alors que des milliers de réfugiés est-allemands prolongent leur « vacances hongroises », et que des interrogations pèsent quant à l'évolution politique de la RDA et celle des relations commerciales entre pays de l'Est, la Foire de Leipzig apparaît, selon les habitués, bien morose et moins fréquentée qu'à l'ordinaire.

Alors qu'il est habituellement difficile de se frayer un chemin dans les allées encombrées par les admirateurs de machines-outils et de biens de consommation - socialistes ou occidentaux - les voitures des cortèges officiels circulent cette année sans problème.

Certes, les manifestations d'opposition, désormais traditionnelles à l'occasion de ce carrefour entre l'Est et l'Ouest qu'est la Foire de Leipzig ont été, cette année, limitées. A peine quelques centaines d'opposants très encadrés par les autorités se trouvaient-ils, aux dires de témoins, présents dimanche devant l'église Saint-Nicolas pour clamer leur détermination à quitter le pays. Est-ce parce que la plupart des militants ont déjà rejoint la Hongrie ?

Les traces du malaise qui brouille actuellement les relations économiques entre la RDA, le pays le plus « orthodoxe » de l'Europe de l'Est, et les pays

d'Europe occidentale sont patentés. Un exemple parmi d'autres : alors qu'à l'ordinaire un ministre de la RFA participe toujours à l'inauguration de la Foire, la République fédérale était seulement représentée cette année par un secrétaire d'Etat.

Au cours de la visite rendue par le ministre français du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, à Leipzig, le mardi 5 septembre, les conversations avec les divers interlocuteurs n'ont pas dépassé le domaine des échanges bilatéraux entre la France et la RDA sans même que soit évoquée, comme en juin dernier à Berlin, l'évolution des structures économiques de la République socialiste.

Interrogé sur les conséquences économiques de la fuite de cerveaux hors de la RDA, le Dr Gerhard Beil, ministre du commerce extérieur, s'est borné à répondre qu'il convient de relativiser l'événement et qu'en tout état de cause la RDA « se trouve en mesure de réaliser les objectifs économiques prévus ».

Quant à M. Wolfgang Biermann, directeur du célèbre combinat est-allemand Carl Zeiss Jena, s'il accepte d'évoquer le sujet depuis son magnifique stand exhibant les dernières prouesses de la RDA en matière de matériel photographique, c'est simplement pour plaider « les pauvres gens qui sont dans les camps » (de Hongrie). Et de reprendre la thèse officielle : les candidats au passage à l'Ouest doivent pouvoir rentrer tranquillement en RDA, où ils ne subiront aucune tracasserie et où ils

pourront demander à émigrer officiellement.

Il serait pour autant exagéré de dire que le climat politique actuellement difficile vécu par la RDA entrave sérieusement les courants d'affaires. Pour les industriels occidentaux présents à Leipzig, il est trop tôt pour spéculer sur les changements de ligne politique à venir. A leurs yeux, la RDA demeure avant tout le pays le plus performant de l'Europe socialiste. Son sérieux en matière de commerce n'est plus à démontrer. Sa capacité de paiement a de quoi rassurer les banquiers les plus exigeants.

Dans ce pays, point de bouleversement économique, point de joint-ventures spectaculaires pouvant masquer un vide des échanges (les sociétés mixtes sont toujours interdites). Les relations commerciales avec l'Occident sont restées pratiquement les mêmes qu'il y a vingt ans.

Il est donc naturel que préaille l'idée que les « affaires continuent » sur fond d'interrogations à propos de l'état de santé de M. Honecker (est-il en simple convalescence ? Les médecins ont-ils renoncé à l'opérer ?) Mais à quelques kilomètres du site de la Foire, la population vient toujours déposer ses vœux à l'église Saint-Thomas. « La pérestroïka est nécessaire », « Nous attendons de sortir depuis deux ans », peut-on lire entre autres sur les murs, dans l'encadrement de l'édifice religieux.

FRANÇOISE LAZARE.

Vive croissance des échanges entre la France et la RDA

Bon an, mal an, la France se situe au deuxième ou au troisième rang des fournisseurs occidentaux de la RDA, loin derrière la RFA et en compétition avec l'Autriche. Alors que le volume des échanges entre la France et la RDA stagne depuis 1988 - il a atteint 4,8 milliards de francs l'an dernier, contre 5 milliards deux ans plus tôt - les premiers mois de l'année 1989 font état d'une vive croissance.

Si la vente de deux Airbus à la RDA, comptabilisée en 1988, et la livraison par Alsthom de turbines à gaz représentent près de la moitié des exportations françaises, le commerce courant se porte également bien. Pour la première fois depuis plusieurs années, les échanges sont devenus excédentaires, au profit

de la France, au cours du premier semestre de 1989.

L'explication de cette embellie est claire. La RDA a lancé en janvier 1988, époque de la visite du chef de l'Etat, M. Erich Honecker, à Paris, un objectif de développement des échanges avec la France. La démarche est-elle motivée par le souci de réduire la dépendance économique du pays envers la RFA ? De choisir un nouveau partenaire privilégié au sein de la CEE alors que la RDA approche de la signature d'un accord commercial avec la Communauté européenne ? Vis-à-vis, à plus court terme, à présenter un bilan avantageux des échanges France-RDA lors de la première visite officielle du président François Mitterrand à Berlin, vraisemblablement en décembre ? Les réponses sont pour l'instant obscures.

COMMUNISMES : L'ECLATEMENT

Il est difficile de résister à la tentation de donner une lecture idéologique de ce qui se produit dans l'ensemble du monde communiste.

Politique étrangère n° 2/89 traite de sujets d'actualité tels que la tragédie chinoise, Gorbatchev face aux nationalités, les nouveaux défis de Solidarité en Pologne. Parallèlement sont abordés Margaret Thatcher et l'Europe, l'Inde en Asie, la crise de croissance en Espagne.

politique étrangère

n° 2/89

en vente en librairie - 90 F le numéro

Directeur de la publication : Thierry de Montpar
Revue trimestrielle publiée par :
Institut français des relations internationales
Souscription : A. COLIN - 9, P. 22 - 75003 PARIS.

ifri

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

صلى الله عليه وسلم

Afrique

AFRIQUE DU SUD : protestation contre les élections

La grève générale est diversement suivie

JOHANNESBURG
de notre correspondant

La première journée de grève générale décidée par les syndicats noirs et les mouvements anti-apartheid pour protester contre les élections « raciales » du 6 septembre a été très diversement suivie selon les régions. Dans la province du Transvaal, selon un organisme indépendant, le *Labour Monitoring Group*, l'abstention a été évaluée à 39 %. Le mouvement n'a guère affecté le commerce. En revanche, les écoles ont été beaucoup plus touchées. D'après la Chambre des mines, seulement 5 % de quelques cinq cent mille Noirs employés dans les mines d'or et de charbon ne se sont pas présentés au travail. Le syndicat des mineurs noirs, a déclaré que soixante-dix mille de ses adhérents avaient répondu à l'appel. La vie quotidienne dans l'ensemble n'a guère été perturbée par cette action de protestation.

Il n'en est pas de même dans la province du Natal, où, par exemple, à Pietermaritzburg, le mouvement a été suivi à 100 % et pratiquement de façon identique à Durban. Toute l'activité industrielle a été contrainte de tourner au ralenti. Certaines usines étaient complètement vides et silencieuses. Les régions orientale et occidentale de la province du Cap ont aussi été sérieusement touchées par cette première journée d'action, où la communauté noire est restée dans les townships.

On s'attendait, mercredi, jour du scrutin, à une grève massive un peu partout à travers le pays. Le ministre de la loi et de l'ordre,

M. Adriaan Vlok, a, une fois encore, averti qu'aucun désordre ne serait toléré et que les électeurs pourraient exercer leur devoir « sans crainte ». Les bureaux de vote seront protégés par les forces de l'ordre, qui, a-t-il précisé, « seront prêts à faire face à toutes les situations ». M. Vlok a lancé un avertissement aux contestataires.

Quatre cents étudiants et quatre professeurs ont été appré-



hendes à Pietermaritzburg alors qu'ils se rendaient au commissariat pour protester contre les violences policières. Au Cap, treize journalistes qui manifestaient dans la rue contre les restrictions imposées à la presse ont été interpellés. Le climat d'agitation qui prévaut actuellement laisse présager que le mouvement de contestation pourrait bien continuer au-delà de la consultation électorale.

MICHELE BOLE-RICHARD.

ALGÉRIE

Premier agrément d'un parti d'opposition

Le Parti social-démocrate algérien (PSD) a obtenu mardi 5 septembre le premier agrément d'un parti d'opposition en Algérie, dans le cadre de la loi sur les « associations à caractère politique » promulguée en juillet dernier. Le PSD, qui a été la première formation politique à déposer, le 19 juillet, une demande d'agrément auprès du ministère de l'Intérieur, est ainsi le premier légitimé après la publication du décret de dépôt de son dossier dans le *Journal officiel* du 15 août.

Outre le PSD, cinq autres partis ont demandé officiellement leur agrément. Il s'agit du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), berbériste, du Parti d'avant-garde socialiste (PAGS, communiste), du Front islamique du salut (FIS, islamiste), du Parti national social-démocrate (PNSD) et du Parti du peuple algérien (PPA, fondé en 1937 par Messali Hadj, puis interdit en 1959).

Le PSD, qui prévoit la tenue de son congrès constitutif les 12 et 13 octobre à Alger, envisage de publier un journal hebdomadaire, le *Progrès*, dont la devise serait : « Liberté, travail, progrès ». — (AFP).

Proche-Orient

IRAQ : survenue à la mi-août

Une explosion dans une usine d'armement a fait de nombreuses victimes

LE CAIRE
de notre correspondant

Une violente explosion, survenue à la mi-août dans une usine d'armement irakienne située à une soixantaine de kilomètres au sud de Bagdad, a fait de nombreuses victimes, parmi lesquelles se trouvent des Égyptiens, a-on appris, mercredi 6 septembre, au ministère égyptien de la défense. Un officiel de ce ministère a précisé que cette explosion s'était produite près de la ville d'El Hilak, sans fournir de plus amples informations.

On a appris, par ailleurs, que l'hôpital militaire Moadi du Caire où les blessés égyptiens peuvent avoir été transportés — avait été fermé au public pendant « plusieurs jours » à cette même époque. La seule raison avancée, mercredi matin, de source médicale, était « l'arrivée de malades », sans autre précision.

Selon le quotidien britannique *The Independent*, cette explosion, intervenue le 17 août, aurait fait quelque sept cents morts et détruit le tiers de l'usine d'armement, où étaient notamment mis au point des missiles. Les secours auraient mis près d'une semaine à éteindre l'incendie qui s'est déclenché à la suite de l'explosion. Le journal assure en outre que les blessures des victimes paraissent identiques à celles que peuvent provoquer des armes chimiques.

L'Égypte et l'Irak ont entamé depuis plusieurs années une vaste coopération pour le développement de missiles antiaériens et sol-sol. Les Égyptiens avaient lancé, dès la fin des années 70, un programme pour la modernisation des missiles de défense antiaérienne et sol-sol. Ils sont notamment parvenus à augmenter la portée des missiles sol-sol de fabrication soviétique *Scud-B* de deux cents à plus de quatre cents kilomètres.

Le Caire, qui a soutenu militairement les Irakiens dans leur guerre contre Tchéran (des armes pour plusieurs milliards de dollars ont été livrées à l'Irak) a par conséquent une expérience avec Bagdad, bailleur de fonds. En 1987, la coopération égypto-irakienne, en matière de fabrication de missiles, est passée à une vitesse supérieure. L'Égypte était, en effet, parvenue à un accord de coopération avec l'Argentine, lui permettant de profiter du savoir-faire de Buenos-Aires en matière de fabrication de missiles de moyenne portée. Ce nouveau missile, d'une portée estimée à 700 kilomètres, a commencé, selon des sources américaines, à être développé dans une usine égypto-irakienne, près de Bagdad (celle, peut-être, qui fut endommagée en août), parallèlement à l'accroissement de la portée du Scud-B. On estime à plusieurs milliers le nombre d'experts militaires égyptiens actuellement présents en Irak.

ALEXANDRE BUCCIANI.

A TRAVERS LE MONDE

Belize

Victoire de l'opposition aux élections législatives

L'opposition représentée par le Parti uni du peuple (PUP, social démocrate) a remporté quinze des vingt-huit sièges de la Chambre des représentants du Belize, lors des élections législatives du lundi 4 septembre. Ce scrutin, le second depuis l'indépendance en septembre 1981 de l'ancien Honduras britannique, devrait entraîner la désignation de M. George Price, le chef du PUP, âgé de soixante-dix ans, au poste de premier ministre en remplacement de M. Manuel Esquivel, actuellement au pouvoir. Son parti, l'Union démocratique (UDP), qui détenait auparavant vingt et un des vingt-huit sièges du Parlement, a notamment subi une sévère défaite à l'intérieur du pays. Selon Radio-Belize, le taux d'abstention a été de 30 %. (AFP).

Iran

Téhéran se félicite de l'amélioration des relations avec Paris

Un responsable du ministère iranien des affaires étrangères s'est fé-

licité de « l'actuelle évolution positive » des relations entre Paris et Téhéran, souhaitant qu'elles « s'améliorent davantage », a rapporté, mardi 5 septembre, l'agence de presse iranienne.

Dans un entretien au quotidien *Tehran Times*, M. Ali Mohammad Bécharesti, vice-ministre des affaires étrangères, s'est déclaré « satisfait » de l'évolution de ces relations, indiquant que le président François Mitterrand avait été « le second chef d'État de la Communauté européenne à adresser un message de félicitations » au nouveau président iranien, l'hodjatolislam Ali Akbar Hachémi-Rasandjani. Il a en outre estimé que l'achat de pétrole iranien par les compagnies françaises était « tout à fait satisfaisant ».

Evocant par ailleurs l'amélioration des relations franco-soviétiques, M. Bécharesti a laissé entendre qu'une visite prochaine du président Mikhaïl Gorbatchev à Téhéran n'était pas à écarter. — (AFP).

Salvador

Relance du dialogue entre la guérilla et le gouvernement

Les dirigeants du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN, guérilla d'extrême-gauche) ont annoncé mardi 5 septembre qu'ils

acceptaient d'engager des négociations de paix avec le gouvernement salvadorien. Le commandant Ans Guadalupe Martínez a précisé que la guérilla présenterait « une série de mesures destinées à faciliter le dialogue » et indiqué qu'elle ne s'opposait pas à la composition de la délégation gouvernementale bien que celle-ci ne comprenne aucun représentant de l'armée.

L'ouverture des pourparlers, qui se tiendront à Mexico, a été fixée au

10 septembre. Ces négociations devraient se dérouler en présence de l'archevêque de San Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas, ainsi que des membres de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'ONU. Il s'agit de la première tentative de dialogue menée par le président Alfredo Cristiani (extrême-droite), entré en fonction le 1^{er} juin, pour tenter de mettre fin à la guerre civile qui a fait plus de 70 000 morts en dix ans. — (AFP, Reuters).

● **Papouasie-Nouvelle-Guinée** : incidents à Bougainville. — La grande mine de cuivre de l'île de Bougainville (nord-est de la Papouasie-Nouvelle-Guinée) a été fermée, mardi 5 septembre, jusqu'à nouvel ordre, peu après sa réouverture (le Monde du 6 septembre), à la suite d'une fusillade contre deux autobus transportant des ouvriers, a annoncé un porte-parole de la Bougainville Copper Limited (BCL).

● **IRAN-IRAK** : pas de progrès dans les négociations. — L'Irak et l'Iran sont restés sur leurs positions, malgré les efforts entrepris, en marge du sommet des non-alignés, par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, pour relancer les négociations sur le règlement du conflit entre les deux pays. Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a souligné que « le principal obstacle au progrès était le même ».

Diplomatie

Le sommet des « non-alignés » à Belgrade

Les modérés imposent une référence aux droits de l'homme

Les déclarations et les travaux du neuvième sommet des pays non-alignés, qui se poursuivent à Belgrade, confirment la prééminence du courant « modéré », favorable à une politique de dialogue et de coopération avec les pays occidentaux, sur le groupe des « radicaux », regroupés sous la bannière anti-impérialiste. Le projet de déclaration finale, d'où a disparu toute référence explicite au stalinisme et toute critique directe des États-Unis, atteste d'une volonté de conciliation et d'ouverture. Il doit aussi mentionner les droits de l'homme.

BELGRADE
de notre envoyé spécial

Ignorés, à de rares exceptions près, pendant près de trente ans, et sacrifiés dans les débats à la raison d'État, les droits de l'homme devaient bientôt figurer au rang des priorités des cent deux pays membres du Mouvement des non-alignés.

En effet, le projet de déclaration finale que doivent adopter, jeudi 7 septembre, les chefs d'État et de gouvernement fait de la promotion de ces droits et des libertés l'un des « objectifs fondamentaux » du non-alignement. Avec une mention spéciale pour les femmes, dont les « aspirations à voir leurs droits pleinement reconnus » sont, pour la première fois, prises formellement en compte.

Sans doute faut-il voir là un nouvel effet de la politique d'ajustement

aux réalités internationales prôné par la Yougoslavie au nouveau sommet des non-alignés (le Monde du 5 septembre). Le ministre des affaires étrangères, M. Loncar, estime d'ailleurs que libertés et droits de l'homme sont devenus pour les non-alignés « un thème incontournable ». Pour un groupement représentant au bas mot deux milliards d'êtres humains, ce n'est pas trop tôt.

Depuis 1961, les dictatures, massacres, tortures, violences et répressions en tout genre se sont multipliées dans une majorité de pays, affectant des millions de gens. Or, malgré la noblesse des idéaux affichés, et malgré des milliers de déclarations sur les sujets les plus divers, les droits de l'homme ont, au mieux, bénéficié d'une mention dans l'énoncé d'une résolution sur l'apartheid. Mais jamais ils n'ont fait, en tant que tels, l'objet d'un débat explicite. Ni pour l'Ouganda d'Aminé Dada ni pour le Kampuchéa de Pol Pot, pas plus que pour le Timor indonésien, le Kurdistan irakien, les « disparus » argentins, les Indiens du Guatemala, etc.

Cet oubli obstiné n'étant pas à mettre sur le compte d'un vide juridique (la quasi-totalité des pays se sont engagés à respecter les droits humains fondamentaux en conformité avec la charte des Nations unies), on peut se demander quelle sera, dans la pratique, la portée de ce nouveau thème. Et, s'il ne s'agit pas, dans le contexte d'un « ravalement de façade » généralisé, d'une mesure à caractère cosmétique. « C'est un premier pas. Il ne faut pas trop en demander. Je suis déjà

surpris que, face aux partisans de la suprématie de l'État sur l'individu, nous ayons pu préserver la référence aux droits de l'homme dans la déclaration », répond un haut fonctionnaire yougoslave chargé de la préparation du sommet. La Yougoslavie a tenu bon face à ceux qui répugnaient à l'idée d'« être jugés » par les pays occidentaux sur la base des droits de l'homme, alors que, selon eux : « L'Occident ajoute à nos difficultés en nous exploitant économiquement, et de plus nos systèmes sociaux et culturels sont différents ».

Cela dit, on s'en tiendra à une mention peu contraignante. Et l'essentiel sera une nouvelle fois dans la forme. Il n'est pas question de débat. La plupart des États ici présents étant régulièrement dénoncés par Amnesty International, on n'en sortirait pas. L'exemple le plus frappant, et le plus embarrassant, de cette ambiguïté est constitué par l'Indonésie et le Nicaragua. Tous deux sont candidats à la présidence des non-alignés, le premier sous les couleurs des modérés, l'autre sous le drapeau des radicaux. Or le bilan des droits de l'homme du Nicaragua, même s'il s'est amélioré, laisse encore à désirer. Quant à l'Indonésie, elle vient de se faire épingle par la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU à propos des arrestations arbitraires, de tortures et d'exécutions dont ses forces armées se rendraient coupables dans la partie de l'île de Timor qu'elles ont annexée il y a près de quinze ans.

R.-P. PARINGAUX.

Le colonel Kadhafi veut transférer les juifs en Alsace-Lorraine

Le colonel Mouhammar Kadhafi, qui ne perd pas une occasion de décrier la chrétienté, a suggéré, mardi 5 septembre, de régler le « problème palestinien » en transférant tous les juifs d'Israël en Alsace-Lorraine ; ou, à défaut, en Alaska ou dans les pays baltes.

Dans un discours véhément de plus d'une heure, le dirigeant libyen, suivant une logique et des références historiques souvent déconcertantes, a estimé que, compte tenu de la responsabilité de l'Allemagne nazie dans la persécution des juifs, du contentieux territorial franco-allemand et de la colonisation de la Palestine par les juifs, ceux-ci devraient être transférés en Alsace-Lorraine. La nouvelle entité ainsi créée aurait, selon le colonel, l'avantage de servir de zone tampon, d'éviter à

la France et à l'Allemagne de s'entre-déchirer et de faciliter l'émigration des juifs d'URSS ailleurs que vers le monde arabe.

Depuis son arrivée à Belgrade, le colonel Kadhafi fait des efforts pour faire parler de lui. Qu'il s'installe avec tente de bédouin, chameaux et chevaux vus spécialement de Tripoli sur la pelouse de son ambassade ; qu'il annonce sa venue à cheval à la cérémonie d'ouverture du sommet, avant d'opter plus protocolairement pour une Cadillac ; qu'il arrive, malgré tout, une heure en retard ; ou encore que ses gardes du corps féminins en costume de paraient maille à partir avec la sécurité yougoslave : quoi qu'il fasse et quoi qu'il dise, il tient le vedette.

R.-P. P.

● M. Dumas à Bonn. — Le ministre français des affaires étrangères s'est rendu, mardi 5 septembre, à Bonn pour rencontrer son homologue ouest-allemand, M. Genscher. Selon un communiqué publié par le ministère ouest-allemand des affaires étrangères à l'issue de leur rencontre, les deux ministres ont notamment évoqué les relations Est-Ouest, la situation au Liban ainsi que la nécessité d'une initiative européenne pour combattre le

trafic de drogue. Les entretiens se sont déroulés dans la résidence privée de M. Genscher, où le ministre poursuit sa convalescence après un léger infarctus. — (AFP).

● Le président Mitterrand se rendra en visite officielle au Venezuela puis en Equateur du 9 au 12 octobre. — Ce voyage débutera à Caracas, où le chef de l'État séjournera les 9 et 10 octobre avant de se rendre à Quito les 11 et 12 octobre.

Paule
CONSTANT



White spirit

roman

GALLIMARD

rf

Le plan Bush met l'accent sur la répression

Voici les principaux points du programme de lutte contre la drogue présenté mardi soir en direct à la télévision par le président George Bush :

MOBILISATION GÉNÉRALE. — « Nous sommes tous d'accord pour estimer que la plus grave menace intérieure à laquelle ait à faire face notre nation est la drogue », a affirmé le président Bush en déclarant qu'il voulait mettre les Américains au « défi » de « se rassembler » pour lutter contre la drogue, ces « sables mouvants » dans lesquels s'enfoncent la société américaine. Le défi s'adresse surtout, en fait, à la trentaine d'agences et d'offices fédérales — ou des États

— qui traitent déjà du problème avec des approches souvent contradictoires.

ACTION INTERNATIONALE. — Les trafiquants doivent savoir que les États-Unis sont prêts à aider les pays qui en feront la demande, y compris militairement. Un sommet international sur la drogue est envisagé. Un programme d'aide de 2 milliards de dollars sera octroyé au cours des cinq prochaines années aux pays andins d'où vient la cocaïne : Colombie, Pérou, Bolivie. Cette aide (261 millions de dollars pour la prochaine année fiscale) sera liée aux efforts que font ces pays pour lutter contre la drogue. Faisant l'éloge

de l'action du président colombien Virgilio Barco en ce domaine, M. Bush a reconnu que les États-Unis avaient la « responsabilité » d'aider la Colombie : « Je suis d'accord avec le président Barco qui a affirmé que si les Américains utilisent de la cocaïne, ils financent des meurtres », a-t-il déclaré.

RÉPRESSION. — Augmentation de l'aide fédérale aux États pour combattre la drogue sur le terrain. Accroissement des crédits de la justice fédérale, nouveaux fonds pour les tribunaux et les prisons. Efforts pour supprimer la culture de la marijuana, dont les États-Unis sont devenus l'un des premiers producteurs mondiaux, et surtout

renforcement des sanctions à l'encontre des toxicomanes. « Nous sommes déjà passés d'une attitude de tolérance à celle de la condamnation », a répété M. Bush. Mais la guerre contre la drogue sera dure à gagner, quartier par quartier, pièce de maison par pièce de maison, enfant par enfant.

PRÉVENTION. — Obligation pour les écoles et les universités de mettre en place des programmes antidrogue si elles veulent bénéficier de l'aide fédérale. Création d'un programme national de volontaires pour lutter contre les stupéfiants. Campagnes d'explications.

Plus une mobilisation qu'une offensive générale

WASHINGTON
de notre correspondant

Une déclaration de guerre — à la drogue — en guise de rentrée politique, le jour même de la rentrée scolaire, avec pour bruit de fond le vacarme des bombes qui explosent en Colombie : le président Bush n'a peut-être pas engagé dans la bataille des moyens à la mesure de ses propos, mais le choix du moment était à peu près parfait.

C'était la première fois, depuis le début de son mandat, que M. Bush s'adressait à l'opinion américaine sous la forme solennelle d'un discours télévisé à l'heure de la plus grande écoute. Et c'était donc une manière de montrer que le président entendait être fidèle à la seule promesse explicitement formulée lors de son discours d'inauguration, il y a un peu plus de sept mois : « Nous allons mettre un terme à ce fléau », s'était-il écrit en parlant des ravages opérés par la cocaïne.

Mais il avait aussi promis de ne pas augmenter les impôts, et cet autre engagement, il entend également le tenir : au grand dam des démocrates, il n'est pas question d'augmenter les prélèvements fiscaux pour financer l'« effort de guerre », qui, si les vœux du président sont exaucés par le Congrès, atteindra 7,5 milliards de dollars pour l'exercice fiscal 1990 (qui débute en octobre prochain), soit une augmentation de près de 40 % par rapport au budget voté l'an dernier.

En fait, les dépenses nouvelles au sens strict ne représentent qu'un peu plus de 700 millions de dollars : pour le reste, c'est à dire la plus grosse part de l'augmentation annoncée, l'administration reprend en compte une partie du programme de « lutte contre le crime » déjà présenté au printemps, et où la construction de nouvelles prisons destinées à accueillir les délinquants arrêtés pour usage ou trafic de drogue, ou délits associés, se taille la part du lion : 1,5 milliard de dollars.

Au total, le plan Bush continue à mettre l'accent sur la répression, qui représente un peu plus de 70 % du total, le reste allant à la prévention, à l'éducation et au traitement des drogués. Mais il se veut aussi un plan d'ensemble — le premier de cette nature, a souligné le président à plusieurs reprises —, une manière d'attaquer de manière coordonnée sur tous les fronts, au lieu de concentrer l'essentiel des efforts sur la lutte contre l'introduction de la drogue aux États-Unis, une approche « réagissante » qui s'est révélée tout à fait insuffisante, même si elle a permis une sensible augmentation des saisies.

Tolérance zéro

Répression, aide aux pays d'Amérique latine, éducation et traitement : l'ordre dans lequel M. Bush a présenté les différents chapitres de son plan donne forcément une idée de ses priorités. Répression d'abord : c'est ce que réclame l'opinion publique, et ce que n'a cessé de réclamer le Congrès, en votant depuis quelques années des lois de plus en plus dures qui lient les mains des magistrats, tenus d'imposer des peines minimales souvent extrêmement lourdes. En même temps, 60 % des personnes arrêtées pour usage ou vente de drogue sont presque immédiatement relâchées, faute de place dans les prisons et en raison de l'engorgement de la justice. C'est cela qui va changer, si l'un en croit M. Bush : les délinquants doivent savoir qu'ils seront pris, et qu'ils seront poursuivis et qu'ils iront en prison. Outre les prisons nouvelles, deux cent millions de dollars d'aides fédérales supplémentaires seront versés aux organes locaux de police et de justice : un bonus qui ne représente, en fait, qu'une petite fraction de leurs dépenses annuelles.

Mais la nouveauté essentielle est ailleurs. Il s'agit de dissuader les simples usagers, de leur faire peur en saisissant leur voiture, en leur retirant leur permis de conduire, leur bourse s'ils sont étudiants, ou bien en incitant leurs employeurs, publics ou privés, à les licencier sur-le-champ...

Ce sont de décisions souvent du ressort des États ou des municipalités, et M. Bush s'est contenté pour l'instant de les exhorter à agir dans ce sens (comme cela se pratique déjà dans certaines villes, comme Philadelphie, où 250 voitures de consommateurs de drogue ont déjà été confisquées). L'administration, a précisé pour sa part M. William Bennett, le coordinateur de la lutte antidrogue, se réserve la possibilité d'inciter plus fermement les États à agir dans ce sens (en menaçant de leur supprimer certaines subventions fédérales) : c'est une illustration de la politique dite de tolérance zéro (à l'égard de la drogue), une mesure avant tout destinée à réduire le nombre des utilisateurs occasionnels — en diminution sensible depuis quelques années, mais qui représente encore

tements appropriés, pour atteindre un total de 650 000 places.

Insuffisance des moyens

Le plan de M. Bush a été accueilli à l'instar de la plupart de ses initiatives budgétaires depuis qu'il est en fonction : on salue les bonnes intentions, tout en relevant l'insuffisance des moyens : c'est beaucoup trop peu, ont déclaré en substance la plupart des leaders démocrates. Le sénateur Biden, qui, conformément à la tradition, a présenté la réponse de son parti, a réclamar un triplement des sommes envisagées pour la répression, mais, dans le même temps, les démocrates considéraient que les mesures de prévention et de soins

Le boom du « crack »

A l'heure actuelle plus de six millions d'Américains sont officiellement considérés comme toxicomanes et 14,5 millions comme des drogués occasionnels. Et si la consommation générale a baissé, bien que les ventes de drogue atteignent encore 110 milliards de dollars par an, on constate en trois ans une augmentation de 33 % parmi ceux qui se droguent fréquemment, celle étant largement due à l'explosion du marché du « crack » aux États-Unis.

Qu'on l'appelle « crack », « rock », lorsqu'elle est en dose individuelle, « Serpico », « Conan » ou même « Ghostbuster », mélangée à du PCP, la nouvelle forme fumable de la cocaïne (qui aurait été importée, à l'origine, des Bahamas en 1981) a complètement transformé le marché. Accessible à tous en raison de son petit prix, elle est aussi bien utilisée par les yuppies de Wall-Street que par les déclassés de Harlem et du Bronx. Il n'y a pas de guerre aux États-Unis, d'après les spécialistes de la Drug Enforcement Administration (DEA), que l'Alaska, le Wyoming, le Montana et le Dakota du Sud qui n'en soient pas infectés. Un marché prodigieux pour lequel se battent quatre groupes principaux.

une dizaine de millions d'Américains (s'ajoutant aux quelque quatre millions de consommateurs réguliers).

Second chapitre du plan : M. Bush propose de consacrer 261 millions de dollars en 1990 à l'assistance aux pays d'Amérique latine engagés dans la lutte contre les producteurs et les trafiquants (en plus des 65 millions de dollars d'aide d'urgence déjà attribués à la Colombie). Au total, et pendant les cinq ans à venir, la Colombie, la Bolivie et le Pérou devraient recevoir 2 milliards de dollars d'assistance, sous formes diverses. M. Bush a ajouté que « au cas où ils seraient sollicités de le faire [par les pays concernés], les États-Unis procurent, pour la première fois, les services de leurs forces armées ». Cette phrase, prononcée au milieu d'un paragraphe lourd de menaces à l'égard des dirigeants des cartels de la drogue, a retenu l'attention, mais elle ne semble pas annoncer un changement de la position américaine : M. Bush a répété à de nombreuses reprises ces derniers temps que les États-Unis n'envisageraient d'intervention de leurs propres forces que si la demande leur en était faite — ce qui ne semble toujours pas le cas. Par ailleurs, le président a laissé entendre qu'il s'efforçait de réunir un sommet interaméricain consacré à la lutte contre la drogue.

Dernier chapitre majeur du plan : les sommes consacrées à l'éducation et aux programmes de désintoxication sont sensiblement augmentées, respectivement de 25 et 53 %. Il s'agit, selon les précisions données par M. Bennett, de doubler le nombre des places disponibles pour les drogués qui souhaitent subir des trai-

● Les gangs jamaïcains (appelés aussi posses). Ce sont eux qui ont le plus large réseau de distribution, dans l'Est et le Midwest. Ils ont la haute main sur le « crack » à New-York, Kansas-City, Denver et dans le Maryland. Les chefs des gangs jamaïcains passent de nombreuses semaines entre eux et certains ont des attaches politiques solides en Jamaïque.

● Les Hispaniques : souvent d'anciens cultivateurs pauvres qui ont émigré aux États-Unis. Ils « tiennent » la côte est : Floride, Géorgie, sud du Delaware, est du Maryland, et l'État de New-York. Ils sont les seuls à produire le « crack » sous forme de petits rectangles coupés de benzocaine appelés « french fries ».

● Les Dominicains : ils sont surtout localisés dans le nord-est : Connecticut, Rhode-Island. L'armée dominière, la police et la DEA leur a porté un coup sévère à New-York même où plusieurs réseaux dominicains ont été démantelés.

● Les Blacks noirs de Los Angeles (Bloods et Crips) : ils servent la Californie à partir des quartiers sud de Los Angeles et se livrent entre eux une concurrence féroce. Les Crips essaient d'exporter des marchés à Phoenix, Denver, Seattle, Las Vegas. Les Bloods ont ouvert des réseaux à Sacramento et à Tucson.

M.-C. D.

devraient représenter une part beaucoup plus importante du budget d'ensemble de la lutte contre la drogue.

De l'avis de nombreux commentateurs, M. Bush, malgré les appels à la coopération et à l'esprit « bipartisan » qu'il a de nouveau lancés aux élus, aura beaucoup de mal à faire adopter ce plan par le Congrès. Trop de démocrates n'attendent que cette occasion pour tenter de le contraindre à revenir sur sa promesse de ne pas accroître les recettes fiscales. Pour l'instant, et tel qu'il a été explicité par le directeur du budget, M. Darnman, le plan Bush s'inscrit dans les limites du compromis budgétaire passé avec le Congrès. Mais le Congrès étant lui-même déjà résolu à accroître certaines autres dépenses, il va falloir choisir. L'administration a présenté quelques propositions d'économies « sur les dépenses supplémentaires » déjà votées, mais les démocrates ont déjà fait savoir qu'ils ne l'entendaient pas de cette oreille, et leur attitude devrait être dictée par une très simple logique politique : puisque c'est la guerre, pourquoi ne pas se donner les moyens de la faire sérieusement, et donc... augmenter les impôts, c'est-à-dire mettre le président en difficulté.

Outre l'obstacle du Congrès, M. Bush risque de se heurter à une bonne dose de scepticisme. Après tout, il n'est pas le premier président à « déclarer la guerre » à la drogue. Une guerre totale », s'exclamait en 1972 Richard Nixon, avant que, dix ans plus tard, Ronald Reagan ne « hisse le drapeau de bataille ». Sa femme Nancy s'était portée en première ligne, avec son célèbre slogan « Just say no », (« Dites seulement

non ») à la drogue. Et si les résultats de tous ces efforts, verbaux ou concrets, n'ont pas été tout à fait nuls (le nombre global des usagers a diminué de plus d'un tiers depuis 1985), la violence liée à la drogue a pris dans le même temps des proportions effrayantes, pour une part en raison de l'apparition du « crack », et aussi du pourrissement des centres des villes, devenus des ghettos pour les plus pauvres.

Pourtant, quelles que puissent être ses insuffisances, le plan Bush a le mérite d'exister, et l'ostensible priorité donnée par le président au problème de la drogue répond de toute évidence à une préoccupation majeure d'une opinion éclairée, effrayée, et consciente qu'il faut faire quelque chose. M. Bush demande aux Américains de se mobiliser pour ce combat, mais un certain nombre d'entre eux n'ont pas attendu son appel pour agir. De plus en plus de groupes de voisinage se constituent, en particulier dans les quartiers noirs, pour patrouiller dans les rues, rassurer les populations et dans le même temps, faire peur et si possible faire honte aux dealers, quitte à jouer sur des thèmes tels que la « fierté » de l'homme noir.

En s'attaquant aux usagers occasionnels (souvent des jeunes Blancs de familles aisées), en demandant à tous les Américains de ne pas « détourner les yeux », c'est-à-dire de ne pas ignorer le problème, le président peut contribuer à accélérer un mouvement de rejet qui s'est déjà produit à plusieurs reprises dans l'histoire des États-Unis, notamment à l'égard de la cocaïne. Et il est assuré d'un puissant soutien des médias, qui accordent une importance considérable à tout ce qui touche à la drogue et à ses conséquences, et, comme en écho aux appels de M. Bush, vont encore multiplier cette semaine les émissions et les enquêtes sur ce sujet. Comme pour contribuer à l'atmosphère de mobilisation générale, Tom Brokaw, l'« anchorman » (le présentateur vedette) de la chaîne NBC, a déclaré à l'antenne, avant le discours présidentiel, que la lutte contre la drogue était « un test de la volonté du peuple américain ».

Personne, bien sûr, n'imagine qu'un succès, même partiel, puisse se dessiner rapidement. Et si l'on concentre aujourd'hui les efforts sur la cocaïne et ses dérivés, on ne peut ignorer que dans le même temps l'usage de diverses substances chimiques, produites aux États-Unis, se développe rapidement, sans parler d'un possible retour au premier plan de l'héroïne, dont la production atteint des records en Birmanie. Quant à réhabiliter les ghettos des villes, et à réinsérer leurs habitants, il faudrait à la fois de très grands moyens, et du temps. La « guerre » risque d'être bien longue et difficile. Mais M. Bush ne serait-il pas le premier à reconnaître qu'il n'avait rien de facile, en fanfare, par ses mots : « Avec votre aide, nous allons gagner ».

JAN KRAUZE.

Pays-Bas : le « modèle libéral »

AMSTERDAM
de notre correspondant

Qualifiée à La Haye de « pragmatique », la politique antidrogue néerlandaise repose sur deux principes essentiels. Première idée : les drogues dures (la marijuana, et les produits dérivés du cannabis, tel le hachisch) et les drogues dures (comme l'héroïne, la cocaïne ou les amphétamines) ont une nocivité différente, aussi bien pour les toxicomanes eux-mêmes que pour la société. En conséquence, elles posent des problèmes distincts qui méritent un traitement séparé.

Second principe : les consommateurs de drogue et les trafiquants ne sont pas mis à la même enseigne. Les premiers sont, avant tout, considérés « comme des personnes ayant un problème de santé », bien que la consommation de drogue dure soit passible d'un an de prison au maximum. Les seconds, qu'ils soient

importateurs, préparateurs ou revendeurs, sont purement et simplement des délinquants, quel que soit le type de stupéfiant dont ils font commerce.

Mais, en pratique, la possession de moins de 30 grammes de hachisch n'est pas poursuivie ; que la drogue soit destinée à la consommation ou à la revente.

L'an dernier, 513 kilos de cocaïne ont été saisis contre 406 kilos en 1987, ainsi que près de... 59 tonnes de drogues dures. Selon un avis spécialisé, ces chiffres traduisent moins un accroissement de l'efficacité des services de police qu'un redoublement de l'activité des trafiquants. Ceux-ci n'encomrent, il est vrai, que des sanctions relativement modestes. La plus forte peine de prison est de seize ans (récidive en matière d'importation ou d'exportation de drogues dures) et l'amende la plus élevée se monte à un 1 million de florins (3 millions de francs).

Généralement taxé de « libéralisme » ce « modèle » néerlandais connaît un certain nombre de limites. La priorité accordée officiellement à la lutte contre les stupéfiants les plus nocifs bute sur des obstacles qui vont du manque de seringues dans les établissements pénitentiaires à la limitation juridique des compétences des enquêteurs. Les agents infiltrés n'ont, par exemple, pas le droit de provoquer une transaction.

Pour réfuter les accusations de complaisance, les responsables néerlandais font valoir que le nombre des toxicomanes s'est stabilisé aux alentours de vingt-cinq mille au cours des dernières années. Un rapport vient de paraître qui signale, sans l'expliquer, une diminution du nombre de consommateurs de drogues dures, mais également une augmentation du nombre des « drogués durs ».

CHRISTIAN CHARTIER.

Colombie : la drôle de guerre

BOGOTÁ
de notre envoyé spécial

La « guerre totale » déclarée par la Mafia de la cocaïne est en train de devenir pour les Colombiens la « drôle de guerre ». Des attentats continuent de se produire, mais ils ne sont pas à la mesure de ce qui était redouté. La femme d'un officier a été tuée mardi 5 septembre à Bogotá. Un restaurant a été incendié près de Medellín. Des bombes, ici et là, ont explosé ou ont été désamorcées. Ce qui avait semblé la veille annoncer une véritable campagne de terreur — un jeune homme en uniforme militaire tirant sur une file de passagers à l'aéroport de Medellín n'est, réflexion faite, qu'une opération sans grand rapport avec les actions habituelles du cartel : le tueur a agi seul, en effet, et il a été abattu sur-le-champ. Les « sicaires », qui n'ont pas le goût du suicide, opèrent généralement à plusieurs et savent fuir à temps.

Depuis plusieurs jours, l'ambiance à Bogotá est aux supputations, aux questions sans réponses bien précises. On se demande si la Mafia ne s'est pas vantée en promettant une offensive à outrance et si sa capacité de représailles, finalement, n'est pas limitée, auquel cas le porte-parole du ministère de la défense aurait raison en affirmant que la répression gouvernementale a considérablement diminué son champ d'action. C'est là l'hypothèse optimiste. Ceux qui pensent que les narco-trafiquants ont gardé une bonne partie de leur potentiel disent qu'on en est encore aux préliminaires. Dans une première étape, les « capos » feraient de l'intimidation. Ils réserveraient pour plus tard les actions d'envergure, plus meurtrières et plus gigantesques pour les autorités. Les services secrets peinent, semble-t-il, pour cette idée : il faudra s'attendre, dans une deuxième phase, à des kidnappings de personnalités qui permettraient à la Mafia d'exercer sa capacité de chantage et créeraient des difficultés sans fin au gouvernement Barco.

Des pressions sur les magistrats

Tout le monde est convaincu, en tout cas, que les véritables échéances ne sont pas encore arrivées. On attend que le premier « narco-extradable » soit effectivement livré à la justice des États-Unis. La décision a été prise concernant Edouardo Martínez Romero, présenté officiellement comme le tueur du cartel de Medellín, et qui ne serait, en fait, qu'un « ivreur » de narco-dollars parmi d'autres. Mais voici que ledit Martínez a décidé de présenter un recours devant le Conseil d'État et qu'on s'est aperçu, à cette occasion, que le procureur d'extradition sommaire adopté le 18 août par le président n'encloût pas cette possibilité de défense pour les intéressés.

Si la procédure suit son cours, l'extradition risque d'être retardée.

D'ici là, la Cour suprême se sera peut-être prononcée sur la validité des décrets présidentiels qui ont permis l'offensive contre la Mafia. Ce que sera sa décision, on l'ignore. De l'avis des experts, si la cour obéit à des considérations juridiques, de tels décrets devraient tomber pour inconstitutionnalité. Mais des pressions, qui n'auront rien de juridique, s'exerceront sur les magistrats : celles des « narcos » et celles, en sens inverse, de l'opinion.

Nul ne sait, en outre, ce qu'il adviendra des biens saisis. Les Colombiens qui connaissent la Constitution de leur pays affirment que celle-ci ne permet, « même en temps de guerre », aucune expropriation sans indemnisation préalable. Or, s'il y a quelque chose dont les Colombiens sont fiers, c'est bien de l'État de droit qu'est leur pays, bien que l'arsenal juridique qui en résulte permette toutes les chicanes et profite singulièrement à ceux qui, comme les gens de la Mafia, sont bien défendus.

Bref, des doutes surgissent sur le résultat final de l'offensive gouvernementale. Parmi les sceptiques, se trouve M. Alvaro Gomez Hurtado, l'un des chefs du Parti conservateur, rival malheureux de M. Barco à l'élection présidentielle de 1986. « On a saisi les piscines, dit-il (par référence aux propriétés avec piscine des narco-trafiquants), et après ? Ce n'est pas avec des perquisitions et en utilisant l'armée qu'on peut lutter contre la Mafia ».

Silence des partis

Tel n'est pas l'avis du gouvernement, qui a sollicité l'aide militaire américaine et vient de recevoir, en quelques jours, deux avions de transport, huit appareils de combat, cinq hélicoptères fournis par les États-Unis et destinés, apparemment, à mener contre la Mafia le même genre d'opérations que celles qui ont été conduites contre la guerrilla. Reste à savoir si la capture des « capos » en cavale en sera facilitée. Le général Gomez Padilla, directeur de la police, affirme que ces derniers se trouvent toujours en Colombie et qu'il a bon espoir de les arrêter.

La « drôle de guerre » a lieu dans une ambiance d'autant plus floue que les discours et les actions émergeant du président Barco n'ont guère été secondés par la classe politique. Le silence continu de régner dans les États-majors des partis sur les réponses à donner au terrorisme, sur les méthodes à utiliser pour démanteler l'empire des narco-trafiquants. L'un des candidats conservateurs à l'élection présidentielle de l'an prochain, M. Alvaro Leyva, dit : « Les hommes politiques ont peur ». Et il ajoute : « Ils sont également démoralisés par un président qui ne les sollicite pas, qui préfère recourir à l'aide étrangère plutôt qu'à organiser l'union de toutes les forces autour de lui ».

CHARLES VANHECKE.

صلى الله عليه وسلم

trafic de drogue

Un impossible défi en Amérique latine ?

La guerre totale déclarée aux trafiquants de drogue par les autorités de Bogotá, après l'assassinat du sénateur Galán, le 18 août dernier, n'affecte pas seulement la Colombie. Outre les États-Unis, beaucoup de pays du continent tentent aussi depuis quelques mois, sinon d'éradiquer le trafic, du moins de limiter le pouvoir de « narco » omnipotents. Une évolution qui suit l'arrivée au pouvoir dans de nombreux États d'Amérique latine de dirigeants nouvellement élus.

Le Venezuela a ainsi multiplié les saisies de drogue, qu'il s'agisse de pâte ou de poudre de coca, tout comme le Mexique, qui a aussi accru la répression contre les multiples « transitaires » officiels dans le pays. Le Tribunal suprême fédéral du Brésil a autorisé la détention préventive pour douze dirigeants des cartels de Medellín et Cali, anticipant sur leur éventuelle capture, afin de permettre en cas de rapide extradition vers les États-Unis. Le président argentin Carlos Menem s'est tout récemment déclaré favorable à l'application de la peine capitale — inappliquée depuis 1930 dans le pays — pour les trafiquants. La Bolivie a procédé à l'arrestation de l'un de ses plus

gros bonnets de la drogue, José Ali Parada, en fuite depuis deux ans. En Haïti, où de nombreuses saisies ont aussi été effectuées, les autorités viennent de signer avec Washington un nouvel accord de coopération à ce sujet.

Cette avalanche de réactions et de déclarations montre l'ampleur du défi relevé par certains États. On peut classer assez grossièrement — mais dans ce domaine il n'existe guère de sources absolument fiables — les acteurs du trafic de la cocaïne sur le continent américain en quatre catégories : les cultivateurs, les raffineurs, les commerçants et les consommateurs. Si ces derniers sont essentiellement situés aux États-Unis, encore que des dérivés peu onéreux soient de plus en plus consommés dans les pays d'origine, on trouve les trois premières catégories dans les pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale.

La Colombie arrive bien sûr en tête de ce palmarès. Sa production de feuilles de coca reste certes très faible — en comparaison avec la Bolivie (le Monde du 31 août) ou le Pérou — mais le travail de raffinage et surtout d'expédition est très important, puisque l'on estime que

80 % de la cocaïne consommée aux États-Unis provient de ce pays. L'Équateur a vu, depuis quelques années, sa production de feuilles augmenter considérablement. Le Brésil représente lui un cauchemar pour les spécialistes de la lutte antidrogue tant l'étendue de son territoire peut représenter un paradis potentiel pour les trafiquants. Beaucoup d'autres pays — Bahamas, Haïti, Cuba, Mexique, Venezuela et bien sûr Panama — n'apparaissent dans le trafic qu'à titre d'intermédiaires facilitant le transit de la poudre blanche.

La géographie du sous-continent permet toutes les audaces. Par voie de terre, d'air, ou de mer, les routes sont multiples et les possibilités innombrables. Quelques faits suffisent à en donner l'ampleur : le Brésil compte 8 000 kilomètres de côte sur l'Atlantique, le Mexique près de 3 500 kilomètres de frontière avec les États-Unis, la Colombie débouche sur deux océans, les pays des Caraïbes et d'Amérique centrale se situent parfois à quelques dizaines de miles seulement des côtes américaines. Et tous ces pays recèlent de multiples pistes d'atterrissage disséminées dans tous les recoins

de régions accidentées ou envahies par la jungle.

Toutes les économies des pays concernés sont marquées par ce trafic. En aval parce qu'il permet à des centaines de milliers de paysans pauvres de survivre. En amont parce qu'il est source de devises qui, le plus souvent, manquent cruellement dans les pays du sous-continent. L'histoire de la proposition de trafiquants offrant de payer la dette extérieure de Bolivie ou de Colombie en échange de l'impunité est connue. Elle montre l'ampleur des moyens dont disposent les barons de la cocaïne. Beaucoup moins évidents à déceler — mais tout aussi réels — sont les multiples ramifications et appuis dont bénéficient les barons de la drogue, ce qui leur a permis, jusqu'à présent, non seulement d'échapper aux poursuites mais encore de continuer à diriger leurs entreprises de mort. L'ensemble de ces facteurs montre, s'il en était besoin, que la lutte contre le trafic de drogue relève, sinon d'un quasi-impossible défi militaire, du moins d'une tâche herculéenne.

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

Pérou : les tentacules de la coca

LIMA
de notre correspondant

Le Pérou est-il en mesure de vivre sans bénéficier des retombées du trafic de cocaïne ? Celui-ci lui rapporte actuellement un milliard de dollars par an, selon les calculs du ministre de l'économie, Cesar Vasquez Bazan. Cette somme représente plus du tiers des devises provenant de l'exportation. Non seulement la coca fait vivre des centaines de milliers de cultivateurs des vallées tropicales, mais aussi des milliers de commerçants. Et l'État n'est pas le dernier à profiter de cette « révolution économique » puisqu'il recycle une partie des narco-dollars blancs pour pallier la pénurie de devises.

Dionisio Romero, « PDG » du Banco de Crédito, n'avait pas hésité à ouvrir des succursales dans les petits villages de la vallée de Haut-Huallaga, creuset de la coca. Ses petits avions faisaient la navette entre la maison mère de la capitale, et Tocache, Uchiza, Aucayacu, etc. Troquant directement les intis (la monnaie locale) en billets verts. Ceux-ci étaient ensuite exportés vers les filiales installées dans les paradis financiers des îles Bahamas et Caïman. Une opération triangulaire parfaite pour échapper au contrôle des changes.

Avant, cours d'un séminaire international, organisé par la commission andine de juristes, des experts ont révélé que certains gouvernements, qui étaient confrontés à de sévères problèmes financiers (récession, déficit), ont modifié leur législation pour favoriser le rapatriement de ces narco-dollars.

C'est en particulier le cas du Pérou, pays dans lequel la politique de change a été modifiée radicalement, en 1985, afin de faciliter l'incorporation au marché officiel des devises provenant du marché noir. Dans le même temps, une amnistie générale était décrétée pour permettre le rapatriement des fonds déposés à l'étranger. Si le marché parallèle, utilisé surtout par les touristes, ne représentait auparavant qu'un pourcentage infime de devises, à la fin de l'année dernière, il couvrait la presque totalité des besoins des importateurs. L'ex-président de la Bolivie, Victor Paz Estenssoro, avait pris des mesures similaires après sa prise de pouvoir, en août 1985. Il avait créé de surcroît une « Banque » qui incorporait tous les dollars du marché et sur la base de laquelle était réajusté, deux fois par semaine, le taux de change du peso.

« Le Pérou est le pays le plus représentatif d'une situation que l'on pourrait qualifier d'interdé-

pendance entre la drogue et le sous-développement », constate l'expert français Jean-Marie Abbes, représentant du Fonds des Nations unies pour le contrôle de l'usage illicite de drogues. Une interdépendance qui explique le dilemme des gouvernements des pays producteurs, car supprimer la coca pose autant de problèmes que vivre avec elle.

« Tant qu'il y aura une telle demande, les pays producteurs ne pourront pas lutter contre le trafic. Le moment est venu d'aider les États-Unis », estime le sénateur Armando Villanueva, vieux leader de l'APRA, le parti social démocrate au pouvoir. « De la même façon que ce pays essaie de nous aider en s'informant des campagnes anti-drogue que nous réalisons dans nos pays, de la même manière, nous devons savoir ce qui se passe à l'intérieur de ce pays », le sénateur a proposé la création d'un organisme interaméricain qui aille étudier in situ aux États-Unis, ce phénomène de consommation et de commercialisation.

« Il faut revoir complètement cette logique qui consiste à centrer le problème sur les pays producteurs », estime de son côté le directeur de la commission Andino de juristes, Diego Garcia Sayán. « Comme le reconnaissait Nancy Reagan, (l'épouse de l'ancien président des États-Unis), le cartel de la cocaïne ne commence pas à Medellín, il commence dans les rues de New York, Miami, Los Angeles... On apprend d'ailleurs de sources nord-américaines, que la banque de l'État de Floride blanchit à elle seule 8 milliards de coca-dollars par an. Une somme qui est bien supérieure aux revenus tirés du trafic de cocaïne par la Colombie, le Pérou et la Bolivie à la fois. »

Cercle vicieux

Dans la vallée très fertile du Haut-Huallaga, la coca mobilise directement la moitié de la population, soit près de 300 000 « colonos » mais, indirectement, c'est toute la population qui est liée au « boom » de la drogue. Aucune culture n'est plus rentable que la coca, bien que son prix se soit effondré depuis le début de l'année dans une proportion de 4 à 1. N'empêche que son exploitation est encore compétitive. Un hectare de coca rapporte entre 3 000 et 6 000 dollars contre 1 200 dollars l'hectare de cacao.

La coca présente encore un avantage, celui du transport : la PBC, ou sulfate de cocaïne, est recueillie à domicile par les trafiquants, puis évacuée par des petits avions qui atterrissent sur une des deux cents pistes clandestines. Les fruits et les primeurs peuvent, eux, être embarqués, vers le marché de la capitale par la route, parce que le Sentier lumineux l'a interrompue en creusant de nombreuses tranchées. De plus, cette année, les terres semées de riz et de maïs ont vu leur surface réduite de moitié à cause de l'enchérissement du crédit et du prix des insecticides. Le coût de production de ces cultures aurait été trois fois plus élevé que le prix de vente. Ces champs en jachère seront, dans le proche avenir, des terres gagnées pour la coca.

Les syndicats de producteurs ont proposé que les pays consom-

mateurs se portent acquéreurs de la totalité de la production de feuilles de coca, en payant le prix fort des trafiquants, pour ne pas porter préjudice aux paysans, ce qui éliminerait le problème cocaïne. Les experts internationaux de la lutte anti-drogue rétorquent : « Dans ce cas-là, la Mafia

multiplierait son offre par deux, trois ou quatre, ce serait le cercle vicieux. »

En attendant, la coca ne cesse d'étendre ses tentacules dans les vallées chaudes du Pérou. Des photos prises récemment par satellite montrent que, dans la région de la Convention, près de Cusco, la coca couvre aujourd'hui près de 40 000 hectares, alors que seuls 10 000 hectares sont officiellement reconnus par l'Enaco, l'entreprise de l'État.

Si aux 200 000 hectares de coca du Haut-Huallaga, on ajoute les 40 000 de la Convention, et les 40 000 disséminés dans les autres vallées, le Pérou serait en train de produire, sur 300 000 hectares, une matière première qui représenterait près de 1 000 tonnes de cocaïne pure. Comme le gramme coûte en moyenne 20 dollars aux États-Unis, le chiffre d'affaires brasseur serait supérieur à la dette extérieure du Pérou de 16,5 milliards de dollars.

A ce sujet, le mensuel économique en anglais, *Peru Report*, rapporte un commentaire d'un des experts anti-drogue selon lequel le président Alan García serait en train d'utiliser la coca comme un instrument de négociation dans la bataille qu'il a déclarée à ses créanciers pour imposer un nouvel ordre économique international. Les premiers à avoir lié le problème dette-coca avaient été les trafiquants boliviens et colombiens, qui, en proposant de rembourser les créances, espéraient acheter leur liberté d'action.

NICOLE BONNET.

Mexique : le nouveau zèle d'un « transitaire »

MEXICO
de notre envoyé spécial

LES communiqués de victoire contre le trafic de drogue se succèdent à un rythme impressionnant depuis le début de cette année au Mexique.

Ce nouvel activisme du Mexique contre la drogue n'est pas que policier. La société tout entière est sollicitée. La télévision diffuse des spots quotidiens sur les risques de la consommation. Celle-ci est en progrès, soit sous forme de cocaïne, soit sous celle du « bazuko », un dérivé bon marché

l'enlèvement puis l'assassinat dans des conditions particulièrement atroces près de Guadalajara d'un agent de la DEA, Enrique Camarena.

Bien qu'en quelques semaines deux grands « cspos » mexicains, Ernesto Fonseca et Rafael Caro Quintero, eurent été arrêtés et inculpés du crime, les autorités du grand voisin du Nord ne s'estimeraient nullement satisfaites. Des sources officielles se mirent à communiquer d'abondance à la presse des indications relatives à la mollesse, voire la complicité avec les trafiquants, de hauts responsables mexicains. De fait, Felix Gallardo (tenu par la DEA pour responsable de l'assassinat d'Enrique Camarena) coulait des jours tranquilles, sinon inactifs, à Guadalajara au vu et au su de toutes les autorités — ainsi comme il l'était de tous les gouvernements locaux depuis des lustres.

Plus « aucune plainte » à formuler

La plupart des observateurs estiment que le succès de la politique du nouveau président — une volonté de « moderniser » le pays à étapes forcées — requerrait non seulement la bienveillance mais la participation active des États-Unis, tant pour ce qui est de la négociation de la dette que d'une accélération des investissements. Quel meilleur gage de bonne volonté lui donner alors, que de se porter à ses côtés pour lutter contre ce qui lui paraît la principale menace contre lui : l'invasion de la drogue ?

Les premiers résultats ne se sont pas fait attendre. En 1988, le Sénat américain avait à une large majorité souhaité inclure le Mexique au nombre des pays « producteurs » de drogue, privés d'une aide économique des États-Unis. En 1989, en revanche, le test de la « bonne conduite » a été passé presque sans difficulté : Washington n'a officiellement plus « aucune plainte » à formuler contre le Mexique.

Simplement le président Bush s'est déclaré : « Par un travail commun nous pourrions encore obtenir davantage. » Il y a donc tout de même un peu de subtilité de la part des États-Unis pour ne pas amener l'opinion mexicaine contre des empiétements de souveraineté de la part d'agents de la DEA opérant certainement en grand nombre (leur effectif est tenu secret) et dont le rôle surpasse parfois le tact.

JEAN-PIERRE CLERC.



Pour le seul mois d'août, la presse a ainsi successivement informé d'une grosse saisie d'héroïne pure (54 kilos) et de l'interception de 3,8 tonnes de marijuana dans le centre-nord du pays. Cela pour ce qui concerne les productions « locales ». Sur la route de la cocaïne, importée quant à elle de Colombie, le tout nouveau secrétaire d'État à la justice spécialisée dans la lutte contre la drogue, vient de faire connaître que 21 tonnes de poudre blanche ont été saisies en neuf mois seulement. Trente-trois tonnes l'avaient été durant le sextennat précédent. La police a d'autre part mis la main sur une bande dirigée par une Mexicaine qui avait « blanchi » 10 millions de narco-dollars au profit du cartel de Medellín.

L'action la plus spectaculaire cependant remonte au 8 avril dernier avec l'arrestation dans la ville de Guadalajara, capitale mexicaine de la drogue, de Miguel Felix Gallardo. Cet homme de quarante-trois ans, distingué, discret, est un ancien policier converti dans les affaires. Il était, selon les services de lutte antidrogue américain (DEA), le principal maillon du *tremplin*, ce véritable maillon d'aérien de bi-moteurs bourrés de « blanche » qui relie la Colombie et les États-Unis : tout au long des quelque 3 200 kilomètres de frontière avec les États-Unis, des ranchs isolés, dotés de pistes d'atterrissage sommaires et aisément camouflables, sont le théâtre de dizaines de transbordements.

qui fait des ravages dans la jeunesse des banlieues misérables de Mexico et d'ailleurs.

Le président Salinas avait donné le ton dès son discours d'investiture : le 1^{er} décembre 1988, il a annoncé que le « narcotrafic » constituait désormais « un risque élevé pour la sécurité de la nation » et que le combatte serait désormais bel et bien « une affaire d'État ».

Fonctionnaires sanctionnés

Le chef de l'État a déjà frappé, et fort. Ainsi, avec Felix Gallardo, a-t-on vu « tomber » rien de moins que le procureur adjoint du Sinoloa (dans le nord-ouest du pays), chargé de la lutte contre la drogue, ainsi que le chef de la police judiciaire du même État et le patron de la police municipale de Culiacan, capitale du Sinoloa. Felix Gallardo a en outre reconnu jour de protections et même de complicités actives (approvisionnement en armes et fourniture de matériel radio de la part des policiers de la route de différents États de la fédération).

La raison la plus déterminante de cette nouvelle politique tient à la pression croissante exercée en ce sens par Washington. Un grave incident avait en 1985 contribué à éveiller l'attention de l'opinion nord-américaine, déjà très préoccupée par les ravages de la drogue, sur le « cas mexicain » :

I.T.S. Langues

LES PROFESSEURS
ENSEIGNENT
LEUR LANGUE
MATERNELLE

ANGLAIS - ESPAGNOL
PORTUGAIS - BRÉSILIEN

NOS OBJECTIFS : donner au stagiaire une bonne maîtrise de la langue et lui faire découvrir les coutumes et les modes de vie du pays dont il sera en relation.

21, rue de la République - 92000 Nanterre
Tél. : (1) 30 40 50 40
Fax : (1) 30 40 50 40

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
RE ABONNEZ-VOUS

**LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS**
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS
36.15 LE MONDE

ZERO FRANC. ZERO CENTIME.

L'affaire du mois, ce n'est pas le lingot, ce n'est pas le yen, ce n'est pas le pétrole. Celle que je vous propose, moi Monsieur Financement, est si rare, que nous l'appellerons entre nous l'affaire de septembre. C'est zéro franc, zéro centime.

Par exemple, pour une Renault de 100.000 F livrée en septembre vous versez 20.000 F, puis, 500 F par mois. Vous roulez, roulez jusqu'en janvier 91, et là, vous vous décidez à acheter.

Vous ne versez que 72.500 F, votre voiture ne vous coûte donc que 100.000 F, sa valeur initiale, et pas un sou de plus malgré les 16 mois écoulés. Je ne saurais trop vous conseiller de saisir cette affaire au plus vite.

C'est en septembre chez Renault, cela concerne toutes les Renault, rien que les Renault. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au

NUMERO VERT 05.25.25.25

Location avec option d'achat sur tous les VP neufs. Ex.: prix TTC 100.000 F. 1^{er} versement 20.000 F (dont 5.000 F de 1^{er} loyer majoré et 15.000 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale). 15 loyers à 500 F, 44 loyers à 2.307 F. Coût total en cas d'acquisition au 60^e mois: 129.008 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de F. 321.490.700 - 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221.



INTERMARCO - RCS NANTERRE 85719656

M. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

DIAC
Financements Renault

صكنا من الاصل

Politique

Le Monde • Jeudi 7 septembre 1989 • 7

Face à la fronde de MM. Léotard et Méhaignerie

M. Giscard d'Estaing devra faire des concessions s'il veut préserver l'UDF

Le bureau politique de l'UDF devrait se tenir, mercredi 6 septembre, à 18 heures, sans la participation de MM. Pierre Méhaignerie et François Léotard, les présidents des deux principales composantes de la confédération. A l'ordre du jour : la préparation des élections sénatoriales du 24 septembre et des élections générales de l'opposition.

Officiellement, chacun veut donner le sentiment de camper sur ses positions. C'est la deuxième fois que le président du CDS refuse de prendre place autour de la table du bureau politique. Le 5 juillet dernier, au lendemain des élections européennes, il avait déjà pris soin de signifier par lettre à M. Valéry Giscard d'Estaing son refus de s'engager comme si de rien n'était. M. Méhaignerie mettrait à l'époque le doigt sur les deux problèmes majeurs de l'opposition : « libérale » que sont le positionnement politique (« l'UDF, l'ancien libéral, doit être un mouvement libéral social qui se situe au centre ») et le fonctionnement interne, manifestant son souci « d'une adaptation et d'une amélioration dans un esprit plus démocratique et de plus grande représentativité des modalités de décision et de fonctionnement de la confédération ». Cette requête étant demeurée lettre morte, M. Méhaignerie n'a pas cru bon, en recevant la convocation pour ce bureau politique de rentrée, de changer de point de vue.

En fin de semaine dernière, il faisait parvenir au président de l'UDF une deuxième missive pour le confirmer. M. Giscard d'Estaing a également reçu au cours du dernier week-end une autre lettre, signée cette fois de M. Léotard. Démarche épistolaire qui avait été couronnée avec M. Méhaignerie le 31 août, le jour de la visite du président du PR à l'université d'été des jeunes du CDS à Ramatuelle, et qui, sur le fond, reprend à l'identique les arguments du président du CDS. Devant ce nouveau front du refus, M. Giscard d'Estaing n'a pas bougé. Son entourage s'est contenté de faire savoir « que les élections sénatoriales avaient lieu dans une vingtaine de jours et que les dirigeants de toutes les composantes sont invités à participer à ce bureau ». En réalité, le président de l'UDF n'a surtout pas voulu décom-

mander en dernière minute ce bureau, pour ne pas mécontenter plus qu'il l'est les petites composantes, inquiètes de voir se bâtir une nouvelle entente PR-CDS « sur leur dos ».

Apaiser les esprits

Il semble néanmoins qu'en coulisse, chacun soit désireux d'apaiser les esprits, de ne point aggraver le ridicule du spectacle offert depuis plusieurs mois par cette UDF incontrôlable. Un contact téléphonique qualifié de « courtois » a bien eu lieu lundi 4 septembre entre MM. Giscard d'Estaing et Méhaignerie. M. Léotard n'a point eu cet honneur. Mais son entourage est manifestement désireux aujourd'hui de « ne pas aggraver » davantage l'ancien chef de l'Etat. Prudence tout à fait explicable. L'élection de M. Léotard à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale semble moins facile qu'annoncé. Le rapprochement soudain avec M. Méhaignerie ne paraît pas être du goût de tout le PR. Rien qu'appuyé par M. Gérard Longuet, qui, dans une entrevue au Quai des Ormes du mercredi 6 septembre, l'investit déjà du rôle de grand con-

mandeur de l'opposition pour 1993. M. Léotard est lésé par M. Alain Madelin, lieutenant passé avec armes et bagages dans le camp Giscard, devenu selon les mots mêmes du président du PR, en privé, « totalement incontrôlable ».

Ainsi qu'il l'a promis lundi dernier au président du CDS, M. Giscard d'Estaing est toutefois décidé maintenant à faire des concessions. Il admet que l'UDF ne peut rester en l'état et semble ouvert à toute proposition pour honorer l'engagement qu'il faisait en avril dernier d'« apporter plus de transparence et de démocratie à l'UDF ». Des réunions informelles avec des délégations de toutes les composantes vont être très vite organisées. M. Giscard d'Estaing craint une automatisation définitive de l'UDF face au RPR, qui pourrait tout aussi définitivement lui faire perdre pied sur le terrain de l'union de l'opposition, le seul solide selon lui. Il voit ainsi d'un mauvais oeil le prochain dimanche que passera en commun RPR et PR à Perpignan au terme de leurs universités d'été respectives. Surtout lorsqu'on laisse entendre que M. Méhaignerie pourrait, lui aussi, faire le déplacement.

DANIEL CARTON.

M. Michel Noir continue de militer pour la fusion RPR-UDF

M. Michel Noir, interrogé par Antenne 2, mercredi 6 septembre, a estimé que « le premier étage de la fusée » allumé par les « renouveaux » de l'opposition « pour forcer les formations politiques à bouger (...) a bien fonctionné ». Le maire RPR de Lyon a ajouté : « Les formations politiques ont compris, ont bien évolué (...) ». Il a expliqué que le « programme de l'autonomie » doit permettre d'allumer le « deuxième étage » de cette fusée « pour passer aux actes » et « aller à l'objectif : la mise sur orbite d'une formation commune car il n'y a que comme ça que l'on gagnera les élections législatives de 1993, prochaine échéance ».

A propos du « pacte de croissance » proposé par M. Michel Rocard, M. Noir a affirmé regarder « avec intérêt l'idée de ne pas voter

la caisse ». Selon lui, « la moitié des richesses supplémentaires dégagées » grâce à la croissance « appartient aux Français, aux contribuables » et doit donc se traduire par une baisse des impôts. « Avec l'autre moitié (...), il faut continuer d'investir en nouvelles mais essentielles surtout en formation des hommes », a-t-il ajouté. D'autre part, le maire de Lyon a expliqué sa décision d'accorder le permis de construire pour une mosquée dans sa ville, contre laquelle quatre cents personnes avaient manifesté, mardi 5 septembre à Lyon. « Les Français de religion musulmane ont droit à un lieu de culte de par la Constitution », a-t-il dit avant de poursuivre : « Par pédagogie, on peut faire comprendre que la différence de l'autre n'est pas forcément une agression pour soi ».

Les élections sénatoriales du 24 septembre

Bouches-du-Rhône : épreuve de force entre M. Vigouroux et le PS

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Une épreuve de force a été engagée entre le Parti socialiste et le maire (ex-PS) de Marseille, M. Robert Vigouroux. Alors qu'un accord paraissait conclu pour que M. Vigouroux conduise une liste de la majorité présidentielle comprenant des candidats socialistes et de la majorité municipale, les discussions ont, en définitive, échappé sur les exigences du maire de Marseille qui veut désigner, seul, l'ensemble de ses candidats, y compris ceux du PS. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, lui a lancé, mardi 5 septembre, un ultimatum, expirant mercredi à 17 heures. Au cas où M. Vigouroux maintiendrait ses positions, les socialistes constitueraient leur propre liste, laquelle serait conduite par M. Louis Philibert, président du conseil général et

ancien député. Le bureau exécutif du PS, qui devait se réunir ce mercredi, pourrait entériner une rupture apparemment consommée.

D'abord très réservé, le maire de Marseille s'était laissé convaincre de l'opportunité de conduire une liste de la majorité présidentielle susceptible de remporter cinq sièges sur les sept à renouveler, c'est-à-dire un siège de plus qu'il n'y a que dans le cas de deux listes séparées. Les socialistes devaient occuper les deuxième, quatrième et sixième places, les trois autres et cinquième revenant à des « vigouristes » et la septième étant dévolue à un candidat désigné « d'un commun accord ». Il était entendu que chaque parti devait choisir ses propres candidats, et c'est précisément sur cette clause que les négociations ont échappé. S'il n'aurait pas d'objection à la candidature, en deuxième position, de M. Jean-

François Ficheral, nouveau maire (PS) d'Aix-en-Provence, M. Vigouroux s'oppose, en revanche, à celle de M. Jacques Siffre, maire (PS) d'Istres, ancien député, en troisième position, au profit de M. André Vallet, nouveau maire (PS) de Salon-de-Provence.

Deux rencontres entre le maire de Marseille et le premier secrétaire du PS n'y changèrent rien. Le 4 septembre, M. Mauroy demanda encore à M. Vigouroux de « lui faire part, rapidement, du maintien ou de l'évolution de [sa] position », puis, le lendemain, à la veille de la réunion du bureau exécutif, lui laissa un dernier délai de vingt-quatre heures. Sans attendre l'expiration de ce ultimatum, la fédération a estimé de son côté qu'il était temps qu'elle se manifeste en réunissant, mardi 5 septembre, pour les « informés de la situation », les grands électeurs socialistes.

Mais les socialistes ne sauraient admettre d'être « tirés » par le maire de Marseille. « Nous voulons rester la tête haute », a proclamé le premier secrétaire fédéral du PS, M. Yves Vidal, qui a placé le conflit avec M. Vigouroux sur le plan de l'« éthique politique ». La parade ? La désignation, de principe, conjointe du parti et du bon M. Philibert, qui « n'est pas candidat » mais qui, « dans l'intérêt du parti », se dévoue. Ce n'est pas lui, il tient à le préciser, qui choisit ses collègues. Un gros épine qui reste dans le pied du parti car les candidats sont nombreux, une quinzaine, dont trois des cinq sénateurs sortants, MM. Bastien Lecia, Charles Bonifay et Pierre Matraja. M. Irma Rappuzzi et M. Félix Ciccolini ne se représentent pas. Une crainte supplémentaire : les transfuges. Déjà, M. Vallet a sauté le pas et sera candidat sur la liste de M. Vigouroux.

GUY PORTE.

La préparation du congrès socialiste

Le bureau exécutif du PS ouvre la discussion sur le projet de budget pour 1990

Le bureau exécutif du Parti socialiste devait recevoir, pour la deuxième semaine consécutive, mercredi 6 septembre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie, qui, le 30 août, avait présenté aux socialistes son projet de budget pour 1990. La discussion devait, cette fois, s'engager autour, notamment, de la baisse de l'impôt sur les sociétés et de celle de la TVA. Pour sa part, M. Laurent Fabius, qui M. Bérégovoy soutient dans la préparation du congrès du PS, se borne à déclarer à ce sujet, dans un entretien publié par Libération, qu'il fait « confiance au goût de l'efficacité et au sens de l'équité de Pierre Bérégovoy et Michel Charasse » (le second étant ministre délégué du budget).

Le président de l'Assemblée nationale, qui réunit ses amis les 9 et 10 septembre à Evry (Essonne), pour préparer la contribution qu'il rendra

publique à la fin du mois, entend faire de la rénovation du PS l'axe principal de ses propositions. Il défend l'idée d'un « parti moderne de masse », qu'il faut « enraciner dans la société ». En se « positionnant » ainsi, M. Fabius concurrence M. Michel Delabarre — le rénovateur attitré, qui s'est allié avec M. Lionel Jospin, mais qui réunit ses propres amis le 17 septembre à Gouville, dans l'Oise. En même temps, le président de l'Assemblée nationale reprend à M. Jean Popperon l'idée d'un pacte de croissance auquel serait associé le secteur privé.

Les amis de M. Popperon se réunissent mercredi et ceux de M. Jospin doivent se réunir aussi, ce mois-ci, pour mettre au point leur contribution, tandis que M. Louis Mermoz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, poursuit son entreprise visant

à rassembler autour de lui, le moment venu, les miterrandistes. Du côté des rocardiens, M. Bernard Poignant, député du Finistère, maire de Quimper, reproche aux miterrandistes de « tomber sur Rocard en espérant ainsi éviter de mettre à jour les divisions du courant majoritaire ».

Dans un entretien publié le 5 septembre par le Figaro, M. Poignant reproche, aussi, à certains ministres de critiquer la politique sociale et il les invite à « en tirer les conséquences en ne continuant plus cette politique au gouvernement ». Ils critiquent, notamment, M. Jospin pour ses déclarations sur le rapport Prévoit sur la poste. Selon M. Poignant, le ministre de l'Éducation nationale « ne sait pas renvoyer l'ascenseur », alors que, « l'an dernier, lorsqu'il était en difficulté avec les enseignants, personne n'est venu le gêner ».

M. Fabius ne veut pas d'un congrès « pour ou contre le gouvernement »

M. Laurent Fabius déclare, dans un entretien publié par Libération, mercredi 6 septembre, qu'il entend défendre, en vue du congrès du PS, « une ligne clairement de gauche » et que son objectif est de « construire un parti moderne de masse », cela « autour de l'axe miterrandiste ». « Certains paraissent tentés de faire un congrès pour ou contre le gouvernement. Ce serait absurde », affirme le président de l'Assemblée nationale.

M. Fabius souhaite un débat mené « au fond, à fond, mais fraternel et, finalement, rassembleur ». Il ajoute : « A quel moment s'opèreront les synthèses ? Je ne peux pas décider à priori. Refusant les « querelles de personnes », il affirme : « Notre contribution sera ouverte à tous ceux qui voudront la signer ».

Interrogé sur le « grand dessein » dont il avait regretté l'absence, il y a un an — tout en précisant que ce fut un reproche adressé à M. Michel Rocard, — le président de l'Assemblée nationale déclare : « On avait suivi, certains m'objectent : c'est trop / Raccommoder que les « travaux d'Hercule », cela ne manque pas d'ambition non plus !

C'est d'ailleurs parfaitement normal : on n'invente pas sans projet ni méthode d'ensemble, on ne convainc pas sans cohérence reconnue, sans provoquer la confiance et, si possible, l'enthousiasme ».

Au sujet du pacte de croissance proposé par le premier ministre, M. Fabius déclare : « Nous devons, pour juger, attendre la réponse à trois questions : quelle sera l'attitude des partenaires

sociaux (puisque un pacte suppose des co-participants) ? Que donneront concrètement, pour les fonctionnaires, les critères envisagés ? Comment associera-t-on au progrès social les autres catégories ? ». Le président de l'Assemblée nationale souligne que « puisque la situation économique du pays s'est, heureusement, améliorée, la lutte contre le chômage, d'une part, les revenus du travail, d'autre part, doivent en bénéficier ».

Le projet d'amnistie lié au financement des partis

Attendre et voir...

Un mois avant la rentrée parlementaire, la question du financement de l'activité politique — qui sera, avec le projet de budget, l'un des principaux débats de la session d'automne — commence à nourrir de nouveaux échos, débats et rumeurs. Pour le moment, les interrogations se focalisent sur le point le plus délicat des projets gouvernementaux : l'amnistie des délits liés au financement des partis politiques et des campagnes électorales. C'est l'adjonction de cette amnistie au projet réglementant le financement qui avait, au printemps, soulevé des tempêtes et conduit le gouvernement à prendre le temps de la réflexion jusqu'à la session d'automne.

Landi 4 septembre, cette question est revenue sur le devant de la scène, avec la présence de M. Michel Pezet, député PS des Bouches-du-Rhône, inculpé dans une affaire de fausses factures, sur le plateau de « L'heure de vérité » de M. Lionel Jospin. Interrogé sur le « volet » amnistie du projet, le ministre d'Etat avait semblé marquer une certaine réserve, en affirmant : « Ce projet n'a pas été déposé sur le bureau du Parlement, je n'ai donc pas à le décrire tel qu'il est ou tel qu'il n'est pas (...). Mais je crois que si l'on fait passer ce texte en limitant notamment les dépenses (...), l'objectif essentiel sera atteint ».

Dans une interview à Libération de mercredi, M. Laurent Fabius affirme, pour sa part : « Il sera (...) sage d'apprécier (...) les intentions des uns et des autres. Si une bonne

loi peut être votée, bravo, car elle est nécessaire. Si au contraire la perspective est de s'écraser dans le mur, il faudra avoir le sagesse de l'avis ».

De la même façon, le 29 août, lors du petit déjeuner hebdomadaire, à l'Hôtel Matignon, des « éléphants » du PS, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire, avait, une nouvelle fois, affirmé qu'il n'est pas demandeur de cette amnistie.

Aucune décision, en fait, ne semble encore avoir été prise par le premier ministre. L'Hôtel Matignon explique qu'il est encore trop tôt pour reprendre la réflexion sur l'adjonction ou non de l'amnistie au projet. On explique, en particulier, qu'une telle réflexion aujourd'hui « tournerait à vide » : l'un des éléments déterminants du choix sera l'attitude de l'opposition de droite et du centre. Or, Matignon juge qu'on ne peut pas préjuger de ce que sera l'état d'esprit de cette opposition au moment de la discussion au Parlement.

De côté du PCF, en revanche, M. Georges Marchais, secrétaire général, a réaffirmé, mardi sur RMC, que son parti voterait contre une éventuelle amnistie. Les choses sont donc claires de ce côté-là. Mais on indique à Matignon que ce n'est pas l'attitude du PCF qui entrera en ligne de compte pour le choix définitif, qui devrait être effectué, ajoutent-on, au terme d'une réflexion qui devrait reprendre, approximativement, au moment de la rentrée parlementaire.

J.-L. A.

Gironde : confusion à droite

BORDEAUX
de notre correspondant

Le droit girondin devrait souffrir de l'absence, présente deux listes aux élections sénatoriales. L'une, sur laquelle M. Jean-François Pintat (UDF-PR), sénateur sortant, et M. Jacques Valade (RPR), le dauphin bordelais de M. Jacques Chaban-Delmas tiennent, respectivement, la première et la deuxième place, a reçu l'approbation officielle des partis de droite.

L'autre sera dirigée par M. Jacques Boyer-Andrivet, rattaché administrativement au groupe sénatorial centriste, à qui ses amis ne proposent qu'une quatrième place, réputée non éligible. L'équilibre des forces politiques donne deux sièges à la gauche et trois à la droite.

De 1980 à 1987, MM. Pinat, Raymond Brun (CNI) et Valade occupèrent ces trois sièges. En janvier 1987, l'entrée de M. Valade au gouvernement avait permis à M. Boyer-Andrivet de retrouver un siège qu'il avait occupé de 1971 à 1980, date à laquelle il avait accepté une quatrième place non éligible. Neuf ans plus tard, il n'éprouve aucune envie de répéter cette expérience, et il a, dès le mois de mai, revendiqué par écrit la tête d'une liste d'union de la droite. Evidemment sans succès. « La plaisanterie a été

duré ; nous avons mieux à faire qu'à interpréter les états d'âme de quelqu'un qui se cramponne encore à ses ambitions et once ans », dit-on sans aménager du côté du RPR. Et l'on oppose à M. Boyer-Andrivet l'exemple de M. Brun qui renonce à se présenter et « a su se retirer », au profit d'un RPR, M. Gérard Cesar, président de la chambre d'agriculture de la Gironde et ancien député.

M. Boyer-Andrivet bénéficie du soutien des centristes, toujours à la recherche d'une légitimité que le faible score de la liste Veil aux européennes (7,5 % en Gironde) ne leur a pas donné. M. Bernard Gassot, le vigoureux entraîneur, maître CDS de Margaux, l'une des plus célèbres communes viticoles du Médoc, occupe la deuxième place de cette liste centriste.

Le PS peut-il espérer tirer avantage de cette confusion et récupérer un troisième siège ? Il a reconquis en tête leurs deux sénateurs sortants, MM. Philippe Madrelle et Marc Boesuf. Cependant, les rocardiens, qui briguaient la troisième place avec une candidate, M^{me} Joëlle Dussan, n'ont pas obtenu gain de cause. Elle occupera la quatrième position derrière M. Bernard Dussan. PC d'un côté et FN de l'autre seront aussi en lice.

GINETTE DE MATHA.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontana, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1983)

Durée de la société : créée à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontana, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Verne

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

Reconnu pour l'application de la loi n° 102-67-88-81

ISSN : 0393-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Compost 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

Reconnu pour l'application de la loi n° 102-67-88-81

ISSN : 0393-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Compost 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

Reconnu pour l'application de la loi n° 102-67-88-81

ISSN : 0393-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Compost 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Société

Un entretien avec le directeur général de la gendarmerie

« Les conditions de travail et de vie se sont dégradées » nous déclare M. Charles Barbeau

Cinq ans après l'avoir dirigée entre 1979 et 1984, M. Charles Barbeau retrouve la gendarmerie en pleine agitation. Il convient lui-même que « les conditions de travail et de vie des gendarmes se sont dégradées ». Dans un entretien au Monde, il explique qu'il n'est pas question de « démissionner » l'arme, de reconnaître un quelconque droit syndical aux gendarmes. Mais il attend beaucoup des commissions de participation, nouvellement créées, qui se réuniront entre le 11 et le 15 septembre.

« Comment analysez-vous les raisons de l'agitation actuelle ? Quel diagnostic portez-vous sur son origine ? N'a-t-on pas tardé à en prendre conscience ? »

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le souhait des gendarmes est de travailler dans de bonnes conditions. Or, il faut admettre que les conditions de travail se sont dégradées depuis une quinzaine d'années. L'augmentation de la délinquance, l'exigence croissante de sécurité des Français ont des répercussions très importantes sur le volume des missions, leur nature n'ayant pas réellement changé. En même temps, la crise économique s'est traduite par une rigueur budgétaire accrue. Un « différentiel » est apparu entre les moyens et les missions.

Des efforts ont certes été accomplis par les gouvernements successifs, mais ils n'ont jamais été à la mesure des besoins. Ils n'ont pas enrayer le déséquilibre croissant qui est apparu dans les charges des différentes unités territoriales. L'urbanisation, les migrations saisonnières ont particulièrement affecté certaines brigades qui sont aujourd'hui dans une situation particulièrement difficile.

Parallèlement, certaines catégories sociales ont obtenu des améliorations notables grâce à des mouvements revendicatifs parfois très durs. Les gendarmes, habitués à la réserve que leur impose le statut militaire, ont pu croire qu'ils étaient oubliés. Pour sortir de la crise, il faut bien sûr donner aux gendarmes des moyens supplémentaires et accomplir les réformes profondes.

Par rapport à ce que vous avez connu entre 1979 et 1984, y a-t-il en dégradation de l'institution pour qu'on se soit arrêté là ?

J'ai tenu une réunion avec les généraux commandant les régions et les colonels commandant les légions. La conclusion unanime a été que, nonobstant la crise et, peut-être, à cause d'elle, la gendarmerie mettait en ce moment un point d'honneur à accomplir ses missions habituelles de façon exemplaire. La crise ne s'est pas traduite par une dégradation du service.

En revanche, il est bien vrai qu'en 1984, les problèmes d'effectifs existaient déjà. Il y avait des brigades surchargées. Mais il est vrai aussi que, lorsque le président de la République s'est fait présenter la gendarmerie le 14 juillet 1984 à Melun, cette manifestation nationale a été impeccable et que chacun avait participé à sa préparation avec dévouement et enthousiasme. J'en

avais déduit, j'avoue, que je laissais en partant la gendarmerie en bon état.

Actuellement, il n'y a pas de dégradation de l'institution en ce qui concerne le service.

En revanche, en ce qui concerne les conditions de travail et de vie, probablement. Le fond du problème est que les tensions que connaissent les unités les plus chargées ne sont plus acceptées, en particulier par les gendarmes recrutés ces dernières années. En cinq ans, il y a un renouvellement d'un cinquième du corps des sous-officiers.

En raison de leurs origines et de leur formation, les jeunes gendarmes et leurs épouses n'acceptent plus que leurs conditions de travail altèrent leur vie de famille ou que leur logement en caserne soit un frein à une vie plus indépendante telle que nos compatriotes la souhaitent.

Le sous-officier de gendarmerie de 1989 n'a-t-il pas beaucoup changé ? L'officier chargé de l'encadrement est-il aujourd'hui bien formé pour le commander ?

Autrefois, les jeunes que nous recrutions étaient d'origine rurale. Nos sous-officiers sont aujourd'hui pour la plupart issus de milieux variés, notamment d'employés de régions urbaines. On est passé, en quelques années, du secteur primaire au secteur tertiaire. Le gendarme ne vit plus en autarcie. Il est au fait de la vie économique et sociale du pays. Son épouse travaille. Proche de la population, il compare, compte tenu de sa position d'observateur privilégié, sa situation personnelle avec celle des autres citoyens. Dans la civilisation de loisirs actuelle, il supporte plus difficilement les contraintes inhérentes à son état. Plus professionnel, mieux intégré dans la vie de la cité, le gendarme de 1989 est plus exigeant et plus sensible aux disparités sociales.

60 % à 70 % des officiers proviennent des corps des sous-officiers et connaissent bien le service de la gendarmerie. Il n'en reste pas moins que nous sommes confrontés à des problèmes de formation. Lorsque des missions supplémentaires de défense opérationnelle du territoire ont été confiées à la gendarmerie, la formation militaire de l'encadrement dans nos écoles a peut-être été accentuée au détriment de sa formation administrative générale au poste de police. Cela explique que des conflits d'ordre professionnel, à l'intérieur des unités, se jouent autour d'une qualification jugée parfois intégrale.

Il faut remarquer que le commandement de la gendarmerie est un exercice difficile, en raison de la dispersion des unités, et que la crise porte essentiellement sur le fonctionnement des brigades territoriales dans la gendarmerie départementale. Les officiers ont un rôle qui est ressenti comme beaucoup plus d'inspection que de commandement.

Lors de leurs contacts avec les brigades, ils se concentrent peut-être trop sur des aspects secondaires qui touchent sans l'essence du service. Or, il ne faut pas oublier que ce vice met d'abord les commandants de brigade en relation avec les autorités administratives et judiciaires beaucoup plus qu'avec leur propre hiérarchie. Pour corriger cette situa-

tion il faudra des mesures à long terme en matière de formation. Les jeunes officiers n'ont peut-être pas toujours conscience de cet état de choses en dépit d'une qualité très souvent remarquable.

14 600 candidats

Pan dentier

Le gendarme sait que jouer les corbeaux est un défi. Pourtant, certains n'ont pas hésité à user de la lettre anonyme. Grâce à cette voie déplorables, il leur a semblé qu'ils étaient écoutés.

Le procédé des lettres anonymes n'est pas acceptable. Le 23 août, jour de la réunion de concertation avec le ministre de la Défense, les gendarmes ont pu faire entendre leur voix. Aucun sujet n'a été écarté. Pendant trois jours, les participants ont pu s'exprimer libre-



ment lorsqu'ils ont été sollicités par les journalistes. Le 26 août marque toutefois la fin de cette période où l'obligation de réserve a été levée.

Il n'est donc pas normal que l'envoi de lettres anonymes continue. Grâce aux structures de réflexion et de concertation qui ont été créées, chacun peut exprimer son point de vue en s'adressant à l'un des membres de ces commissions, officiers ou sous-officiers. Chacun doit mettre à contribution ses capacités de réflexion et d'innovation pour rénover le service public de la gendarmerie, mais l'obligation de réserve joue pleinement depuis lors.

Depuis quelques jours nous assistons toutefois à un phénomène nouveau, comme si on cherchait à relancer le mouvement : l'envoi dans les brigades de lettres argumentées sur papier blanc appelant à des revendications méthodiques et plus politiques qui émanent apparemment de deux ou trois centres de diffusion. A charge, implicitement, pour les brigades de les authentifier par le cachet de la gendarmerie et de les envoyer aux médias. Cela n'est pas acceptable. Des directives ont été données au commandement pour rechercher et réprimer sévèrement leurs auteurs... s'il s'agit de gendarmes.

Quels sont, aujourd'hui, les remèdes les plus urgents pour répondre au malaise ?

Le 23 août, le ministre de la Défense a déjà annoncé des mesures, en matière d'effectifs et de crédits accordés au fonctionnement des unités, mesures qui auront des résultats immédiats (le carnet d'habilitation, le crédit libre des brigades, l'augmentation des effectifs avec la possibilité de disposer de 500 emplois dès la fin de cette année).

Il y a en outre des mesures qui résulteront des travaux des commissions de concertation. Il a été décidé le 23 août, de créer cinq commissions (participation et concertation ; adaptation aux missions ; rénovation du cadre de vie ; astreintes de service ; relations de commandement), qui doivent se réunir entre le 11 et le 15 septembre avec pour objet de faire des propositions immédiates sur des mesures à appliquer rapidement et qui seront annoncées fin septembre dans les domaines des astreintes et de l'institutionnalisation de la concertation à titre permanent à différents niveaux d'unités. Ensuite, les commissions approfondiront leurs travaux. Hormis les présidents de ces cinq commissions, les autres membres sont des officiers et des sous-officiers volontaires. La gendarmerie n'est pas tenue à l'écart des mesures touchant à la revalorisation de la condition militaire et ne sera pas de celles résultant du pacte de cruauté annoncé par le premier ministre.

Quatre mille emplois annoncés pour les quatre années prochaines. Comment autant recruter en maintenant la qualité ?

Chaque année, la gendarmerie recrute 3 000 à 3 500 gendarmes. L'augmentation des effectifs prévue pendant quatre ans (750 gendarmes d'active) est possible sans changer les critères de sélection.

Pour l'instant, le nombre des candidatures est suffisant en quantité et en qualité. En 1988, nous avons enregistré 14 600 candidatures. Pour les huit premiers mois de 1989, nous disposons d'une ressource de 11 500 candidats et candidatures. Depuis un an, la gendarmerie mène des campagnes d'information principalement orientées sur les jeunes vivant dans les plus grandes agglomérations. Grâce à cette action, le volume des candidats peut être estimé à 18 000 en 1989.

Pas question de syndicalisme

Etes-vous partisan d'une « démilitarisation » de la gendarmerie et de la création d'un seul corps national de sécurité intérieure ?

Le problème de la « démilitarisation » de la gendarmerie n'est pas posé. De son histoire, la gendarmerie tient son statut militaire que la loi de février 1791 a prévu et que les régimes successifs ont maintenu. Elle fait partie des armées. Elle est sous l'autorité du ministre de la Défense même si le décret de mars 1903 l'a placée dans les attributions de différents ministres, dont ceux de l'intérieur et de la justice.

Pendant cent cinquante ans, la gendarmerie a été en matière de sécurité publique la seule force de

police nationale. Seules étaient étatisées les polices de Paris, depuis l'Ancien Régime, puis, au cours du dix-neuvième siècle, celles de Lyon et de Marseille. C'est la loi de 1941 qui a permis ensuite, pour des raisons essentiellement financières, d'instituer progressivement là où il y avait des polices municipales non unifiées, une police nationale.

Nos voisins connaissent partout, que ce soit verticalement ou horizontalement, deux polices. Le Portugal, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg ou la Belgique ont une gendarmerie et une police parfois nationale. Cela n'est pas lié au régime de Franco ou à celui de Mussolini. Ce sont des corps très anciens, calqués sur le modèle français.

Quant aux Etats dits de l'Europe du Nord, on entre dans des distinctions horizontales. Au Royaume-Uni, la décentralisation, dans un Etat unitaire, des institutions administratives est telle que la police, en matière de sécurité publique, relève des autorités locales, ou des cantons. Les forces de police fédérales sont soit extrêmement limitées, comme en Suisse, soit, comme en Allemagne, la Bundesgrenzschutz, à structure militaire, chargée de la police des frontières et de l'entretien de l'ordre. On ne peut pas dire que nos voisins connaissent une police unique. Ce n'est pas exact.

La coexistence de la police et de la gendarmerie est une garantie des institutions : libre exercice du pouvoir judiciaire, information du pouvoir exécutif, emploi des forces de maintien de l'ordre.

A défaut de syndicalisme, dont vous ne voulez pas, quelle structure de participation des gendarmes à leur vie professionnelle pouvez-vous imaginer et quel rôle concédez-vous aux associations de retraités ?

Il n'est, en effet, pas question de syndicalisme dans les armées et, dans la gendarmerie, les structures de participation, institutionnalisées et permanentes, qui seront mises en place à différents niveaux peuvent faire coexister deux types de systèmes. D'abord, un système qui n'a pas bien fonctionné et qui est en cours de trop calqué sur celui de l'armée de terre : celui du président des sous-officiers, qui est à maintenir ou à réformer. Ensuite, les structures de concertation elles-mêmes reposeraient sur une combinaison du volontariat et du tirage au sort à l'image de ce qui a été fait pour la commission révisée le 23 août par le ministre afin de concilier l'aspiration à une relative liberté dans les désignations avec ce qui est compatible avec le statut militaire.

Enfin, il est bien vrai dans la gendarmerie, les associations de retraités ont toujours joué un rôle de concertation et de revendication qui a mis parfois le commandement en difficulté. Elles feront valoir que, ce faisant, elles ont lancé des avertissements dont il n'a pas été suffisamment tenu compte.

Propos recueillis par JACQUES ISNARD.

JUSTICE

Proxénétisme
homicide involontaire...

Amendes fantaisistes
pour 41 000
automobilistes
parisiens

Le 31 août, 41 000 Parisiens ont eu la mauvaise surprise de recevoir une lettre de convocation à l'audience pour des motifs qui auraient dû logiquement les conduire... en prison. « Proxénétisme aggravé par lien de parenté entre l'auteur et la victime », « homicide involontaire par incitation à l'usage de stimulants », « transport illégal de produits vétérinaires » : tels étaient quelques-uns des motifs qui justifiaient les amendes réclamées, d'un montant de 1 500 F. Vérification faite, la somme correspondait bien à l'infraction qui avait été verbalisée à l'encontre de ces automobilistes, mais en aucun cas le motif ou l'accompagnement, hautement fantaisiste.

A la préfecture de police de Paris, qui assure n'être pour rien dans cette méprise, on explique qu'il s'agit d'automobilistes n'ayant pas payé dans les délais, par timbre-amende, les PV signifiés par les policiers. Dans ce cas, le tribunal de police les condamne à une amende d'un montant supérieur. Puis c'est au tour du Trésor d'engager la procédure de recouvrement. Quant à la qualification, elle est du ressort du tribunal de police qui dépend du ministère de la justice. C'est à ce niveau qu'une erreur se serait produite dans le traitement informatique des amendes. Le Trésor public s'est engagé à adresser une lettre d'excuses aux 41 000 personnes concernées, tout en n'oubliant pas de continuer à leur réclamer les amendes impayées.

La catastrophe aérienne
de Bordeaux en 1987

Le magistrat instructeur
conclut
à une « faute lourde »
des deux pilotes

M^{me} Nicole Besset, juge d'instruction à Bordeaux, a clos par une ordonnance de non-lieu l'information judiciaire ouverte après la catastrophe aérienne au cours de laquelle un bimoteur Brasília Embraer de la compagnie Air Littoral, affrété par Air France, s'était écrasé, le 21 décembre 1987, lors de son approche vers l'aéroport de Bordeaux-Mérignac. Il n'y eut aucun survivant parmi les treize passagers et les trois membres de l'équipage.

Le juge estime, dans son ordonnance datée du 30 juin, que l'accident a été causé par le non-respect des visibilité minimale, alors qu'un épais brouillard régnait sur la région bordelaise, et par la précipitation des pilotes, qui leur a fait rater l'axe normal de descente vers la piste. « L'accident trouve donc sa cause dans le manque de préparation de l'approche finale par l'équipage », déclare M^{me} Besset.

Revenant sur le résultat des analyses des autopsies — nombreuses et controversées — pratiquées sur les corps des deux pilotes, le juge affirme que « la prise en compte d'une alcoolémie de l'équipage ne saurait être exclue de la recherche des causes de l'accident. Le plus faible taux du commandant de bord (0,35 gramme par litre), qui ne fait l'objet d'aucune contestation dans sa réalité, constituant en soi une contravention aux règles de l'air qui prohibent le pilotage d'un aéronef par un navigant sous l'effet de boissons alcoolisées », une faute au regard de la réglementation intérieure de la compagnie Air France, qui interdit la consommation de toute boisson alcoolisée pendant le vol et les huit heures précédant le départ ; et pouvant enfin s'analyser comme une faute lourde au regard de la Convention de Varsovie régissant le transport aérien de passagers.

M^{me} Besset conclut : « La prise en compte de cette alcoolémie permet d'ailleurs d'expliquer le caractère exorbitant et confus des conversations de l'équipage, l'absence de préparation de l'approche de la piste en altitude et en vitesse, les informations négligées et mal analysées, la mauvaise coordination du travail d'équipage, c'est-à-dire les négligences et imprudences commises par les pilotes. »

A. F.

Selon un document interne à l'arme

Des sous-officiers à l'étroit dans leur uniforme

Les sous-officiers de la gendarmerie trouvent à leur statut militaire plus d'inconvénients que d'avantages et ils jugent leur hiérarchie, les officiers en l'occurrence, incapable de les protéger contre l'augmentation des charges de travail, dont chaque gouvernement n'a cessé de régulièrement les accabler, sans contrepartie suffisantes. Cette double appréciation figure dans une note interne à la direction de la gendarmerie nationale, rédigée quelques jours avant le limogeage, le 23 août, de M. Régis Mourier et son remplacement par M. Charles Barbeau à la tête des 91 800 gendarmes français, dont quatre sur cinq sont des sous-officiers.

Il s'agit d'un document de travail qui aurait dû servir de base pour accompagner une réflexion au sein même de la gendarmerie et qui n'a pas été diffusé en fin de compte après une décision, au ministère de la Défense, de le retirer. Or, cette note, qui émane des plus hauts responsables de la gendarmerie, pose un diagnostic tout à fait réaliste sur l'état de l'arme.

La surcharge de travail des gendarmes d'abord. Cinq cents des 3 600 brigades territoriales de la

gendarmerie départementale accusent « une situation de surmoyen qui dure depuis quinze ans et qui n'a fait que s'aggraver », au point que deux cents d'entre elles sont dans une situation extrêmement difficile — puisqu'on y recense plus de soixante-dix heures hebdomadaires de service au nom d'une disponibilité qui devrait être exceptionnelle et qui est devenue le lot quotidien du gendarme.

Ainsi, le document rappelle que, pour la gendarmerie départementale, le rapport Cabannes, qui date de 1986, indique que six gendarmes sont mobilisés là où trente-cinq policiers le seraient, pendant que, pour la gendarmerie mobile, la Cour des comptes a estimé qu'un escadron se déplaçait vingt et un jours de plus, en moyenne, par an, qu'une compagnie républicaine de sécurité (CRS).

« Les sous-officiers de gendarmerie », est-il indiqué, « se sentent très proches des policiers. Or, les comparaisons sont dans l'ensemble peu favorables » en raison même des conditions de travail propres aux gendarmes et de l'absence, chez eux, de certaines rémunérations accessoires attribuées aux policiers. La police nationale oblige la gendarmerie à « maintenir un niveau élevé de prestation », qui se traduit par le fait que sa hiérarchie, en voulant

« faire face », n'ose pas refuser une mission aux administrations clientes de ses services.

« Nous sommes arrivés à un point de rupture », est-il observé dans le document, « et depuis pas mal d'années, les sous-officiers et, surtout, les gendarmes ont acquis la conviction que le statut militaire ne leur apportait aucun avantage, aucune garantie réelle, mais au contraire qu'il leur conférait une grande vulnérabilité ». En se sentant « tenu à l'écart » de ce que, d'autre part, les policiers pouvaient avoir obtenu, le gendarme a acquis l'impression que le statut militaire ne lui permettait pas d'être défendu ou en encore que « sa hiérarchie (sous-entendu, ses officiers) était incapable de le faire ».

La cessation de paiement

Avec la surcharge de travail qui est ainsi dénoncée, c'est ensuite « cette distorsion entre le corps des officiers et celui des sous-officiers » qui est précieusement analysée.

Près de 70 % des officiers de gendarmerie recrutés chaque année proviennent de la corporation des sous-officiers. Il faut croire que cette occasion de promotion professionnelle et sociale n'empêche pas la base de continuer à porter sa hiérarchie les jugements très durs qui

sont apparus dans la plupart des lettres anonymes.

Il est vrai, est-il écrit dans la note, que la formation des officiers est plus performante dans le domaine militaire que dans le domaine policier. Les sous-officiers, avec souvent beaucoup d'exagération, portent des critiques sévères sur cette situation, aggravée par une trop grande mobilité des officiers face à une certaine sédentarisation des sous-officiers — gendarmes départementaux. « Il va s'en dire que la gendarmerie devra impérativement revoir la formation de ses officiers », est-il indiqué.

Enfin, le document de travail annonce que, pour la première fois de son existence, la gendarmerie sera en cessation de paiement le 1^{er} décembre prochain pour ce qui concerne ses dépenses quotidiennes de fonctionnement et qu'elle le sera, dès le 1^{er} novembre, en 1990, si rien n'est fait d'ici là pour son redressement.

Depuis 1985, les crédits de fonctionnement des sous-officiers (charges sociales) sont globalement insuffisants. Les logements des gendarmes ne sont plus entretenus et leurs dépenses de téléphone, de carburant, leurs fournitures de bureau et les frais de mission ont été réduits. Ces crédits de fonctionnement courent se sont élevés, pour 1989, à 2 310 millions de francs,

quand de l'aveu de la direction, ils auraient dû se monter à 2 450 millions.

Dans le budget 1989, et pour la première fois, est-il noté, la gendarmerie sera en cessation de paiement le 1^{er} décembre et, en 1990, indépendamment du report de charge, elle le sera dès le 1^{er} novembre de l'année.

La plupart de ces remarques étaient formulées dans certaines lettres de revendications dont la paternité pouvait être, après coup, attribuée à des gendarmes. Dans sa note, écartée par le ministère de la Défense, la direction de la gendarmerie reconnaissait donc, en pleine période d'agitation, le bien-fondé de beaucoup des griefs accumulés depuis longtemps par ses subordonnés.

J. L.

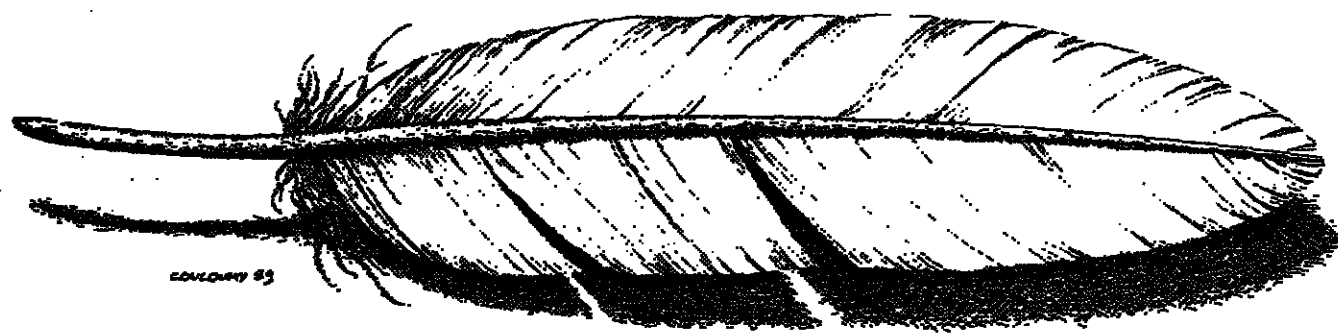
● Accident d'un F-16 belge piloté par un mécanicien incompétent. — Un F-16 belge, piloté par un mécanicien, s'est écrasé en Norvège mardi 5 septembre. Le mécanicien belge, qui suivait en Norvège un cours de l'OTAN, a pris l'appareil sans autorisation. Selon le ministre norvégien de la Défense, la cause de l'accident est sans conteste le manque de connaissances techniques du mécanicien qui a, selon toute vraisemblance, trouvé la mort. — (Reuters.)

صلى الله عليه وسلم

صكنا من الامل

Le Monde • Jeudi 7 septembre 1989 9

NOUS AVONS BIEN QUELQUES COLLEGUES QUI PARTAGENT
NOTRE AMOUR DU VOL, MAIS ILS PASSENT PLUS DE TEMPS A FAIRE
CUI-CUI QU'A DIRE BONJOUR.



L'amour du vol. Voilà en quelques mots toute une philosophie qui a fait de Delta Air Lines la compagnie aérienne numéro un en Amérique. C'est pourtant simple: nous aimons notre métier et nous avons choisi de vous le montrer. Aimer voler, c'est vous faire voler vers autant de destinations que possible. De Paris, nous vous emmenons chaque jour à Atlanta, dans un aéroport aussi pratique que moderne et de là nous vous proposons, grâce au système Delta, plus de 230 destinations aux

États-Unis, au Mexique et au Canada. Notre amour du vol se vérifie également dans notre service à bord exemplaire qui fait que Delta est élue numéro un parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 15 années successives. Maintenant, il ne vous reste plus qu'à venir nous voir. Vous verrez que nous sommes capables de parler de notre métier sans nous perdre dans les cui-cui ou les piou-piou. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92.



DELTA AIR LINES
Notre amour du métier nous donne des ailes.

© 1989 Delta Air Lines, Inc.

Société

SPORTS

FOOTBALL : France-Norvège (1-1)

Les coqs battent de l'aile

L'équipe de France de football a été tenue en échec par la Norvège (1-1), mardi 5 septembre à Oslo, en match éliminatoire de la Coupe du monde 1990. Ce match nul l'écarte définitivement du « mondial » italien de juin prochain.

OSLO
de notre envoyé spécial

Cette fois, c'est fait : Michel Platini a définitivement rangé ses règles à l'écart. Bien sûr, quelques supporters, irréductibles mathématiciens dans l'âme, objecteront une fois de plus que du strict point de vue comptable une qualification pour la prochaine Coupe du monde est encore possible.

Platini sait que l'heure n'est plus aux comptes d'apothicaire : l'équipe de France ne participera pas au tournoi mondial de juin 1990 en Italie. Mardi 5 septembre, au coup d'envoi de son match contre la Norvège à Oslo, elle devait obligatoirement enlever ses trois dernières rencontres (Norvège, Écosse et Chypre) et compter sur deux contre-performances des Écossais en Yougoslavie, mercredi 6 septembre, puis à Glasgow contre la Norvège. Sortie de son expédition norvégienne dotée d'un modeste match nul (1-1), elle s'est mise hors course.

A vrai dire, elle l'était depuis longtemps. Une formation accrochée comme elle l'a été à Chypre (1-1), battue en Yougoslavie (3-2), en Écosse (2-0), et enfin tenue en

échec à Paris par la Yougoslavie (0-0) ne pouvait décemment espérer meilleur sort. Michel Platini en avait bien conscience, lui qui quelques minutes après la partie d'Oslo avait dit : « Avec de tels résultats, nous ne méritons pas d'aller en Italie ».

Au-delà de sa signification dans sa course à la Coupe du monde, ce voyage en Norvège aura été bien décevant. Par une douce soirée de fin d'été scandinave, devant seulement neuf mille spectateurs et onze gaillards solides, mais limités, l'équipe de France, pourtant rigoureusement identique à celle qui s'était imposée, mercredi 16 août à Malmo, face à la Suède par 4 buts à 2 (le Monde du 18 août), n'a pas confirmé ses bonnes dispositions.

Certes, elle a mené au score grâce à un penalty consécutif à une faute sur Jean-Pierre Papin (40') et transformé par lui-même. Certes, elle a souvent développé un jeu agréable en première période et s'est octroyé de nombreuses occasions de but notamment par l'intermédiaire de l'excellent attaquant du Paris-SG Christian Perez. Mais, et c'est bien là le plus grave, elle a essentiellement péché par manque d'intelligence au cours de cette rencontre qu'elle devait remporter haut la main.

Pourquoi avoir persisté en attaque à pratiquer un jeu aérien face à d'athlétiques défenseurs fort habiles de la tête ? Comment expliquer que Jean-Pierre Papin et Eric Cantona se soient souvent laissés prendre au piège du hors-jeu tendu par des Nor-

végiens qui ne passent tout de même pas pour les plus rusés tacticiens de la planète ? Enfin, comment justifier les erreurs de marquage de la défense centrale (Sauter-Le Roux) et du milieu de terrain (Pardoe-Deschamps), cette inaptitude à calmer le jeu dont a fait preuve le Bordelais Jean-Marc Ferreri ?

Surpris
plutôt que déçu

Michel Platini lui-même s'est posé toutes ces questions. Du reste, pour la première fois depuis sa prise de fonctions en novembre 1988, il a nommément désigné quelques responsables : « Le Roux et Sauter ont connu de gros problèmes de marquage en début de match ; Pardoe et Deschamps ont bien joué pendant une heure avant de baisser le pied et de se disperser. Quant aux attaquants, ils ont voulu trop bien faire et n'ont pas su garder le ballon au moment voulu. Notre style offensif nous oblige à porter nos efforts vers l'avant, donc à être en permanence sur le fil du rasoir en défense. Dans ce secteur, c'est certain, nous n'avons pas été assez rigoureux ».

Ces critiques n'impliquent pas nécessairement des sanctions. Au contraire. Le sélectionneur, surpris plutôt que déçu par ce résultat, répète volontiers qu'il entend maintenir sa confiance à ce groupe dans l'optique des éliminatoires du prochain championnat d'Europe des nations en 1992, en Suède : « Ces joueurs ont des qualités ; ils sont sur la bonne voie et méritent d'avoir

de nouveau leur chance. Après la victoire du 16 août à Malmo, j'avais bien dit que cela n'annonçait pas le renouveau du football français. De même, j'affirme aujourd'hui que ce match nul ne remet rien en cause ».

Alors qu'il reste aux Français deux matches à disputer dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde (France-Écosse à Paris, le 11 octobre, et France-Chypre à Toulouse, le 7 novembre), le sélectionneur devra apprendre à ses joueurs mieux respecter ses consignes et à jouer avec leur tête autant qu'avec leurs pieds.

Du temps d'Henri Michel, du moins à la fin de son mandat, il était souvent reproché à certains joueurs d'évoluer comme s'ils avaient un peigne glissé dans la poche de leur short. Sous-entendu les « dandies » en question se regardaient volontiers manier le ballon avec élégance, mais dédaignaient les tâches les plus humbles et l'engagement physique, préférant la beauté du geste à l'efficacité.

Aujourd'hui, les sélectionnés de Jean Platini ne rechignent pas à l'effort et n'auraient pour la plupart guère le temps de se reposer entre chaque action tant ils sont généreux. Simplement, il leur faut désormais trouver la ligne médiane entre ces deux stratégies, réfléchir avant d'agir. Sans doute est-ce cela que Michel Platini appelle la « maturité ».

PHILIPPE BROUSSARD.

ÉDUCATION

13 millions d'élèves dans 75 000 établissements

Les difficultés de la rentrée scolaire sont surtout sensibles dans les maternelles et les lycées

La rentrée scolaire a eu lieu mardi 5 septembre dans soixante quinze mille établissements pour près de treize millions d'élèves. Elle ne semble pas être marquée par des difficultés de grande ampleur dans l'enseignement élémentaire et dans les collèges où les effectifs sont globalement en baisse.

Les fausses notes sont en revanche plus nombreuses dans les maternelles — où l'accueil des plus petits n'est pas toujours possible et où les classes atteignent fréquemment trente élèves — et dans les lycées, qui, déjà saturés, doivent accueillir cette année quatre-vingt-cinq mille élèves supplémentaires. On observe des difficultés particulières dans les concentrations urbaines, telles les villes nouvelles de la région parisienne.

Dans les maternelles et les classes élémentaires, des parents n'hésitent pas à « occuper » symboliquement l'école en cas d'absence d'un instituteur ou

d'effectif pléthorique. C'est le cas de plusieurs établissements dans la Seine-et-Marne (Lognon, Nossin) dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée) et le Val-de-Marne (Saint-Maur-des-Fossés, Vitry, Villejuif). A Argenteuil-sur-Mer (Seine-Saint-Denis), des parents ont envahi les quatre écoles de la commune pour protester contre le fait que trente-six enfants n'avaient pu être accueillis en maternelle.

Dans les lycées, les classes de près de quarante élèves ou plus ne sont pas rares, particulièrement en seconde — comme aux lycées Corneille et Jeanne-d'Arc de Rouen, où 40 % des professeurs ont observé une grève mardi. Des travaux de modernisation non achevés à temps perturbent car là le bon accueil des élèves, comme au lycée Jean-Renoir de Bondy (Seine-Saint-Denis), où les professeurs estiment que la sécurité n'est pas assurée.

(Lire également notre supplément « Campus » pages 15 à 18).

Lionel Jospin dans un lycée de Bordeaux

Un « projet » symbolique

BORDEAUX
de notre correspondant

De beaux tilleuls ombragent les cours et masquent un peu les bâtiments entassés par strates, sans harmonie : pierres, béton, préfabriqués... Depuis 1901, le lycée Camille-Jullian (« Caju » pour des générations de Bordelais) a grossi au gré de la nécessité. L'établissement accuse la fatigue du temps, mais garde l'image d'un lycée de bon niveau. Il accueille mille neuf cents élèves de milieux sociaux sans gros problèmes. Le taux moyen de réussite au bac y est de 76 %.

« Finalement, c'est un lycée assez classique », a constaté, mardi 5 septembre, Lionel Jospin, en visite dans l'établissement.

Cependant, « Caju » a bouclé son « projet d'établissement » dès le 11 mai 1989, après deux trimestres de concertation. Du coup, il prend rang de « symbole » dans la tournée de rentrée du ministre de l'éducation nationale, qui va ainsi marquer l'importance qu'il attache à ces projets, « destinés à mieux servir l'égalité des chances, en gardant la spécificité de l'établissement ». Celui de Camille-Jullian s'appuie sur trois principes : la communication, l'ouverture sur l'extérieur et la dynamique du succès. Les principaux artisans de cette charte de vie étaient conviés à en parler devant le ministre.

Il s'en sont acquittés avec conscience. « La communication ne passe pas ; les profs n'ont aucune envie de donner du temps », reprochent les parents.

Les élèves formulent une pléthore de doléances sur le cadre de vie : internat insalubre, mal chauffé, salle de permanence

bruyante, CDI surchargés, équipement sportif d'accès difficile. François, porte-parole des élèves, note bien les « améliorations » enregistrées au cours de l'élaboration du projet — une commission des menus a été constituée et le parking des deux-roues déplacé, — il insiste cependant poliment : « L'expérience a été très profitable, mais tous ces efforts seront vains si l'établissement ne repasse pas les moyens de mener à bien les engagements qu'il a pris ».

« Vos termes
sont durs »

Au tour des professeurs. Une enseignante d'espagnol estime que « le projet de création d'un département de langues vivantes peut rompre l'isolement traditionnel dans ce lycée ». « C'est un projet provocateur, ajoute-t-elle, à l'heure où les profs se demandent quelle pédagogie adopter dans des classes de trente-neuf élèves. Monsieur le Ministre, comment voyez-vous les moyens de concilier notre désir de dynamiser notre métier avec l'accablante physique et moral qui nous gagne au bout de quelques semaines ? ».

Le ministre cille à peine (« Vos termes sont durs... ») Il répond en distillant beaucoup de généralités : « L'école doit être conduite par des professionnels de l'éducation, mais il faut trouver une juste place pour les parents... ». Les effectifs sont lourds partout. Il laisse cependant entrevoir quelques espoirs : « Le contrat d'établissement peut donner lieu à l'attribution de moyens supplémentaires ».

GINETTE DE MATHA.

AUTOMOBILISME

Alain Prost chez Ferrari

Le Grand Prix d'Italie de formule 1 automobile, organisé dimanche 10 septembre à Monza, devrait valoir à Alain Prost la plus belle ovation de sa carrière. Deux mois après avoir annoncé son départ de l'écurie McLaren-Honda, le pilote français a décidé, à trente-quatre ans, de rejoindre Ferrari en 1990. Le contrat devrait être signé mercredi 6 septembre.

Le pilote de formule 1 au palmarès le plus prestigieux dans la plus prestigieuse des écuries ! Cette association tant souhaitée par Enzo Ferrari lui-même, qui n'avait pu la concrétiser de son vivant, a donc été réalisée par Fiat, qui possède désormais 88 % des actions de la firme de Maranello.

Après Maurice Trintignant (1954 à 1957), Robert Manzon (1954), Jean Behra (1959), Didier Pironi (1981 et 1982), Patrick Tambay (1982 et 1983), René Arnoux (1983, 1984 et début 1985), Alain Prost est le septième Français à réaliser le rêve de tout pilote : entrer dans la légendaire Scuderia qui a couronné les plus grands champions, comme l'Italien Alberto Ascari (1952 et 1953), l'Argentin Juan Manuel Fangio (1956), les Britanniques Mike Hawthorn (1958) et John Surtees (1964), l'Américain Phil Hill (1961), l'Autrichien Niki Lauda (1975 à 1977) et le Sud-Africain Jody Scheckter (1979).

La production de voitures de rêve pour clients fortunés et la participation à tous les championnats du monde de formule 1 depuis leur naissance en 1950, ont contribué à la création, d'un mythe Ferrari. Tout cela, en faisant de la personnalité de l'ingénieur qui répétait encore peu de temps avant sa disparition, le 14 août 1988 : « Évitez de personnaliser les victoires comme les défaites. Ne parlez pas des hommes mais de la Ferrari... ».

Après avoir disputé quatre cent cinquante et un grands prix, Ferrari compte à son palmarès... tous les records de la formule 1 : plus grand nombre de titres de champions du monde des pilotes (9) et des constructeurs (8), de victoires (96), de doublés (30), de triplés (6), de quadruplés (2), etc.

Au niveau des pilotes, seul Alain Prost approche un tel palmarès avec deux titres mondiaux et ses records de victoires (38), de podiums (77) et de points (573,5) en cent quarante-six grands prix. Le pilote français qui a partagé l'aventure du turbo avec Renault de 1981 à 1983, puis les triomphes de McLaren, l'écurie symbole des années 80, pourrait sembler à la recherche d'un couronnement de carrière avec Ferrari. Pourtant, c'est plutôt la raison qui a dicté son choix.

Depuis cette cohabitation qu'il a jugé impossible avec son coéquipier brésilien Ayrton Senna, Alain Prost a vu se multiplier les propositions de la part de Williams-Renault, de Ferrari, de Benetton-Ford, de Peugeot en sport-prototypes, etc. L'écurie britannique associée au motoriste français a, semble-t-il, longtemps été la mieux placée, mais le retard apporté à la construction de son nouveau châssis a dissuadé le pilote

français de se lancer dans l'inconnu. Dans son désir de continuer à courir et de tenter de prendre une revanche sur Ayrton Senna, le choix d'Alain Prost devait se porter sur la voiture la plus susceptible d'inquiéter les McLaren-Honda en 1990.

Deux
regrets

La reprise en main de la Scuderia par Cesare Fiorio, nommé par Fiat après les intrigues florentines qui avaient marqué la fin du règne de l'ingénieur, les performances réussies cet été par Nigel Mansell, avec lequel le pilote français entretient des relations de grande estime réciproque, et le potentiel de développement de cette Ferrari, aussi originale par son châssis que par sa boîte de vitesses à commande électromagnétique depuis le volonte sans doute beaucoup influencé Alain Prost.

De toutes les écuries intéressées, Ferrari était, de plus, la seule qui permette à Alain Prost de rester sous contrat avec Philip Morris (Marlboro), et le fabricant de cigarettes aurait été prêt à lui payer une année sabbatique pour qu'il ne passe pas chez un concurrent.

En signant son nouveau contrat, Alain Prost aura toutefois deux regrets : le départ, annoncé en juillet, de John Barnard, le directeur technique de la Scuderia dont il avait apprécié les compétences à ses débuts chez McLaren, et l'abandon de ses dernières chances de conquérir une troisième couronne mondiale cette année. Malgré l'amitié et les promesses de Ron Dennis, on imagine mal McLaren et Honda offrir en 1990 le championnat du monde en titre à Ferrari.

GÉRARD ALBOUY.

ATHLÉTISME : dopage

Ben Johnson
perd son record
du monde

Le 1^{er} janvier 1990, le nom du sprinter canadien Ben Johnson disparaîtra des tablettes de l'athlétisme mondial. Le record du monde du 100 mètres qu'il avait établi à Rome, le 30 août 1987 (9 s 83), a été mis « hors la loi », mardi 5 septembre, lors d'un vote des délégués du congrès de la Fédération internationale d'athlétisme amateur (FIAA), réuni à Barcelone. Le président Primo Nebiolo a réussi à faire adopter de nouvelles règles en matière de dopage qui stipulent désormais qu'il y aura infraction quand « un athlète admet avoir utilisé ou tiré parti d'une substance interdite ».

Ben Johnson, qui a reconnu, au printemps, devant une commission d'enquête de Toronto, qu'il utilisait des produits interdits depuis 1981 (le Monde du 4 mars), ne figurera pas sur la liste des records qui sera publiée le 1^{er} janvier 1990 par la FIAA. Son rival, l'Américain Carl Lewis, va profiter de ce déclassement pour faire inscrire sa performance aux Jeux olympiques de Séoul (9 s 92), lorsqu'il aura terminé derrière Ben Johnson (9 s 79).

TENNIS : Open des Etats-Unis

Le dernier tournoi de Chris Evert

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Zina Garrison, une Noire américaine âgée de vingt-cinq ans. Elle avait fait sensation l'an passé à Flushing Meadow en éliminant en quatre de finale Martina Navratilova. Cette année elle est définitivement entrée dans la légende du tennis en mettant, mardi 5 septembre, un point final à l'un des plus longs et plus beaux chapitres du jeu féminin : elle a été la dernière demi-finale de l'Open des Etats-Unis 1989 en battant en deux sets (7-5, 6-2) Chris Evert qui avait annoncé qu'elle disparaissait là, à trente-quatre ans, son dernier tournoi officiel.

Une révérence à Wimbledon, un geste de la main à Flushing Meadow, et, à New-York comme à Londres, le public tout debout pour lui faire ses adieux et lui dire son admiration : du déclin de Margaret Court-Smith à l'avènement de Steffi Graf, Chris Evert a été le personnage central de l'histoire du tennis.

Celle à laquelle les Anglais donnaient du « madame » détient le record absolu de victoires avec 157 titres inscrits à son palmarès, cela représente plus de 300 matches gagnés. Elle a remporté au moins un titre du grand chelem par an pendant treize ans (1974-1986), cela encombre était unique. Sa rivalité avec Martina Navratilova a été un grand classique pendant dix ans : 37 victoires à l'ère de la « reine » et Roland-Garros en 1985 — pour 80 rencontres, dont 95 % au stade ultime des tournois.

Mais Evert a gagné moins d'argent que Navratilova : quelque

9 millions de dollars contre plus de 14 millions, et moins de titres majeurs (18) que Margaret Court-Smith (26) et Helen Wills-Moody (19). Autres records : le plus grand nombre de victoires consécutives sur terre battue : 125 ; le plus grand nombre de matches gagnés à Wimbledon : 96 ; et son tout dernier, le plus grand nombre de matches gagnés à l'Open des Etats-Unis : 101 sur 114.

Zina Garrison, qui avait battu Chris Evert une seule fois lors de leurs dix précédentes rencontres, a donc mis un terme à cette série qui, trop impressionnée par l'enjeu, la jeune Yougoslave Monica Seles n'avait pas réussi à interrompre.

Assez émue après cette défaite, Chris Evert a fait une déclaration de son tempérament : « Je ne suis pas tant déçu d'avoir disputé mon dernier match à l'Open, que d'avoir été incapable de marquer un jeu quand j'ai servi à 5-2 puis à 5-4 dans le premier set. J'avais été étonnée par la qualité de mon tennis contre Monica Seles. Contre Zina je n'ai pas réussi à la retrouver. Mais ce n'est pas pour cela qu'elle m'a battu. C'est parce qu'elle a fait un super match, faisant abstraction de la foule, qui était pour moi, et du bruit des avions, qui était infernal ».

Quant à son avenir il sera celui d'une épouse à plein temps : au côté de l'ancien champion de ski Andy Mill. Et éventuellement celui d'une commentatrice de télévision.

A. G.

Autre quart de finale : Martina Navratilova (E-U) bat Manuela Maleeva (Bul) 6-0, 6-0.

La mort du doyen Godechot

Un grand historien de la Révolution

La mince silhouette voûtée et la voix fine du doyen Godechot ne vont pas hanter sa bonne ville de Toulouse et sa chère université du Mirail, à laquelle il rêva naguère de donner le nom d'un de ses anciens collègues, ce Jean Jaures qu'il admirait tant (le Monde du 5 septembre). La perte est lourde pour tous ceux qui, avec lui, vivent l'histoire comme un engagement concret et une aventure de l'esprit, loin des modes et avec la passion des vrais modestes.

Ce fils de négociant de Lunéville, né en 1907, avait gardé la trace indélébile de la Lorraine républicaine et patriote de son enfance, celle de la ligne bleue des Vosges et de tous les morts de Verdun. Et c'est sans doute à sa brûlure que naquit une vocation d'historien, affirmée à la Sorbonne vers la fin des années 20, sous la houlette d'Albert Mathiez et au côté de Georges Lefebvre. Jacques Godechot, jeune agrégé, jeune docteur, gagna dans la carrière de la Fondation Thiers à l'Ecole navale, avant de jeter l'ancre à Toulouse, d'où le gouvernement de Vichy le révoqua, mais où il retrouva sa place dès 1945.

Il y devint peu à peu le « doyen », lançant des études régionales en an-

nant des publications chez Privat, organisant des colloques, multipliant les jeunes disciples et tenant solidement la barre de la faculté, puis de l'IER d'histoire, y compris aux heures difficiles de mai 1968. Il fut un de ces grands « patrons » gestionnaires de province, droues, puignances, érudits, autoritaires mais point trop soucieux de mandariner, auxquels les universités et les régions doivent tant.

Il bâtit son œuvre de chercheur en réfléchissant sans trêve aux prolongements du choc initial de 1789. Sa thèse, de 1937, offrait un portrait collectif des Commissaires aux armées du directoire. Bon juriste, il donna, en 1951, le meilleur manuel sur les Institutions de la révolution et de l'empire, avant de se lancer, sans rompre avec sa vision jacobine du phénomène révolutionnaire, dans la grande aventure : accablant en France, dans les années 50, la notion des « Etats-Unis » et aujourd'hui très discutée de « révolution atlantique », pour qualifier le grand embrassement de Louis le Grand des rives du Potomac à celles de l'Estuaire du Rhin.

Sa Grande thèse de 1956, sa Prise de

la Bastille de 1965 (republiée cette année en « Folio » chez Gallimard), entre autres, en firent un remarquable spécialiste de l'histoire politique de la Révolution, qui ne flirta guère avec le « quantitatif » des Annales et se montra fort réservé, sur le tard, devant toute tentative de révision de lecture de 1789 : l'étudiant de Mathiez, le républicain de bonne souche ne voulait pas dévier. Mais il avait su dès longtemps explorer aux alentours en s'intéressant à l'histoire de l'Italie du Risorgimento, à celle de la Méditerranée ou de l'Océan, en creusant le passé du Sud-Ouest, en restant très attentif à la vie des revues savantes et en codirigeant sur PUF une monumentale Histoire générale de la presse française.

Jusqu'aux derniers jours, dit-on, le doyen émérite, qui était président d'honneur de la Commission internationale de la Révolution française, éprouvait plaisir et émotion à conter aux enfants des écoles l'aventure de 1789 et à voir planter de nouveaux arbres de la liberté. Le doyen Godechot aima ainsi l'histoire, dans un long souffle d'homme pudique et droit.

JEAN-PIERRE ROUX.

SCIENCES

Deux cosmonautes
soviétiques en route
vers la station
orbitale Mir

Deux cosmonautes soviétiques, Alexandre Viktorovitch et Alexandre Serebrov, ont décollé à bord d'un vaisseau spatial Soyuz TM-8 du cosmodrome de Baïkonour (Asie centrale), mardi 5 septembre à 23 h 38 (heure française). Ils doivent rejoindre, vendredi 8 septembre, la station orbitale Mir, dans laquelle ils séjourneront six mois.

Depuis le retour sur Terre de ses derniers occupants, Alexandre Volkov, Sergueï Krikalev et Valery Poliakov, le 27 avril dernier, la station Mir était restée inhabitée. Les responsables soviétiques voulaient combler le retard pris dans la construction des futurs équipements de Mir et, surtout, calmer la vague de critiques dont fit l'objet en début d'année le coût de leur programme spatial. Deux nouveaux modules devraient rejoindre Mir durant cette mission, ainsi qu'une « bicyclette de l'espace », sorte de fauteuil volant destiné à de brèves sorties autour de la station.

صلى الله عليه وسلم

Lettres

La mort de Georges Simenon

Une œuvre déconcertante

Aujourd'hui que la mort l'a fixé pour toujours, l'œuvre de Georges Simenon apparaît bien, dans le domaine de la langue française, comme la plus déconcertante du vingtième siècle.

Par son immensité d'abord. Au nombre de pages, elle laisse loin derrière elle celles de Balzac, de Zola ou de Céline, en faveur desquelles on peut plaider, il est vrai, l'inégalité des durées de vie ; et assez loin celle de Hugo, qui, cependant, lui aussi, écrivait à peu près sans relâche durant plus de soixante ans. Les chiffres sont là, et ils donnent à Simenon (soixante-quatre volumes, au moins, d'œuvres complètes) un avantage du double au simple sur Victor Hugo (trente-cinq volumes).

Seules sans doute pourraient être comparées à ce Niagara d'écriture les productions de quelques grands industriels de littérature du siècle passé : Eugène Sue, Ponson du Terrail, Jules Verne.

Une immensité à première vue sans éclat. On n'y discerne ni temps fort, ni titre privilégié. Un personnage majeur, bien sûr : le commissaire Maigret. Mais si l'on peut ramener Agatha Christie à s'être que la mère d'Hercule Poirot, et à la rigueur Gaston Leroux à n'être que le père de Rouletabille, cette réduction simplificatrice ne convient pas du tout à Georges Simenon : non seulement parce que le commissaire n'est présent que dans un roman sur deux, mais surtout parce que Maigret, anti-héros s'il en est, n'oppose à la complexité tragique de petits destins bouleversés que la consistance administrative du fonctionnaire placide, même si cette fonction policière est dans son essence la plus significative du commissaire se reporte en quelque sorte sur les petits plats que lui mûrit M^{me} Maigret.

À défaut de l'éclat du héros, faut-il voir dans les prestiges de l'écriture le secret du succès mondial de Simenon ? Certes non : fixée dès les premières années dans le sillage classique romanesque des années 30, cette écriture dit ce qu'elle a à dire, sans aucun artifice, sans aucun artifice. Pas d'élégance : ni de ces vraies qui font l'éternel l'amateur ni surtout de ces fausses, la plaie de ces mêmes années 30, qui rendent parfois si comiquement inactuelle la lecture des grandes machines de Dumas, de Jules Verne ou de Martin du Gard. La phrase de Simenon

est « doucement de chemin va son petit bonhomme », le plus souvent courte (un sujet, un verbe, de rares incidentes, des adjectifs plus rares encore), grammaticalement sans défaut, y compris dans les imparfaits du subjonctif, dont Maigret fait un usage raisonnable : de bons modèles pour une classe de narration rebelle aux modes contemporains.

En somme, et pour reprendre une formule facile, Simenon savait qu'il écrivait. Mais il n'y a pas d'élitisme qui tienne, universitaire ou mondain : lire Simenon est une aventure de l'esprit, partagée à travers le monde depuis un demi-siècle par des dizaines de millions d'hommes de toutes langues et de toutes cultures. Elle a ses inévitables : ceux (celles, peut-être plus encore) qui ont tout lu de Simenon et le relisent. Et les autres, moins nombreux : ceux qui n'ont jamais rien lu de lui parce qu'ils l'ont, une fois pour toutes, relégué dans l'univers honni des « bibliothèques de gare ».

A vingt-cinq ans il a gagné...

Georges Simenon est liégeois : tout le monde le sait en France. Mais Liège même nous reste si peu connue ! Son père est comptable dans une compagnie d'assurances. Un homme rangé, à l'exécutoire, ferme et bon, mais que la maladie rendra bientôt absent du foyer. Sa mère prend le relais : d'une famille néerlandaise, elle est devenue (nous sommes à un carrefour de nations), riche un temps, menée à la ruine par un père ivrogne, Henriette Brull s'embauche comme vendeuse à L'Innovation pour faire vivre les siens.

Une enfance grise, parcimonieuse, fermée sur une famille sans sourire, auprès d'une mère plus flamande que wallonne, dans une ville plus majestueuse que douce et sévère aux pauvres. Pour en sortir, le jeune Georges choisit d'emblée l'aventure d'écrire, d'abord dans la Gazette de Liège (journaliste à seize ans !), puis, à dix-neuf ans, comme romancier avec le Pont des Arches (le plus ancien et le plus célèbre de Liège, sur la Meuse), en 1921.

L'année suivante, libéré de son « temps » militaire, il rompt, part pour Paris, s'y marie et s'y fait sa place au soleil en écrivant inlassablement. Des contes surtout, pour

les journaux, qui, à l'époque, paient bien et tout de suite : un millier, entre sa vingtième et sa trentième année. Et dans la foulée, à la commande, des petits romans vite faits (ce qui ne veut pas dire bâclés) : près de deux cents, signés Luc Dossan, Christian Brulls, Georges Sim, et même... Gou Gut !

A vingt-cinq ans, il a gagné, il est « sorti de l'auberge ». Il vit de sa plume, bien et bientôt très bien, et se paie même la fantasia, à vingt-sept ans, de lancer un journal dont il sera le directeur et l'unique rédacteur le Merle blanc (1927).

Pier le Letton, (qui paraît en 1931), resté un classique du genre, voit apparaître le commissaire Maigret, et le Relais d'Alsace (1930), inaugure la série parallèle des romans intimistes, sans que Georges Simenon (qui signe maintenant de ses nom et prénom) se décide jamais à interrompre l'un ou l'autre de ces « sillons ». La suite appartient à une histoire littéraire connue, marquée par des romans majeurs comme le Testament Donatien (1937), les Sœurs Lucrotte et Touriste de l'Amour, la même année (1938), les Inconnus dans le maquis (1940), le Président (1958) ; après quoi s'ouvre la série des Souvenirs et des Mémoires. Suspendue en 1935, la série des Maigret a été reprise en 1942 avec Maigret revient.

Déconcertante par cette fécondité imperturbable, la vie de Simenon n'est plus encore par les conditions dans lesquelles elle s'est exercée. Ce stakhanoviste de la plume fut un personnage remuant et à l'occasion tapageur, qui n'a guère été assaisonné et au repos que dans les quinze dernières années de sa vie, en Suisse. Plus que de fécondité littéraire, c'est d'une gigantesque vitalité qu'il faudrait parler : celle du bonhomme de quarante ans qui signe déjà Georges Sim des devoirs de français dont ses professeurs, stupéfaits et ravis, lui laissent le choix du sujet ; et qui, à quinze ans, averti que son père peut mourir d'un jour à l'autre, renonce à ses études et commence à travailler.

En ce sens, oui, certainement, un vrai Liégeois. Un homme de cette race libre, un peu sauvage, indomptable à travers les siècles, secret et tumultueux, et qui ne relève que d'elle-même.

JACQUES CELLARD.



Plus de cinq cents millions d'exemplaires à travers le monde

Le phénomène Simenon tient d'abord à la productivité hors du commun de cet auteur. Il confiait lui-même à Gide qu'il était capable d'écrire un roman en trois jours (!). Il en a produit tant — plus de quatre cents, si l'on compte les romans populaires qu'il a fait paraître à ses débuts sous divers pseudonymes — qu'on peut légitimement se demander si quelque un a lu l'intégralité de son œuvre. « Chaque fois qu'il me venait une idée de roman, je me disais : est-ce que je ne l'ai pas déjà écrit ? » Alfred Hitchcock l'a appelé un jour au téléphone : « Impossible de vous le passer, a dit le secrétaire, il vient tout juste de commencer un roman ! » « Ce n'est pas grave, aurait répondu Hitchcock, j'attendrai un bout du fil qu'il l'ait terminé ! »

Impressionnants par son volume, l'œuvre de Simenon l'est aussi par son succès. Les Presses de la Cité,

son principal éditeur en France depuis trente-cinq ans, comptent cent cinquante Simenon dans leur catalogue, plus les titres figurant dans la collection de poche « Presses-Pocket ». Le même éditeur a entrepris, en 1988, de publier l'œuvre intégrale, en quinze tomes, au rythme de cinq volumes par an. La diffusion globale de Simenon atteint un million d'exemplaires par an en moyenne. Les presses de la Cité ont ressorti en 1980, sous l'étiquette des « Introuvables de G. Simenon », certains de ses tout premiers romans, parus sous pseudonyme. Les éditions Rencontre, qui ont publié ses œuvres complètes entre 1967 et 1973, en soixante-deux volumes, en ont diffusé plus de quarante mille séries. L'Espagne, l'Italie et la Hollande ont publié de leur côté la série complète des Maigret.

Georges Simenon est l'un des auteurs de fiction les plus traduits dans le monde. Au total, et sans compter bien entendu les éditions pirates, nombreuses paraît-il en Amérique du Sud, en Turquie, dans les pays arabes et en Inde, il a été traduit dans cinquante-cinq langues et publié dans trente-neuf pays. On peut le lire en catalan, en cingalais, en islandais, en chinois, en romanche, en espéranto. Il est très populaire en Europe occidentale — il était assailli de demandes d'autographes venant des pays scandinaves et d'Allemagne ; il semble qu'il y répondait toujours, — mais aussi en Union soviétique où il a été publié dans les treize langues de l'Union et où l'on a même procédé à une importante édition de son œuvre en braille. Il existe un fonds Simenon au département des manuscrits de la bibliothèque de l'Institut de Littérature de Leningrad. Le *Paradise de Saint-Pholien* a été publié au Japon sous forme de bande dessinée, Maigret apparaissant sous les traits de Jean Richard. Selon une estimation de l'UNESCO, il aurait été vendu dans le monde, depuis 1923, plus de cinq cents millions d'exemplaires des œuvres de Georges Simenon.

Une armoire entière

Le cinéma, à partir des années 30, et la télévision, à partir des années 60, ont encore élargi son audience. On peut remarquer, du reste, que les romans policiers de Simenon, bourrés de dialogues entrecoupés de brèves annotations sur le décor et le climat, ressemblent fort à des scénarios. Ils ont inspiré plus de cinquante films pour le cinéma, signés Renoir, Duvalier, Decoin, Carné, Delannoy, Melville, Verneuil, Hathaway et, plus récemment, Tavernier, Granier-Deferre et Chabrol. Le rôle du commissaire Maigret a été interprété, entre autres, par Albert Réjean, Charles Laughlin, Michel Simon, Jean Gabin, Gino Cervi, Jean Richard. D'autre part, plus de deux cents films pour la télévision ont été réa-

lisés à partir de ses romans, en France, en Angleterre, en Allemagne, en Hollande, en Italie, en Union soviétique, aux États-Unis et au Japon.

Les coupures de presse concernant l'œuvre d'un auteur tiennent en général dans quelques dossiers. Celles qui portent sur Simenon occupent, aux Presses de la Cité, une armoire entière. Plusieurs dizaines d'ouvrages lui ont été consacrés, plus une quarantaine de mémoires universitaires et de thèses, rédigées souvent avec le concours du centre d'études Georges-Simenon de l'université de Liège. Il semble que Simenon ne s'intéressât guère aux ouvrages qu'on lui consacrait : « J'ai l'impression d'être déjà mort », disait-il.

Il a reçu bien d'autres hommages. En Hollande, où il eut la révélation de Maigret, son éditeur hollandais a fait ériger en 1966 une statue en bronze de l'immortel commissaire. La République de San-Marino a fait un timbre à l'effigie de Maigret. La police judiciaire française a décerné à Simenon une médaille portant le nom du commissaire et le matricule 0000. De jeunes romanciers américains utilisent le nom de Lucas, l'adjoint de Maigret, dans leurs récits. A Liège, une rue porte le nom de Simenon, ainsi qu'un immeuble moderne ; un café, tenu par un cousin de l'écrivain, s'appelle Chez Maigret.

Dans un article que fit paraître *Arts*, en 1956, Simenon jugeait scandaleux les contrats d'édition qui permettent à l'éditeur de toucher un fort pourcentage sur la vente des droits de traduction et d'adaptation des ouvrages qu'il publie. « L'éditeur d'aujourd'hui n'est plus un homme qui publie des livres. C'est un homme qui vend des droits », écrivait-il. Lui-même n'a jamais laissé ses éditeurs profiter de ces droits annexes, qui vendait lui-même à son propre bénéfice. « Je signe un minimum de cinq contrats par semaine », disait-il (« Le Monde des livres » du 13 novembre 1981). Les contrats qu'il signait avec ses éditeurs n'étaient valables que pour une période plus ou moins courte, ou pour un tirage déterminé.

Dans ses *Mémoires intimes* (Presses de la Cité, 1981), il parle, s'adressant à ses enfants, des « vastes jardins qui entourent nos maisons ou nos châteaux ». Il avait déménagé trente-trois fois. De pauvres gens, croyant sans doute qu'il possédait trente-trois maisons, lui écrivaient pour lui demander de les héberger. Il n'était pas insensible à la détresse d'autrui. Il était lui-même issu d'un milieu fort modeste, où l'argent était une préoccupation constante. « Les premiers mot que j'ai entendus, encore bébé, disait-il, furent l'argent, l'argent, l'argent... »

VASSILIS ALEXAKIS.

(1) Francis Lacassin et Gilbert Sigaux, *Simenon*, Plon, 1973.

L'homme de Liège

[Né à Liège le 13 février 1903, Georges Simenon a tiré des dix-neuf premières années de sa vie passion dans cette ville les impressions et expériences dont ses livres seront nourris. Ses parents appartenaient à la petite bourgeoisie. Son grand-père était chapelier. À la mort de son père, employé dans une compagnie d'assurances, et après quelques années de journalisme à la Gazette de Liège et dans la Revue libre de Bruxelles, Simenon débarqua à Paris en décembre 1922. Marié l'année suivante avec Régine Renchon, il composa des contes sous différents pseudonymes, avant de s'essayer, avec succès, au roman populaire. De 1924 à 1933, sous dix-sept pseudonymes différents, il en écrivit deux cents.

Riches mais pas encore célèbres, il fréquentait le Tout-Paris des années folles et voyagea à bord de son bateau, l'*Océanographique*. En 1929, il donna naissance à Maigret, dont Fayard inaugura la série en février 1931, et en 1934, il inaugura chez Gallimard une série d'une quarantaine de romans d'atmosphère. En 1938, André Gide le salue comme le plus grand romancier de son temps.

Organisant l'aidé aux réfugiés à La Rochelle durant la guerre, il écrit les volumes d'une vaste autobiographie, dont *Pedreges* est sans doute le plus mondialement connu. En 1945, il passe aux Presses de la Cité où son ami Sven Nielsen le publiera. En 1950, il épouse une Canadienne, Denise Ouellet, le lendemain de son divorce avec sa première femme. En 1955, après dix années passées en Amérique du Nord (durant lesquelles sa production ne faiblit pas), Simenon revient en Europe. En 1964, il se fait construire dans le canton suisse de Vaud l'énorme et luxueuse maison d'Espéranza.

Dernière étape de la carrière de Simenon : il décide en 1972 de prendre sa retraite de romancier. Il met sa main à sa maison, se dépeuple de ses biens, dépose ses manuscrits à l'université de Liège et s'installe, avec sa dernière compagne, Tertia, à Lausanne. Il entame alors une longue convalescence au magnétophone, les *Décès*, qui comptent vingt et un volumes. En 1981 enfin, il publie *Mémoires intimes*, suivis du *Libre de Marie-Jo*, en souvenir de sa fille, qui s'était suicidée trois ans plus tôt.]

L'immortel commissaire Maigret

Dieu peut mourir tant que Maigret nous reste. D'ailleurs, ils se ressemblent tant qu'ils font presque double emploi. Si le premier l'emporte par l'infailibilité, le second assure un minimum de justice en ce monde. Tous deux (et qu'il d'autre ?) possèdent, à la fois, la compréhension et la connaissance, lisent dans le cœur des hommes et leur pardonnent ce qu'ils ont lu. D'où Maigret tire-t-il sa force ? Pas de l'intelligence, il s'en méfie, ni de l'ordre établi, qu'il sert sans y croire et qu'il bouleverse à l'occasion, ni de convictions philosophiques ou morales, il garde le nez sur le terrain, son flair lui tient lieu de système. « Son secret, c'est d'avoir accepté beaucoup de choses, et d'abord soi-même », nous dit Bernard de Fallois dans le remarquable essai qu'il a consacré à Simenon (1). Un « soi-même » que Maigret se soucia peu de découvrir et moins encore de nous révéler. C'est autre qui l'intéresse et dont il cherche « sans pitié et sans haine » à deviner la vérité, « jusqu'où l'homme peut aller dans le bien comme dans le mal ».

« Au début, on est tenté de le prendre pour un imbécile », nous confie Simenon, « mais, en 1929, la première ébauche de son héros. Il lui donne un nom de tord, G.7, lui plante une pipe dans la bouche et l'accompagne dans ses enquêtes, des quartiers chauds de Paris aux quais pluvieux de Fécamp, avec un crochet encoilé à Porquerolles. Les romans sont signés Georges Sim, auteur inconnu qui, depuis 1921, a déjà publié plus de cent soixante livres

sous divers pseudonymes. Le 20 février 1931, au cours d'un « bal anthropométrique », Maigret est officiellement baptisé. Avec *Pier-le-Letton*, il fait ses débuts en littérature où il règnera près d'un demi-siècle. Et Simenon, en toutes lettres, lui, grâce à lui, adopte ses goûts, ses tics, ses méthodes, au point qu'on peut se demander qui est le père de l'autre.

Un encombrant ange gardien

Aux yeux du public, le créateur ne tarde pas à éclipser le créateur. C'est à Maigret qu'en 1966 la ville de Delfzijl, en Frise, érigea une statue, à l'endroit même où il fut conçu, imposant au romancier sa « masse plébéienne », jouissant d'amblyopie de l'immortalité. Aussitôt, Jean Renoir prétend le porter à l'écran, Lugné-Poil l'interpréter à la scène, et, sept ans plus tard, Gide l'annexe : « Vous passez pour un auteur populaire alors que vous ne vous adressez nullement au gros public... mais aux délices », écrit-il à Simenon. On imagine le sourire (goguenard ou candide) fier d'un tel que suscita cet hommage du porte-parole de l'élite au chœur du « petit homme ». Maigret, lui, n'est pas un délice.

En vain, son auteur essaiera-t-il, par son « largeur » et cet encombrant ange gardien, l'envoyant à la retraite, le condamnant à rédiger ses *Mémoires* : le commissaire refuse de lâcher prise. Jusqu'en 1972, il

promènera ses brodequins au fil des œuvres, tandis que à l'arrière-plan, sa fidèle épouse penche ses bigoudis sur le bonnet mignon, assurant au guerrier un havre d'innocence. Dans son « réquisitoire conjugal », Denise Simenon (2) la seconde femme de l'écrivain, raconte que son mari exigeait qu'elle imite en tous points M^{me} Maigret, au physique comme au moral. Mais lui, arrivait-il à la cheville de son héros ?

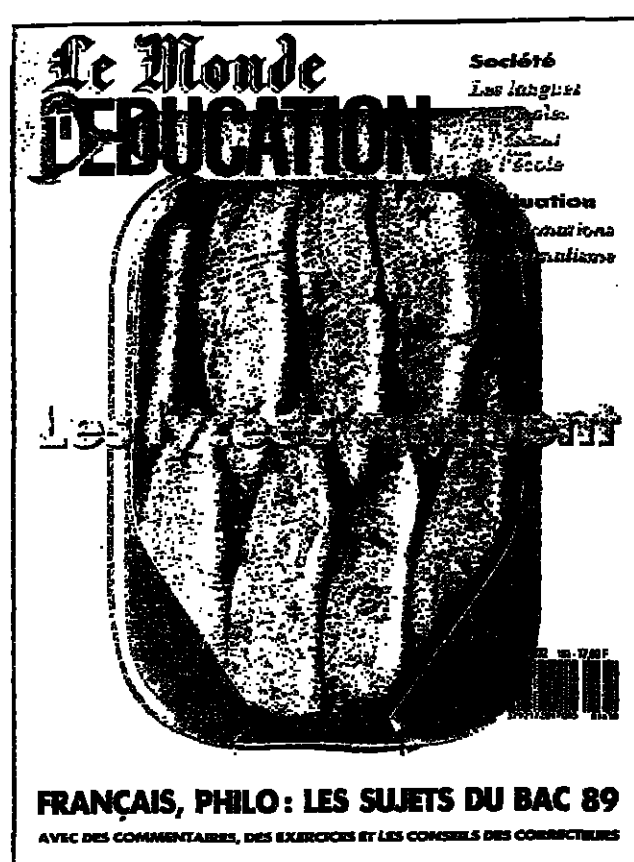
« Il l'a créé pour se prémunir, se consoler, se guérir », note fort justement Denis Tillinac (3), dont l'essai sur Simenon ne pêche pas par excès d'indulgence. Ce rôle, Maigret l'a rempli non seulement pour son père spirituel, mais pour des centaines de millions de lecteurs à l'affût d'un « raccommodeur de destinées ». La fameuse intuition que l'importante étude de Jean Fabre (4) définit comme « la forme policière de la Grèce », écho de l'indéfinie la condition humaine. Tragique ou cocasse, absurde ou sordide, le spectacle inciterait au désespoir si — par quel miracle de l'indulgence ou de l'amour ? — Maigret ne pardonnait aux hommes de n'être que ce qu'ils sont.

GABRIELLE ROUIN.

- 1) *Simenon*, de Bernard de Fallois, « La Bibliothèque idéale », N.R.F.
- 2) *Un oiseau pour le chat*, de Denise Simenon, aux éditions J.C. Siméon.
- 3) *Le Mystère Simenon*, de Denis Tillinac, Calmann-Lévy.
- 4) *Enquête sur un enquêteur*, Maigret, de Jean Fabre, Éditions sociologiques, université de Montpellier.

SCIENCES

Le Monde DE L'ÉDUCATION



ENQUÊTE :

LES LYCÉES CRAQUENT

Bonne nouvelle : en accueillant 70 000 jeunes de plus chaque année, les lycées d'enseignement général et technique augmentent les chances des nouvelles générations de décrocher le bac. Mais dans quelles conditions : locaux saturés, manque d'enseignants, classes surchargées, emplois du temps absurdes... Les lycées craquent. Et les lycéens s'impatientent. A l'heure de la rentrée, un dossier complet qui présente les efforts entrepris pour redonner aux établissements une dimension humaine.

FRANÇAIS, PHILO LES SUJETS DU BAC 89

Le Monde de l'éducation publie tous les sujets de français et de philosophie de la session 89. Une aide précieuse pour les élèves de première et ceux de terminale qui préparent les épreuves de 1990. Avec des commentaires, des exercices, des notices biographiques et des conseils des correcteurs sur les écrits et les oraux.

EVALUATION

LES FORMATIONS AU JOURNALISME

Les écoles et les formations universitaires au banc d'essai afin de permettre à tous les candidats à la succession d'Albert Londres de ne pas se fourvoyer.

SOCIÉTÉ

LES LANGUES RÉGIONALES À L'ASSAUT DES ÉCOLES

A l'heure de l'Europe, les régions françaises cherchent à préserver leurs langues et leurs cultures. De l'Alsace à la Bretagne, en passant par le Pays basque, *le Monde de l'éducation* dresse un panorama complet de l'enseignement des langues régionales.

Le Monde
DE
L'ÉDUCATION

POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR

NUMÉRO DE SEPTEMBRE, 140 PAGES, 17 F

En vente chez votre marchand de journaux

صكنا من الاصل

Culture

La 46^e Mostra du cinéma de Venise

Trois contes

- « Le Cuisinier, le Voleur, sa femme et son amant », de Peter Greenaway
- « Je suis assis sur une branche et je me sens bien », de Juraj Jakubisko
- « Une nuit de clair de lune », de Lina Wertmüller

Le 46^e Festival de Venise s'est ouvert avec le Mahabharata, de Peter Brook. Il se poursuit avec le film très attendu de Peter Greenaway, un conte cérébral comme les aime l'auteur de Meurtre dans un jardin anglais.

Après la messe célébrée pour le salut des âmes de la 46^e Mostra, dimanche 3 septembre, en l'église Saint-Antoine du Lido, les chers hôtes, rassemblés, et le peuple vénitien ont pu assister aux trois heures du Mahabharata, de Peter Brook (le Monde du 31 août 1989), qu'un quotidien de la lagune a jugé « digne d'un public raffiné », ce qui peut s'entendre comme l'expression courtoise d'un baillement respectueux.

C'est lundi que l'on a pu découvrir le nouveau film, très attendu, de Peter Greenaway, le Cuisinier, le Voleur, sa femme et son amant. Disons tout de suite une ambiguïté qui n'existe pas dans le titre anglais, il s'agit de l'amant de madame, bien sûr. Les choses sont assez compliquées comme ça par ailleurs. Le voleur Albert (Michael Gambon) est un habitué du restaurant « Le Hollandais », tenu par le cuisinier (Richard Bohringer). Il y vient tous les jours avec sa femme Georgina (Helen Mirren) et une bande d'amis qu'il tyrannise et injurie à tout bout de champ.

Le cuisinier est un homme discret, secret, qui, dans une cuisine immense et ténébreuse, compose des plats extraordinaires, tandis qu'un garçonnet impubère chante d'une voix de haute-contre des prières de miséricorde. Un soir (l'action se déroule en dix jours, dix repas, dix menus), Georgina remarque à une table voisine un homme seul qui lit un livre en mangeant. Ils se rejoignent dans les toilettes blanches, vastes comme un court de tennis, et font l'amour frénétiquement pendant que le voleur cherche sa femme en criant.

Il cric sans arrêt, du reste, martyrise l'impubère, engueule le cuisinier, rugit dans les toilettes, où il accuse Daniel Toscani du Plantier (co-producteur du film) de regarder par-dessus l'épaule, et casse beaucoup de vaisselle pour apaiser sa frustration de ne pas être père, comme il l'explique à l'amant Michael, qu'il invite à sa table. Je suis sûr, dit Georgina, mais je suis un bon coup. L'amant le sait, et

répond poliment : je suis gynécologue. En fait, c'est un fanatique de la lecture. Il vit dans une bibliothèque très théâtrale (comme la salle du restaurant est un petit opéra) et se passionne pour l'histoire de la Révolution française.

On est vite rassasiés de ces plats compliqués, de ces énumérations de recettes, de ces montagnes de nourriture mortelle, comme des étreintes des amants entre deux canards à l'orange. Toutes les obsessions de Peter Greenaway sont présentes ici, l'architecture (néoclassique) et les nombres, les fonctions digestives et intestinales, les conversations sarcastiques et crues, les auditions masculines assez laides, les théories bizarres. Tous les grands dictateurs aimaient les fruits de mer, dit le voleur. La nourriture noire, les truffes, le caviar, explique le cuisinier, est la plus chère parce qu'elle est comme la mort.

La série des repas finira assez mal pour quelques convives, comme on s'y attend dès le début de ce conte cruel, moins étonnant que les précédents du même auteur mais qui porte néanmoins son empreinte aristocratique et railleuse, son refus de toute émotion.

Ridicule et navrant

Avec le film slovaque en compétition, de Juraj Jakubisko, dont le titre peut se traduire par : « Je suis assis sur une branche et je me sens bien », on n'est pas à l'abri des sentiments, en revanche. En mai 1945, la guerre finie, dans le désordre de la campagne slovaque, le salimban : que Pepe, respé d'un camp, et le soldat Prengel trouvent par hasard un trésor dissimulé dans une bicyclette, des bijoux sans doute volés à des juifs. Ils cachent d'abord cet « or maudit » et s'installent dans une boulangerie abandonnée, croyant qu'il est facile de faire du pain, et s'éprennent du portrait d'une jeune rousse, qu'ils appellent Esther, la fille du boulanger juif. Or, un jour, une belle rousse un peu sauvage leur apparaît...

On n'a pas envie d'être sévère avec un film plutôt gentil et honnête, mais enfin trop de violons folkloriques et de masspains sucrés, trop de regards mouillés, de jovialité entre camarades, trop de merveilleux régional, c'est ennuyeux et c'est trop, même si passe la trouvaille d'une petite fille ravie d'être déguisée en spoutnik.

Avec Lina Wertmüller, également en compétition, on aborde un thème plus brillant. On peut déjà lui

décorner le grand prix du sujet le plus grave puisqu'il s'agit du sida. En janvier 1985 à Rome, de jeunes mariés se donnent la mort dans un hôtel parce qu'ils sont tous deux séropositifs. Ils n'étaient pas malades, mais la peur et, selon le père de l'une des deux victimes, la désinformation créée par les médias, les ont poussés au suicide. A partir de ce fait divers, John (Rutger Hauer), reporter américain travaillant à l'occasion pour un journal français, mène une enquête sur la peur du sida, en se faisant passer pour séropositif, dans un restaurant de Venise aussi bien que dans la chambre d'une jolie fille de rencontre.

Les réactions sont toutes de rejet panique. A Paris, il retrouve une photographe (Nastassja Kinski) dont il a eu à son insu une petite fille. Mais au sein du bonheur, le mensonge rattrape le menteur et il s'aperçoit qu'il est vraiment séropositif. Jusque-là, on ne peut encore reprocher au film que d'être mal tourné, rempli de clichés (on est à Londres, on voit Big Ben ; à Paris, les grands travaux ; à Venise, la place Saint-Marc), ou de scènes involontairement comiques : la confession de John au père en Italie, puis dans une réunion de dockers à Londres (le curé est contre les capotes ; les ouvriers anglais pas sympas mais pas avec les homos, etc.).

Mais ensuite l'ambiance et le propos du film se gâtent dangereusement. Le héros renonce à épouser sa belle, fuit. Tout son comportement donne à croire que le sida se transmet avec un postillon, en buvant dans un verre sinon par un simple échange de regards. Les idées les plus fausses, les plus propres à propager la peur sont ainsi défendues et illustrées de manière ridicule et navrante.

Peter O'Toole, dans le rôle du grand spécialiste mondial du sida, est évidemment sympathique, mais il ne fait que passer assez distraîtement. Quant à la rencontre à New York de John avec Faye Dunaway, reine de la couche-culotte mais séropositive, et leur association dans l'industrie du préservatif, on en rit bien volontiers si cela ne jouait abominablement avec les nerfs et les espoirs de milliers d'individus. Aucun des comédiens ne se trouve heureusement à la hauteur de son mauvais rôle, ce qui devrait permettre au film de se faire vite oublier, sinon pardonner tout à fait.

MICHEL BRAUDEAU.

FAITS DIVERS

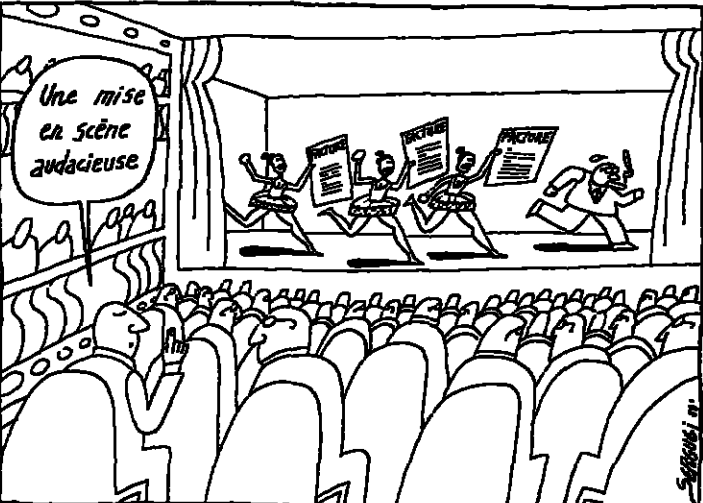
Les manifestations du Bicentenaire à Versailles

L'organisateur du Festival d'opéra refuse d'honorer d'importantes créances

Le Festival international d'opéra de Versailles, organisé au mois de juillet pour le Bicentenaire dans le cadre du château, en présence notamment des épouses des chefs d'Etat participant au sommet de Sept, va probablement connaître des prolongements judiciaires : son promoteur, l'homme d'affaires égyptien Fawzi Mitwali, refuse de payer plusieurs de ses fournisseurs. La facture pourrait atteindre quelque 8 millions de francs.

Parmi les prestataires dont les créances n'ont toujours pas été honorées figurent entre autres la Caisse nationale des monuments historiques, qui gère le parc du château, et l'Opéra royal de Wallonie, qui ayant prêté sa troupe et assuré toutes les représentations du Festival, subit un préjudice s'élevant à quelque 4 millions de francs.

M. Mitwali, qui a regagné son domicile de Vienne, reconnaît, dans une déclaration à l'Agence France-Presse, « cassé certains paiements » parce qu'il s'estime « lésé » par certains de ses partenaires dans l'organisation du Festival. Selon lui, le coût de la production serait passé des 15 millions de francs initialement prévus à près de 35 millions, en raison de « tracasseries » provoquées en particulier par « l'attitude de la Caisse des monuments historiques ». Fawzi Mitwali assure par exemple qu'on l'aurait contraint à utiliser la pièce d'eau des Suisses, au prix de 1,5 million de francs, à la place du bassin de Neptune, qu'on lui avait initialement promis pour 400 000 francs. En revanche, il semble que tous les artistes, parmi les-



quels Plácido Domingo et Jessye Norman, aient bien été payés.

Fawzi Mitwali avait obtenu le patronage de la Mission du Bicentenaire en lui proposant de faire organiser « clés en main » le Festival par son agence, la « Neferiti Réalisatrice », et en plaçant à l'affiche l'opéra André Chénier, de Luigi Illica et Umberto Giordano. Sa venue à Versailles avait été saluée par les milieux méromanes, éblouis par la personnalité flamboyante de cet industriel égyptien — qui exerce notamment dans le domaine pétrolier — passionné d'opéra, et qui avait réussi l'exploit, en 1987, de monter l'exécutif de Grèce et la reine d'Espagne s'étaient déplacés pour l'occasion.

En juillet dernier, le Festival de Versailles avait frappé le public autant par les promesses d'organisation que par quelques « ratés » spectaculaires. Ainsi Jessye Norman, redoutant que l'humidité n'abîme sa voix, avait refusé de chanter sur la scène flottante de 2 000 mètres carrés construite par M. Mitwali sur le bassin des Suisses. Il avait fallu se rabattre sur la cour de Marbre, bien trop exigüe pour accueillir les spectateurs — dont certains avaient payé jusqu'à 1 500 francs pour assister à ce seul concert.

M. Michel Colardelle, directeur de la Caisse nationale des monuments historiques, a indiqué à l'AFP qu'il avait donné instruction pour que « toutes les suites judiciaires soient données » à cette affaire.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Marcelle et Maurice BENHAMOU ont la joie d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants,

Cécile, chez Nathalie et Stéphane BENHAMOU-TURBI, le 13 mai 1989,

Pierre et Thomas, chez Amick et Pierre-Henri BENHAMOU, le 6 juin 1989,

Élise, chez Catherine BENHAMOU et Alain PAVEN, le 2 septembre 1989.

22, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.

— Nathalie BRES, Jérôme BUREAU et Alice,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Léa,

le 1^{er} septembre 1989.

8, rue Valentin-Havry, 75015 Paris.

Mariages

— Yves NORDMANN et Joëlle KADARA-THOMAS,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 21 juillet 1989, dans la plus stricte intimité.

14, rue des Puits, 92150 Suresnes.

Décès

— Michèle et Jacques Chénét, ses parents, Serge Sobczynski, son compagnon, Pierre-Yves et Alix Chénét, Sophie Chénét, Benoît Chénét et Agnès de Jacquot, Marianne Chénét, Thomas Chénét, ses frères et sœurs,

Pierre et Claude Cornu, Olga et Henri Mangin, qui l'ont entouré, font part de la mort de

Guillaume CHÉNÉT,

survenu le 4 septembre 1989, à Paris, dans sa trente-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés à l'association AIDES, 6, cité Paradis, 75010 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Ernest-Renan, 92310 Sèvres. M. et M^{me} Paul Galois, Ninon et Léa, Ainsi que ses trois sœurs et beaux-frères,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Roland GALIC, née Raymond Pradès,

à Paris, le 1^{er} septembre 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

149, rue du Château-des-Rentiers, 75013 Paris.

— M. et M^{me} Labergerie, leurs enfants et petits-enfants, Dr et M^{me} Landon, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bernard Lomiller, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Philippe Godot, leurs enfants et petits-enfants, font part du rappel à Dieu de

M. Louis LOMILLER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 14-18 et 39-45, chevalier de l'Ordre de Léopold,

le 29 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 1^{er} septembre en l'église de Cléry-sur-Vaux.

— Ses enfants, Ses petits-enfants, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Alice NUNES, veuve Glanberg, croix de guerre, médaille de la Résistance,

survenue dans sa quatre-vingt-douzième année, le 20 août 1989, à Angers, où elle a été, selon ses dernières volontés, inhumée dans la plus stricte intimité.

— M. Pierre DELABRIÈRE, M. et M^{me} Gabriel Rossignol et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Rossignol et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre DELABRIÈRE, survenu le 28 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à Paris.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité familiale, le samedi 2 septembre, en l'église Notre-Dame des Aspres (Orne).

3, rue du Dragon, 75006 Paris. 1, square Villaret-de-Joyeuse, 75017 Paris.

— M. Robert Duranthon, M^{me} Madeleine et François Duranthon, M. André Vaillemain, Ses amis très chers, ont la tristesse de faire part du décès survenu, le 3 septembre 1989, de

Robert DURANTHON, président du conseil d'administration de la SAF Martini & Rossi, ancien président de l'Association des banques étrangères à Paris, ancien vice-président, assistant général manager de Citibank N.A.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Près, 75006 Paris.

L'inhumation aura lieu à Bordeaux dans l'intimité.

— Le conseil d'administration, Et l'ensemble du personnel de la Société anonyme française Martini & Rossi, ont la tristesse de faire part du décès de leur président,

M. Robert DURANTHON, survenu le 3 septembre 1989.

19, avenue Michelet, 93400 Saint-Ouen.

— M. Frédéric Ferrandi, son fils, La famille Leonetti, La famille Boveri, Et la famille Perrin, ont la douleur de faire part du décès de

Lieutenant-colonel de réserve Jean FERRANDI, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 31 août 1989, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, samedi 9 septembre, à 11 heures, en l'église de Maro (Haute-Corse), son village natal.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Groux, 78310 Tril-sur-Seine.

Après avoir participé à la campagne de France, à la fin de la seconde guerre mondiale, Jean Ferrandi, jeune officier de l'Armée de marine, rejoint l'Indochine, où, fasciné par le travail de développement, il entre au 2^e Bureau. Il sera remplacé dans cette fonction par un autre spécialiste de ces missions, le général René Salm, qui d'arrache cœur, en 1964, il est son chef de cabinet en Algérie, et, lorsque le général Salm est rapatrié à Paris après 1966, il le suit et le rejoint jusqu'à son départ en retraite. En 1960, Jean Ferrandi ne revient pas au garnison de France, où il est à nouveau affecté. Il se réfugie en Espagne aux côtés du général Salm, qui pendant le « ponton » confie d'arrache cœur, en 1961, à son service auprès de lui jusqu'à leur arrestation commune en 1962.

— M. Roland Galois, M. et M^{me} Patrice Laurent, Alexandra et Diana, M. et M^{me} Vincent Pourquerey de Boisserin, Juliette, Marie et Baptiste, M. et M^{me} Paul Galois, Ninon et Léa, Ainsi que ses trois sœurs et beaux-frères,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Roland GALIC, née Raymond Pradès,

à Paris, le 1^{er} septembre 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

149, rue du Château-des-Rentiers, 75013 Paris.

— M. et M^{me} Labergerie, leurs enfants et petits-enfants, Dr et M^{me} Landon, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bernard Lomiller, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Philippe Godot, leurs enfants et petits-enfants, font part du rappel à Dieu de

M. Louis LOMILLER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 14-18 et 39-45, chevalier de l'Ordre de Léopold,

le 29 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 1^{er} septembre en l'église de Cléry-sur-Vaux.

— Ses enfants, Ses petits-enfants, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Alice NUNES, veuve Glanberg, croix de guerre, médaille de la Résistance,

survenue dans sa quatre-vingt-douzième année, le 20 août 1989, à Angers, où elle a été, selon ses dernières volontés, inhumée dans la plus stricte intimité.

— M. Pierre DELABRIÈRE, M. et M^{me} Gabriel Rossignol et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Rossignol et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre DELABRIÈRE, survenu le 28 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à Paris.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité familiale, le samedi 2 septembre, en l'église Notre-Dame des Aspres (Orne).

3, rue du Dragon, 75006 Paris. 1, square Villaret-de-Joyeuse, 75017 Paris.

— Ses enfants, Ses petits-enfants, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Lucien MASSON, officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, président d'honneur de la Chambre syndicale des producteurs de films,

survenu le 27 août 1989, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont été célébrées à Paris, le 30 août 1989, dans la plus stricte intimité, selon les volontés du défunt, et suivies de l'inhumation dans le cimetière de la famille, au cimetière de Maisons-Laffitte.

Il s'associe à sa mémoire

Jeanne MASSON, née Males, son épouse, décédée le 1^{er} septembre 1964, à l'âge de cinquante-quatre ans, et

Christian MASSON, son fils, décédé le 19 octobre 1977, à l'âge de trente-cinq ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

34, rue du Docteur-Blanche, 75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Boris NAZARIAN.

De la part de toute sa famille.

— M^{me} Jean-Paul Vitry, née Hélène Sautet, son épouse, M. et M^{me} Pierre Vitry, M^{me} Jean-Claude Vitry, M. et M^{me} Jean-Frédéric, M. et M^{me} Jean-Michel Vitry, M. et M^{me} Christian Vitry, ses enfants, Mathilde, Sophie, Boris, Marie-Laure, Grégoire, Ludovic, Nicolas, Julien, Thibault, Martin, Cyprien, Léonore et Marie, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Jean-Paul VITRY, avocat honoraire à la Cour de Paris,

survenu à Larmor-Baden (Morbihan), le dimanche 3 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 8 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e.

Priez pour lui ! Unissons dans cette prière son fils

Jean-Claude VITRY, décédé le 15 mars 1983.

55, quai de Bourbon, 75004 Paris.

— M. Pierre Wachenheim, son fils, M^{me} Bernadette Parisot, sa mère, Toute la famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Charly WACHENHEIM, sociétaire de l'Amicale des amateurs d'art,

survenu le 2 septembre 1989, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées le mercredi 6 septembre, en l'église de Rueil. L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Saint-Ouen.

2, rue Victor-Duruy, 92500 Rueil-Malmaison.

— M^{me} Martine Weber-Sandoz, Son époux, Et ses enfants, Cédric, Carine, Rémy, M^{me} Charles Weber, sa mère, ont l'immeuble tristesse de faire part du décès, survenu à Perpignan, le 1^{er} septembre, à la suite d'une longue maladie, de

M. Eric WEBER, architecte DPLG-ENSAD.

Un service religieux sera organisé ultérieurement au temple de Luxembourg, rue Madame, à Paris.

115, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

Communications diverses

— Société nationale des Beaux-Arts, Grand Palais des Champs-Élysées, du 7 au 24 septembre, Biennale de Rueil et France-Japon. Tous les jours de 10 h 30 à 18 h 30.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du mercredi 6 septembre : UN DÉCRET

Du 4 septembre 1989 autorisant le Commissariat à l'énergie atomique (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) à créer, sur le territoire des communes de Soulaire-Dhuys et de La Ville-aux-Bois (Aube), une installation de stockage de déchets radioactifs.

polémique

autour de l'h

pave dans l

صلى الله عليه وسلم

Le Monde CAMPUS

Polémique autour de l'histoire

Les nouveaux programmes d'histoire de terminale ont suscité bien des inquiétudes. La publication des manuels ne contribuera pas à les apaiser.

«**P**ERESTROÏKA... « Intifada... » L'actualité immédiate fait son entrée dans les programmes d'histoire soumise, cette rentrée, à tous les élèves de terminale. Mais les principales innovations introduites par les nouvelles instructions ne se limitent pas à ces quelques mises à jour.

L'inspection générale, auteur des textes, ne s'est pas contentée d'avancer l'étude de la seconde guerre mondiale en classe de première pour laisser le champ de la terminale libre pour toute la période comprise entre 1945 et nos jours. Plus qu'un simple époussetage, c'est une révolution conceptuelle qu'elle a voulu introduire, en présentant l'histoire contemporaine à partir d'une vision délibérément mondialiste qui éclipse les histoires nationales — sauf celle de la France — pour mieux dégager les enjeux planétaires.

Le nouveau programme s'articule autour de trois vastes thèmes : la construction du monde contemporain le (« monde nouveau » des années 50, la croissance et la coexistence pacifique des années 60, puis « les géostratégies du temps présent » ; le monde actuel (« les sociétés libérales d'Occident », le monde socialiste, les tiers-mondes, la science, la religion, la communication), et la France depuis 1945 (politique, société, culture, identité nationale).

Depuis sa publication, en juin 1988, ce nouveau « menu » de terminale a suscité plusieurs polémiques. Certains ont craint que l'histoire de la seconde guerre mondiale, désormais exclue du programme du baccalauréat, ne soit plus enseignée. D'autre part,

nombre de professeurs ont dénoncé la dilution de l'histoire dans les sciences humaines, avec l'appel fréquent à la sociologie, à l'économie et à la politique, mais aussi l'ambition démesurée des nouveaux textes et la difficulté de les appliquer dans les conditions normales de l'enseignement en classe terminale.

Coller

à l'actualité

Ces craintes n'apparaissent pas infondées à la lecture des six manuels (1) qui viennent d'être publiés et qui sont les premières tentatives de construction d'un cours conforme aux nouvelles conceptions officielles. Tous les auteurs — on en compte jusqu'à une dizaine par ouvrage — ont bien sûr intégré le nouveau mot d'ordre de « mondialisation », qui donne à leurs livres l'aspect souvent passionnant d'un voyage planétaire où apparaît nettement la gamme des grands problèmes du monde actuel. Cartes et planisphères font apparaître aussi bien « l'équilibre stratégique mondial » que « les tensions et conflits dans le tiers-monde », ou « l'environnement géostratégique de la Chine ». Mais certains concepteurs de manuel n'ont pas réussi à se libérer tout à fait du découpage classique par pays. Ils envisagent l'histoire des rapports mondiaux successivement à travers celle de chaque protagoniste. Ce « saucissonnage » affecte la cohérence de l'ensemble et rend la chronologie presque insaisissable.

Ainsi, l'étude de la guerre froide, rattachée à un développement sur les relations internationales, peut-elle surgir cent pages... après l'évocation du ma-

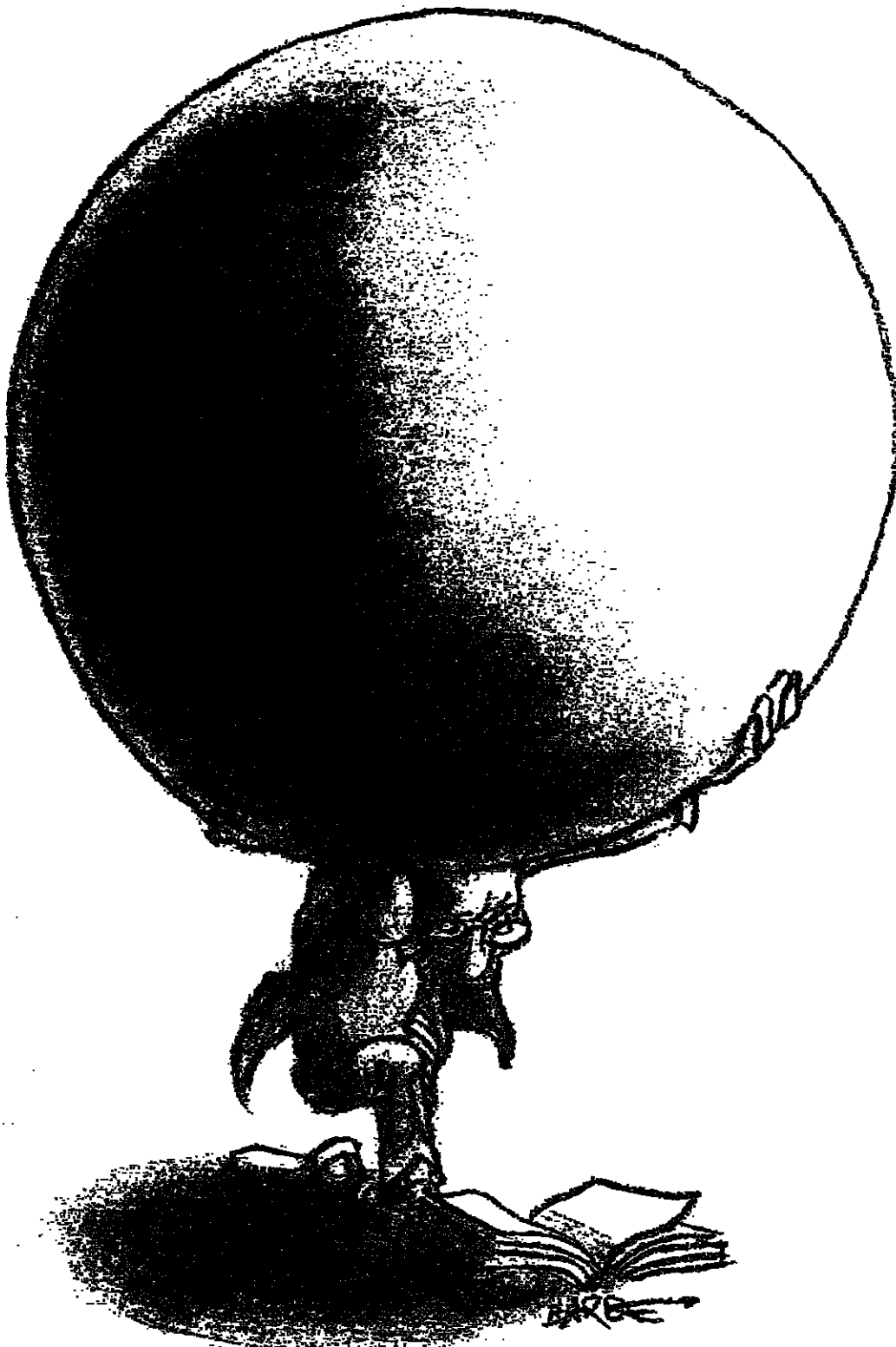
cartisme, relié au chapitre sur les États-Unis ; de même que la création de l'État d'Israël, en 1948, peut figurer dans le chapitre sur « les rapports Est-Ouest de 1956 à 1973 » (Hatier). Seul le manuel édité par Istria a eu l'idée simple mais efficace d'insérer systématiquement des renvois d'un chapitre à l'autre.

Dans presque tous les livres, le choix d'une vision synchronique aboutit à juxtaposer une foule d'événements résumés à l'extrême et souvent sortis de leur contexte : Vietnam, Moyen-Orient, Iran, Afghanistan, Tchad et Nicaragua peuvent être mis bout à bout en quatre pages sous l'intitulé « Antennes et nouvelles zones de tension » (Nathan). Il est vrai que, là où cet effort de synthèse n'a pas été fait, réapparaissent les histoires nationales, qui alourdissent l'ensemble en l'éloignant du programme. L'ouvrage édité par Belin décrit par le menu les institutions de la Grande-Bretagne et de la RFA et ne laisse rien ignorer de... la FNSEA en France. Plus qu'un manuel, c'est un véritable livre de référence, dont l'accès est facilité par un index.

Les élèves se passionnent pour l'histoire récente, et il faut leur donner des clés pour comprendre le monde où ils vivent. Cette volonté salutaire de « coller » à l'actualité se heurte cependant à quelques écueils. Les auteurs ont évidemment bien du mal à tirer les leçons historiques de la politique de M. Gorbatchev et hésitent à interpréter le retour du religieux. Pressé de rédiger une inévitable synthèse sur les médias, l'un d'eux classe par erreur France-Info parmi les radios libres et oublie... la télévision.

PHILIPPE BERNARD.
(Lire la suite page 16.)

(1) Aux éditions Belin (Robert Frank), Bordas (collection C. Quétel), Hachette (Régis Bédic et Marc Neuhoff), Hatier (Serge Bernstein et Pierre Milza), Istria (Paul Wagner) et Nathan (Jacques Marrelle). Magnard publie en septembre un ouvrage dans sa collection « Organico ».



Un pavé dans la mare éditoriale

Un vigoureux pamphlet s'attaque à la « jungle des manuels ».

Les vrais best-sellers de la rentrée se trouvent au rayon scolaire des librairies spécialisées. On s'y précipite, on s'y bouscule. Avec des idées bien arrêtées sur les titres convoités. « Avez-vous la Littérature, textes et documents XIX^e de chez Nathan ? ». Munis de la précieuse liste fournie par le lycée, les parents font le plein de manuels scolaires : maths, physique, anglais, allemand, histoire, géographie, sciences naturelles... Au total, d'après les calculs des différentes associations de parents d'élèves, la note avoisnera les 600 francs. Un peu plus pour les élèves du technique. Davantage encore si l'on n'a pas réussi à se procurer des ouvrages d'occasion. « Désolé, madame, l'Initiation économique et sociale de chez Hatier pour la classe de seconde, c'est une nouvelle édition. » Même chose pour les livres d'histoire et de géographie de terminale en cette année de nouveaux programmes (voir l'article ci-dessus).

Si les manuels scolaires coûtent cher aux familles, ils sont aussi une lourde charge pour l'État, qui dépense bon an mal an quelque 300 millions de francs pour équiper les élèves des collèges. Enfin, selon une enquête de l'Association Savoir-Livre (1) et de l'Association des maîtres de France, les communes consacrent 120 francs par an et par élève à l'achat de livres scolaires dans les écoles primaires. Ces chiffres

parlent d'eux-mêmes : l'édition scolaire est un marché énorme. En 1987, avec 60 millions d'exemplaires vendus et un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, elle représentait plus de 15 % du chiffre d'affaires global de l'édition en France, juste derrière les romans et les encyclopédies.

Le marché est en constante progression et pour une bonne part captif. Avec les achats de l'État et des communes qui tombent dans l'escarcelle des éditeurs à la manière d'une subvention et les emplettes forcées de deux millions de lycéens, les manuels représentent les trois quarts du chiffre d'affaires annuel de l'édition scolaire.

Au seul profit des éditeurs

Pour les éditeurs spécialisés, la rentrée, c'est donc l'heure où résonnent les tiroirs-caisses. C'est la récompense de plusieurs mois d'effort. En effet, si le gâteau est appétissant, son partage n'est pas simple. Il se fait au couteau entre les nombreuses maisons d'édition : la plus grosse part pour Hachette, Nathan, Magnard, Bordas, Hatier, Armand Colin, Istria, Delagrave et quelques autres ; les miettes pour la kyrielle des éditeurs indépendants ou régionaux.

Comment un manuel se retrouve-t-il dans le cartable de l'élève ? Pourquoi celui-ci et pas tel autre ? Dans un livre intitulé *Dans la jungle des manuels scolaires*, Hélène Huot (2) entreprend de démonter les mécanismes de l'édition scolaire, depuis l'élaboration des pro-

grammes officiels par le ministère jusqu'au choix des ouvrages par les enseignants. L'état des lieux dressé par l'auteur est alarmant. Les pratiques des éditeurs y sont vigoureusement dénoncées. De même que l'administration de l'éducation nationale, qui les encourage par son « hypocrite », voire sa « démission ». Le flot de la réglementation censée régir le système est la cause de bien des dérives.

Au départ, le ministère définit les contenus d'enseignement. Puis, les éditeurs réalisent les manuels en toute liberté, sans le moindre contrôle. Ensuite, les enseignants choisissent tel ou tel ouvrage, en toute souveraineté, mais pas forcément en toute connaissance de cause. Enfin, les payeurs — État, commune et famille — n'ont plus qu'à exécuter sans pouvoir discuter les choix. Devant un tel cloisonnement des responsabilités, Hélène Huot se demande si « ce système, qui repose sur le libre choix des enseignants et la concurrence des éditeurs [...] contribue vraiment à faire porter l'attention de tous sur les questions d'ordre pédagogique ». Selon elle, la motivation serait uniquement économique : « L'édition scolaire ressemble aujourd'hui à une jungle savamment entretenue par les éditeurs, à leur seul profit », écrit-elle.

Pour cette spécialiste, auteur d'un *Guide des manuels scolaires*, les éditeurs utilisent sans vergogne la liberté éditoriale qui leur est laissée depuis toujours. Ainsi, ils ne sont pas tenus de retirer de la vente les livres périmés qui continuent de figurer comme « disponibles » sur leurs catalogues. L'absence, paraît-il, de plus en plus fréquente, d'indications de date rend impénétra-

ble le maquis des « nouvelles éditions » et autres « éditions enrichies ». Son livre fourmille d'exemples croustillants puisés chez tous les éditeurs. Le plus grotesque est ce manuel de français daté de 1984 qui n'est que la réédition de la méthode Boscher conçue en 1906. La version actuelle, encore très en vogue, notamment dans l'enseignement privé, est la reprise *in extenso* de la réédition de 1959, qui, elle-même, ne faisait que moderniser les illustrations introduites en 1935. Les enfants de 1989 se reconnaissent-ils dans ces écoliers qui portent des capelines et des galoches ? Leur arrive-t-il encore de cheminer pour aller fagoter du chêne en forêt ou faire teindre au teinturier leur tablier ?

« D'honorables correspondants »

Lors des changements de programmes, les éditeurs sont dans les affres. L'administration ne se soucie guère des contraintes matérielles de l'édition, les délais sont souvent très courts pour concevoir les nouveaux livres. Ainsi font-ils fièche de tout bois, allant jusqu'à entretenir un réseau d'honorables correspondants dans les couloirs du ministère, voire à faire pression sur les collaborateurs du ministre pour connaître les nouveaux contenus d'enseignement avant leur publication officielle — et surtout avant la concurrence.

JEAN-JACQUES BOZONNET.
(Lire la suite page 16.)

(1) Créée en 1985 par cinq éditeurs : Belin, Hachette, Hatier, Magnard et Nathan.
(2) Le Seuil, 216 p., 85 F.

BAC, BAC + 2

**4 ANNEES D'ETUDES
EN FRANCE, EN EUROPE
ET AUX USA :**

- Une Ecole Internationale de Commerce et de Gestion
- 12 mois d'études en Europe et aux USA ; 18 mois de stages dans des entreprises françaises et étrangères
- Des débouchés professionnels dans la finance, l'exportation, le marketing.

Concours d'entrée 1989 : 13 ou 27 Septembre

INSTITUT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
24, rue Léon Frot - 75011 PARIS - Tél. : 43 79 45 29
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur

**J'AI 1656 PAGES,
UN FORMAT DE 15,5x 24 cm,
35 000 MOTS DE LA
LANGUE FRANÇAISE,
PLUS
11 000 NOMS PROPRES,
54 CARTES ORIGINALES,
108 PAGES DE
TABLEAUX CHRONOLOGIQUES,
ET SYMPTOMES,
QUI SUIS-JE ?**

Polémique autour de l'histoire

(Suite de la page 15.)

Certains semblent même incapables de discerner l'essentiel pour un élève de terminale, lorsqu'ils évoquent par exemple le rôle des « andropoviens » en URSS et s'interrogent longuement sur les raisons du choix, par Georges Pompidou, de Pierre Messmer comme premier ministre.

« On gave les élèves, on leur parle de tout un peu mais de rien vraiment. Ces nouveaux manuels concrétisent la politique de l'entonnoir », grince M. Alain Piquet, militant de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) dans le Nord. En professeur consciencieux, il a mis à profit ses vacances pour préparer son nouveau cours de terminale. Pour lui, l'accumulation de faits épars et de notions nouvelles s'est faite au détriment de l'analyse historique et risque de ne pas laisser le temps aux professeurs d'enseigner une méthode de travail, un mode d'emploi en quelque sorte. « On a construit un fantastique panorama, un plan brillant en oubliant les réalités pédagogiques, estime-t-il. Les élèves vont apprendre par cœur des synthèses caricaturales qu'ils auront oubliées après les vacances faites de grands repères. Attention aux analyses de style Café du Commerce dans les copies du bac ! » M. Philippe Joutard, professeur à l'université de Provence et prési-

dent de la commission de réflexion sur l'histoire et la géographie mise en place par M. Lionel Jospin, reconnaît que la nouvelle conception du programme rend nécessaire « une nouvelle utilisation du manuel », qui n'est plus un cours, mais « un élément de référence ».

L'application des programmes en terminale dépend largement des sujets possibles au bac. Or le vide est presque total lorsque les programmes changent aussi radicalement, ce qui exacerbe l'angoisse des professeurs, déjà furieux de la valse des textes (le précédent programme datait de 1983) et de leur élaboration en vase clos par l'inspection générale. Une confusion particulière risque cette fois de régner. Certains manuels étaient déjà bouclés lorsque le ministère a publié, en février dernier, les « compléments au programme » destinés à répondre aux protestations, notamment en écartant certains chapitres du programme du bac.

Remise à jour permanente

Les nouveaux livres ont dû être distribués à la hâte aux professeurs avant juin pour leur permettre de choisir et de fournir aux parents la fameuse liste des achats pour la rentrée. Ils ne tiennent donc pas compte a fortiori

de la note de service parue le 20 juillet qui modifie et précise les modalités de l'épreuve d'histoire-géographie au baccalauréat. Elle demande aux auteurs de sujets de ne pas faire preuve d'« originalité à tout prix », privilégie les sujets « étendus » portant sur l'ensemble de la période étudiée et indique que les deux sujets de dissertation proposés (les questions de cours sont supprimées) devront porter sur deux parties différentes du programme.

Ces contretemps n'auraient que peu d'importance si la plupart des manuels ne prétendaient pas aider les élèves à préparer le bac. Tel ouvrage propose vaillamment un sujet intitulé : « Les progrès scientifiques et techniques dans la croissance économique et les mutations sociales de 1945 à 1973 ». — alors que le chapitre sur la science a été formellement exclu du bac... Ce type de « bavure », qui risque d'égarer certains élèves, amène à se poser la question de la rédaction des programmes et des manuels. Le livre édité par Nathan apparaît comme l'un des plus clairs et des plus respectueux des instructions officielles. En toute logique, puisqu'il compte parmi ses auteurs M. Dominique Borne, l'un des inspecteurs généraux qui ont rédigé les programmes. D'autres éditeurs (Istra, Belin, par exemple) ont néanmoins à prendre en compte les indications qui leur avaient été communiquées avant la publication des commentaires officiels.

La traditionnelle incohérence qui préside à l'élaboration des programmes scolaires — les nouveaux textes sur l'histoire devaient accompagner... la réforme des lycées de M. Chevènement, abandonnée par son successeur — devrait, théoriquement, disparaître avec le Conseil national des programmes prévu par la loi d'orientation de M. Jospin. Les inspecteurs généraux ne seront plus seuls à rédiger les textes ; ils travailleront avec des universitaires et des personnalités extérieures qui ne sont pas les porteurs de chaque discipline, et ne devront avoir aucun lien avec les éditeurs scolaires pendant leur mandat.

En attendant, la commission de réflexion sur les contenus d'ensei-

gnement présidée par MM. Bourdieu et Gros s'est donné pour mission d'assurer la cohérence des programmes et de mettre au point des mécanismes de remise à jour permanente. Le groupe de travail sur l'histoire et la géographie, présidé par M. Philippe Joutard, a déjà remis plusieurs notes au ministre, en attendant de lui fournir, en septembre, la synthèse de ses réflexions. Il insiste sur la nécessité de compléter les cours magistraux d'histoire-géographie par des observations sur le terrain, d'apprendre aux élèves des méthodes de travail comme l'utilisation du dictionnaire. Pour lutter contre l'encyclopédisme, M. Joutard souhaite que l'on se donne enfin les moyens de favoriser l'interdisciplinarité. Des demi-journées banalisées devraient être instituées pour permettre à des professeurs de plusieurs disciplines de traiter de concert des sujets tels que l'environnement, l'histoire des sciences ou des religions.

Le groupe de M. Joutard propose aussi d'accompagner systématiquement l'introduction de nouveaux programmes de journées de formation. La polémique sur les nouveaux programmes aurait pu être évitée, selon M. Joutard, si un dialogue entre inspecteurs et enseignants avait pu s'instaurer. Il s'agit à présent, pour lui, de « ne pas refaire les mêmes erreurs ». Car il réfléchit déjà à de futurs programmes. L'histoire immédiate tout en donnant aux élèves les clés du monde actuel, on pourrait balayer en terminale l'ensemble du vingtième siècle...

En attendant, les experts pourront méditer sur le problème suivant : sachant que les programmes d'histoire de 1988 sont contestés, que les précédents ont vécu cinq ans ; considérant qu'une commission est au travail, que les connaissances historiques évoluent et que le ministère souhaite modifier le baccalauréat, à quelle date les manuels de terminale parus en 1989, qui représentent la première année, un marché de plus de 30 millions de francs, seront-ils bons pour le pion ?...

PHILIPPE BERNARD.

Un pavé dans la mare éditoriale

(Suite de la page 15.)

Pour plus de sûreté, les grandes maisons recrutent directement leurs directeurs de collection parmi les inspecteurs généraux. Le *plus ultra* étant d'avoir comme auteur de l'ouvrage l'inspecteur général qui a élaboré le nouveau programme.

Ce mélange des genres de la part de fonctionnaires devenus « rabatteurs » n'est pas du goût d'Hélène Huot. En utilisant leur titre administratif à des fins mercantiles, « les inspecteurs font bon marché du devoir de réserve qui incombe aux fonctionnaires d'autorité ». En effet, au moment de choisir le livre d'histoire de sa classe, l'inspecteur hésitera-t-il longtemps entre celui d'un inconnu et celui qu'a rédigé l'inspecteur départemental chargé de le noter en cours d'année. M^{me} Huot fustige ces pressions indirectes, accusant le ministère de ne pas « veiller à l'indépendance pédagogique de tous les enseignants ». Elle regrette aussi que les pouvoirs publics ne jugent pas bon d'évaluer les différents manuels offerts sur le marché afin d'aider les professeurs dans leurs choix.

Un florilège

d'erreurs

Évaluation n'est pas censure, oppose-t-elle à la sacro-sainte liberté éditoriale revendiquée par tous les ministres de l'éducation nationale. Dans son *Guide*, Hélène Huot avait répertorié 344 livres différents pour le seul français au niveau de l'école élémentaire, 166 pour le collège et 75 au lycée. Comment le directeur d'école rurale peut-il se déterminer ? Même les professeurs du secondaire, réunis en conseil, ont le plus grand mal à faire des choix raisonnés. Pour quoi ? Parce qu'ils ne connaissent pas l'état du marché, affirme Hélène Huot. La seule information dont ils disposent émane des éditeurs eux-mêmes.

Et les maisons d'édition ne lésinent pas sur les moyens publicitaires : réseau de représentants, réunions d'informations avec les auteurs, envoi massif de catalogues (jusqu'à 400 000 par an pour

certaines éditeurs), envois de spécimens par milliers (jusqu'à 35 000) à des enseignants triés sur le volet et mis en fiches... « N'y a-t-il pas de la part des enseignants quelque naïveté ou quelque démission à se contenter des seules informations fournies par les maisons d'édition ? » s'interroge Hélène Huot, en constatant que l'évaluation objective de la qualité des ouvrages ne préoccupe ni l'administration, ni les syndicats, pas même les associations de parents d'élèves et les revues pédagogiques. Et pourtant, à en croire le florilège des erreurs qu'elle a relevées ici et là (fautes d'orthographe ou de grammaire, cartes de géographie fantaisistes...), il y aurait du pain sur la planche.

Au bout du compte, Hélène Huot observe une double dérive. Certains manuels, surtout à l'école et au collège, ont tendance à se vider de toute substance disciplinaire pour se transformer en simples recueils de textes ou d'exercices. Les autres, principalement au lycée, deviennent tellement pointus et ambitieux qu'ils déroutent les élèves seulement moyens. Qu'ils soient de médiocre qualité ou, au contraire, trop savants, les manuels scolaires auraient donc tendance à ne plus remplir leur fonction. D'où le formidable développement récent de l'édition parascolaire : tous ces mémentos, aide-mémoire, recueils de conseils méthodologiques qu'il faut acquiescer en plus des manuels sur la recommandation des professeurs. Cette dépense supplémentaire sera en moyenne de 110 francs en sixième et 180 francs en terminale.

Hélène Huot s'étonne de l'absence de réaction à un phénomène qui est « à l'avantage exclusif des maisons d'édition privées et au détriment de la qualité de l'enseignement ». Pour elle, les livres scolaires ne sont pas des produits comme les autres. D'eux dépend en partie la valeur de l'école. Sans pour autant remettre en question la liberté et le pluralisme de l'édition, elle souhaite qu'on ne leur applique pas les seules règles de la libre concurrence et du marketing.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Devenez un professionnel de l'Aménagement Touristique

Le Groupe SUP de CO MONTPELLIER a créé le CIAT en 1985, et a été habilité en 1987 par la Conférence des Grandes Ecoles à délivrer un MASTÈRE SPÉCIALISE en management des AMÉNAGEMENTS TOURISTIQUES.

Avec plus de 700 heures de cours auxquels participent les spécialistes du plus haut niveau, la réalisation d'études et recherches menées sur le terrain

et un stage de 4 mois en France ou à l'étranger, le CIAT assure la maîtrise des éléments nécessaires à toute prise de décision concernant l'aménagement, le développement et la promotion touristique d'un site donné.

Le recrutement se fait sur dossier et entretien. Niveau Bac + 5 ou équivalent : DEA - DESS - Grandes Ecoles d'ingénieur, d'Architecture, de Gestion.



Centre International des Aménagements Touristiques
2300, avenue des Moulins - 9 P. 8069
34030 Montpellier Cedex
Tél. 67 40 42 43



Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier

LANGUES & AFFAIRES

Europe 1993 : qualifiez-vous en langues !

Pour concrétiser vos connaissances, compléter votre formation, augmenter vos compétences et vos chances... décrochez un diplôme officiel de langue : économie/commerce/gestion/communication

Préparations personnalisées à distance, à votre rythme, et cours tous niveaux. Formation continue. Inscriptions toute l'année.

Document d'information gratuit sur demande à :

★ LANGUES & AFFAIRES, Service 49.30, 35 rue Collange 92300 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42.78.81.85

L'Américain à Paris

La réussite. Le dynamisme. Prenez une longueur d'avance avec des cours d'américain.

American Language Institute
The American University of Paris
B.P. AL-33, 34 av. de New-York, 75116 Paris
Tél. 47.20.11.99

(Publicité)

DIPLOME D'UNIVERSITÉ (3^e cycle) :

gestion et exploitation des transports publics de voyageurs.

Niveau requis : BAC + 4 ou équivalent (ingénieurs, architectes, etc.).

6 mois d'enseignement et 3 mois de stage.

Formation de haut niveau avec le soutien officiel des milieux professionnels.

Dépôt des candidatures avant le 15 SEPTEMBRE à :

Christian LEFÈVRE, Institut d'urbanisme de Paris, Université de Paris, 12, avenue du Général-de-Gaulle, 94010 CRÉTIL CEDEX.

Contact. - C. LEFÈVRE, tél. : 42-07-90-38 ou 43-41-94-84 ; B. GELBMAN, tél. : 47-66-03-60.

(Publicité)

UNIVERSITÉ PARIS-VII

FORMATION CONTINUE POUR ENSEIGNEMENTS SECOND DEGRÉ

- Grammaire linguistique :

perspective énonciative

(anglais et français) - (recyclage et concours internes)

- Ens. assisté par ordinateur.

Inscriptions : mercredi 14 h à 17 h

(à partir du 20 sept.)

M^{me} Janine BOUSCAREN.

DIREL. INSTITUT D'ANGLAIS

10, rue CHARLES-V, PARIS-4^e.
Tél. 42-74-27-54.

RENTREE OCTOBRE

MAXIM'S

FAMOUS ALL OVER THE WORLD

INSTITUT INTERNATIONAL

MAXIM'S DE PARIS

Pour vous ouvrir les

grandes carrières de

l'hôtellerie internationale

3 ANNEES

DE FORMATION

PROFESSIONNELLE

DE MANAGEMENT

HOTELIER

STAGES ET MISSIONS

PROFESSIONNELLES

ADMISSION :

1^{re} Année : BAC.

2^e Année : BTS, DUT, DEUG.

Licence ou diplômes

étrangers équivalents.

MAXIM'S

INSTITUT INTERNATIONAL

MAXIM'S DE PARIS

INFORMATION

(1) 42 66 66 82

71, rue du Fg-St-Honoré,

75006 Paris



Un passeport pour les métiers du conseil 3^e CYCLE A FINALITE PROFESSIONNELLE CONSULTANT - INGENIEUR CONSEIL

- ADMISSION : BAC + 4/5, Maîtrise, Mastère... Ecoles d'ingénieur, de Gestion... IEP
- ETUDES : 10 mois, avec 5 mois réels de missions, projets, chantiers
- PROGRAMME NOUVEAU D'ACTIVITES et de RECHERCHES - HAUT NIVEAU

- Parrainage professionnel : cabinets-conseils et entreprises
- Observatoire des Métiers du Conseil
- Positionnement européen

RENTREE : 3 OCTOBRE

Recrutement sur dossier - Jury de sélection (9 - 14 - 19 septembre)
Dossier de candidature sur appel N° vert : 05.41.49.49

IDCE - Ecole des Consultants - 106, rue de Frémur - BP 624 - 49006 ANGERS Cédex

Membre du réseau Business Corporation Network - Promoteur d'un système européen d'institut du conseil

LA BONNE DIRECTION

ÉCOLE D'ADMINISTRATION & DIRECTION DES AFFAIRES

Options Admissions 2^e Année



Demandez notre documentation

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Niveau d'études : _____

صلى الله عليه وسلم

Le lycée toujours inégalitaire

La considérable croissance des effectifs de l'enseignement secondaire n'a pas modifié la profonde inégalité dans l'origine sociale des élèves.

VINGT ans après le boom scolaire qui a conduit la quasi-totalité des jeunes à entrer en sixième et à fréquenter le collège, un phénomène du même ordre se produit dans les lycées, à partir de la classe de seconde. La moitié des jeunes générations actuelles accèdent au lycée, alors que la moitié seulement de leurs parents entraient en sixième au début des années 60. Cet allongement ininterrompu des scolarités tend même à s'amplifier depuis 1985, comme le montre une étude du ministère de l'Éducation nationale (1). Mais ce spectaculaire envol statistique masque le maintien intégral des inégalités sociales. L'accès au baccalauréat varie toujours du simple au triple, selon la profession des parents.

Après une pause à la fin des années 70 et au début des années 80, le mouvement lancé au début de la

V^e République a repris de plus belle. Entre 1982 et 1987, le nombre de jeunes de seize à vingt-cinq ans poursuivant des études s'est accru de plus de cinq cent mille dans un contexte de stagnation démographique. En 1987-1988, plus des deux tiers des jeunes de dix-huit ans suivent des études, contre moins de la moitié cinq ans plus tôt. A ce rythme, la moitié des jeunes de seize à vingt-cinq ans devraient se trouver en formation vers 1995, contre 39 % seulement en 1988.

Les lycées se trouvent en première ligne pour encaisser ce choc. En sept ans, leur effectif vient d'augmenter de 30 %, alors que les classes d'âge correspondant restaient stables. Cette évolution spectaculaire, dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences matérielles et pédagogiques, s'accompagne

de phénomènes nouveaux : forte hausse des redoublements en classe de seconde, vieillissement des lycéens, accueil d'élèves venant de l'enseignement professionnel. Les lycées professionnels contribuent, eux aussi, à l'allongement de la scolarité bien au-delà de seize ans, avec le remplacement progressif de sections de CAP par des BEP qui débouchent désormais sur le nouveau bac professionnel et la poursuite d'études dans l'enseignement général.

Mais le phénomène le plus marquant est bien l'afflux de ceux qu'on est tenté d'appeler les « nouveaux lycéens » dans les classes de seconde des établissements classiques depuis 1984, date à laquelle l'accès au lycée semble s'être déverrouillé sous la pression de la demande. « Ce profond changement de tendance n'est pas sans rappeler l'afflux en masse des générations au collège intervenu il y a plus de vingt ans », commente l'étude de l'éducation nationale. Des élèves autrefois exclus de l'accès en seconde à cause de leur retard scolaire y entrent désormais, provoquant un vieillissement de la population lycéenne ; mais la diminution

des taux de redoublement à l'école et au collège tend depuis deux ans à rééquilibrer la structure des âges : les élèves entrant au lycée « à l'heure » sont à présent nettement majoritaires.

Prime aux

enfants d'enseignants

Ces mouvements massifs se sont accompagnés d'une certaine répartition des disparités entre filles et garçons — ces derniers restant nettement sous-représentés dans les lycées — et entre régions. Mais il n'en a rien été en ce qui concerne les inégalités sociales. Le constat est particulièrement net pour l'accès en terminale : un peu plus de 20 % des enfants d'ouvriers non qualifiés accèdent en terminale, alors que les fils et les filles de cadres supérieurs ou de professions libérales dépassent désormais le fameux objectif national des 80 %, les champions en la matière restant les enfants d'enseignants. Les chiffres récents reproduisent presque fidèlement les inégalités constatées sept années plus tôt. En dépit d'une progression générale du taux d'accès en terminale, les classes défavorisées n'ont aucunement réduit leur retard.

La discrimination sociale est encore plus marquée si l'on considère la répartition des lycéens dans les différentes filières selon leur prestige. Quand un enfant de cadre, de profession libérale ou d'enseignant, parvient en terminale, c'est plus d'une fois sur quatre en section C, mais seulement une fois sur quinze en milieu ouvrier. Le rapport s'inverse pratiquement pour la section G, dont les débouchés et les chances de réussite dans l'enseignement supérieur sont bien plus limités. D'autre part, les vieux clichés sur les sciences « masculines » et les lettres « féminines » ont la vie dure : les deux tiers des élèves de C sont des garçons, tandis que A accueille 80 % de filles.

En moyenne, sur cent élèves entrés en sixième en 1980, quarante-deux sont parvenus en terminale (2), contre trente-quatre pour la génération entrée au collège en 1973. Cette modeste progression correspond à l'époque de la mise en

place du « collège unique » issu de la réforme Haby, « période de progrès relatif », souligne l'étude ministérielle. Les années qui viennent permettront de savoir si la forte pression sociale en faveur de l'allongement de la scolarité qui se manifeste depuis les années 1982-1983, ainsi que l'ensemble des mesures prises à la même époque pour faire face à la diversité croissante des collégiens (« rénovation » des collèges, zones prioritaires, classes technologiques) ont permis d'accélérer et de démocratiser l'accès au lycée.

Question décisive si l'on considère que les maux dont les lycéens souffrent — et souffrent encore largement — sont précisément ceux qui atteignent aujourd'hui massivement les lycées : insuffisante formation des enseignants à l'accueil d'un public hétérogène, inadéquation des contenus d'enseignement et des bâtiments...

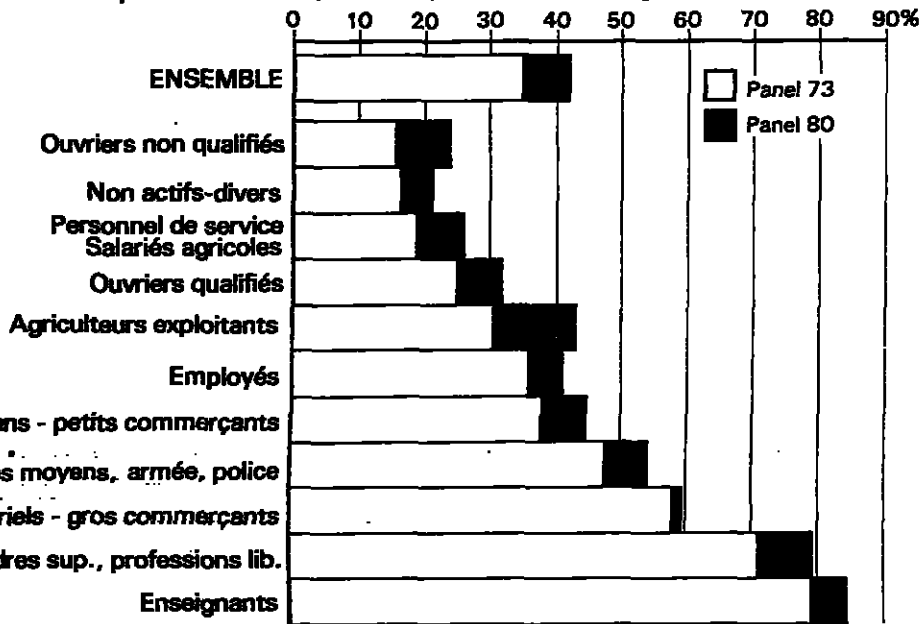
PHILIPPE BERNARD.

(1) « Les progrès de la scolarisation : allongement des études et accès croissant au lycée », par Paul Esquieu. Parue dans le numéro d'avril-juin 1989 de la revue *Éducation et formations* éditée par la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'Éducation nationale. Renseignements : 16 (1) 40.65.72.04.

(2) Le taux réel d'une génération est légèrement inférieur, puisque seuls 96 % des enfants d'une génération parviennent en sixième.

L'ACCÈS EN TERMINALE SELON L'ORIGINE SOCIOPROFESSIONNELLE

pour 100 élèves entrés en 6^e en 1973 et 1980



LIVRES

DROIT

Droit international et européen des droits de l'homme
par Frédéric Sauter.

L'introduction récente des droits de l'homme en droit international

amène l'auteur à s'attacher au problème de la place qui leur a été réservée, et à celui de la spécificité du droit international en la matière. Il étudie les dispositions du droit positif permettant à l'individu de jouir de ses droits et libertés et met en évidence l'originalité du mécanisme de protection européen.

★ PUF, collection « Droit fondamental », 302 p., 145 F.

HISTOIRE

Les Franco-Américains
par François Weil.

Les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre, à l'image de Lewiston, Chicopee ou Woonsocket.

concurrent à partir de la guerre de Sécession un afflux d'immigrants canadiens-français, qui prirent le nom de Franco-Américains ou Français. Ce livre décrit la vie de ces catholiques francophones, les conflits sociaux auxquels ils prirent part dans les usines américaines, les institutions qu'ils créèrent pour assurer leur « survivance », la xénophobie dont ils souffrirent, jusqu'à l'étiollement des communautés depuis deux décennies.

★ Belin, collection « Modernités », dix-neuvième et vingtième siècles, 251 p., 130 F.

Sept décennies de relations franco-allemandes, 1918-1988. Hommage à Joseph Rovin.

Une quinzaine d'études, réalisées par des enseignants et chercheurs de l'Institut d'Allemagne d'Amièrès et du Centre de recherches sur les sociétés et cultures des pays de langue allemande, analysent l'histoire des relations entre la France et l'Allemagne, des tentatives de compréhension mutuelles entre les deux guerres aux difficultés nées de la politique d'occupation française en Allemagne après 1945. Sans oublier de s'interroger sur l'avenir commun.

★ Université de la Sorbonne nouvelle, publications de l'Institut allemand d'Amièrès, 362 p., 80 F.

ÉCONOMIE

L'argent en France depuis 1880, banquiers, financiers, épargnants dans la vie économique et politique

par Hubert Bonin.

Ce manuel propose un vaste tableau d'horizon sur l'argent en France depuis la fin du dix-neuvième siècle. Il se compose de quatre parties : les révolutions bancaires depuis l'œuvre des pionniers jusqu'à la libéralisation récente des marchés financiers ; les métiers de l'argent ; l'argent en question la spéculation

boursière, la puissance des groupes financiers, l'enjeu du capital des entreprises... ; les controverses et polémiques de la mythologie de l'argent, l'argent et la vie politique...)

★ Masson, collection « Un siècle d'histoire », 302 p., 149 F.

MATHÉMATIQUES

Abel, 1802-1829, un mathématicien romantique
par Oystein Ore.

Un scientifique retrace le parcours de Niels Henrik Abel, enfant du dix-neuvième siècle norvégien, et mathématicien de génie, dont les nombreux travaux allaient profondément marquer les mathématiques modernes. Il eut un destin tragique, mourant à vingt-six ans dans la misère et l'indifférence des savants de l'époque. Son chef-d'œuvre : avoir démontré l'impossibilité de résoudre avec des radicaux l'équation du cinquième degré !

★ Belin, collection « Un savant, une époque », 367 p., 120 F.

SOCIOLOGIE

Folies et représentations sociales
par Denise Jodelet (préface par Serge Moscovici).

« La transformation des politiques psychiatriques ouvre les portes de l'asile, situation sociale qui bouleverse des attitudes mentales forgées de longue date. Le fou, jusqu'alors relégué aux franges de la collectivité, réinvestit son cœur. Mais qu'advient-il des préventions qui trouvaient leur compte à cet enfermement ? » Cette question sous-tend un ouvrage qui analyse l'histoire d'une communauté où les malades mentaux vivent librement depuis le début du siècle afin d'éclairer le rapport social à la folie.

★ PUF, collection « Sociologie d'aujourd'hui », 398 p., 180 F.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 10, rue du Delta, 75009 Paris Tél : (1) 48.74.65.64
Depuis 1963 établissement d'enseignement technique supérieur
privé agréé par le Ministère de l'Éducation Nationale

ADMISSION SUR TITRE cycle de 3 ans

**NOUVEL IMMEUBLE
DE 3000 M²**

1^{re} année :
20 places supplémentaires
pour DUT, DEUG, BTS

2^e année :
10 places supplémentaires
pour LICENCE, MAÎTRISE
— inscription avant le 20 septembre
— concours d'entrée le 27 septembre
à Cergy
— rentrée universitaire le 2 octobre

Renseignements :
Martine DAMBOURNET
Service Concours
☎ (1) 30 32 27 88

**LA PREMIÈRE
GRANDE ÉCOLE
DES CHEFS DE PROJET**

Établissement d'enseignement
technique supérieur privé

Avenue du Parc
95811 Cergy-Pontoise Cedex

**LE MICRO ROBERT
PLUS
DICTIONNAIRE
DES PREMIÈRES
ANNÉES DE
COLLÈGE.**



Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
45-55-91-82, poste 4344

ilpes
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
CONSERVATOIRE NATIONAL
DES ARTS ET MÉTIERS
**Institut Technique de Prévision
Economique et Sociale**
OCTOBRE 1989 : RENTRÉE DE LA 28^{ème}
PROMOTION DE L'I.T.P.E.S.

DEBOUTCHÉS
• Professionnels :
Spécialistes de la prévision de l'activité économique et de l'analyse des secteurs.
Professionnels de la gestion prévisionnelle de l'entreprise
• Universitaires :
accès sur dossier à certains masters de grandes écoles commerciales et divers DESS et DEA en vue des doctorats correspondants.

ADMISSION sur dossier des titulaires d'un diplôme de premier cycle de l'enseignement supérieur (BTS, D.U.T.) ou au titre de l'expérience professionnelle.

FORMATION en cours du soir et le samedi, le programme de formation s'étend sur deux ans, suivi d'une année d'études de cas et de recherche appliquée concrétisée par la soutenance d'un mémoire. Il est sanctionné par le diplôme de l'I.T.P.E.S. homologué au niveau II de l'enseignement supérieur technologique (Maîtrises Professionnelles des Sciences et Techniques...).

L.T.P.E.S.
Secrétariat et renseignements : 2, rue Conté - 75003 PARIS.
(perméance le samedi matin)
Tél. 40.27.23.23.

Le théâtre au baccalauréat

Pour la première fois, des élèves de l'option « théâtre » (A3) ont passé le bac. Mais la conception de ce nouvel enseignement n'est pas encore très claire.

Pour la première fois, des élèves ont passé cette année un « bac théâtre ». Cette épreuve écrite et orale (coefficient 3) est la matérialisation de l'option « théâtre-expression théâtrale » introduite en 1987 dans les sections A3 des lycées. Ainsi le théâtre à l'école est promu à part entière, au même titre que la musique et les arts plastiques.

Toutefois, s'il existe des professeurs de théâtre, il n'y a pas encore de professeurs de théâtre. Jusqu'à présent, les clubs-théâtre, les projets d'action éducative (PAE) et les ateliers mis en place ici et là fonctionnaient grâce à la passion d'enseignants volontaires, relayés par des professionnels du théâtre. Depuis longtemps, en effet, les comédiens ont investi l'école en tant que consultants. Mais aujourd'hui que le théâtre a une place reconnue dans les écoles et les collèges, grâce aux ateliers d'étude théâtrale, et dans les programmes des lycées (A3), la question de la formation des formateurs se pose avec acuité. De même que leurs relations avec les professionnels, puisque, au terme du protocole d'accord passé en 1983 entre le ministère de la culture et celui de l'éducation nationale, cet enseignement se fait en partenariat.

Une recherche permanente

C'est pour débattre de ces problèmes qu'une soixantaine d'enseignants et de gens de théâtre viennent de se réunir dans l'ancienne abbaye de Pont-a-Mousson. Organisée par un groupe de recherches en activité théâtrale (GRADUEL), cette université d'été était destinée dans l'esprit de son fondateur, Richard Monod, maître de conférences à l'Institut d'études théâtrales de Paris-III-Sorbonne nouvelle, à « la fabrication de traces ». Les documents méthodologiques sont en effet rares pour cet enseignement naissant. L'une des principales difficultés est d'assurer un équilibre entre les partenaires de la formation. Entre l'enseignant chargé de la théorie et de la pédagogie et le comédien, qui assurerait la pratique artistique.

Faux débat, estime Pierre Voltz, qui défend la notion de « compétence partagée ». Membre de la commission nationale interministérielle des suivis des enseignements artistiques pour le théâtre, il a tenu à rappeler, en préambule aux discussions enflammées de Pont-a-Mousson, que « la pratique du théâtre avec les élèves est une pratique spécifique qui ne reproduit ni la conduite pédagogique d'une discipline enseignée, ni la production professionnelle d'un spectacle. Il s'agit d'une pratique de formation ». Certes... Mais la plupart

des équipes pédagogiques font état de difficultés sur le terrain dans la conduite à deux des actions de formation. Malgré six ans d'expérience avec le même partenaire, Mireille Olmetta, aujourd'hui responsable d'une option théâtre au lycée Antonin-Artaud de Marseille, témoigne : « Nous assurons toutes les séances à deux, mais rien n'est jamais acquis. L'équilibre reste fragile. Nous sommes en recherche permanente ».

Avec un metteur en scène, le travail est, paraît-il, plus facile qu'avec un comédien : « Il sait ce qu'est un groupe ». Tous les artistes cependant rechignent devant les tâches de correction et d'évaluation, surtout des devoirs écrits. De plus, le risque existe que le professionnel veuille faire « son » école de théâtre au lycée. Or l'objectif initial est tout autre. Il s'agit moins de produire des spectacles ou de former de futurs professionnels que de développer la personnalité de l'élève par la pratique d'un langage artistique spécifique. « Historiquement, les militants de la pratique du jeu dramatique sont des pédagogues, pas des comédiens », rappelle Marc Klein, chargé de cours à Paris-III.

Depuis les mouvements d'éducation populaire, en effet, l'expérience théâtrale a toujours été considérée comme un modèle de pédagogie active. Professeur de lettres au collège Octave-Gréard à Paris, Marie-Angèle Lamendé en expérimente les bienfaits depuis plusieurs années. A la recherche d'« une autre relation avec les élèves », elle a d'abord fondé un banal club-théâtre : elle partage aujourd'hui avec Stéphane Boucherie, comédien au Théâtre de la Planquette, la responsabilité d'un des sept ateliers d'initiation reconnus par le ministère dans les lycées parisiens. Les séances sont de trois heures par semaine, difficilement dérogées dans l'emploi du temps. Ce sont des parenthèses privilégiées au cours desquelles, explique-t-elle, « le regard de l'autre n'est plus le même. On s'écoute. Et, comme on s'oblige à ne pas porter de jugement de valeur, les jeunes se sentent sécurisés ».

L'initiation au jeu dramatique dès la classe de sixième permet bien des déblocages. Marie-Angèle Lamendé a conservé des témoignages d'élèves : « Ça m'a aidé à me défendre en paroles, à m'exprimer librement, à avoir confiance en moi », dit l'un d'eux. Des parents ont également écrit leur satisfaction : « Mon fils a appris à extérioriser ses émotions, jusque-là sources de beaucoup d'inhibitions ». Des professeurs d'autres disciplines ont noté des progrès, et surtout une meilleure qualité d'écoute. « Certains élèves en échec scolaire se montrent brillants, pleins d'initiative. C'est un endroit valorisant ».

conclut M^{me} Lamendé. Cependant, la spontanéité sur laquelle s'appuie le travail en atelier semble menacée depuis que le théâtre fait partie des programmes scolaires.

Les partisans du jeu dramatique comme méthode pédagogique ont toujours refusé que la production d'une œuvre théâtrale soit la finalité recherchée. Or le baccalauréat n'est-il pas en train de remplacer le spectacle de fin d'année ? « C'est vrai, reconnaît Mireille Olmetta. J'ai déjà changé ma pratique, car il faut bien que les élèves aient le bac. Le travail pratique est mis en danger par les exigences du programme écrit ». Les pionniers des sections A3 s'inquiètent de l'alourdissement déjà sensible de ces programmes.

Dans son lycée des quartiers nord de Marseille, M^{me} Olmetta ressent un changement de motivation chez ses élèves depuis la création de la section A3 : « Avant, ils venaient uniquement pour le plaisir. Aujourd'hui, c'est le résultat d'un calcul d'orientation pour ceux qui ne se sentent pas assez forts en maths pour A1 ou en langues pour A2 ».

Le théâtre, simple passeport pour le bac ? Précisément, les examinateurs de la première session se sont interrogés sur la façon d'évaluer. Et ils ne sont pas tombés d'accord. A l'écrit, com-

ment ne pas considérer l'épreuve de théâtre comme une simple annexe de la littérature ? A l'oral, comment noter la prestation des élèves ? Ils ne sont pas de futurs professionnels puisque c'est un bac général ? L'incertitude est d'autant plus grande que les élèves sont fortement marqués par l'approche théâtrale de leur équipe pédagogique, qui n'est pas forcément celle de l'examinateur. Le souci de préserver l'originalité de ce cursus théâtral dans l'enseignement des enseignants et des comédiens rassemblés pour la troisième fois depuis 1983, par GRADUEL à l'abbaye des Prémonstrés.

Professeur à l'université de Montréal, Gisèle Barret était chargée de coordonner les travaux et de préparer l'élaboration des fameuses « traces » voulues par Richard Monod. Cette chercheuse québécoise a déjà longuement travaillé sur les méthodes pédagogiques et les grilles d'évaluation, autant d'instruments nécessaires à des formateurs qui se disent tous « à une période charnière ». Pour elle, les difficultés sont encore à venir : « Il y a des acquis, mais ils sont tellement subtils qu'on a l'impression de pénétrer ». Il est vrai, ajoute-t-elle en souriant que « l'art, en éducation, est une utopie... ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

Les stages de la semaine

construction de chaudières nucléaires... 11338.
Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 3 à 6 mois. Indemnité : 4 500 F à 8 500 F. Mission : apte à suivre un nombre de dossiers clients puis transfert à un autre service. Suivi des CA/débits. Travaux de comptabilité et éventuellement comptabilité anglo-saxonne. 12539.

INFORMATIQUE

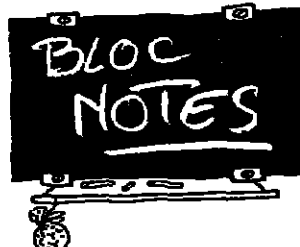
Lieu : Montreuil. Date : octobre. Durée : 2 mois. Indemnité : 3 500 F. Profil : bac + 2. Mission : rédacteur dans un journal informatique. Aisance de l'écriture, connaissances du monde PC. 17570.

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : faire un tour de France de présentation de Word 5. Démonstration et chargement de logiciels Word 5 et OS 2. Accueil et vérification de bon fonctionnement des machines. Suivi des ateliers. Particularité : Nice, Aix, Lyon, Dijon, Paris. 17569.

Lieu : Valenciennes. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : assurer l'installation d'un service informatique, connaître DBASE, WORD, Multiphan. 17568.

Lieu : Châtillon. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Indemnité : 4 000 F à 5 000 F. Profil : bac + 2. Mission : formation aux produits. Installation de logiciels standard destinés à la gestion des horaires. Formation des installateurs : écriture d'installateurs de programmes. Installation de parties Hard et Soft. 17567.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Profil : bac + 1 informatique. Indemnité : 2 000 F + remboursement carte voyage + repas midi. Mission : initiation et formation à temps plein ou partiel de débutants ou de publics en difficulté. 17565.



SVP RENTRÉE

Comme chaque année, les rectors et les inscriptions académiques mettent à la disposition des parents et du personnel éducatif un service de renseignements téléphoniques spécial baptisé SVP rentrée. Pour la première fois cette année, un numéro d'appel unique permet aux demandeurs de toute la France de se mettre en relation avec le service SVP de leur département. En composant le 36-34-68-90, les parents et les professeurs pourront obtenir des informations sur tous les aspects de la vie scolaire jusqu'au 22 septembre.

LES LYCÉENS JUGENT LEUR SCOLARITÉ

Un sondage paru dans le numéro de septembre du magazine *Phosphore* montre que les jeunes, de la troisième à la terminale, portent un regard sans complaisance sur la vie de leurs établissements. 54 % des lycéens interrogés estiment que le premier point noir est la surpopulation des classes, suivie de près par la vétusté des locaux. Si près de 90 % d'entre eux affirment éprouver de la

sympathie pour leurs professeurs, 61 % ressentent aussi de l'indifférence ou même du mépris (33 %). Les enseignants sont jugés peu attentifs aux problèmes personnels de leurs élèves, mais rarement sévères ou incompétents. En revanche, les élèves leur reprochent de ne pas accorder suffisamment d'importance à l'orientation (61 %) et aux méthodes de travail (50 %).

PEU D'ACCIDENTS A L'ÉCOLE

Les accidents à l'école sont rares. Selon le centre de documentation et d'information de l'assurance, sur 100 accidents de la vie courante (hors circulation), 5 seulement ont lieu à l'école — surtout lors des récréations (43 % des cas) et pendant l'éducation physique (42 %). Il y a 15 % des accidents pendant les cours, mais sans gravité.

Rien de comparable avec les risques encourus par les jeunes dans la rue : en légère diminution par rapport à l'année précédente, le nombre de jeunes piétons de moins de quinze ans tués s'élève encore à 190 en 1988 et 8 766 ont été blessés. Ces accidents ont rarement lieu auprès des écoles et des lycées, bien surveillés. De juillet 1987 à juin 1988, 5 enfants ont été tués et 250 blessés en prenant la car de ramassage scolaire. Enfin, le vélo et la cyclomoteur sont responsables de la mort de soixante-cinq enfants de moins de quinze ans en 1988. C'est moins que les années précédentes, mais à cela s'ajoutent les blessés : 1 988 cyclistes et 1 078 cyclomoteuristes.

ARCHITECTURE

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 à 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : école archi 3^e ou 4^e année. Mission : architecture et décoration intérieure dans un cabinet. 25536.

PRODUCTION

Lieu : Le Plessis-Robinson. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Indemnité : 5 000 F. Profil : bac + 3, école d'ingénieurs. Mission : remplacement d'un chef d'équipe de production dans l'agro-alimentaire. 25534.

ÉCONOMIE-DROIT

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 4 mois. Indemnité : à convenir. Mission : suivi de l'actualité italienne. Constitution d'une documentation étendue sur les produits. Assistance à la préparation des dossiers, opérations dans le domaine de l'assurance. Formation juridique. Anglais bon niveau et italien courant. 25527.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac + 4. Mission : suivi de l'actualité dans les domaines de l'assurance, économie et finance. Constitution d'une documentation. Étude sur les produits. Anglais bon niveau. Connaissance culture russe ou hongroise. 25526.

et de nombreuses autres propositions sur minitel : 3615 JOBSTAGE ou en appelant au : 47-35-43-43

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE MANAGEMENT DU CHER

vous propose :

- Un cycle d'études spécialisées (800 heures + 2 stages en entreprise) en GESTION, CRÉATION, MANAGEMENT des PME.
- Admission réservée aux titulaires d'un BTS, DUT, DEUG ou LICENCE (autres formations liées à une expérience d'entreprise, nous consulter).
- Sélection sur dossier + tests + entretien.

Pour les étudiants motivés, désireux de s'intégrer à la vie économique régionale. Possibilité de statut de salarié. Débouchés assurés. Pour ceux qui souhaitent maîtriser le management (formation continue).

Renseignements-inscriptions : CEFIP - 7, rue Moyenne, 18000 BOURGES. Tél. 49-65-43-83.



CARRIÈRES INTERNATIONALES

Enseignements juridiques, diplomatiques, économiques et linguistiques

Durée des études : 4 ans - Statut étudiant

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Établissement d'enseignement supérieur libre

12, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. (1) 42-96-51-48

INSTITUT INTERNATIONAL DE MANAGEMENT



- Le Centre de Formation pour l'Audiovisuel
- L'Ecole du Cinéma et de la Télévision

Contactez-nous au : (1) 30 69 00 17

SECRETARIAT

Lieu : Massy-Palaiseau. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : suivi des affaires entre le réseau commercial et les sociétés étrangères. 24572.

Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Indemnité : 1 000 F à 3 000 F. Profil : bac + 1. Mission : mise à jour des fichiers. 24571.

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac. Formation de graphistes. Opérations en PAO, Page Maker ou Ventura. 24570.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 ou 2 mois. Indemnité : 1 500 F ou plus. Profil : bac. Mission : secrétariat traitement de texte et standard. 24540.

MARKETING

Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 2 mois. Indemnité : fixe à convenir. Profil : bac. Mission : suivi d'opérations marketing de mailing. 14562.

Lieu : Saint-Ouen-l'Auxois. Date : octobre. Durée : 2 mois. Indemnité : 30 % du Smic. Profil : bac + 3. Mission : participation à un service marketing (Prestel), prévisions de vente. Connaissance Lotus souhaitée. 14561.

VOTRE REUSSITE EN PREPA

ECOSUP PREPA HEC - ESC MATH SUP - MATH SPE

128, av. de la République - 75011 PARIS
Inscriptions : 60.72.74.00.

Le Monde
CAMPUS
LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS
l'actualité sociale,
culturelle et pratique
TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

صكا من الامل



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.


NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

CHARGEURS S.A.

est une société de CHARGEURS S.A., première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéro-maritime, Causse-Valon, Dufour, Gillier, Lainière de Picardie, Lepoutre, Novacal, Paquet, P.J.T., Peignage Amédée, Prouvost Lefebvre, Roudière, U.T.A.

AEROMARITIME



POUR L'AVENIR : DECOLLAGE IMMÉDIAT

Le Groupe UTA poursuit sa politique de développement. La forte croissance de sa flotte conduit à une augmentation très importante du nombre de ses équipages techniques. Le Groupe offre par voie de concours :

60 FORMATIONS PILOTE DE LIGNE

Né(e) après le 31-12-1965, si possible dégage des obligations militaires, vous êtes ressortissant(e) de la CEE et vous savez vous exprimer en français et en anglais.

Votre formation est sanctionnée :


- soit, au minimum, par un baccalauréat E, C, D ou par un diplôme scientifique européen équivalent,
- soit par un ou plusieurs brevets théoriques préparant au métier de pilote de ligne (niveau : CTA ou certificats E et T2 du PL)

A l'issue de la sélection qui aura lieu en octobre 1989, nous prendrons en charge l'organisation de votre formation de PILOTE DE LIGNE au terme de laquelle vous sera offerte la possibilité d'intégrer UTA ou AEROMARITIME.

Merci d'adresser avant le 22 Septembre, CV, photo, lettre de candidature manuscrite et certificat d'aptitude médicale pilote privé à l'AFPA, sous référence 767MO à l'attention de CH. BATAL, 5, avenue du Général de Gaulle 94760 ST MANDE à qui nous avons confié notre présélection.

Pour de plus amples renseignements, contactez nous sur 3614 code UTA ou appelez nous au 47 73 00 77.

COUPLAGE : LE MONDE - LE SOIR - DE STANDAARD - THE INDEPENDENT - SÜDDEUTSCHE ZEITUNG - NRC HANDELSBLAD



YOUR CAREER IN EUROPE

EUROMANAGERS '89

December 14th and 15th, 89
Palais des Congrès - Brussels

In Europe, there are several millions young graduates and university-educated professionals aged between 22 - 30.

In December, 500 of these will be invited (accommodation and lunches paid) to participate in the Euromanagers '89 Forum-Congress dealing with the creation of a Euromanagers market. Senior Recruitment Managers from leading multinational enterprises will be attending the conference to meet graduates of high potential.

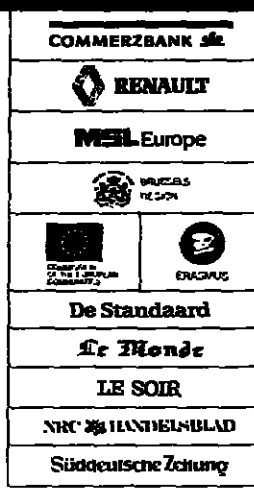
No matter your nationality, you could be one of the "happy 500" enjoying this expense paid experience if you:

- are seeking an international career
- are aged between 22 - 30
- have a university degree (or equivalent) in any subject or graduate during '89
- have a professional or educational experience abroad
- speak more than two languages (including English) fluently
- are geographically mobile

Would you like to be considered for this outstanding event? We will send you an application form upon request until October 20. Please write to: Mr. Hunt and Mr. Wajskop.

Euromanagers '89
79 avenue W. Churchill - 1180 Brussels - Belgium.
FAX: (32-2) 523 82 80

The selection procedure will be operated in conjunction with MSL Europe, division of MSL Group International Ltd., worldwide recruitment consultants. Selected applicants will be informed at the end of November.



Compagnies participant au Forum

(not listed)

Barclays Bank

Banque Nationale de Paris

Bovynnes

Commerzbank

Crédit Lyonnais

Deutsche Bank

Ernst & Young

Krupp

L'Air Lyonnais

Orléans Bank

Renault

Siemens

Société Générale

Volksbank

L'installation Européenne de Rayonnement Synchrotron au complet à

GRENOBLE

avec la concours de 11 pays.

Cette source de rayonnement X sera opérationnelle en 1994.

Des équipes internationales de recherche seront alors regroupées pour réaliser des expériences dans de nombreux domaines :

- physique,
- sciences de la terre,
- chimie,
- science de la matière et des surfaces,
- cristallographie,
- biologie, médecine.

ingénieurs & techniciens

capables de participer à la conception, la réalisation, l'exploitation de cet équipement (construction de lignes de lumière, dispositifs d'insertion et aimants, diffusion élastique, optique, capteurs, alimentations électriques, vide, radiofréquences, etc.), vous possédez, par plusieurs années d'expérience industrielle ou en laboratoire, la pratique d'une ou plusieurs des spécialités suivantes :

- Electronique
- Electrotechnique
- Informatique
- Science des matériaux
- Mécanique, etc.

Nous vous offrons des postes motivants dans une ambiance de travail internationale au sein d'équipes de haut niveau. La langue de travail de l'E.S.R.F. est la langue anglaise. Toutes les candidatures de ressortissants des pays membres seront étudiées. Les conditions d'expatriation sont intéressantes. Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet, sous réf. LM2 à :

E.S.R.F. Service du Personnel BP 220, F 38043 GRENOBLE Cedex.


EUROPEAN SYNCHROTRON RADIATION FACILITY



DU MARKETING PRODUIT AU MARKETING SERVICE

Promouvoir à l'export l'image d'un quotidien. Vous êtes chef de produit au sein d'une multinationale du secteur des biens de grande consommation; ce quotidien dont la notoriété dépasse nos frontières vous offre la possibilité de proposer des stratégies médias auprès des décideurs de groupes industriels, commerciaux et bancaires implantés essentiellement dans les pays industrialisés. Votre tempérament commercial et votre créativité seront vos

atouts pour mener à bien votre mission. Vous êtes parfaitement bilingue anglais. Avec l'opportunité d'appréhender l'environnement économique, social et culturel international, l'expérience acquise dans ce quotidien dynamisera votre évolution de carrière. Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence A/D2047M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage



INTERNATIONAL



EM MICROELECTRONIC - MARIN SA

Nous sommes le premier fabricant suisse de circuits intégrés CMOS et dans l'optique de notre future expansion nous cherchons un

TECHNICIEN EN PHOTOLITHOGRAPHIE

dynamique et motivé pour assurer la couverture de notre équipe de nuit (22h00 - 06h00). Vous serez amené à collaborer avec une équipe de spécialistes pour assurer le soutien des équipements et des procédés dans notre Waferfab.

Si vous avez une bonne expérience dans une position similaire, nous vous invitons à adresser votre dossier complet à Madame M. Hess.

EM MICROELECTRONIC-MARIN S.A.
Suisse - 2074 Marin, Tél. (1941) 38 35 21 41

EM, une société de **SMH**

Le Monde INTERNATIONAL

PREPA HEC - ESC
SUP - MATH SPE
66.72.74.00

Le Monde INTERNATIONAL

QATAR GENERAL PETROLEUM CORPORATION (ONSHORE OPERATIONS)

QGPC is the national oil company of the State of Qatar. Onshore operations employs a multi national work force of over 1650 people in activities related to the exploration and production of oil and gas. Following vacancies exist in its operational areas and suitably qualified candidates are invited to submit their applications.

1. HEAD OF PROJECT CONSTRUCTION - REF. 002279

Engineering Department (Doha) is responsible for the execution of all major capital projects in QGPC (onshore). They have a requirement for a head of project construction to plan, supervise and co-ordinate the construction activities associated with a wide variety of multi-discipline oil and gas projects in addition to civil engineering (building) projects. His primary responsibility will be to ensure construction activities are completed in a safe and timely manner in accordance with approved designs, specifications and budgets. He will in addition provide construction related advice to project staff, review designs and specifications and assist in the preparation of budget estimates and project schedules as required.

The successful candidate must have a B.Sc. preferably in mechanical engineering and a minimum of 10 years experience in multi-discipline construction engineering. He will also be required to demonstrate a sound knowledge of contractual terms and conditions as related to the construction industry and have experience of negotiating with construction contractors.

2. MECHANICAL ENGINEER - REF. 006609

The engineer will be a part of the technical services group which provides technical/discipline support to the project management group. His duties will be:

- Review and approval of consultants designs and specifications for mechanical compliance with project requirements and established codes and standards.
- Preparation of mechanical equipment/piping specifications and standard specifications.
- Evaluation of mechanical engineering advice and support to operations groups as required.

The successful applicant should have a B.Sc. in mechanical engineering and will have a minimum of 10 years experience in a design engineering capacity with at least associated with the oil and gas industry.

3. SENIOR ENGINEER (TECHNICAL SERVICES) - REF. 006373

To provide a project engineering service to the engineering department's maintenance and utilities sections covering plant modification. Successful candidate should have wide range of experience in overseeing multidiscipline modification work, he will work with a small design team including instrument, electrical, civil and mechanical designers. Demonstrated ability to work independently to prepare material and equipment specifications, construction specifications to relevant international standards and codes of practice essential.

The successful candidate must have a B.Sc. in mechanical engineering with 7 years experience as mechanical engineer in oil/gas or related petrochemical industry with a minimum of 3 years design and project engineering. Familiarity with micro-computer applications highly desirable.

4. BUDGET/COST CONTROL ENGINEER - REF. 000457

To co-ordinate preparation of departmental capital and operating budgets. To implement and supervise a micro-computer based cost control/commitment system, prepare periodic commitment reports and expenditure forecasts and ad hoc management reports. To review and finalise departmental documentation for the procurement of contracted maintenance, inspection, consultant and construction engineering services. To supervise estimating office and preparation of multidiscipline estimates for all departmental contractor work orders.

The successful candidate must have HND or a degree in an engineering discipline with membership of a recognised cost engineering institution. He should have experience of 10 years or more, preferably in petrochemical industry, including practical experience in cost control, accountancy, contract administration and estimating. Practical experience of Lotus 1-2-3 and Base III Plus would be advantageous.

5. SENIOR INSPECTION & CORROSION ENGINEER - REF. 005865

Your duties include the direction, supervision and control of all corrosion monitoring and prevention, protective painting, inspection and testing; and plant/pipeline welding work covering all pressure containing plant, equipment and pipeline in service. You will also identify appropriate standards and practices to adopt, develop adequate procedures and systems to verify adherence to standards, monitor each activity through spot checks and provide regular reports.

You must have a degree in chemical/process engineering or mechanical engineering and at least 10 years' experience as a corrosion engineer in the petrochemical industry, including a period in a lead supervisory engineering role. All applicants should be fluent in written and spoken English.

Benefits are commensurate with major oil producing corporation. A tax free salary based on qualifications and experience plus a generous leave scheme. Benefits include free housing, medical and dental care and an extensive range of recreation facilities.

Please, forward your application supported by educational and experience certificates, copy of passport and recent photograph to the following address:

MANPOWER & RECRUITMENT SUPERINTENDENT
QGPC (ONSHORE OPERATIONS),
P.O. BOX 70,
DOHA, QATAR.

Applications should be post marked and sent not later than two weeks from the date of the advertisement.

DIRECTEUR FINANCIER

Nigeria

Cet important groupe français de produits chimiques et agro-alimentaires dispose d'un très large réseau d'implantations internationales tant en unités de production qu'en divisions commerciales. Le directeur général du Nigeria souhaite intégrer les compétences d'un directeur financier de formation supérieure (ESC ou DECS), capable de diriger les comptabilités, les trésoreries et le contrôle de gestion de plusieurs filiales (7 centres d'exploitation), avec ce que cela implique d'évolution dans les procédures et leurs applications informatisées. Ce poste d'envergure pourrait

concerner un cadre financier familier du contexte africain, parlant couramment l'anglais et capable de seconder efficacement le directeur général sur place. Le poste est basé à Lagos et, outre les conditions de rémunération stimulantes qu'il offre au statut d'expatrié, permet d'envisager une évolution de carrière particulièrement motivante dans un groupe de renom. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6673M - PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

SELECTTEAM INTERNATIONAL

Devenez européen pour le tiers-monde !

Nous sommes une importante société allemande d'ingénieurs-conseils, présents dans plus de quatre-vingts pays du monde. Nos projets vont de l'étude à la mise en place d'équipements dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et des transports.

Pour nos activités d'approvisionnement en eau en Afrique francophone, nous recherchons un

Chef de projet ingénieur en hydraulique

Le poste est basé en Allemagne, mais vous êtes appelé à faire des séjours de courte ou de longue durée dans les pays concernés.

Vous avez une formation d'ingénieur hydraulicien, hydrogéologue ou de type travaux publics, génie rural et une expérience de plusieurs années de conseil, notamment dans les pays du tiers-monde.

Si vous avez envie de faire carrière dans une société européenne de renom, avec des équipes de travail qualifiées et sympathiques, dans des conditions matérielles intéressantes, adressez votre candidature à notre conseil, Marie-Françoise, qui vous garantira la plus stricte confidentialité.

SELECTTEAM Personal - und Unternehmensberatung

Hanns-Allee 197, D-4000 Düsseldorf 11 - Tél. : 19/49/211/591065

Biens de consommation

Nous sommes un groupe de sociétés suisse commercialisant des biens de consommation dans le monde entier, principalement dans le domaine hors taxe.

Depuis quelques années nous avons étendu notre activité à l'Afrique de l'Ouest. Le dirigeant actuel de notre filiale basée à Lomé (Togo) a décidé, après plusieurs années de travail d'organisation et de développement très fructueux, de reprendre de nouvelles fonctions. Nous recherchons donc un

Gérant du siège local à Lomé

Ce poste conviendrait à un vendeur de produits de consommation expérimenté, sachant s'imposer et ayant le sens de l'initiative.

Le candidat devrait être âgé de 25 à 35 ans, marié, parlant parfaitement le français et l'anglais, avec des notions d'allemand et ayant déjà séjourné à l'étranger.

Les candidatures sont à adresser à :

WEITNAUER HANDELSGESELLSCHAFT AG
Chef du personnel K. Roth
Petersgasse 36
4001 BALE Suisse.

Monsieur K. Roth se tient néanmoins à votre disposition par téléphone (061-25-21-25) pour toute information dont vous pourriez avoir besoin au préalable.

Avis de recrutement

AGENCE POUR LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION AÉRIENNE EN AFRIQUE ET A MADAGASCAR

ASECNA

L'ASECNA, organisme international ayant eu, dès sa création en 1960, des structures adaptées à l'expansion du trafic :

— Gérant l'espace aérien de ses quinze Etats membres, soit 16 millions de kilomètres carrés (une fois et demie l'Europe) et assurant la sécurité aérienne d'approche, d'atterrissage et de décollage de leurs vingt-quatre aéroports internationaux ;

— Disposant d'un effectif de six mille agents (dont mille trois cents ingénieurs et cadres),

a décidé de conforter son redressement financier par un allègement de ses structures de management en vue d'un accroître l'efficacité à un moindre coût.

recrute quatre directeurs de haut niveau : exploitation, développement, personnel, administratif et financier ; et un agent comptable confirmé.

Niveau de recrutement :
Ingénieur diplômé des grandes écoles, de préférence aviation civile et/ou études supérieures spécifiques correspondant aux postes à pourvoir.

Age et expérience professionnelle :
Environ quarante ans, ou plus, et près de dix ans de postes aux responsabilités équivalentes.

Nationalité :
Postes réservés aux ressortissants d'un de quinze Etats membres de l'ASECNA.

Des fiches descriptives des postes sont disponibles :
— au siège de l'ASECNA à Dakar (cabinet du directeur général, BP 3144) ;
— auprès des quinze représentations de l'ASECNA (Abidjan, Antananarivo, Bamako, Bangui, Brazzaville, Cotonou, Dakar, Douala, Libreville, Lomé, Malabo, Ndjamena, Niamey, Nouakchott, Ouagadougou) ;
— à la Direction de la mission de liaison ASECNA à Paris (75, rue La Boétie, 8^e arrondissement).

Actes de candidature :

Toutes les candidatures devront être adressées par courrier avant le 30 septembre 1989 à :

EGON ZEHRER ASSOCIÉS SA
36, boulevard des Trinités
1206 Genève (Suisse)

Veuillez envoyer un curriculum vitae détaillé, accompagné d'une photo d'identité et d'une lettre manuscrite précisant vos motivations, ainsi que la référence du poste auquel vous postulez.



Souhaitez-vous donner une nouvelle dimension à votre activité professionnelle ? Notre centre de développement alimentaire LINOR, situé à Orbe, en Suisse (à env. 30 km au nord de Lausanne) peut vous offrir une telle opportunité.

Vous avez déjà :

- une approche créative des problèmes,
- une bonne expérience dans la modification ou la simulation par ordinateur,
- des connaissances dans l'application de principes du génie chimique pour résoudre des problèmes pratiques de l'industrie alimentaire,
- la capacité de dialoguer avec des gens d'origines diverses.

Alors vous êtes le

CHEF DE PROJETS CAFÉ

que nous recherchons actuellement

Votre activité principale sera :

- le développement de procédés et de produits pour l'ensemble des sociétés Nestlé dans le monde,
- l'analyse critique des opérations unitaires au niveau pilote,
- l'assistance technique aux fabrications.

Si vous êtes porteur d'un titre universitaire en génie chimique et que vous avez de bonnes connaissances d'anglais, adressez votre CV avec copies de diplômes et photo à :

NESTEC SA

LINOR Centre de développement alimentaire, CH - 1350 Orbe.

LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL RECHERCHE POUR SON SIÈGE A WASHINGTON D.C.

UN SPÉCIALISTE DU PERSONNEL

Le candidat retenu contribuera à l'élaboration et à l'administration de la politique du personnel. Pour que leur dossier soit pris en considération, les candidats devront être titulaires d'une maîtrise en administration des affaires, en administration du personnel, en psychologie ou dans une discipline connexe, et avoir acquis une expérience professionnelle d'au moins trois ans en gestion du personnel, assortie de responsabilités croissantes. Les candidats devront disposer de solides connaissances en gestion des ressources humaines, y compris dans les fonctions de conseil professionnel, d'organisation des carrières, de formation, d'évaluation des tâches et des performances, d'administration des salaires et de relations avec le personnel. Il est essentiel qu'ils possèdent des compétences reconnues en relations humaines et des aptitudes particulières à communiquer, oralement et par écrit, en anglais, ainsi que des capacités d'analyse confirmées et une bonne connaissance de l'outil informatique. La maîtrise de la langue anglaise est exigée, et une bonne connaissance du français et/ou de l'espagnol souhaitable.

Les conditions de rémunérations et les avantages offerts sont compétitifs. Les candidats présentant les qualifications requises sont priés d'envoyer un C.V. à l'adresse suivante :

Chief, Recruitment Division, International Monetary Fund
WASHINGTON, D.C. 20431.

Le candidat retenu devra entrer en fonction au début de 1990.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde INTERNATIONAL

BANQUE COMMERCIALE MAURITANIE EN PLEINE EXPANSION

recherche pour son siège à NOUAKCHOTT

UN CHEF COMPTABLE QUALIFIÉ

- pour son département comptabilité.
- Diplôme exigé : DECS + expérience dans le domaine bancaire soustée de 5 ans au moins.
- Rémunération : en rapport avec responsabilités.
- Curriculum vitae complet et détaillé ainsi que prétentions à adresser aux adresses suivantes quinze jours après la parution de la présente annonce :

U.B.D. : Union des banques de développement.
Siège : NOUAKCHOTT, BP 219. Tél. : 520-81.
Téléc : 584 et 840 BADEC MTN.
Agence BCM PARIS : 89, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS.

SOCIÉTÉ PARAPUBLIQUE recherche

EXPERT HT NIVEAU

Manutention portuaire ayant expérience direction. Manutention pour exportation 2 a. Port Afrique francophone (famille possible). Avantages liés exportation.

Entre s/n. 8493 à : Le Monde Publiée 5, rue de Montessuy 75007 PARIS

Laboratoire universitaire associé au CNRS en collaboration avec industriel propose préparation thèse DOCTORAT MÉCANIQUE DES FLUIDES. Candidat français, avec D.E.A. Bon niveau anglais. Lieu travail : Pays scandinave. Bon niveau rémunération. Avantages expatriation. Envoyer CV ou tél. : HENRI Lab. Dyn. Fluides 40, av. Recteur Pineau, 86022 Poitiers. 49-46-03-08.

Computer center manager

Halliburton Logging Services (UK) LTD.
Une compagnie de géométrie dans le domaine du forage pétrolier, recherche

UN COMPUTER CENTER MANAGER

Basé à Londres, le candidat choisi sera un log analyst expérimenté avec expertise particulière en open hole, cased hole, et VSP interprétation. Il aura la responsabilité de tous les computer centers de la société situés en Europe et en Afrique. Le salaire sera particulièrement intéressant et tiendra compte de l'expérience du candidat.

Prêre d'écrite à :

Halliburton Logging Services (UK) LTD
Howe Moss Avenue, Kirkhill Industrial Estate,
Dyce, Aberdeen AB2 0GP.

Le Monde CADRES

INFORMATIS

Techniques de pointe. Projet pour les Jeux olympiques.

20 INGÉNIEURS HARD OU SOFT

Pratique du monobit 8 et 16 bits, lang. C et assemblé. Connaissances réseaux.

CHEFS PROJETS ANALYSTES

BAC + 4, IBM 4330X. M. Terry Moore, 43-37-98-22, 26, r. Daubenton, Paris-6.

Bureau d'Etudes Baniue Sud recherche

INGÉNIEURS

Grandes écoles ou universitaires (bac + 4) avec première exp. ou débutants dans les secteurs suivants :

- Mécanique, thermique, aérodynamique, combustion
- Matériaux pour secteur aéronautique.

Envoyer C.V. + photo : ESSAINT, 123, rue du Fg. Poissonnière, Paris-9.

Sol française performance

fabricante de matériel de chromatographie recherche

(technico commerciale) pour PARIS et REG. PARIS.

Avec ou sans première expérience professionnelle (23 à 30 ans environ).

Ayant niveau DUT à maîtrise chimie ou biochimie avec de bonnes connaissances en TPLC. CPD. Salaires fixés à 5 % sur CA en volume de fonctionnement.

Tél. box RV ou 43-00-47-67 et demander M^{me} Dumas. A partir du 5 sept. 89.

DEMANDES D'EMPLOIS

Monsieur d'off. français, formation Cité de Londres, 20 ans révolus, Suède, rech. agence en Suède ou Scandinavie, compte maison française ou Marché commun.

Tous propos. sér. consid. Ecr. P.G.I. BP 3139, 84840, Malesherbes, SUÈDE.

Infirmière anesthésiste retraitée cherche emploi ASSISTANTE

CONSULTATIONS MÉDICALES 3, 4 rue-midi par nord. De préf. Est Paris ou 94. 48-99-57-32

J. H. 24 ANS, L.O.M. BTS CI + 2 ans études supérieures USA, Espagne, recherche emploi com. export. Tél. : 42-04-31-89.

H. 19 ANS exp. translation logistique, douane, informaticien Lotus 123, anglais, espagnol courant, rech. poste administratif dans service import ou export. 48-22-23-11.

Rene, et inscript. INST. de TRAD. et d'INTERPRETES (I.T.I.), 5, g. KUBER + Le Sébastopol, 67000 Strasbourg. Tél. : 88-75-02-06.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Retraité Renault Le Mans VENDS R25-GTS blanche, 7 CV, 8 300 km, garantie 6 mois. Libre, 43-28-95-70. LE MANS.

L'AGENDA

Bateaux

Swan 48, année de construction 88. Équipement complet. A l'état neuf. Environ 30 % moins de prix de vente. DM 890 000. - TVA comprise. Tél. RFA : 4634-311.

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix, le que des affaires exceptionnelles, écrit le guide Paris (des cher, en alliances, bijoux, solitaires, etc. Bagues, rubis, saphirs, émeraudes, bijoux, or, argent, etc.).

PERRONO OPERA

Angle bid des Italiens, 4, rue Chausse-d'Antin. Achat tout bij. ou bij. Autre magasin autre grand choix. Etude, 37, av. Victor-Hugo.

Vacances

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE-HOTEL 200 chambres simples £ 100 par sem., demi-pension, Rues : 172, New Kent Road LONDON SE 1 4YT-GB. 18-44-1-709-41-75.

Organisation public de Recherche

recrute

INGENIEUR DE RECHERCHE

CHIMISTE ANALYSTE ORGANISME

Expérience spectrométrie de masse.

C.V. à Xénobiotiques, BP 3 31931 Toulouse Cedex.

cours et leçons

Cours plans solides de la Philhar. Moscou. Gd Prix concours Moscou. 48-75-02-18/43-28-46-68.

formation professionnelle

URGENT

L'INSTITUT DE TRADUCTEURS ET D'INTERPRETES PROPOSE LES FORMATIONS UNIVERSITAIRES

ATTACHÉ DE R.S.A. • TRADUCTEUR • INTERPRETE

Niveau min. requis : baccalauréat (DEUG). Une brochure est envoyée à simple demande, date limite d'inscription : 11 septembre 1989

Rene, et inscript. INST. de TRAD. et d'INTERPRETES (I.T.I.), 5, g. KUBER + Le Sébastopol, 67000 Strasbourg. Tél. : 88-75-02-06.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Retraité Renault Le Mans VENDS R25-GTS blanche, 7 CV, 8 300 km, garantie 6 mois. Libre, 43-28-95-70. LE MANS.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés et services administratifs R.C.-R.M. SODEC SERVICES CH.-ELVÈS, 47-23-68-47 NATION, 43-41-81-81.

VILLEJOIE

Près M^{me}, 350 m², local + bureau, rez-de-ch., accès camion, part., ref. neuf. 9 500 F. 40-20-02-15.

VILLERS 80 m²

Gd standing, 3 bureaux avec show-room, sanitaire, refait neuf. Prix : 14 500 F. Tél. : 40-20-02-15.

ST-DENIS BASILIQUE

métro. Gd local 1.700 m² + bureau, accès camion gd porteur, part., ref. 35.000 F. Tél. : 40-20-02-15.

VOLTAIRE 100 m²

4 bureaux show-room, 1^{er} ét., sanitaire, 10.000 F. Tél. : 40-20-97-20.

CLICHY MAIRIE

Très gd local 140 m² + bureau en dessous ref. n^o 14.000 F. T. : 40-20-97-20.

ST-DENIS BASILIQUE

métro. 2.450 m² + bureau, accès gd porteur, part., grande façade. Tél. : 40-20-97-20.

ST-DENIS

Pts de Paris, 600 m², gd local, 1/2 rez, part., ref. n^o. Tél. : 40-20-97-20.

BASTILLE

480 m², r.-de-ch., gd ch. 240.000 F annuels. Tél. : 40-20-97-20.

RÉPUBLIQUE

Local rez-de-ch. + bureaux 150 m², sanitaire, ref. n^o. 14.000 F. T. : 40-20-02-15.

PTE DE PANTIN

350 m², r.-de-ch. de p.-piet. sanit., accès cam., voit. 16.000 F. T. : 40-20-02-15.

ALEX.-DUMAS

Local 170 m², d'un seul tenant, ref. n^o 7.500 F + CS. Tél. : 40-20-97-20.

BASTILLE

Bd Beaumarchais, 80 m², gd stand, sanitaire. 5.000 F + CS. Tél. : 40-20-02-15.

CHARONNE

Local 220 m², r.-de-ch., sanitaire. 20.000 F. Tél. : 40-20-02-15.

ST-LAZARE 100 à 200 m²

en bureaux, show-room. Sanitaires ref. n^o 12.500 F. Tél. : 40-20-97-20.

CHAUSSE-D'ANTIN

Imm. récent stand, 70 m² en 3 bureaux + gde salle de réunion, w.-c., sanitaire, chauff. cent. imm. 10.000 F. Tél. : 40-20-02-15.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

SARL-RC-RM Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques Tél. : 43-55-17-50.

COMME LES GRANDS

réussirez avec une adresse à St-Quentin-en-Yvelines

VILLE DE L'AN 2000

Cession, domiciliation, secrétariat, courrier, téléc. CENTRE HORIZON 14, J. de la Thule, BP 272 78063 ST-QUENTIN-EN-YVEL. Tél. : 30-57-56-60.

BUREAUX ÉQUIPÉS

Toutes durées, tous services

DOMICILIATIONS

Franklin-Roosevelt, Bagneux, Faudoung-St-Honoré.

ACTE, 43-59-77-55.

RÉPUBLIQUE

161 m² RENOVES SOPREC 45-50-34-80.

GARE DE L'EST

277 m². SOPREC 45-50-34-80.

BOURDONNAIS

200 m² SOPREC 45-50-34-80.

AV. G. CLEMENCEAU

5 754 m² DIVISIBLES IMMEUBLE NEUF

LIVRABLE FIN D'ANNÉE BORDURE RN 13 SOPREC 45-50-34-80.

Domiciliation depuis 50 F/m

mois 1^{er} 8, 9, 12, 15 et 17. CREADOM 17. 42-67-05-99. WITER DOM 12. 43-40-31-46.

NATION LOCAL COMMERCIAL

IMMEUBLE NEUF 235 m² DIVISIBLES LOCATION POSSIBLE SOPREC 45-50-34-80.

75012 1 pce de 20 m² env.

1.740 F HT/m²/an POCUS - SANS REPRISE BURCOM 3615

75007 9 pces de 300 m² env.

1.400 F HT/m²/an M^{me} NYVALE - SANS REPRISE BURCOM 3615

BUREAUX A LOUER

M^{me} BOURSE-OPERA 700 m² + PARKINGS DIVISIBLE

AUGUSTE THOUARD

42-65-54-07

RICHARD ELLIS

45-63-08-08

8^e PONTHEIU

Bureaux standing équipés Secrétaire personnelisée DOMICILIATION COMMERCIALE 43-59-04-04

locaux commerciaux

Locations

ST-DENIS CENTRE

Local, entrapôts 2.450 m²/3 rds de 680 m². Accès facile, voit. + pavillon hab. 40.000 F. 40-20-02-15.

20^e JOURDAIN

Local 400 m²

R.-de-c. haut, s./plaf. 3.50 m. Accès camionnette, force. 25.000 F. 40-20-02-15.

20^e ALEX.-DUMAS

Local à part, de 500 m². Prix : 29.000 F. 40-20-97-20.

VILLEJOIE

Ancienne usine à vendre 1 300 F le m². 40-20-97-20.

MAIRIE DES LILAS

8 000 m² div. par lots locaux, bureaux, entrapôts 9 000 F le m². 40-20-02-15.

BOURDONNAIS

80 m² LOCAL COMMERCIAL

6.333 F/mois + cession SOPREC 45-50-34-80

Recherche local (env. 50 m²)

pour aménager atelier de menuiserie (sur rue ou cour) Paris ou proche banlieue. éventuellement avec reprise de bail. Tél. : 43-55-17-25.

fonds de commerce

Ventes

ALIMENTATION GENERALE FRUITS ET LEGUMES MAGASIN (TOUT ÉQUIPÉ CA 1 350 000) (prix vente 280 000) M. et M^{me} Georges place de la Paix 04480 QUINSON Tél. : 82-74-40-13.

1 h 30 Paris Direct. sur Sud

MONTARGIS (45)

A saisir sur véritable

PARC GLOS 8 HA

Ancien centre de vacances avec son MANOIR de 11 p. + dépend. Divisé en 4 cotés, 200 lits, réfect. 200 couverts, matériel cuis. rée., chaire froide, figer., mas. de gardien. Ps tot. de l'ensemble : 1.900.000 F. Ciel. 100 % remb. comme un loyer const. Tél. : (18) 38-85-22-92, 24 h/24

boutiques

Locations

Boutique/APP. de 210 m² env., 1 225 F HT/m²/an ODEON, CESSION 1 430 000 F

3615 BURCOM

Tél. 43-67-89-29.

Achats

Recherches boutiques

ne surface. Même à rénover avec ou sans pied-de-cour. 18^e, 9^e, 10^e, 17^e, 18^e

Tél. 42-52-01-82.

LA BOURSE Le 1 AUX STAGES

La troisième édition du concours du Monde Campus se prépare.

20 à 30 entreprises offriront des stages à l'étranger à des étudiants de niveau bac + 3 minimum.

Si vous souhaitez associer votre entreprise à l'opération, téléphonez au 45-55-91-82*

Département Communication - Emploi.

* Date limite d'inscription le 30-09-1989.

Le Monde CAMPUS

VANCER
LISTE DU PERSONNEL
Le Monde

propriétés
oudelin, CdN, 10 mg

bord riv., pierres, pour
appas, grant soue se
120 m² habit., 5 p., b
rang., chauff., élect.
isol., gar., terr., dépe
100 m², jard., arb., ch
pêche, tennis, voie, g
équit. futur TGV, habit
suite, belle prestation.
Prix : 450 000 F. justifi
T. : (16) 96 70 00-13
Alain Séité, heures
bureau.

EPHEON (28230)
(18-37) 83-73-73
rech. pour ses clients
PARIS et BANLIEUE
PPTÉS. TERRAIN
ETANGS, FORÊTS, etc.
PAIEMENT COMPTANT
chez votre notaire

GRANDE MAISON
7 p., 2 s.d.b.
3 w.-c., gd ss.-sol. T.
1 400 m², 1 h Paris SN
30 mn RER CERGY.
Prix : 1 100 000 F.
Tél. : (18) 44 49-30 F.

terrains
SAINT-FLORENT
CORSE
Grand terrain de 78.000
à vendre. Entièrement
constructible, permis
construire pour 25 villas.
Denel, B.P. 4
B-1900 Hoesbacht
BELGIQUE
Tél. : + 32-2-857222
FAX : + 32-2-857443

ER

IES

DI

GENEVE
19.41 22 786 13 33
ANNEMASSE
50.22.74.00

réserve (423)
vraie Provence et à moi
e route de la mer, voi
maison 2 p
ces tout éq
pée, proche
la vieille ville
des commere

modèle 3 pièces
franchises pour
tous les pays

42.25.25.2

La Marche
du 61

PRINCE

canes

ICATION
SSE
evallois-Perre
7.59.06.07

MORLAY

ce style, cette villa vous
frée sur un magnifique
é de 500 m², hall, séjour
avec cheminée, cuisine
4 chbres, SDE, SDBS,
peintures, STYLE GRAND
000 F.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent

donc aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre *le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface / étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface / étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface / charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
2 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 78 m ² , 3 ^e étage	84, rue Tiquetonne SAGGEL - 47-42-44-44	7.020 + 568						
4 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces, park. 60 m ² , rez-de-ch.	43-45, rue Vieille-du-Temple CIGIMO - 48-24-50-00	5.300 + 540						
3 pièces 75 m ² , 4 ^e étage	18, rue Quincampoix SAGGEL - 47-42-44-44	5.820 + 1 220						
9 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces, duplex 83 m ² , 4 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44	8.500 + 588						
5 pièces 175 m ² , 1 ^{er} étage	5, rue Jules-Lefebvre SAGGEL - 47-42-44-44	15.750 + 1 920						
5 pièces 150 m ² , 5 ^e étage	10, rue de Maubeuge AGF - 42-44-00-44	13.500 + 1.200						
10 ^e ARRONDISSEMENT								
5 pièces 107 m ² , 7 ^e étage	1, place Robert-Desnos SAGGEL - 40-34-38-50	7.828 + 1 066						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio meublé 28 m ² , r.-de-c.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.150 CC/sem.						
Studio meublé 38 m ² , r.-de-c.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.675 CC/sem.						
2 pièces meublées 45 m ² , 5 ^e étage	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	6.300 CC/sem.						
4 pièces, park. 88 m ² , 2 ^e étage	4, rue Moufle LOC INTER - 47-45-19-97	7.351 + 833						
2 pièces 52 m ² , 5 ^e étage	12, impasse Carrière-Malinguet SGI / CNP - 43-71-48-17	4.054 + 651						
4 pièces 85 m ² , 4 ^e étage	5, impasse Carrière-Malinguet SGI / CNP - 43-71-48-17	5.938 + 1 044						
12 ^e ARRONDISSEMENT								
studio 39 m ² , rez-de-ch.	106, rue de Charenton SAGGEL - 47-42-44-44	2.925 + 382						
4 pièces, parking 72 m ² , 3 ^e étage	7-15, rue Sol-Brahm LOC INTER - 47-45-19-97	6.197 + 784						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
studio 37 m ² , 3 ^e étage	16, place Branconi SAGGEL - 47-42-44-44	3.800 + 435						
2 pièces, parking 48 m ² , 4 ^e étage	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	5.332 + 390						
2 pièces 52 m ² , rez-de-ch.	36, rue Cabanis GFI - 45-81-07-14	3.100 + 755						
6 pièces 130 m ² , 3 ^e étage	91, av. du Général-Lederc CIGIMO - 48-24-50-00	7.830 + 1 025						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
4-5 pièces 132 m ² , 2 ^e étage	62, rue Violet SAGGEL - 47-42-44-44	12.500 + 1.740						
19 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 83 m ² , 5 ^e étage	12, résidence Belleville AGF - 42-44-00-44	4.965 + 1.050						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 80 m ² , 2 ^e étage	2, rue Tolain AGF - 42-44-00-44	5.815 + 1.050						
3 pièces 67 m ² , 2 ^e étage	2-8, rue Tolain AGF - 42-44-00-44	4.685 + 870						
Studio 37 m ² , 4 ^e étage	42, rue de la Py GFI - 43-60-85-95	2.220 + 550						
4 pièces 83 m ² , 5 ^e étage	107, r. Villiers-de-l'Isle-Adam SGI / CNP - 43-61-54-58	5.260 + 772						
78 - YVELINES								
2 pièces 82 m ² , 5 ^e étage	Poissy 3, av. des Uraines SGI / CNP - 30-74-32-14	2.118 + 646						
5 pièces 120 m ² , 1 ^{er} étage	Roquencourt 17, rue des Erables SGI / CNP - 39-55-87-21	5.876 + 1 540						
Studio 38 m ² , rez-de-ch.	Saint-Germain-en-Laye 40 bis, rue des Uraines AGF - 42-44-00-44	3.150 + 300						
4 pièces 84 m ² , 1 ^{er} étage	Versailles 98, av. de Paris SAGGEL - 46-08-80-36	5.100 + 719						
4 pièces 102 m ² , 1 ^{er} étage	Versailles 20-22, promenade Mona-Lisa AGF - 42-44-00-44	5.810 + 1.350						
5 pièces 103 m ² , r.-de-ch.	Versailles 98, av. de Paris SAGGEL - 46-08-80-36	6.517 + 871						
91 - ESSONNE								
Pavill. 7 pièces 187 m ²	Gif-sur-Yvette 32, allée du Bois-de-Graville SAGGEL - 46-08-80-36	6.920 + 208						
Pavill. 4 pièces 104 m ²	Verrières-le-Buisson 4, allée des Tamaris SAGGEL - 46-08-80-36	6.200 + 165						
92 - HAUTS-DE-SEINE								
Studio 50 m ² , rez-de-ch.	Boulogne 2, rue du Château SGI / CNP - 46-08-80-81	3.900 + 787						
4 pièces 84 m ² , rez-de-ch.	Issy-les-Moulineaux Rue J.-P.-Timbeud SAGGEL - 46-08-80-36	5.300 + 838						
92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)								
3 pièces 66 m ² , 2 ^e étage	Issy-les-Moulineaux 26, rue Diderot AGF - 42-44-00-44	4.000 + 990						
3 pièces, park. 75 m ² , 4 ^e étage	La Garenne-Colombes 18, r. d'Estienne-d'Orves CIGIMO - 48-24-50-00	5.000 + 500						
Studio 30 m ² , 7 ^e étage	Neuilly 110, av. du Roule AGF - 42-44-00-44	3.000 + 350						
Studio 55 m ² , rez-de-ch.	Puteaux 15, av. G.-Pompidou AGF - 42-44-00-44	3.800 + 540						
2 pièces 51 m ² , rez-de-ch.	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-44-00-44	3.250 + 480						
3 pièces 66 m ² , 4 ^e étage	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-44-00-44	4.300 + 600						
3 pièces 72 m ² , 1 ^{er} étage	Saint-Cloud 2, square Ste-Clotilde AGF - 42-44-00-44	5.460 + 470						
3 pièces 72 m ² , rez-de-ch.	Suresnes 16-22, av. Georges-Pompidou AGF - 42-44-00-44	4.000 + 1.090						
3 pièces 78 m ² , 1 ^{er} étage	Vanves 4, rue Rebeais SAGGEL - 47-42-44-44	4.700 + 1.105						
93 - SEINE-SAINT-DENIS								
5 pièces, duplex 97 m ² , 10 ^e étage parking	Pantin 33, avenue J.-Lefève LOC INTER - 47-45-19-97	5.570 + 897						
94 - VAL-DE-MARNE								
4 pièces, park. 88 m ² , 4 ^e étage	Charenton 158 bis, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	7.028 + 1.055						
Maison, garage 180 m ² , jardin	Ormesson 6, square C.-Péguy CIGIMO - 48-24-50-00	6.200 + 100						
2 pièces, park. 56 m ² , 4 ^e étage	Saint-Mandé 7, rue Fays LOC INTER - 47-45-19-97	4.903 + 530						
3 pièces, park. 66 m ² , rez-de-ch.	Saint-Mandé 7, rue Fays LOC INTER - 47-45-19-97	5.327 + 875						
5 pièces, park. 95 m ² , 5 ^e étage	Saint-Mandé 25, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	8.430 + 1 040						

SGI-CNP : une conception moderne de la gestion immobilière

Fondée en 1982 par la Caisse des dépôts et consignations et par la Caisse Nationale de Prévoyance, la SGI-CNP est chargée de gérer leur patrimoine immobilier de rapport : soit 13.000 logements, 600.000 m² de bureaux ; ce qui représente plus d'un milliard de francs d'encassements de loyers et de charges. A ce titre, la société se place d'ores et déjà parmi les « majors » de la gestion immobilière.

D'autant que ce patrimoine est très diversifié : de Paris et l'Ile-de-France jusqu'aux métropoles de province, en passant par les villes nouvelles, la SGI-CNP gère aussi bien des maisons individuelles que des studios et des 5 pièces, de l'ancien comme du neuf... Ce qui lui permet de proposer un éventail de prix locatifs très varié : cela va, par exemple, de 30 F le mètre carré moyen dans le 19^e arrondissement de Paris, à 119 F pour un immeuble neuf et de luxe rue Claude-Bernard dans le 5^e arrondissement.

Quels que soient ses clients (IBM, le Club Méditerranée ou des particuliers), la SGI-CNP s'est fixée comme règle de leur proposer des prestations de qualité. D'autant plus que les locataires, devant la hausse des loyers (notamment en Ile-de-France), deviennent de plus en plus exigeants.

Ceux de la SGI-CNP devraient pouvoir dormir sur leurs deux oreilles : un plan décennal d'entretien est prévu pour chaque immeuble ; c'est-à-dire un entretien

préventif et périodique, qui ne se limite pas seulement à faire réparer la chaudière ou à colmater les fuites d'eau. Maîtrise des charges (pour les économies d'énergie), entretien des espaces verts, mise en place de systèmes de sécurité, formation des gardiens d'immeubles : rien ne semble avoir été oublié ! Bref, la société se préoccupe de mieux satisfaire ses locataires. Son prochain objectif : développer la concertation et la communication avec eux. D'ores et déjà, une enquête a été effectuée récemment auprès des locataires, pour mieux connaître leurs souhaits. En projet : un numéro d'appel vert (gratuit) et la publication d'un guide des locataires.

En misant ainsi sur le parfait entretien du patrimoine qui lui a été confié, la SGI-CNP cherche à assurer la satisfaction du locataire, et par là même sa fidélité aux lieux qu'il occupe. Une sécurité pour le propriétaire, qui n'a pas à subir les « manques à gagner » de logements laissés vacants en cours d'année. Ayant ainsi défini et mis en œuvre sa politique de la qualité depuis sept ans, la SGI-CNP entend faire profiter d'autres investisseurs de son savoir-faire. Forte de sa gestion souple, rapide et concertée, de son information de pointe, elle cherche à s'ouvrir à d'autres partenaires. Et elle ne cache pas son ambition à terme : devenir le gestionnaire immobilier de référence.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



LOCARE



LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS



SGI-CNP
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Economie

Plus de deux cent mille familles concernées

Le projet de loi du gouvernement pour aider les ménages surendettés

Le gouvernement a adopté, au cours du conseil des ministres du mercredi 6 septembre, le projet de loi sur le traitement social du surendettement des familles. Présenté par M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation. Ce texte prévoit le recours à une commission départementale de conciliation, et éventuellement au juge, pour la mise

au point d'un plan de redressement. M^{me} Neiertz a voulu un dispositif « efficace, rapide, peu coûteux, relativement souple » et... « pédagogique », pour responsabiliser à la fois les emprunteurs et les prêteurs.

Deux cent mille familles environ sont en état de surendettement, 60 % de leurs revenus étant absorbés

par le remboursement de leurs dettes. Les professionnels restent opposés à tout ce qui ressemble à une limitation de leur liberté de vendre du crédit. Les résistances rencontrées par M^{me} Neiertz dans l'élaboration de ce texte sont, de son propre avis, « plus culturelles qu'économiques ».

Les personnes en difficulté pourront saisir une commission de conciliation

Le projet de loi qui a été adopté en conseil des ministres traite des débiteurs dans l'impossibilité de s'acquitter de l'ensemble de leurs dettes personnelles (c'est-à-dire non professionnelles), notamment en cas de diminution imprévue des revenus disponibles (chômage, maladie grave, divorce...). Le débiteur pourra saisir une commission départementale d'examen des situations d'endettement des particuliers. Cette commission pourra également être saisie par un juge lorsqu'un créancier aura intenté une action en recouvrement, ou lorsqu'un débiteur aura demandé l'obtention de délais de paiement.

Le texte précise la composition de cette commission : car ses compétences sont beaucoup plus larges que celles des autres commissions administratives, et cela rend indispensable son inscription dans la loi. Présidée par le préfet, elle comprend tous les représentants départementaux des administrations concernées de près ou de loin par le crédit : concurrence, consommation et répression des fraudes ; services fiscaux ; équi-

pement ; affaires sanitaires et sociales. Le vice-président en est le trésorier-payeur général, et le secrétaire local de la Banque de France. Elle compte en outre cinq personnalités choisies par le préfet, deux pour leur compétence en matière de crédit, deux sur proposition des associations familiales ou de consommateurs, et un huissier de justice. En tout douze membres.

Discretion

La tâche de cette commission constitue la phase amiable du nouveau dispositif. La commission fait tout d'abord le bilan de la situation d'endettement du débiteur, y compris vis-à-vis du fisc ou des organismes de sécurité sociale, les créances de l'Etat restant privilégiées. Pour dresser ce bilan, elle se renseigne auprès des administrations ou des établissements de crédit, qui sont tenus de lui communiquer tous renseignements utiles, sans pouvoir se retrancher derrière le secret professionnel. Puis elle s'efforce d'élaborer un plan de redressement qui ait l'accord des créanciers et du débiteur. Les capacités de proposition de la commission sont très larges : report ou échelonnement des paiements, remise de dettes, réduction ou suppression de taux d'intérêt, octroi de prêts de consolidation, création ou substitution de garantie... Les membres de la commission sont tenus à la discrétion, sous peine de sanctions.

La commission a deux mois pour réussir sa mission de conciliation. Si son plan de redressement n'obtient pas l'accord des intéressés, ou si un créancier, pendant l'examen du dossier, engage ou poursuit une procédure, les intéressés (le débiteur ou l'un des autres créanciers) peuvent saisir le juge d'instance. La commission lui transmet alors le dossier.

Commence alors la deuxième phase - judiciaire celle-ci - du dispositif. Le juge lui-même peut faire une ultime tentative de conciliation pour établir un plan de redressement qui ait l'accord de tous les intéressés. Il peut aussi s'assurer du bien-fondé des créances, prononcer la suspension des procédures civiles d'exécution (sauf pour les dettes envers l'Etat), reporter ou échelonner le paiement de ces dettes (mais le délai de paiement ne peut être supérieur à cinq ans, pour les prêts immobiliers ou de longue durée, à la moitié de la durée à courir des emprunts en cours), décider d'un taux d'intérêt réduit pour les échéances reportées, ou disposer que les paiements remboursent d'abord le capital.

Le juge peut aussi demander au débiteur (pour bénéficier de ces mesures) de faciliter le paiement de sa dette, en ne contractant pas de nouvel emprunt, par exemple.

Enfin, en cas de vente du logement du débiteur, si le prix n'est pas suffisant pour désintéresser les créanciers, le juge peut réduire le solde de façon que les mensualités de remboursement de la dette ainsi réduite soient compatibles avec ses ressources.

Bien sûr, tout cela ne concerne que les particuliers et ne s'applique

pas aux entreprises. Bien sûr, aussi, cela se rajoute au régime spécial de l'Alsace et de la Moselle (loi du 11 juin 1924), qui connaît un système de faillite personnelle, et qui le conserve.

Prévention

Les mesures de prévention du surendettement envisagées à l'origine ont été fortement réduites par le Conseil d'Etat comme étant plutôt du domaine réglementaire. Cependant, en matière de publicité immobilière, il sera interdit de faire référence à des prestations sociales qui ne sont pas versées pendant toute la durée du contrat, et cela vise l'aide personnalisée au logement (APL) ou l'allocation-logement (AL), dont le montant dépend de la composition de la famille : lorsqu'un enfant cesse légalement d'être à charge (tout en continuant souvent à demeurer chez ses parents), l'APL se trouve fortement réduite et les mensualités de remboursement du prêt sont fortement augmentées.

En matière de crédit à la consommation pour le crédit « revolving », la durée du contrat est limitée à un an renouvelable et le prêteur indique les conditions de renouvellement du contrat, ou, si le débiteur y renonce, les conditions de remboursement des sommes restant dues.

Le texte du projet de loi ne comporte pas, pour l'instant, d'article portant création du fichier national des incidents de paiement, dont la gestion doit être confiée à la Banque de France. Son principe est acquis, chaque établissement financier informant la Banque de France du non-paiement de leurs mensualités de remboursement par les particuliers et la Banque de France fournissant aux établissements de crédit des informations nominatives.

Mais... pour respecter les procédures, il faut une délibération particulière de la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL), et les prochaines réunions ont lieu les 12 et 26 septembre. Le conseil des ministres a donc été informé de l'existence de ce futur article, sans qu'il fasse formellement partie du projet de loi. Mais il figurera dans le texte soumis au Parlement pour la session d'automne.

J. D.

Un entretien avec M^{me} Véronique Neiertz

« J'ai voulu un dispositif efficace peu coûteux et souple »

nous déclare le secrétaire d'Etat à la consommation

Dans son bureau de Bercy, vaste, moderne et confortable, moquette beige, fauteuils profonds et noirs, Véronique Neiertz vit l'aboutissement d'un travail de fond commencé il y a presque dix-huit mois sous les lambris Napoléon-III de la rue de Rivoli. « La gestation a été difficile depuis le début », avoue-t-elle sans fard. « Mon objectif est le traitement social du surendettement, et la lutte contre l'exclusion de personnes dans l'incapacité de faire face à leurs engagements par suite d'un accident grave survenu à leurs sources. Je n'ai pas un cas qui ne soit lié soit au chômage, soit à une longue maladie (parfois suivie de chômage), soit à un divorce ou à une séparation, soit à un accident de voiture, outil de travail. On se rend compte pour acheter une autre voiture, et cela détruit l'équilibre déjà fragile du budget. Or les résistances à ce traitement social du surendettement sont d'ordre plus culturel qu'économique. »

« Le difficile, c'était de faire prendre en compte l'existence même du problème aussi bien par les administrations que par les professionnels. Les obstacles que j'ai dû vaincre me font me demander de quel travail d'Hercule il s'agit ! »

Elle a un sourire amusé puis poursuit, pleine d'une conviction qu'elle n'a cessé de faire partager : « La façon dont les Français considèrent l'argent, le crédit, n'a rien à voir avec l'attitude des Anglo-Saxons. Le mot « faillite » imprime un sceau d'infamie. Si on va au tribunal pour dire qu'on ne peut plus payer ses dettes, on se trouve - c'est le terme employé - en situation de « déconfiture », et c'est tout aussi infamant. Je me suis rendus en Alsace, où la procédure de faillite personnelle existe, mais ne fonctionne pas. Elle est onéreuse, très longue, et ne peut s'appliquer aux familles modestes. Et on ne peut pas non plus transposer en droit français les dispositifs existant en droit anglo-saxon... »

« Il a donc fallu inventer. Le terrain était vierge. Les professionnels, par exemple, souhaitent un système d'assurance, mais son coût se serait répercuté sur le coût du crédit, déjà élevé. Et puis, vous voyez une « assurance-divorce » proposée à un jeune couple qui accède à la propriété ? Au fil du temps, on a tous énormément évolué. »

« Ce projet de loi a pour but de responsabiliser tout le monde, les emprunteurs comme les prêteurs. J'ai voulu un dispositif efficace, rapide, peu coûteux, relativement souple et, je l'espère, pédagogique. Si ce dispositif pouvait ne pas avoir à fonctionner parce que tout le monde serait devenu responsable, je serais ravie. »

Une fois le texte adopté, les décrets d'application parus, les commissions départementales mises en place (à la mi-90 ?), ne craint-elle pas que les intéressés ne trouvent pas le chemin des commissions ? « Les travailleurs sociaux, les élus, les associations, les juges d'instance qui voient passer les demandes de saisies sur salaires, autant de vecteurs pour l'application du texte. Ici même, on reçoit de temps à cinq minutes des lettres par jour d'appels au secours, et ma permanence en Seine-Saint-Denis est envahie. Je ne me fais donc pas de souci pour cela. Le message est attendu, souhaité. Il faudra plutôt faire comprendre qu'il faut laisser au Parlement le temps de le voter, puis nous laisser le temps de le rendre opérationnel. »

Enfin, avec un soupçon de satisfaction : « Le président de la République, au congrès de l'UNAF (Union nationale des associations familiales) en juin dernier, avait promis ce texte pour la rentrée dans le cadre de la lutte contre l'exclusion et de l'aide aux familles. J'ai fait pression sur tout le monde pour tenir les délais que je m'étais engagée à respecter. »

Propos recueillis par JOSÉE DOYÈRE.

SOMMAIRE

■ Le gouvernement devait annoncer, mercredi 6 septembre, que la baisse de la TVA (de 28 % à 25 %) sur les automobiles, les matériels hi-fi et autres produits prévus pour 1990 serait effective dès le 8 septembre 1989 (lire ci-dessous).

■ M. Martin Bouyguès (trente-sept ans) succède à la tête du premier groupe mondial du bâtiment et des travaux publics à son père, M. Francis Bouyguès (soixante-sept ans), fondateur et démissionnaire de l'entreprise (lire page 25).

■ Le conseil des ministres a adopté, mercredi 6 septembre, un projet de loi sur le surendettement des familles (lire ci-contre).

■ Après l'accord intervenu entre M. Vernes et Suez, le groupe financier que préside M. de La Genière va devenir le deuxième assureur français (lire page 25).

BUDGET

Nouvelle baisse de la TVA sur l'automobile

(suite de la première page.)

Pour éviter une dégradation supplémentaire de la balance commerciale, le gouvernement a donc décidé, parallèlement, de supprimer le système de la location avec option d'achat. Cet avantage, qui stimule surtout les ventes de grosses cylindrées, existe à cause d'une particularité du système français de TVA, qui veut que les cessions de biens d'investissement par les entreprises ne soient pas soumises à la taxe. Il suffit donc qu'une société de leasing achète une voiture, la loue dans un premier temps à un particulier, puis la lui vende pour pouvoir faire bénéficier son client d'un prix réduit grâce à l'avantage fiscal accordé par la réglementation.

Ce système, qui a fait l'objet d'une abondante publicité sous l'appellation « opération zéro franc pendant deux mois », fonctionne concrètement de la façon suivante : un particulier loue en fin d'année (en décembre 1987, par exemple) une voiture neuve avec option d'achat ; il achète le véhicule treize mois plus tard, en janvier 1989, à la société de leasing qui a payé la TVA à l'achat, mais l'a ensuite déduite, comme l'y autorise la réglementation. La vente aux particuliers n'est pas soumise à la TVA. Il y a seulement ce qu'on appelle une régularisation des droits à déductions : la société reverse à l'Etat une partie de TVA réduite, diminuée d'un cinquième par année civile de location (le fisc estime à cinq ans la durée d'amortissement d'une voiture). Dans le cas qui nous intéresse et qui résume des pratiques extrêmement courantes (500 000 ventes en leasing par an, soit presque 23 % des immatriculations), la société a pu déduire un cinquième de la TVA au titre de 1987, un autre cinquième au titre de 1988 ; enfin un troisième cinquième au titre de 1989.

On comprend pourquoi les effets du leasing se concentrent sur les fins d'année : c'est l'année civile qui compte, et un contrat signé en décembre compte pour un an. Les sociétés de leasing ne versent finalement à l'Etat

que deux cinquièmes de la TVA à 28 %, ce qui leur permet - par rapport au commerce traditionnel - de faire bénéficier leurs acheteurs de réductions importantes. Cette disposition devrait disparaître au plus tard début 1990, au terme d'une directive européenne - la dix-huitième - adoptée il y a trois mois.

La suppression de la location avec option d'achat, en freinant les importations de grosses cylindrées étrangères, devrait compenser l'accélération des ventes que va provoquer le passage de la TVA au taux de 25 %, ventes qui - on l'a dit - profiteront surtout aux marques étrangères. Il n'empêche que les constructeurs français, débordés par les commandes, n'étaient pas favorables à une telle mesure prise actuellement.

En revanche - et l'essentiel de l'opération TVA à 25 % s'explique ainsi - la hausse des prix de détail va se trouver ralentie de un à deux dixièmes de point. Ainsi le taux d'inflation en 1988 pourrait ne pas trop dépasser les 3 %, contrairement à ce que beaucoup craignaient. Or, stable maintenant, dans les milieux gouvernementaux, sur une hausse de 3,1 %. C'est évidemment nettement plus que les 2,2 % prévus il y a un an, mais il sera un peu plus difficile aux salariés du secteur public et à leurs syndicats d'avancer l'argument d'un dérapage des prix pour justifier des demandes d'augmentation de salaires.

Outre la volonté de la France de montrer à la Commission de Bruxelles son esprit européen, en rapprochant ses taux d'imposition indirecte de ceux de ses partenaires, le but de l'opération est très clair : peser sur l'indice des prix. De ce point de vue, on pourrait difficilement le reprocher au gouvernement. Reste que si la demande extérieure ralentit - c'est maintenant le cas en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis - les exportations de la France seront plus difficiles. Gare au déficit extérieur...

ALAIN VERNOLES.

À PARTIR
DU 7 SEPTEMBRE
JEUNE AFRIQUE
SERA EN VENTE
EN FRANCE
DÈS LE JEUDI

ETRANGER

Le groupe textile britannique Courtaulds rachète la maison Georges Rech

La célèbre maison de prêt-à-porter Georges Rech confirme le mercredi 6 septembre qu'elle s'intègre au groupe textile britannique Courtaulds. Comme l'avait annoncé le *Journal du textile*, un des premiers groupes textiles européens s'offre donc une griffe française.

Agés tous deux de soixante ans, M. Georges Rech et M. Jean-Jacques Schmolli cherchaient depuis plusieurs mois un acquéreur pour l'entreprise qu'ils ont créée en 1960. Et le moyen de « consolider sa position de leader sur le marché européen à l'approche de 1992 », précise un communiqué de cette société. Avec un chiffre d'affaires de 320 millions de francs dont près

d'un tiers réalisé à l'exportation, Georges Rech emploie 150 personnes. Un réseau de 40 boutiques diffuse ces vêtements de prêt-à-porter haut de gamme sous les marques Georges Rech, Synonyme, Unasynne et Georges Rech Homme.

Parmi les divers candidats européens au rachat de Georges Rech, c'est donc Courtaulds qui l'a emporté. La société britannique qui réalise un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de livres (26 milliards de francs) de chiffre d'affaires renforce ainsi sa position en France. Installé dans 38 pays, ce groupe créé en 1816 emploie 56 000 personnes. Avec les revêtements industriels, les matières chimiques ou les fibres

acryliques, Courtaulds est présent dans cinq domaines avec quelques produits vedettes tels que les marques *Courtelle* et *Cellophane*. La branche textile-habillement représente 38 % de son chiffre d'affaires. Le rachat de Georges Rech permet à la société britannique de renforcer sa position dans le secteur des marques et du haut de gamme.

Le groupe britannique semble prêt à respecter l'indépendance de leur nouvelle acquisition. M.M. Georges Rech et Jean-Jacques Schmolli conserveront leurs fonctions à la tête de leur société dont ils annoncent qu'elle étudie la création d'un parfum.

F. Ch.

comme l'a dit récemment M. Bérégovoy. Mais il faut admettre que certaines familles modestes, qu'on incite depuis des années à accéder à la propriété - en s'endettant lourdement - n'ont pas toujours la force de caractère de résister aux propositions si alléchantes des démarcheurs qui proposent d'équiper, de meubler la nouvelle maison... située si loin de l'école, du travail, qu'il faut une deuxième voiture.

Le moindre accroc dans les ressources, et c'est l'écroulement d'un budget trop fragilisé. Même si ces « accidents de paiement » ne représentent qu'un pour cent des encours de crédit, ils représentent une catastrophe à cent pour cent pour les familles touchées. Tous les individus n'ont pas la même capacité de saisir les complexités des nouvelles formes de crédit et des taux d'intérêt, même si on feint de les considérer comme totalement responsables des engagements qu'ils ont pris.

Il est normal que les établissements de crédit freinent autant qu'ils le peuvent l'arrivée d'une loi perçue comme une limitation de leur liberté de vendre. Mais ils ont tout intérêt, pour diminuer leurs taux d'impayés, à ne prêter qu'à des familles tout à fait capables de les rembourser : le marché unique en 1993, c'est aussi cela.

La résistance sera grande, et M^{me} Neiertz peut s'attendre à une belle bataille parlementaire. Mais c'est un premier pas. La plus difficile et la plus importante.

J. D.

2 CYCLES
ETH
LADIN
MARTIN

صكنا من الاميل

Économie

AFFAIRES

La succession du numéro un du BTP

Martin Bouygues et les barons

(Suite de la première page.)

Le nom désormais célèbre et synonyme de milliardaire était ses lettres orangées, entourées d'un anneau semblable à une piste d'athlétisme au-dessus de l'université de Ryad, en Arabie saoudite (pour laquelle le groupe empoche 11,5 milliards de francs), au-dessus du chantier du tunnel sous la Manche, de la mosquée géante de Casablanca, d'immeubles en URSS, de viaducs et de centrales nucléaires par dizaines. Quant à l'Arche de la Défense, stupéfiante performance technique plus encore qu'œuvre architecturale monumentale, c'est encore au talent des ingénieurs et au goût pour les paris les plus incroyables de la « confrérie Bouygues » qu'on le doit.

Car, si le groupe, avec sa hiérarchie et ses méthodes, constitue une mécanique bien au point, il ne serait rien sans l'esprit très spécifique qui anime les collaborateurs, et surtout les cadres, dont chacun se fait un devoir d'arborer la petite barrette orangée à la boutonnière, à la fois signe de reconnaissance, marque d'honneur et clin d'œil d'une grande famille, comme d'autres marquent leur fierté à exhiber leur rosette de la Légion d'honneur.

Distances

C'est avec un groupe hissé au faite de la puissance que Francis Bouygues prend ses distances. Car dire qu'il le quitte serait, à l'évidence, qu'on ne saurait pas. Incongru. Comment imaginer en effet que le PDG fondateur, même s'il aspire à prendre du champ et à se consacrer désormais aux structures et évolutions stratégiques, se détournera à l'avenir des enjeux et des défis qu'a à affronter le conglomérat.

TF 1 : une chaîne conquise, soumise, puis transmise

« C'est cher », aurait dit Francis Bouygues en remettant, le 16 avril 1987, un chèque collectif de 3 milliards de francs au ministre des finances, pour prix du contrôle de 50 % de TF 1. Mais le nouveau maître de la première chaîne ne regrette visiblement pas le milliard et demi de francs investi par son groupe dans la première chaîne de télévision privatisée dans le monde.

Cette chaîne conquise, il la devait certes à une CNCL monopolistique qui, ayant déjà couronné dans la course à la 5 et 6 M. Hersant et Monod, proches du pouvoir en place, préférait le « challenger » Bouygues au favori de longue date, Hachette. Mais il a dû déployer toutes les méthodes qui avaient déjà fait sa renommée dans le BTP : un dossier « en béton », préparé dès l'automne 1986 par Patrick Le Lay et Cyrille du Peloux, et une cohorte d'avocats prêts à ouvrir des contentieux en cas de défit.

Une fois dans la place, l'entrepreneur de travaux publics semble prendre goût au show-business. Il pose devant les photographes avec « ses femmes », les vedettes Michèle Cotta, Christine Ockrent, Anne Sinclair, Pascale Bregnot ou Dominique Cantien, achetées avec le chèque en décaissement à prix d'or chez la concurrence. Et, n'oublions jamais sa famille, il confie les relations publiques de la Une à sa fille Corinne.

M. Bouygues ne se contente pas d'acheter les plus grandes vedettes : il achète aussi la paix sociale en assistant immédiatement l'ensemble du personnel, et commence à insulser l'« esprit Bouygues » dans la vieille citadelle du service public. S'il joue la séduction vis-à-vis des annonceurs, pour augmenter fortement les recettes de TF 1, il cultive à l'égard des pouvoirs publics un rapport de forces permanent. Il traîne devant le Conseil d'Etat une CNCL coupable, à ses yeux, de favoriser ses deux concurrents privés. Il feraille contre le gouvernement, jusqu'à trop laxisme envers les chaînes publiques.

La concurrence n'aura pas gâté Francis Bouygues : sous sa houlette, TF 1 s'envole dans les sondages, et, heureuse surprise, conserve encore aujourd'hui plus de 40 % de l'audience et plus de la moitié des recettes publicitaires de la télévision. Une position de leader sanctionnée par la bourse. L'action TF 1, vendue 165 francs au public lors de la privatisation, caracole aujourd'hui à plus de 400 francs. Même si M. Bouygues et son groupe de repreneurs ont payé une surcote de 33 %, la plus-value potentielle est déjà confortable. Le groupe Bouygues serait-il pour autant tenté de quitter TF 1 ? Rien ne semble l'indiquer pour le moment. Si Francis

donc il reste d'ailleurs administrateur, qu'il a bâti ?

Un conglomérat qui couvre aussi bien les secteurs traditionnels de la construction, du bâtiment (y compris les maisons individuelles), des travaux publics, des services aux collectivités locales, des routes, des travaux pétroliers en mer (au demeurant déficitaires), des parcs de loisirs, de l'énergie et de la communication, avec TF 1, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 4,7 milliards en 1988.

Cette panoplie d'activités diversifiées est à la fois nécessaire dans une politique d'expansion, puisque les travaux publics ne permettent presque jamais de dégager des marges supérieures à 3 % ou 4 %, et risquent si elle se traduit par un émiettement des responsabilités, un éparpillement des investissements et des équipes et un touche-à-tout commercial.

Et, de ce point de vue, aujourd'hui le groupe Bouygues doit faire des choix stratégiques essentiels. Le secteur du BTP et des routes, qui représente encore 58 % du chiffre d'affaires total, devra-t-il être renforcé ou, au contraire, se réduire au moment où la conjoncture dans cette branche semble florissante ? Y a-t-il en Europe ou aux Etats-Unis des occasions à saisir et des sociétés à racheter ? Les « grands » du secteur en France, qui étaient encore au nombre de douze en 1981 et seulement aujourd'hui cinq, apparaissent toujours trop dispersés, comme s'ils à le rappeler souvent Francis Bouygues. Et tout le monde a les yeux fixés sur la SAE (24 milliards de francs de chiffre d'affaires), ébranlée récemment par le scandale des pots-de-vin sectoriels dans le Sud-Est.

On alors la diversification engagée a-t-elle besoin de trouver un nou-

veau souffle ? Dans ce cas, sera-ce autour de l'audiovisuel ? Tout porte à le croire, surtout depuis qu'en juin, séduit par l'entregent et la faconde de l'homme d'affaires et de télévision italien, Francis Bouygues a cédé 2 % du capital de son groupe à Silvio Berlusconi.

Verrouillage du capital

Le verrouillage du capital fut d'ailleurs, dans les semaines qui ont précédé l'annonce officielle de son retrait, la préoccupation et même l'obsession de Francis Bouygues.

Il y a un an, en effet, de multiples rumeurs sur le santé du fondateur avaient alimenté des spéculations et provoqué des remous sur les titres de Bouygues et de TF 1 en Bourse, pouvant faire craindre une déstabilisation de l'actionnariat. Depuis, un long travail de reclassement a été entrepris, et aujourd'hui, le bloc des actionnaires amis — y compris autour de la famille, le Crédit lyonnais, Suez, le personnel, et le japonais Nippon Life — contrôle 55 % des actions et 60 % des droits de vote.

C'est donc une entreprise saine, respectée et détentrice encore de réserves de puissance que Francis Bouygues lègue à son fils cadet, Martin, qu'il avait d'ailleurs fait nommer vice-président-directeur général en octobre dernier. Et le 29 mai 1989, lors de la présentation annuelle des comptes, plus aucun doute n'était permis. Martin avait été propulsé par son père, officiellement, sous les feux de la rampe et avait, en détaillant lui-même les activités et les perspectives du groupe, passé son brevet de futur — et à brève échéance — patron.

Depuis quinze ans il avait d'ailleurs été nommé dans le sillage, sous la vigilante surveillance paternelle. Depuis 1982, quand il avait été nommé administrateur, cet homme discret, au visage presque de poupée, se préparait déjà, jour après jour, à brigrer les fonctions suprêmes. C'est fait aujourd'hui, sans psychodrame.

Il lui faudra maintenant s'affirmer et imprimer son propre style. Les barons du groupe l'attendent à l'œuvre, que ce soit M. Olivier Poupard-Lafarge, qui garde la haute main sur les finances, M. Michel Derbesse, patron de la branche construction, M. Patrick Le Lay, qui régit en maître à TF 1, sans oublier sa propre sœur, Mme Corinne Bouygues, par laquelle passent nécessairement les relations extérieures du groupe.

Aucun d'entre eux ne se serait permis de régrimber à l'époque du patriarcat. L'avenir proche dira si Martin, à trente-six ans, peut à la fois se prévaloir des titres de digne héritier et de chef incontesté.

FRANÇOIS GROSRICHARD.



Agé de trente-sept ans, M. Martin Bouygues est entré chez Bouygues il y a quatorze ans comme conducteur de travaux sur le grand chantier parisien des Halles, avant d'exercer des fonctions à la direction commerciale de l'entreprise.

En 1978, il crée la société Maison Bouygues, spécialisée dans la vente de maisons individuelles sur catalogue. Il est nommé directeur général adjoint de Maison Bouygues en 1981 et président-directeur général en 1984. Dix ans après sa création, Maison Bouygues est devenue le numéro un de la maison individuelle en France.

En 1984, le groupe Bouygues élargit sa diversification par le rachat de plusieurs entreprises dont la Saur, deuxième société française de traitement et de distribution d'eau, dont M. Martin Bouygues devient le président-directeur général.

Administrateur de Bouygues depuis 1982, Martin Bouygues est nommé vice-président du conseil d'administration de Bouygues en 1987. Il est également administrateur de TF 1. Vice-président du conseil d'administration de Bouygues depuis 1987, M. Martin Bouygues a été nommé directeur général du groupe en 1988.

● Bouygues lance une offre publique d'échange sur la SCREG. — Bouygues a lancé, mardi 5 septembre, une offre publique d'échange sur la SCREG, sa filiale de travaux routiers déjà détenue à 81 %. Le groupe propose pour acquérir le restant du capital d'échanger les actions SCREG contre des titres Bouygues. La parité retenue est la suivante : une action Bouygues contre quatre SCREG, avec un prix d'achat de 1200 F. L'objectif de cette opération est d'améliorer l'organisation industrielle et financière du groupe.

Après l'accord avec M. Vernes sur Victoire

Suez devient le deuxième assureur français

La bataille entre la Compagnie financière de Suez et M. Jean-Marc Vernes, président de la Compagnie industrielle, pour le contrôle du groupe d'assurances Victoire s'est achevée, mercredi 6 septembre, par un armistice. Suez, contraint de relever le prix de son OPA, est en passe de remporter la partie. La Compagnie financière deviendra ainsi le deuxième assureur français, tandis que les actionnaires de Victoire, comme ceux de la Compagnie industrielle, son holding, empêcheront de confortables plus-values.

Officiellement, c'est le baron Oppenheim, patron du groupe d'assurances Colonia, passé fin juillet sous le contrôle de Victoire, qui est venu arbitrer le conflit entre M. Jean-Marc Vernes et la Compagnie financière de Suez. Telle est du moins la thèse du président de la Compagnie industrielle : pour ne pas faire échouer le rachat de Colonia, M. Vernes se serait donc résigné à négocier. Côté Suez, on a la victoire modeste — « Soyons magnanimes » même si elle est coûteuse. A 14 800 francs le titre, l'OPA sur la Compagnie industrielle et le maintien de cours sur Victoire coûteront à Suez la bagatelle de 26 milliards de francs au lieu de 24 milliards.

La réalité est sans doute moins riche en bons sentiments. Ayant échoué à rassembler des capitaux pour lancer une contre-OPA, M. Vernes s'est surtout employé à faire monter la pression afin de négocier au mieux. Très tôt sans doute, il s'est résigné à cette solution... Pour sauver la face, c'est lui qui a délégué un émissaire au baron Oppenheim pour lui demander de venir à Paris jouer les conciliateurs.

La plus vaste OPA qu'il ait jamais connue la Bourse de Paris fera donc l'économie d'une bataille boursière.

Personne n'a en tout cas lieu d'être mécontent. Après la longue parenthèse qui, depuis la nationalisation de 1982, a séparé Suez de Victoire, le groupe de la rue d'Astorg récupère au pied dans l'assurance. Et il devient d'un seul coup le numéro deux en France derrière l'UAP, et le sixième en Europe, grâce au rachat de Colonia à la fin de juillet dernier.

Les actionnaires de la Société centrale d'investissement (Vernes, Dassault, L'Air liquide, qui contrôlaient à 40 % la Compagnie industrielle) ont aussi lieu de se réjouir : ils vont encaisser 6,5 milliards de liquidités, dont 5,6 milliards de plus-value. La famille Vernes à elle seule rafle 35 % du magot. Le holding Centenaire Blazny, qui jouait un rôle-clé avec 15,9 % du capital de la Compagnie industrielle, apportera sans doute ses titres à l'OPA. Compensés à 336 francs, ils seront cédés à 14 800 francs, soit une plus-value d'au moins 3 milliards de francs. Quant aux petits actionnaires, qui représentaient près de 19 % du capital, leur épargne va faire la culture un nombre respectable de fois.

Reclassements

Pour Suez, d'autres problèmes commencent. Dès la fin de l'OPA, la Compagnie financière va s'employer à reclasser une partie des titres pour ne conserver que 51 % du capital. Les clients français et étrangers se pressent déjà nombreux au portillon de la rue d'Astorg. Le cash qui en résultera permettra de réduire partiellement le coût de l'OPA. La prise de contrôle de Victoire ne semble pas avoir débordé les estimations qui ont été faites avant le raid », explique un responsable de Suez.

Dans l'entretien qu'il avait accordé au Monde, M. de la Genière, président de Suez, avait d'ailleurs affirmé que le financement s'effectuait sans augmentation de capital exceptionnelle. Les disponibilités de la Compagnie s'élèvent actuellement à 6 milliards de francs, les bons de souscription d'actions émis en 1988 (8 milliards de francs) seront vraisemblablement utilisés, le reste étant fourni par des crédits-relais remboursés au fur et à mesure du reclassement des titres Compagnie industrielle et Victoire. En cas de besoin, des cessions d'actifs jugés non stratégiques au sein de la Société générale de Belgique sont toujours envisageables.

Restera ensuite à financer le rachat de Colonia, soit 12 milliards de francs pour 52 % du capital. Outre les disponibilités de Victoire (moins d'une dizaine de milliards de francs), Suez va devoir trouver au moins 2 milliards de francs. L'OPA avait d'ailleurs démarré sur cette

difficulté, puisque M. Vernes avait envisagé de céder les 16 % d'autocontrôle (à Ferruzzi, croit-on) pour dégager du cash. Aujourd'hui, c'est à Suez de résoudre le problème : par des cessions d'actifs ? En puisant dans les réserves de Colonia ? L'avenir le dira.

Un groupe européen

En deux ans et deux OPA, Suez a effectué une percée majeure en Europe. Déjà connu comme groupe bancaire (Indosuez, La Hénin, Sofinco, Banque parisienne de crédit), la Compagnie financière était devenue, au printemps 1988, un pôle industriel. Au terme d'une OPA gigantesque qui l'a opposé à Carlo De Benedetti, Suez s'est emparé de la Société générale de Belgique, devenant ainsi opérateur dans toute une gamme de métiers qui vont des métaux non ferreux au pétrole en passant par l'armement et le bâtiment. Depuis le 5 septembre, le groupe occupe désormais une position spectaculaire — et des plus rentables — dans l'assurance.

Spécialisée dans l'assurance dommages, Victoire a toujours privilégié la rentabilité et les provisions techniques au détriment des parts de marché. Cette politique à contre-courant de l'ensemble de la profession a fait de cette société l'une des plus profitables du secteur. Dans l'assurance-vie, la part de Victoire est assez faible, mais progresse vite (+ 35 % par an) sur un créneau de clientèle haut de gamme : le plus petit de ses assurés ne débourse pas moins de 100 000 francs par an, alors que le plus gros contrat représente 1 million de francs. Les supports financiers (Sicav, FCP...) qui étaient les contrats vie sont également aux mains d'équipes financières de premier plan. « Ce sont ces résultats financiers que nous vendons à nos clients », explique un responsable de Victoire. Nul doute que les financiers de Victoire sauront également améliorer la rentabilité assez faible de Colonia.

La place de Paris

L'OPA victorieuse de Suez aura également des effets bénéfiques pour toute la place financière. La City de Londres et Wall Street ont en effet observé attentivement le déroulement de l'OPA. M. Guy Wyser Pratt, directeur du département risque-arbitrage de Prudential Rache, l'un des plus importants établissements financiers américains, a porté une attention « émue à la manière dont les autorités de marché (COB et Conseil des Bourses de valeurs) ont imposé à M. Vernes le cadre de l'OPA et de la contre-OPA ».

L'évolution de la réglementation des OPA et la manière dont elle a été appliquée semblent à M. Wyser Pratt « prometteuse ». Malgré quelques cafouillages et de menus conflits de compétence, la COB et le Conseil des Bourses de valeurs ont mis en place une jurisprudence : après M. Vernes, nul ne tentera plus de répondre à une OPA par des ramassages discrets sur le marché. Notre arbitrage estime cependant que la législation réprimant les actions de concert demeure « trop faible. La SEC (Security Exchange Commission) aurait enquêté vigoureusement sur les tentatives de ramassage concerté et envoyé déjà quelques personnes en prison », estime-t-il. En outre, M. Wyser Pratt estime que la mort de l'autocontrôle, programmée au début des années 90, contribuera à la liquidité du marché. Paris pourrait donc bien devenir une « place financière de premier plan pour les OPA ». M. Wyser Pratt a déjà branché ses équipes sur la liste des valeurs opérationnelles à Paris. Et il n'est sûrement pas le seul.

YVES MAMOU.

RENTREE OCTOBRE

2^e CYCLE
IETH
LA DOUBLE
COMPÉTENCE

DIPLOME DE MANAGEMENT
ET INFORMATIQUE
APPLIQUES
AU TOURISME
ET A L'HOTELLERIE

■ En partenariat avec Nixdorf, IETH est maître d'œuvre de ce programme double compétence unique en Europe.
■ 10 mois de formation soutenue par 4 mois de mission professionnelle, pour former des managers de haut niveau en décision et gestion de sites hôteliers touristiques fortement informatisés ou s'apprenant à l'être.

ADMISSION :
Bac+2, Licence...
Expérience professionnelle
probante.

IETH
NIXDORF
COMPUTER

INSTITUT EUROPEEN DE
TOURISME ET D'HOTELLERIE

INFORMATION
(1) 42 66 66 82

71, rue du Fg-St-Honoré, 75008 Paris

Ce mois-ci dans

DYNASTEURS
LE MENSUEL DES ECHOS

Dossier

PDG : la tentation
héréditaire

Et aussi

- L'aéronautique civile saisie par la fièvre
- Il court, il court, le dollar
- Courrèges griffe et ne meurt pas

EN KIOSQUE

Économie

AFFAIRES

L'avenir du site de La Ciotat

Le tribunal de commerce rejette le plan de relance présenté par l'armateur américain Lexmar

Le tribunal de commerce de Paris a, mardi 5 septembre, débouté l'armateur américain Lexmar, qui avait présenté une solution de reprise du chantier naval de La Ciotat (Bouches-du-Rhône). Cette société contestait l'ordonnance du 4 août attribuant les actifs immobiliers et mobiliers de l'ancien chantier de Normed à la Banque Worms agissant pour le compte de l'Etat et proposait la construction d'une trentaine de navires d'ici à l'an 2000. La concertation va donc reprendre entre l'Etat (hostile à la solution Lexmar), les collectivités locales et les sociétés intéressées (Bernard Tapie, Sari, Dumez) pour la reconversion du site.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le jugement du tribunal de commerce de Paris n'a pas clarifié la situation à La Ciotat. Il ne s'applique, en effet, qu'au domaine privé des anciens chantiers de la Normed, soit 13 hectares sur les 42 hectares du site. Le reste des terrains, sur le domaine public maritime, relève de la compétence du département. Or le conseil général des Bouches-du-Rhône, présidé par M. Louis Philibert (PS), a fait savoir, lui, qu'« aucune décision ne serait prise sans un examen, par des experts qualifiés, des diverses propositions », c'est-à-dire celle du groupe Tapie et celle de la société Lexmar.

Cette prise de position a irrité le maire (PR) de La Ciotat, M. Jean-Pierre Lafont, qui s'est prononcé contre la relance des activités de construction navale lourde dans sa commune. « Si le conseil général et Lexmar désirent poursuivre leurs négociations en vue de créer un chantier de construction navale, nous n'y sommes pas opposés, mais nous n'avons pas le droit de nous incliner. Chacun prendra ses responsabilités. Personnellement, je ne suis pas favorable au projet Lexmar. Aucun chantier n'est capable, aujourd'hui, de construire des bateaux sans subventions publiques. (...) nos coûts de main-d'œuvre sont deux fois plus élevés que ceux des pays du Sud-Est asiatique. Quoiqu'il en soit, l'Etat est le propriétaire du foncier public, qui est inaliénable. Par conséquent le conseil général devrait donc, au préalable, se mettre d'accord avec le gouvernement sur la finalité de l'opération ».

Le maire de La Ciotat estime au demeurant que, si le projet Lexmar était — peu ou prou — retenu, les accords signés, le 2 juin dernier, entre l'Etat, les collectivités territoriales et les syndicats deviendraient « caducs ». « Je les dénoncerai, prévient-il, et il faudrait reprendre

les négociations à zéro. Que deviendrait, d'ailleurs, la zone d'entreprise Aubagne-La Ciotat, qui a été créée en substitution des chantiers ? La CEE n'autorisera jamais l'extension qui a été prévue et pourrait même la remettre en cause, ce qui ruinerait tous nos projets communaux ».

Le conseil général semble, en fait, caresser l'espoir d'une solution associant le projet Tapie à celui de Lexmar. M. Philibert et M. Lucien Weygand, premier vice-président, ont reçu, le 5 septembre, M. Bernard Tapie, auquel ils ont demandé de leur soumettre « par écrit » ses propositions concernant l'application du relevé d'orientations du 2 juin (qui prévoit la création de 1 200 emplois industriels en trois ans, dont 200 à 300 pour un pôle navires de plaisance de luxe).

Selon M. Weygand, M. Tapie aurait accepté de rencontrer le groupe Lexmar « pour étudier la possibilité d'un projet commun ». Le conseil général veut, d'autre part, provoquer une réunion entre les deux groupes, la CGT et le ministre de l'aménagement du territoire, M. Chérèque.

Pour sa part, l'union départementale CGT a indiqué que la décision du tribunal « ne [la] dérange pas » car elle l'a « toujours dissociée du fond du problème ». « La place existe, a-t-elle estimé, pour le démarrage d'un pôle de haute plaisance et la relance d'une activité de construction navale, autour du plan Lexmar, qui sont complémentaires ».

Les cent cinq « irréductibles » de la CGT qui ont occupé le site de la Normed d'octobre 1988 à juillet dernier devaient, au demeurant, se présenter mercredi matin devant les grilles des chantiers pour leur embauche par le groupe Tapie, conformément aux assurances que celui-ci leur a données, par lettre, le 1^{er} septembre.

GUY PORTE.

(Publié)

ASFFI

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS ET FONDIS FRANÇAIS D'INVESTISSEMENT

Le rapport relatif à l'ensemble de l'activité des sociétés d'investissement « fondis », des SICAV et des fonds communs de placement français en 1988 vient de paraître.

Ce document traite du contexte économique et financier, fournit des statistiques détaillées et retrace l'évolution récente de la réglementation influençant les organismes de placement collectif en valeurs mobilières.

La partie consacrée aux aspects européens a été, compte tenu de la prochaine ouverture des frontières intra-communautaires dans ce domaine d'activité, particulièrement développée.

Dans ses dijonnes à l'assemblée générale des membres de l'association, le président Pierre BALLEY avait insisté sur l'importance de ces données et s'était félicité, mais sans les handicaps avec lesquels les OPCVM français allaient entrer dans cette compétition le 1^{er} octobre 1989.

Le rapport sur les OPCVM français en 1988 est disponible aux bureaux de l'association, 43, boulevard Malesherbes, Paris-8^e (tel. 46-62-75-50).

(Publié)

APPEL A CANDIDATURES

POUR LA COMMERCIALISATION DES SUPPORTS PUBLICITAIRES DU RÉSEAU DE TRANSPORTS PUBLICS DE MARSEILLE

La Régie des transports de Marseille (RTM) souhaite lancer un appel d'offres pour la régie de ses supports publicitaires et connaître les sociétés en situation de soumissionner à cet appel d'offres.

Cette régie publicitaire porte sur l'exploitation des supports externes et internes d'un parc de 600 véhicules et celle des panneaux intérieurs des 23 stations du métro (environ 500 panneaux).

Les candidats intéressés pour être soumissionnaires devront adresser, avant le 20 septembre 1989, à l'adresse suivante : RTM, Service commercial 10/12, avenue Clot-Bey, 13008 MARSEILLE, un dossier de candidature précisant la nature juridique de la société, son chiffre d'affaires, ses références financières, ses effectifs, la nature et le nombre de supports publicitaires exploités, le mode d'exploitation, son organisation à Marseille, et toutes autres références dans la vente de ce type de support ou similaire.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

SOCIAL

Le mécontentement des fonctionnaires des finances

M. Bérégovoy fait des concessions salariales aux agents de son ministère

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, parviendra-t-il à désamorcer le mouvement de mécontentement qui agite ses services depuis trois mois ? Mardi 5 septembre, lors d'une réunion organisée en présence de M. Michel Charasse, ministre du budget, il a annoncé une série de mesures qui, pour être assez éloignées des revendications des représentants des 180 000 agents de son ministère, n'en constituent pas moins une entorse notable à la politique de rigueur salariale. Pourtant les premières réactions syndicales sont assez négatives.

Le ministre a annoncé la mise en place en 1989 d'une prime « de productivité » uniforme d'un montant de 2 200 francs, qui sera versée en octobre. Le coût budgétaire de cette disposition est de l'ordre de 400 millions de francs. En 1990, une partie de cette prime pourrait, en outre, être intégrée dans le traitement des fonctionnaires des finances sous forme de points d'indice, ce qui lui permettrait d'intervenir dans le calcul des retraites.

D'autre part, une prime de 20 000 francs sera attribuée en 1990 aux quelque 3 500 agents qui partent en retraite. M. Bérégovoy a également indiqué que les comptes à vue détenus par les fonctionnaires dans les trésoreries générales seront rémunérés au taux de 4,5 %. Un avantage similaire avait été accordé en 1987 aux porteurs titulaires de comptes chèques postaux.

Au niveau des effectifs, 1 100 postes seraient créés. La Direction générale des impôts (DGI), qui correspond à des emplois « gels » à

la suite de non-remplacements de départs en retraite.

Par ailleurs, un groupe de travail devra étudier les possibilités d'avancement en catégorie A (la plus élevée de la fonction publique). De même, les problèmes de classification feront l'objet d'une concertation d'ici à la fin de l'année. Une seconde rencontre entre les syndicats et les deux ministres est prévue pour le mois de décembre.

Un relevé de conclusions devait être adressé le 6 septembre aux représentants du personnel, qui se réuniront en interministériel en début d'après-midi. D'ores et déjà, la CGT a qualifié de « provocation » les mesures avancées par le ministre des finances, alors que le SNUJ (Syndicat national unifié des impôts) les juge « insignifiantes ». Pour sa part, FO considère que « l'on est encore loin du compte » et la CFDT regrette que les qualifications des agents des finances « ne soient pas reconnues ».

L'intersyndicale réclame l'attribution uniforme de trente points d'indice (700 francs par mois environ). Les syndicats, qui ont lancé depuis plusieurs jours un appel à une manifestation nationale des agents des finances le 12 septembre à Paris, ne cachent pas que les concessions accordées par M. Bérégovoy risquent de rendre plus difficile l'extension de la mobilisation aux administrations des douanes, du Trésor ou de la concurrence.

Il est vrai que, pour l'instant, les agents de gabelle dépassent le cadre de la Direction générale des impôts (80 000 agents).

J.-M. N.

PRESSE

Sous l'égide du groupe français Expansion

Création d'Eurexpansion, premier réseau européen d'informations économiques et financières

BRUXELLES
de notre correspondant

M. Jean-Louis Servan-Schreiber, le PDG du Groupe Expansion, a annoncé, mercredi 6 septembre à Bruxelles, la création d'Eurexpansion, un réseau d'entreprises de presse de six pays européens qui, sous la houlette du groupe français, mettront en commun un certain nombre de leurs activités et de leurs informations économiques et financières pour être à même d'affronter dans de bonnes conditions l'échecance de 1993.

Le nouveau holding, dont le siège sera à Bruxelles, sera présidé par Jean-Louis Servan-Schreiber. Son capital, dont la majorité est détenue par Expansion, associe ses partenaires européens ainsi que l'éditeur du *Wall Street Journal*, l'américain Dow Jones, partenaire depuis deux ans du groupe de M. Servan-Schreiber.

Eurexpansion regroupe huit entreprises publiant au total 18 titres, réalisés par 400 journalistes. En Belgique, Eurexpansion comprend d'abord l'*Echo de la Bourse* (22 000 exemplaires diffusés), le seul quotidien francophone essentiellement économique, dont on a appris mardi que le Groupe Expansion allait prendre 34 % de son capital. Jean-Louis Servan-Schreiber a, de plus, acquis la majorité du capital d'Europolitique, une société belge publiant une série de bulletins économiques spécialisés dans les affaires européennes (5 000 exemplaires au total).

En Espagne : les trois publications du groupe Estructura, que le Groupe Expansion contrôle depuis janvier 1989 avec l'éditeur Prisa (*El País*) participent à Eurexpansion. Il s'agit de *Cinco Dias* (22 000 exemplaires), le plus ancien quotidien économique de la péninsule ; *Mercado* (11 000 exemplaires), un magazine économique, et *Report* (2 000 exemplaires) une lettre confidentielle.

En Grande-Bretagne : l'hebdomadaire *Financial Weekly* (15 000 exemplaires) entre lui aussi dans le nouveau réseau à la faveur d'une prise de contrôle majoritaire de son capital par Expansion.

En Italie : il s'agit du *MF* (*Mercati Finanziari*), un quotidien diffusé à 8 000 exemplaires, et de *Milano Finanza*, le premier hebdomadaire financier italien (200 000 exemplaires).

En Suisse : Eurexpansion comprend l'*AGEFI*, seul quotidien financier suisse de langue française (15 000 exemplaires) et la *Lettre*

suisse des investisseurs (15 000 exemplaires).

Mais le gros des troupes sera fourni par les publications françaises du groupe de M. Servan-Schreiber (*Le Triptyque de l'Expansion*, *AGEFI*, *La Vie française*, *Expansion*, *l'Entreprise*, etc.), réunies, atteignent un tirage de 450 000 exemplaires sur les 550 000 annoncés pour l'ensemble des publications d'Eurexpansion.

Le leadership du groupe français — « Nous serons le moteur de la roue », dit modestement Jean-Louis Servan-Schreiber — sera assuré soit par des prises de participations majoritaires — en Angleterre, en Suisse et dans l'Europe du Nord, — soit des minorités « au minimum, de blocage », comme en Espagne, en Italie ou dans l'*Echo de la Bourse*.

La collaboration prévue entre l'ensemble des publications du nouveau holding devrait être rentable :

mise en commun des informations — chaque journal pourra puiser dans les autres ; — agence d'informations européennes commune (Europolitique) ; envoi de correspondants communs à l'étranger ; accès aux informations du *Wall Street Journal* et à la DAFA — aussi qu'à ses filiales belge et néerlandaise ; — la banque de données économiques et financières qui appartient depuis mars au Groupe Expansion.

Eurexpansion a aussi l'intention de développer un certain nombre d'activités déjà pratiquées par le groupe français : informations électroniques (avec l'Expansion), édition (annuaires), vente par correspondance (agendas et catalogues de l'Expansion), colloques et conférences. Ainsi, le Groupe Expansion — qui organise déjà des forums — a pris une participation dans le Club de Bruxelles, qui réunit périodiquement des responsables européens sur des thèmes communautaires.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Son imprimerie : achevée

Les projets du « Figaro »

La nouvelle imprimerie du groupe Hénart, Roissy-Print, sera opérationnelle le 19 septembre. Construite en un an, elle représente un investissement de 800 millions de francs et imprimera progressivement l'ensemble des éditions du *Figaro* (à l'exception des exemplaires « courts » de la région de Nantes), *France-Soir*, *Paris-Turf* et les suppléments de ces titres (*le Figaro-Magazine*, *TV-Magazine*, etc.). Située à quelques encablures des pistes de l'aéroport Charles-de-Gaulle, à Roissy, la nouvelle imprimerie fabriquera 200 000 exemplaires quotidiens par jour à ses débuts, capacité qui sera portée à 800 000 en mars 1990. Les journaux seront acheminés en province par avion. Filles d'Air Inter a récemment acheté cinq nouveaux appareils dans ce dessein.

L'achèvement de Roissy-Print a permis à M. Philippe Villin, vice-président-directeur général du *Figaro*, de tracer les grandes lignes du développement du titre. « Le *Figaro* doit devenir un grand journal multipolaire », a-t-il affirmé. Ainsi, le *Figaro* économique « doit faire figure de quotidien spécialisé à part entière, à l'égal des *Echos* ou de la *Tribune* » et la rédaction — soixante journalistes actuellement — devrait être renforcée. Les deux

axes de développement du *Figaro* seront constitués par la vie culturelle et la vie pratique. Le supplément *le Figaro* accueillera de nouvelles rubriques et le secteur « vie pratique » du quotidien (météo, tourisme, mode, bonnes adresses, etc.) va être enrichi. Le *Figaro* grandes écoles et universités, distribué gratuitement sur les campus des universités au rythme de 20 000 à 50 000 exemplaires accueillera des pages spécifiques, et pourrait donc devenir un supplément à part entière. Le *Figaro-Magazine* a été renforcé en septembre par un cahier d'informations de douze pages et prépare d'autres éditions étrangères après le lancement d'une édition japonaise.

En 1988, selon l'Office de justification de la diffusion (OJD), la vente totale du *Figaro* était de 416 104 (soit 7,4 % d'augmentation par rapport à 1987). M. Villin a indiqué que « la réalisation de Roissy-Print est aussi la preuve que nous avons confiance dans l'avenir du projet Paris-Star » et vocation du projet Paris-Star « vocation à devenir le grand quotidien de la région parisienne ». Les changements affectant *France-Soir* et son supplément gratuit *France-Soir Ouest*, lancé en mars, seront dévoilés le 12 septembre.

Le crédit formation des adultes oppose à nouveau M. Laignel et M. Chapuis

Créé le 8 février, le crédit formation jeunes a été officiellement lancé le 1^{er} septembre. Une campagne de promotion va se développer dans les prochaines semaines. Dès la première année, l'objectif est de permettre à cent mille jeunes de moins de vingt-cinq ans d'obtenir un diplôme ou une qualification reconnue, a rappelé M. Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, mardi 5 septembre.

Une première étape est donc franchie pour « la deuxième réforme du septennat après le revenu minimum d'insertion ». Mais pour l'autre volet du crédit formation, qui doit concerner les salariés adultes et les demandeurs d'emploi, M. Laignel et M. Chapuis, secrétaire technique, ne peuvent l'un et l'autre s'empêcher d'afficher des points de vue divergents.

Le premier, qui a connu quelques difficultés en juillet au moment d'aborder le dossier (*le Monde* du 28 juillet), a ensuite obtenu un bon accueil des partenaires sociaux, à qui il a adressé une lettre d'intention. Une table ronde devrait réunir en septembre, espère-t-il, et il se déclare convaincu de pouvoir aboutir à un accord à l'automne. « Il n'y a pas de butoir, ajoute-t-il. Si cela prend huit jours de plus, ça ne me chagrine pas ».

M. Robert Chapuis, lui, n'est pas aussi pressé, ainsi qu'il l'a indiqué lundi 4 septembre. Non seulement il juge que la tentative d'une consultation en juillet était « précipitée », mais que, s'agissant d'une grande réforme, « il y a besoin d'une

grande négociation qui serait l'affaire des mois qui viennent ». La loi Delors sur la formation permanente, rappelle-t-il, avait été précédée de deux années de discussions et c'est la « bonne méthode ».

Sur le fond, aussi, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, proche de M. Rocard, ne peut pas de la même voix que son collègue, M. Laignel. Il voudrait que la FEN soit associée à la négociation, au même titre que les autres organisations syndicales. Il souhaiterait que le crédit formation des adultes ne se limite pas à une extension du seul congé individuel de formation, ainsi que cela est envisagé.

A. Le.

EN BREF

● Mouvement de grève à Peugeot-Mulhouse. — Un mouvement de grève a été déclenché, le mardi 5 septembre, au centre de production de Peugeot à Mulhouse (Haut-Rhin), qui emploie 12 279 salariés. La grève, déclenchée par la CGT, suivie par la CFDT et FO, sur des revendications principalement salariales, a surtout concerné les équipes du matin et de l'après-midi de l'atelier de carrosserie. Selon la CGT, près de 2 000 ouvriers ont débrayé alors que la direction avance le chiffre de 350 à 400 salariés. La moitié de la production normale — soit environ 600 modèles 205 — a été perdue. La grève a été reconduite le 6 septembre au matin.

● Suspension des négociations entre les pompiers et Aéroports de Paris. — Les négociations entre la direction d'Aéroports de Paris (ADP) et les représentants des pompiers en grève depuis le 1^{er} septembre ont été suspendues le 5 septembre au soir, à l'initiative des syndicats qui ont décidé la poursuite du mouvement. « On a appris auprès d'ADP. Cependant, indique-t-on de même source, les syndicats ont « marqué leur accord » avec les propositions de la direction sur deux revendications principales des grévistes. ADP se sont déclarés prêts à créer douze postes supplémentaires (les syndicats en demandent seize) et à accorder la garantie de préretraite à taux plein à l'âge de cinquante-cinq ans. Au siège d'ADP on indiquait le 6 septembre que le trafic, en vertu des règles de service minimum, s'effectuait sur une seule piste à Orly comme à Roissy. Les retards ne devraient pas excéder trente à quarante-cinq minutes.

● Fin de la grève des pilotes d'UTA. — La grève des pilotes d'UTA, qui avait débuté vendredi 1^{er} septembre, a pris fin mardi 5 septembre, « on a appris auprès du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL). Dans un communiqué, le SNPL-UTA indique qu'une délégation syndicale devrait être reçue par M. Jérôme Seydoux, président de Chergers SA, groupe dont fait partie la compagnie aérienne privée française. Les grévistes réclament l'arrêt de l'affrètement d'équipages étrangers après la fin de l'année 1989, et des garanties, notamment en matière de salaires et de conditions de travail, concernant l'exploitation des Boeing 767, livrables l'an prochain.

INSOLITES

Chômage « surestimé »

Qui l'eût cru ? Pour la première fois, un syndicaliste s'est demandé si les chiffres officiels du chômage ne surestimaient pas la réalité. Cela s'est passé le mardi 5 septembre à Besençon. M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a fait part de ses interrogations, indique l'AFP, sur le chiffre du chômage. N'est-il pas « surestimé » ? Lors d'une conférence de presse, M. Blondel a jugé étonnant qu'un pays atteignant un rythme de croissance annuel de 3,5 % conserve autant de chômeurs. Il a demandé les statistiques « les plus claires et les plus transparentes possibles », en soulignant que les chiffres actuels permettent de « cultiver les gens » et font « le jeu du patronat » alors que les usines ne « dégraisent plus ».

Il sera intéressant de voir ce que pense de ce nouveau langage syndical l'actuel président de l'UNEDIC, qui n'est autre que M. André Bergeron. Lorsqu'il était à la tête de FO, ce dernier ne cessait en effet de répéter que les chiffres officiels sous-estimaient la réalité du chômage.

صلى الله عليه وسلم



Chicago Board of Trade

UNE LETTRE OUVERTE DU CHICAGO BOARD OF TRADE

Depuis plus de 141 ans, le Chicago Board of Trade et ses membres ont pour priorité absolue l'intégrité de nos marchés. Notre nombreuse clientèle internationale a toujours su que le Chicago Board of Trade, avec ses marchés agricoles et financiers, lui permet de découvrir les prix pratiqués globalement et de minimiser ses risques. Les rapports que nous avons développés avec nos clients sont nés de notre engagement à mettre à leur disposition les marchés les plus liquides et les plus honnêtes.

Par suite des récentes mises en accusation du grand jury fédéral, nous avons à faire face au défi de préserver la confiance en nos marchés.

Nous n'avons jamais toléré la moindre infraction à nos règles ni le moindre abus envers nos clients. Nous prenons ces accusations très au sérieux, et celles-ci feront l'objet d'une enquête minutieuse au sein du Chicago Board of Trade. Des sanctions seront prises contre les coupables éventuels dans toute la mesure de nos pouvoirs.

Lorsqu'il fut révélé en janvier dernier qu'une enquête était en cours, notre Conseil d'Administration prit des mesures immédiates pour s'assurer que de telles allégations ne pourraient jamais plus se reproduire au Board of Trade. Ces mesures renforcent considérablement notre programme de surveillance et nos fonctions disciplinaires. Nous avons ainsi perfectionné notre système de surveillance électronique, qui nous permet désormais de vérifier à 100% les opérations qui se font sur le parquet de notre bourse.

Le Chicago Board of Trade et ses plus de 3500 membres sont décidés à prendre toutes mesures nécessaires pour continuer à fournir à notre clientèle des marchés honnêtes, efficaces et fonctionnant en toute intégrité. Nous avons mérité le respect de nos clients pendant près d'un siècle et demi, et nous nous engageons à continuer de mériter leur confiance.

Karsten Mahlmann

Karsten Mahlmann
Chairman

Thomas R. Donovan

Thomas R. Donovan
President & Chief
Executive Officer

LaSalle Coin de Jackson
Chicago, Illinois 60604, USA
19-1-312-435-3500

Marchés financiers

Le dilemme allemand

Relever ou ne pas relever les taux d'intérêt

La président de la Banque fédérale d'Allemagne, M. Karl Otto Poehl, s'inquiète de la hausse du dollar qui frise le cours de deux marks, malgré les interventions des banques centrales. Dans une déclaration, mardi 5 septembre, à une chaîne privée de télévision, il a reconnu qu'il n'évaluait pas du tout positivement l'évolution récente des marchés des changes, et a exprimé des craintes quant à une éventuelle relance de l'inflation en RFA.

Ces propos ont ravivé les rumeurs d'un nouveau relèvement des taux d'intérêt allemands, déjà majorés à trois reprises depuis le début de l'année. A Paris, le ley de l'argent au jour le jour est repassé au-dessus de 9 %, les milieux financiers estimant, toutefois, que la Banque de France, cette fois-ci, n'interviendrait pas la Bundesbank et laisserait inchange, à 8,75 %, son taux d'intervention.

Certes, le conseil de la Bundesbank se réunit jeudi 7 septembre. La semaine dernière, les autorités monétaires allemandes ont déjà procédé à un relèvement des taux d'intérêt à très court terme (trois jours), ce qui a inquiété ces milieux financiers. Mais, à la veille du week-end d'été, M. Poehl s'était prononcé contre un relèvement des taux d'intérêt outre-Rhin. Soulignant que la très forte croissance de l'économie allemande (4,9 % au deuxième trimestre par rapport au même trimestre 1988) n'était pas due à la consommation intérieure, en modeste progression de 2,5 %, il a reconnu qu'un tel relèvement, en freinant la demande domestique, n'aboutirait qu'à donner plus de capacité dispo-

nible pour les industries exportatrices. Ces dernières sont déjà en plein « boom », avec une augmentation des commandes de 15 % au deuxième trimestre 1989, que provoquent la baisse du cours du mark et la poursuite de l'expansion dans le monde entier.

Un dollar surévalué

Néanmoins, M. Poehl, tout en se félicitant de l'évolution des prix en RFA, dont le rythme de progression est retombé au-dessous de 3 %, avec une diminution de 0,1 % au cours de chacun des deux derniers mois, redoute, à terme, l'effet inflationniste de la hausse du dollar qui gonfle les prix à l'exportation et les augmentations de salaires que pourrait susciter la haute conjoncture en RFA.

Pour lui, l'appréhension, à son avis exagérée, du dollar et des devises de pays à forte inflation, comme l'Espagne, trouve essentiellement sa source dans le niveau élevé des taux d'intérêt aux Etats-Unis et dans ces pays. Les observateurs en déduisent que la Bundesbank, faute d'obtenir une diminution des taux chez ses partenaires, se verrait contrainte d'augmenter à nouveau les siens, en désespoir de cause. C'est ce qu'il appelle un dilemme, c'est-à-dire le choix entre deux solutions, en l'occurrence, également mauvaises, mais dont les inconvénients ne peuvent contraindre les autorités monétaires allemandes à oublier leur souci primordial de toujours : lutter contre l'inflation.

F. R.

L'UAP et l'américain Kemper s'associent sur les risques protégés

L'UAP, numéro 1 français de l'assurance avec 55,6 milliards de francs de primes annuelles, et Kemper National, quinzième assureur avec 2,4 milliards de dollars de primes (16 milliards de francs), créent une filiale commune pour développer, en Europe, l'assurance des risques hautement protégés (RHP). Ce sont des risques suffisamment importants (équipements-clés, matériels stratégiques, centres informatiques) pour justifier les services d'ingénieurs hautement qualifiés et la mise en œuvre de systèmes de protection très sophistiqués.

En s'associant à Kemper, troisième assureur RHP dans le monde, l'UAP, qui opère déjà en Europe dans ce domaine à travers un réseau dense de filiales et d'agences, veut pouvoir répondre à une demande croissante pour ce concept RHP dans le cadre du marché unique de la CEE à l'horizon 1993.

La Caisse des dépôts autorisée à renforcer le capital du Crédit lyonnais

La Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), réunie mardi 5 septembre, a autorisé la prise de participation par la CDC de 1,5 milliard de francs dans le capital du Crédit lyonnais. La Commission « a précisé le cadre dans lequel le directeur général, M. Robert Lion, est invité à conclure avec l'Etat et le Crédit lyonnais ». Aucune précision n'a été donnée sur les modalités de l'opération.

En mai dernier, M. Pierre Bérégovoy avait décidé de renforcer les fonds propres de la banque nationalisée en demandant à la Caisse des dépôts de souscrire à une augmentation de capital réservée de la banque de 1,5 milliard de francs. L'opération était subordonnée à une estimation de la valeur de la banque. Pour cet apport de fonds propres, la Caisse des dépôts devrait détenir entre 6 % et 7 % du Crédit lyonnais.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE Casino
CREATION DE L'EUROPEAN RETAIL ALLIANCE ET PRISES DE PARTICIPATIONS CROISÉES DE 50 MILLIONS D'ECUS AVEC ROYAL AGHOLD AUX PAYS-BAS ET ROYAL GROUP PLC AU ROYAUME-UNI

Le 18 mai 1989, Casino a annoncé la conclusion d'un accord avec Argyl Group PLC, Londres, et Royal Aghold NV, Zaandam, pour rechercher des voies de coopération future.

Les domaines concernés couvrent notamment le marketing, la logistique, la production, le développement et l'exploitation de nouvelles formules de magasins ainsi que les systèmes de gestion de l'information.

Les dirigeants des trois sociétés viennent de décider des formes juridiques et financières de cette coopération.

Une entité appelée « European Retail Alliance » est créée. Casino, Argyl et Aghold en détiennent chacun un tiers du capital. Elle permettra d'étudier et de mettre en œuvre les coopérations entre les trois sociétés. La présidence de l'« European Retail Alliance » sera assurée en 1989 par Monsieur Alister Grant, Chairman et Chief Executive de Argyl. Les activités de synergies-marketing seront conduites par l'intermédiaire de la société « Associated Marketing Services AG » dans laquelle, aux côtés de l'« European Retail Alliance », participeront d'autres sociétés leaders de distribution alimentaire de la CEE et de l'ARLE : Dansk Supermarkedt (Danemark), La Rinascente (Italie), ICA (Suède) et Migros (Suisse). Les négociations avec d'autres sociétés européennes de distribution se poursuivent.

Afin de renforcer les relations commerciales ainsi établies entre Casino, Argyl et Aghold, il a été convenu que chaque société émettrait de nouvelles actions pour un montant global de 50 millions d'écus (approximativement 350 millions de francs) destinées à être souscrites par chacune des deux autres sociétés.

Casino souscrit en conséquence de l'ordre de 350 millions de francs d'actions Argyl et un même montant d'actions Aghold, et émettra des actions ordinaires pour un montant global de l'ordre de 700 millions de francs. A la suite de ces opérations, Casino détiendra environ 1,5 % et 3,8 % respectivement des actions ordinaires de Argyl et de Aghold qui détiendront chacune de l'ordre de 3,4 % des actions ordinaires de Casino.

Aucune société n'a l'intention d'augmenter sa participation au-delà de son pourcentage initial dans le capital des autres sociétés et il a été convenu qu'aucune augmentation de participation ne pourra être réalisée sans le consentement des deux autres sociétés.

Ces opérations, soumises à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Casino, devraient être réalisées vers la fin du mois d'octobre.

NEW-YORK, 5 sept. ↓

Repli

Après avoir atteint, vendredi dernier, un nouveau record, Wall Street a connu un peu de terrain perdu, après une journée chahutée, celle de lundi, en raison du Labor Day. L'indice Dow Jones a cédé 7,41 points, à 2.744,68. Le marché était calme avec quelques 146 millions d'actions échangées. Le nombre des valeurs en baisse dépassait celui des hausses, à raison de 628 contre 615. Les dernières statistiques montrant que dans l'ensemble l'économie américaine n'était pas proche de la récession, éloignant de plus en plus l'idée d'un assouplissement de la politique monétaire de la Fed. Les taux d'intérêt sur les marchés obligataires ont donc remonté, alors que les milieux d'affaires attendent la décision en la matière de la Bundesbank qui se réunit jeudi. Une demande affective s'est toutefois manifestée dans plusieurs secteurs en raison des OPA en cours ou à venir. Les actions des compagnies aéronautiques et de l'industrie étaient notamment recherchées. Mais des prises de bénéfices en cours de séance ont refroidi les gains initiaux. UAL a gagné 3,5 points, à 290 3/4. Forêt de Walt Disney et de Litton. Baisse de Teletron et de Motorola.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} sept.	Cours de 5 sept.
Alcoa	78 3/4	78 1/2
A.T.T.	40 3/8	39 3/4
Bell	38 3/8	38 1/2
Chase Manhattan Bank	35 1/8	35 1/2
De Post de New York	119 1/2	119
Eastman	44 1/8	43 7/8
Exxon	54 1/4	53 1/2
Ford	54 1/4	53 1/2
General Motors	50	49
Goodyear	117 3/8	117 1/4
IBM	117 3/8	117 1/4
I.T.T.	63 3/8	63 1/8
Johnson & Johnson	55 1/8	55 1/8
Merck	30 3/4	30 3/4
Shell	44 1/2	44 1/8
Union Carbide	29 1/4	29 3/4
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Walt Disney	67 1/2	67 1/2
Worthington	67 1/2	67 1/2

LONDRES, 5 sept. ↑

Hausse

Dans un marché sans conviction, la Bourse de Londres a progressé mardi 5 septembre. L'indice FTSE 100 a gagné 6,8 points, à 2.426. Selon les courtiers, le marché londonien attend de nouvelles statistiques économiques britanniques pour évaluer véritablement sur le chemin de la hausse. D'autre part, les investisseurs sont préoccupés par les signes de faiblesse de la livre sterling. Malgré tout, de nombreux secteurs ont enregistré des hausses appréciables, en particulier ceux des brasseries, des immobilières et des pétroles. Des achats spéculatifs ont notamment touché Ultramar et Enterprise Oil. Le conglomérat Grand Metropolitan est resté inchangé à l'annonce de la vente de ses bureaux de Paris, William Hill et Mecca, au groupe de John Breen Walker pour la somme de 685 millions de livres. L'action Brent Walker a d'ailleurs cédé du terrain à cette nouvelle. Le groupe a, par ailleurs, fait part de son intention de céder les distilleries Whyte and Mackay aux cadres de l'entreprise. Le groupe de la construction Taylor Woodrow s'est amélioré après l'annonce de résultats semestriels encourageants. Les fonds d'Etat se sont repliés de plus d'un demi-point, affectés par la faiblesse de la livre. Baisse des mines d'or.

VALEURS	Cours de 5 sept.	Cours de 6 sept.
Shell	1780	1780
BP	1780	1780
Esso	1780	1780
Agip	1780	1780
Eni	1780	1780
Elf	1780	1780
Total	1780	1780
Worthington	1780	1780
Worthington	1780	1780
Worthington	1780	1780

FAITS ET RÉSULTATS

● Lafarge Corporation acquiert six sociétés de granulats aux États-Unis. Lafarge Corporation, filiale non-conjointe du groupe français Lafarge-Coppée, vient de conclure un accord en vue de l'acquisition de six sociétés de granulats et de matériaux de construction, a annoncé un communiqué publié le 5 septembre à Paris. Ces six sociétés sont regroupées dans la Standard Slag Holding Company, basée à Youngstown (Ohio), et réalisent un chiffre d'affaires total de 600 millions de francs. L'opération porte sur trente-deux usines dans cinq États américains, sept terminaux fluviaux et d'importantes réserves minérales.

● Elf : forte progression des résultats au premier semestre. Le groupe pétrolier Elf Aquitaine a réalisé un bénéfice net de 4,3 milliards de francs au premier semestre de 1989, en hausse de 43 % par rapport à la même période de l'an passé, pour un chiffre d'affaires de 72,8 milliards de francs, également en progression (de 22 %). Sa marge brute d'auto-financement a atteint 12,4 milliards de francs, soit 30 % de plus que l'an passé. Toutes les activités du groupe ont été bénéficiaires, les progrès les plus sensibles touchant l'exploration-production, aidée par le redressement des cours du pétrole, et la chimie, portée par le conjoncture. Elf souligne, dans un communiqué, que le groupe s'engage, au cours du premier semestre, deux

PARIS, 6 septembre ↑

Légère hausse

Après deux séances consécutives de « plat », depuis le début de la semaine (+ 0,01 % lundi ; + 0,03 % mardi) le marché a longuement hésité avant de poursuivre son chemin à la hausse. Dès l'ouverture, la réserve observée la veille se confirmait, et l'indice des investissements perdait jusqu'à 0,1 % après avoir débuté la journée sur un léger effritement de 0,04 %. Puis en début d'après-midi, la tendance s'est inversée, et le baromètre s'apprêtait à nouveau, progressant jusqu'à 0,26 % à 14 h 30. Toutefois, à l'issue de Wall Street mardi ou de Tokyo, l'heure était à la prudence avant la réunion de la Banque centrale allemande de jeudi. En raison de la forte croissance de l'économie outre-Rhin, les investisseurs redoutent un resserrement de la politique économique de ce pays et donc un relèvement des taux d'intérêt. D'où la poursuite de la baisse des cours sur le MATIF. La décision des autorités monétaires sera connue jeudi en début d'après-midi. Mais malgré cette possible tension sur les taux d'intérêt, les opérateurs restent confiants dans l'évolution de la place parisienne. Certains estiment qu'une petite pause technique va intervenir pour consolider la progression des dernières semaines et que le marché ensuite pourrait poursuivre sur sa lancée.

Dans ces conditions, les principales hausses étaient emmenées par Drouot Assurances, Fives Lille, Eco et Métaleurop. L'action Bouygues, après avoir légèrement rétrogradé à l'annonce du départ de Francis Bouygues, revenait du terrain. Shéma analogue pour Suez au lendemain de sa victoire dans l'OPA sur la Compagnie Industrielle et le groupe Vicoire.

Après la surchauffe de la Compagnie financière de Suez, l'OPA a été prolongée jusqu'au 25 septembre, les investisseurs attendant la publication des résultats semestriels des entreprises. Les valeurs sidérurgiques, des banques et des assurances étaient faibles. Les valeurs de l'alimentation et des services étaient, en revanche, fermes.

D'autre part, confiants des courtiers, les investisseurs sont restés sur la réserve en attendant la publication des résultats semestriels des entreprises. Les valeurs sidérurgiques, des banques et des assurances étaient faibles. Les valeurs de l'alimentation et des services étaient, en revanche, fermes.

VALEURS	Cours de 5 sept.	Cours de 6 sept.
Shell	1780	1780
BP	1780	1780
Esso	1780	1780
Agip	1780	1780
Eni	1780	1780
Elf	1780	1780
Total	1780	1780
Worthington	1780	1780
Worthington	1780	1780
Worthington	1780	1780

PARIS:

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours de 5 sept.	Cours de 6 sept.
Amstel & Anstalt	441	441
Argyl	234	234
B.A.C.	321	321
B.C.M.	800	800
Bolton	746	746
Bolton Technology	415	415
Bolton Lynd	980	980
Chien de Lyon	201	201
Colson	920	920
Cardi	830	830
CAI (de Fr. C.C.I.)	825	825
C.A.T.C.	1970	1970
C.M.I.E.	389	389
C.E.P.	832	832
C.E.P.	230	230
C.E.P.	487	487
C.E.P.	713	713
C.E.P.	840	840
C.E.P.	281	281
C.E.P.	325	325
C.E.P.	1100	1100
C.E.P.	480	480
C.E.P.	145	145
C.E.P.	1705	1705
C.E.P.	1174	1174
C.E.P.	541	541
C.E.P.	202 50	202 50
C.E.P.	1725	1725
C.E.P.	238	238
C.E.P.	881	881
C.E.P.	316	316
C.E.P.	908	908
C.E.P.	282	282
C.E.P.	281 50	281 50
C.E.P.	180	180
C.E.P.	300	300
C.E.P.	1125	1125

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 5 sept. 1989

VALEURS	Prix	Sept.	Déc.	Jan.	Fév.
Accor	760	86	180	-	-
CGE	440	37	48,50	-	5
Elf Aquitaine	480	44	59	-	-
Environnement SA-PLC	70	18	15	3	6,30
Lafarge-Coppée	1700	72	125	5,80	-
Michelin	180	6,50	14,40	3	6,00
MMI	1400	128	165	3	19
Paribas	480	28	44	1,50	6
Peugeot	850	122	159	-	7
Saint-Gobain	600	108,50	121	-	-
Société Générale	520	12	-	-	16
Thomson-CSF	200	16	25	1,50	6
Suez Financière	1600	145	205	5,20	-
Suez Financière	360	13	37,50	8,50	18

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 septembre 1989

COURS	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	109,20	108,98	108,70
Précédent	109,44	109,24	108,94

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
109	0,82	1,12
	0,82	1,38

INDICES

CHANGES	5 sept.	6 sept.
Dollar : 6,6670 F	125,20	124,9
Le dollar s'inscrivait en baisse le mercredi 6 septembre à 6,6670 F, subissant une correction après la très forte progression de la veille (il avait été fixé à Paris, à 6,7115 F). L'intervention concertée des banques centrales pèse sur les cours de la devise américaine, mais les opérateurs estiment que la tendance est toujours à la hausse.		
BOURSES	5 sept.	6 sept.
PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)	125,20	124,9
Valeurs françaises	125,20	124,9
Valeurs étrangères	121,10	121,4
(SSEF, base 100: 31-12-81)		
Indice général CAC	331,6	334,8
(SSEF, base 1000: 31-12-87)		
Indice CAC 40	1896,46	1896,42
(OMF, base 100: 31-12-81)		
Indice OMF 50	528,25	528,64
NEW-YORK (Indices Dow Jones)	5 sept.	6 sept.
Industrielles	2744,08	2744,08
LONDRES (Indices Financial Times)		
Industrielles	2003,6	2008,4
Mines d'or	196,6	208,6
Fonds d'Etat	86,46	86,36
TOKYO	5 sept.	6 sept.
Nikkei Dow Jones	3444,95	3417,87
Indice général	2613,34	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEIZ MOIS
+ les + les	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
S.E.U.	4,6840	4,6840	4,6840
S.E.U.	4,6840	4,6840	4,6840
S.E.U.	4,6840	4,6840	4,6840
S.E.U.	4,6840	4,6840	4,6840
S.E.U.	4,6840	4,6840	4,6840
S.E.U.	4,6840	4,6840	4,6840
S.E.U.	4,6840	4,6840	4,6840
S.E.U.	4,6840	4,6840	4,6840
S.E.U.	4,6840	4,6840	4,6840

TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.U.	3/4	9	13/16	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16
100	15/16	7 3/4	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
100	7 1/4	7 3/8	7 5/16	7 5/16	7 5/16	7 5/16	7 5/16	7 5/16
100	8 3/8	8 7/8	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
100	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
100	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
100	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16
100	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16
100	13 1/16	13 1/16	13 1/16	13 1/16	13 1/16	13 1/16	13 1/16	13 1/16
100	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16
100	15 1/16	15 1/16	15 1/16	15 1/16	15 1/16	15 1/16	15 1/16	15 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

صلى الله عليه وسلم

BOURSE DU 6 SEPTEMBRE

Comptant (selection)

SICAV (selection)

5/9

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franchise	VALEURS	Emission	Franchise	VALEURS	Emission	Franchise	VALEURS	Emission
Obligations						Étrangères													
Emp. 6,80 % 77	122 85	2 858	C.I. Maritim	778	Magnat S.A.	...	455	Vinc.	A.A.A.	1005 08	1078 13	France-Quatre	288 38	287 84	Petitjean Rénale	177 47	173 99		
8,80 % 76/77	107 66	1 804	Chaux (B)	2080	Mandarine Parc	...	455	France Ind. S.A.	Activa	250 71	244	France Ind. S.A.	116 12	117	Pavot	707 72	689 09		
10,80 % 75/76	106 10	0 059	Chaux (B)	1380	Mind Delyé	...	455	Activa France	Activa France	696 95	694 77	France-Invest	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
13,20 % 10/70	108 03	3 448	Cogit	...	142	Min.	452	Activa sélection	Activa sélection	696 95	694 77	France-Obligat.	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
15,20 % 62/70	102 20	10 475	Colpa	805	Navig. Ind. del.	...	452	Activa Ind. (ex-CP)	Activa Ind. (ex-CP)	697 21	695 09	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
16 % 6/70	104 95	3 201	Colpa Ind.	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	1294 30	1292 34	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
14,80 % 70	107 70	7 880	C.I.P.	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
13,40 % dte. 83	116 75	9 930	C.I.P.	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
12,20 % oct. 84	106 45	11 538	C.I. Ind. (ex-CP)	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
11 % 76/77	116 10	5 837	C.I. Ind. (ex-CP)	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
10,20 % 76/77	109 05	5 009	C.I. Ind. (ex-CP)	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
OAT 10 % 2000	110 35	2 245	C.I. Ind. (ex-CP)	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
OAT 8,50 % 1997	108 55	2 262	C.I. Ind. (ex-CP)	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
OAT 8,00 % 1996	106 30	5 880	C.I. Ind. (ex-CP)	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
Ch. France 3 %	...	...	C.I. Ind. (ex-CP)	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
CMG Bourse june. 82	97 28	1 804	C.I. Ind. (ex-CP)	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
CMG Paris	102	1 804	C.I. Ind. (ex-CP)	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
CMG 10 %	102	1 804	C.I. Ind. (ex-CP)	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
CMG june. 82	97 28	1 804	C.I. Ind. (ex-CP)	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
FTT 11,20/85 85	110 40	7 871	Equi-Strasbourg	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
CHF 10,30/86 86	106 40	5 814	Equi-Strasbourg	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
CHF 11,20/85 85	106 40	2 898	Equi-Strasbourg	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
CHF 10,50/86 86	106 40	5 814	Equi-Strasbourg	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
CHF 10,50/86 86	111 15	6 373	Equi-Strasbourg	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
CHF 10,50/86 86	...	...	Equi-Strasbourg	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
CMG 6 % june. 82	...	...	Equi-Strasbourg	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
D.S.E. 5 % oct. 83	3680	...	Equi-Strasbourg	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
Méridionale 10,5 % 77	...	...	Equi-Strasbourg	...	142	Navig. Ind. del.	452	A.S.F. Ind. (ex-CP)	A.S.F. Ind. (ex-CP)	690 41	675 57	France	470 00	469 02	France-Invest	233 52	230 05		
VALEURS						Hors-cote													
Agache (Bd. Fin.)	1046		Agache (Bd. Fin.)	1046		Agache (Bd. Fin.)	1046		Agache (Bd. Fin.)	1046		Agache (Bd. Fin.)	1046		Agache (Bd. Fin.)	1046		Agache (Bd. Fin.)	1046
A.G.F. (St. Cote)	1010		A.G.F. (St. Cote)	1010		A.G.F. (St. Cote)	1010		A.G.F. (St. Cote)	1010		A.G.F. (St. Cote)	1010		A.G.F. (St. Cote)	1010		A.G.F. (St. Cote)	1010
Appl. Hydram.	1081		Appl. Hydram.	1081		Appl. Hydram.	1081		Appl. Hydram.	1081		Appl. Hydram.	1081		Appl. Hydram.	1081		Appl. Hydram.	1081
Admir.	382		Admir.	382		Admir.	382		Admir.	382		Admir.	382		Admir.	382		Admir.	382
Admir. (Bd. Fin.)	245 50	4	Admir. (Bd. Fin.)	245 50	4	Admir. (Bd. Fin.)	245 50	4	Admir. (Bd. Fin.)	245 50	4	Admir. (Bd. Fin.)	245 50	4	Admir. (Bd. Fin.)	245 50	4	Admir. (Bd. Fin.)	245 50
Admir. (Bd. Fin.)	1000		Admir. (Bd. Fin.)	1000		Admir. (Bd. Fin.)	1000		Admir. (Bd. Fin.)	1000		Admir. (Bd. Fin.)	1000		Admir. (Bd. Fin.)	1000		Admir. (Bd. Fin.)	1000
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589
Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357		Admir. (Bd. Fin.)	357
Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	589		Admir. (Bd. Fin.)	

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 La difficile face-à-face inter-allemand. 3 Afrique du Sud : protestation contre les élections. - Le sommet des pays non alignés à Belgrade. 4-5 La lutte contre le trafic de drogue : le plan du président Bush.	7 M. Giacard d'Esting face à la fronde de MM. Léotard et Méhaignerie. - La préparation du congrès du PS. - Elections sénatoriales : épreuve de force entre M. Vigouroux et le PS dans les Bouches-du-Rhône.	8 Un entretien avec le directeur général de la gendarmerie. 10 La rentrée scolaire. - SPORTS : Prost chez Ferrari ; le match nul de l'équipe de France de football en Norvège.	14 La quarante-anniversaire du cinéma à Venise. LETTRES 11 La mort de Georges Simenon.	24 Le projet de loi d'aide aux ménages surendettés. 25 La succession de M. Francis Bouygues. 26 Le mécontentement des fonctionnaires des finances. 28-29 Marchés financiers.	Abonnements 7 Annonces classées 19 à 23 Carnet 14 Météorologie 13 Mots croisés 13 Radio-télévision 13	Tout sur la Bourse 3615 tapes LEMONDE Les offres d'emploi du Monde 3615 tapes LM

L'accident d'un Boeing de la Varig

Les rescapés de l'Amazonie

Quarante-six des cinquante-quatre personnes — toutes de nationalité brésilienne — qui se trouvaient à bord du Boeing 737 de la Varig ont survécu à l'atterrissage d'urgence qu'a dû effectuer l'appareil, dimanche soir 3 septembre, dans la jungle amazonienne, au nord-est de l'État du Mato-Grosso (le Monde du 8 septembre).

Le Boeing a été localisé grâce au témoignage de quatre d'entre eux qui, après deux heures de marche dans la forêt, ont pu gagner une ferme et donner l'alerte. Pour aider les survivants à attendre les secours, des vivres et des médicaments ont été largués, mardi 5 septembre, par un avion militaire. Les opérations de secours devaient être terminées mercredi.

Dimanche, à la tombée de la nuit, le commandant de bord avait annoncé par radio que des instruments de navigation étaient en panne et qu'il ignorait où il se trouvait. Il avait alors tenté un atterrissage de fortune dans une clairière aperçue à la lueur d'un incendie de forêt.

Les Etats-Unis évacuent leur ambassade à Beyrouth

BEYROUTH
de notre correspondant

L'ambassadeur des Etats-Unis et les quelques autres diplomates américains encore en poste au Liban l'ont quitté, mercredi 6 septembre à l'aube. Ils ont été évacués par trois hélicoptères de l'aéronavale américaine, qui sont venus les cueillir à l'ambassade après que celle-ci eut été littéralement assiégée, la veille, par une manifestation qui avait tourné au blocus. « Nous voulons faire goûter aux Américains la saveur du blocus », avait dit le meneur du mouvement, le journaliste Gebran Ghasan Tueni, « nous », convaincu, promettant une escalade quotidienne dans l'état de siège : « Nous les ferons souffrir à petit feu », avait-il dit.

Selon certaines informations, l'ambassadeur, M. John McCarthy, avait quitté l'ambassade dès la veille par une porte dérobée avant l'arrivée des manifestants, avec la poignée de fonctionnaires américains encore sur place. Quoi qu'il en soit, il ne s'y trouvait pas mercredi à l'aube et il ne l'a regagnée, venant de sa résidence à Yarzé, que pour se faire évacuer par

hélicoptère. Les autorités libanaises n'ont été avisées qu'indirectement : M. McCarthy avait rendez-vous à midi avec le secrétaire général aux affaires étrangères, M. Farouk Abiella. A 10 heures, celui-ci était informé par le secrétaire (libanais) de l'ambassade que le rendez-vous était décommandé et qu'il viendrait, en lieu et place, lui remettre une lettre de M. McCarthy.

Un premier contingent de diplomates américains serait même parti préventivement immédiatement après la virulente diatribe du général Aoun, samedi dernier, contre Washington, qu'il accusait d'avoir « vendu le Liban à la Syrie » (le Monde du 5 septembre). Les Etats-Unis avaient fait savoir à l'avance qu'ils riposteraient à toute attaque contre leur politique et, encore plus, contre leur ambassade, en fermant celle-ci et en se désintéressant totalement du Liban. Pour l'instant, la fermeture n'est pas officielle. Mais il n'y a plus de diplomates américains sur les lieux, seulement des gardes de sécurité retranchés derrière des fortifications et des barbelés, mis en place à l'origine — ironie du sort ! — contre

les attentats des intégristes chiites qui étaient venus attaquer l'ambassade américaine (avec un camion-suicide) jusqu'au cœur du réduit chrétien où elle s'était réfugiée en 1983.

Un premier sit-in de près de deux mois s'était déjà déroulé en avril-mai devant l'ambassade américaine, mais c'était alors dans une atmosphère bon enfant et dans un contexte moins chargé d'émotion.

Ces développements surviennent alors que des informations de source égyptienne font état d'une reprise prochaine des travaux du trépan arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite), qui serait annoncée dès jeudi. On s'attendait cependant à Beyrouth avec beaucoup de prudence, voire de scepticisme, cette nouvelle. D'autant plus que la situation sur le terrain demeure très instable.

Ainsi en pleine nuit, mercredi, alors que tout était calme et que la ville dormait depuis un bon moment déjà, les canons se sont brusquement mis à tonner de nouveau, de part et d'autre, avant de se taire à 4 heures.

LUCIEN GEORGE.

Sur le vif

Jospin collé

Non, mais c'est pas vrai ! Vous avez vu ce qu'ils ont fait ? Ils ont viré le président du jury du CAPES d'espagnol pour excès de sévérité. Ça se voit, ça se voit, le barbe follement haut, à un niveau vertigineux. Fallait 6,35 sur 20 pour être reçu, alors qu'en math, science exacte, avec un petit 6,5 vous passiez les doigts dans le nez. Ouais, il était l'autre soir, à « l'heure de vérité », Jospin-Jaspine par ces pédants d'agréés « excessivement sélectionnistes ».

Pourquoi 6 et pas 3 ? Quand on a 488 postes à pourvoir et 750 candidats à avoir réussi l'école on en élimine pas les deux tiers à l'oral sous prétexte que la langue parlée, connaissent pas. On fait preuve d'un peu d'indulgence en les invitant simplement à s'exprimer par signes et à faire cours la crêpe à la main. Le tableau noir c'est pas fait pour les chiens.

Enfin à quoi ça ressemble, ces exigences pointilleuses, tortillonnées ? Il s'agit de savoir ce qu'on veut. Si c'est plus de profits, suffit d'abaisser le niveau au lieu d'augmenter le salaire. Tiens, à propos, on lui a

demandé, à Jospin-Jaspine, combien ça pouvait bien toucher un certifié. Aucune idée ! Il a séché encore plus lamentablement que les rucalisés au CAPES. M'sieur le ministre de l'Éducation nationale. Je dois dire, il avait de ces questions, le con ! Il aurait aussi bien pu lui demander, pendant qu'il y était, combien il payait sa femme de ménage, pardon son maître d'hôtel ! Je vais vous le dire, moi : 7 500 balles par mois, moins qu'un élève de l'ENA pendant ses études. Non, pas l'employé de maison, l'employé de lycée.

C'est pas rien ! Surtout quand on sait à quel prix ils s'attachent dans le privé, les jeunes diplômés. De 250 000 à 400 000 F par an ! C'était marqué hier dans le Monde. Evidemment faut être sorti d'une bonne école. L'année d'après, ça pour y renouer, faut être sorti d'un lycée. Alors si les lycées, plus un prof veut y aller, la filière se morfond vite la queue, la queue devant l'ANPE.

CLAUDE SARRAUTE.

L'interpellation à Paris de membres présumés des Brigades rouges

Des arrestations jugées « importantes » par les autorités italiennes

Les cinq ressortissants italiens, trois hommes et deux femmes soupçonnés d'appartenir aux Brigades rouges et interpellés samedi 2 septembre à Paris (le Monde du 6 septembre), ont été présentés au parquet de Paris, mercredi 6 septembre, qui a requis l'ouverture d'une information confiée au juge Jean-Louis Brugère.

Tamara Dell'Omo, vingt-trois ans, Nicolas Bortone, trente-trois ans, et Gino Guitti, trente-cinq ans, travaillaient au nord des pizzas de la capitale ; Carla Vendetti, trente et un ans, et Simonetta Giorgini, trente-trois ans, sont considérées par la police comme plus impliquées dans l'action politique. Tous sont soupçonnés d'appartenir à la branche « internationale » des Brigades rouges, également désignée sous le nom de Parti communiste combattant (PCC), par opposition à la branche « nationale », minoritaire au sein des Brigades rouges, connue aussi sous le sigle d'Unité communiste combattante (UCC). Les deux groupes sont issus d'une scission survenue durant l'automne 1984 après plusieurs arrestations importantes opérées par la police italienne. Les ressortissants alors affrontés sur la tactique à suivre, l'UCC reprochant au PCC son orthodoxie légaliste et sa tendance à « militarisme ». De fait le PCC, dont les liens avec la Rote Armee Fraktion allemande (RAF) et l'action directe étaient notoire, s'était basé dans plusieurs attentats spectaculaires, revendiquant notamment la tentative d'assassinat, le 10 février 1986, de Lando Conti, maire républicain de Florence, et le meurtre du sénateur démocrate-chrétien Roberto Ruffilli, tué le 16 avril 1988, à Bologne, de trois balles en pleine tête. En février 1987, à Rome, le PCC avait également attaqué un fourgon blindé, tuant deux policiers et raflant 2 milliards de lires (10 millions de francs français).

Les arrestations opérées à Paris sont considérées comme « importantes » par la police italienne, qui semble s'avoir pas tardé à diffuser les résultats de l'opération, au risque, regrette-t-on à Paris, de compromettre d'éventuels prolongements. Quoi qu'il en soit, les milieux policiers italiens estiment que leurs homologues français ont mis la main sur une structure importante de la nouvelle génération des Brigades rouges formée de jeunes gens jusqu'alors peu connus, voire inconnus. Mis à part Simonetta Giorgini, qui paraît avoir déjà été inculpée pour association de malfaiteurs, aucune des personnes interpellées ne semble jusqu'à présent avoir été condamnée. Toutes, cependant, étaient activement recherchées pour avoir été vues avec des individus soupçonnés de terrorisme ou pour leur participation supposée à des actions armées.

En collaboration avec la police italienne, qui a installé à Paris, au ministère de l'Intérieur, plusieurs officiers de liaison, les renseignements généraux de la préfecture de police travaillent depuis plusieurs mois sur la

possible présence à Paris de ces suspects. Mais ce n'est que récemment, après l'arrestation dans les environs de Genève de Franco La Maestra, vingt-neuf ans, membre présumé des Brigades rouges, qui tentait de pénétrer en Suisse, puis après celle, le 1^{er} septembre à Rome, de Giuseppe Armanio, autre brigadiste présumé résidant habituellement en France, que les policiers français ont réussi à localiser avec précision ceux qu'ils recherchaient. Trois d'entre eux devaient être arrêtés par la Brigade de recherche et d'intervention et par la Brigade criminelle dans un appartement du faubourg Saint-Antoine, dans le douzième arrondissement ; Gino Guitti était arrêté dans un hôtel des grands boulevards ; Carla Vendetti, au moment de son arrestation, avait sur elle un pistolet 7,65 avec une balle engagée dans le canon était, pour sa part, interpellée dans un appartement de la rue Héloïse, dans le dix-septième arrondissement.

Dans l'appartement du douzième arrondissement, les enquêteurs ont saisi cinq cents cartouches de trois calibres différents, trois gilets pare-balles, des bombes lacrymogènes et une documentation de quelque deux mille feuillets. Des copies des revendications — signées conjointement par le PCC et la RAF — du meurtre de Roberto Ruffilli et de la tentative d'assassinat, le 29 septembre 1988, à Bonn, de M. Hans Tietmeyer, secrétaire d'État ouest-allemand aux finances, figuraient parmi les documents trouvés. Une comptabilité et des plans de repérages en Italie ont également été saisis.

Dans l'appartement de la rue Héloïse, les enquêteurs ont découvert des faux papiers ainsi que du matériel permettant d'en fabriquer. Les enquêteurs estiment que les brigadistes présumés préparaient des hold-up pour financer leur activité.

GEORGES MARION.

« Look » américain, production française

M6 fait le pari de la jeunesse

Tout public elle était, tout public elle demeure. Mais M6, qui donnait, il y a quelques mois, des signes d'essoufflement, est repartie de l'avant. Ses cent trente-neuf émissions lui permettent aujourd'hui de desservir 71 % des Français (63,5 % d'entre eux la reçoivent effectivement). Son audience, après avoir plafonné deux trimestres durant, recommence à croître, lentement mais sûrement : la chaîne a, pour la première fois en août, dépassé les 7 % de parts du marché en moyenne.

Un essor dont son PDG, M. Jean Drucker, qui s'exprimait mardi 5 septembre devant la presse, espère bien qu'il se traduira par des rentrées publicitaires satisfaisantes (il table sur 500 millions de francs de recettes cette année, le double de l'an dernier). Les raisons de ce retour en forme ? M6 a, semble-t-il, trouvé un public à qui parler : les jeunes de quinze à trente-quatre ans qui forment, aujourd'hui, le noyau dur de son public. Trois nouvelles séries à succès aux « États-Unis », « Roseanne », « Les années coup de cœur », et surtout « Murphy Brown », rejoindront dans la grille le « Cosby Show », « Madame est servie », et « Magnum ». Deux nouveaux animateurs, Roxanne (l'ex-Rock Report, d'Antoine de Caunes), et le faustiste suisse noir américain Alan Bouc, joueront sur le même ton. La première animera les mercredis après-midi ; le second, les dimanches de 17 à 20 heures avec « Trop tard pour la sieste », un cocktail de sketches et de séries, la reprise de « Top of the Tops », de la BBC et, pour finir, « Culture pub » (ex-« Ondes de choc »), le magazine de Christian Blachas.

Alors, américaine M6 ? Pas seulement. L'ébène exemplaire du paysage audiovisuel met aussi l'accent

sur la diffusion d'œuvres françaises. Dès la mi-octobre, la chaîne consacrera une soirée par semaine — à 20 h 30 — à des fictions originales dont elle est coproductrice : « Les jumeaux de la Révolution » (déjà diffusé sur Canal Plus), une nouvelle version du « Saint », et surtout une grande série policière, « Cadavres exquis », d'après les nouvelles de Patricia Highsmith, tournée par des réalisateurs comme Sam Fuller ou Maurice Dugowson.

Tous les mercredis, la chaîne ouvrira une case documentaire à 22 h 30, qui débutera le 27 septembre avec « Des hommes dans la guerre » (une coproduction à laquelle participe la BBC et LMK, la filiale audiovisuelle du Monde) et se poursuivra avec « Hôtel Terminus », de Marcel Ophüls. Côté magazine, enfin, le « Club 6 », de Pierre Bouteiller devient hebdomadaire (le samedi à 22 h 30), « Turbo » et « Le glaive et la balance », de Charles Villeneuve, se poursuivront sous une forme améliorée. Bref, une grille qui se veut « jeune, moderne, branchée », obscurément par la virulence polémique (le Monde daté 3-4 septembre) ayant opposé, tout récemment, le PDG Jean Drucker à Philippe Meyer, dont l'émission consacrée à la musique classique « Revenez quand vous voulez » est définitivement supprimée.

Mais, visiblement, ce n'était pas cette affaire-là qui tenait le plus à cœur au PDG, mais bien celle de la « sur-régulation » infligée par les pouvoirs publics aux chaînes de télévision. « Si l'on nous dit de produire plus, de réinventer nos recettes dans la production, je dis oui ; mais à condition que l'excès de réglementation ne nous ruine pas ».

P.A.G.

Une cérémonie à la mémoire d'Hubert Beau-Méry

La direction du Monde fera célébrer, le lundi 11 septembre à 18 heures, en l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris (4^e), un service à la mémoire d'Hubert Beau-Méry, fondateur du journal, décédé le 6 août dernier. Frère Roger, prieur de Taizé, interviendra au cours de la cérémonie.

● Carmel d'Auschwitz : le grand rabbin de France en appelle au pape. — M. Joseph Struk a demandé, mercredi 6 septembre sur Europe 1, que « la parole donnée par l'Église catholique à propos du déniement des religions à Auschwitz soit tenue ». Le grand rabbin de France a estimé qu'il est impensable que le pape ne dise rien. Ce n'est pas une affaire polonaise. C'est un conflit latent qui dure depuis deux mille ans et dont nous pensions être sortis depuis une vingtaine d'années.

Le numéro de « Monde » daté 6 septembre 1989 a été tiré à 517 220 exemplaires

Approuvé par M. Mitterrand

M. Rocard rappelle à l'ordre les membres de son gouvernement

M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, a indiqué qu'à la fin du conseil des ministres, mercredi 6 septembre, M. Michel Rocard a affirmé : « Les débats de la démocratie ont leurs vertus et leurs exigences, mais ce qui fait désaccord entre ministres doit être évoqué dans les réunions inter-ministérielles ou autour de la table du conseil des ministres. Toute décision gouvernementale prise ne saurait être publiquement remise en cause ».

M. Le Pen a ajouté que le président de la République a approuvé son « approbation » aux propos de M. Rocard.

La cacophonie ministérielle a été telle ces jours derniers que M. Michel Rocard n'avait que l'embaras du choix pour trouver un motif au rappel à l'ordre qu'il a adressé à ses ministres, lors du conseil du mercredi 6 septembre. Les universités d'été socialistes de la semaine dernière ont vu, en effet, un florilège de « petites phrases » émanant de ministres apparemment peu soucieux de solidarité gouvernementale.

C'est cette multiplication de critiques publiques qui a déterminé M. Rocard à intervenir. Encore qu'il faille opérer une distinction entre les dérapages des uns et ceux des autres. Ainsi M. Rocard ne jurerait-il pas vraiment rigueur à M. Jospin de sa polémique avec M. Paul Quilès à propos du rapport Prévoit sur l'avenir des PTT. D'abord parce que le ministre de l'Éducation nationale s'en est expliqué lundi 4 à « l'heure de vérité » d'A2, ensuite parce que cette discussion portait sur un rapport, non sur des décisions gouvernementales.

Tout différent est le cas des ministres qui, la semaine dernière, de Rioult à Lottudy, en passant par Orange, ont copieusement critiqué le politique et l'action du chef du gouvernement. Bien que son entourage se refuse à citer des noms, il semble évident que M. Michel Delbarre, qui avait parlé de « déficit social », est visé, et surtout M. Jean-Pierre Chevènement. Matignon n'a visiblement pas digéré les remarques du ministre de la défense et de ses amis sur une présumée contagion de M. Rocard par l'« individualisme libéral ».

Encore admet-on dans l'entourage du premier ministre que le rappel à l'ordre de mercredi est mesuré — « soft » en langage rocardien — car le « climat » s'était, dit-on, amélioré depuis trois jours. Si l'ambiance était restée ce qu'elle était à la fin de la semaine dernière, le rappel à l'ordre, ajoute-t-on, aurait été plus « hard ».

Matignon espère maintenant que les observations du premier ministre tiendront lieu de « solide de tout compte » pour des ministres redevenus « raisonnables ».

Ces observations sont bien entendues renforcées par « l'approbation » émise par M. François Mitterrand à son premier ministre — qui l'avait très certainement informé

de ses intentions pendant leur entretien, qui, comme tous les matins, a précédé le conseil.

Ainsi considère-t-on à Matignon que le premier ministre, en quelques jours, a diffusé les messages nécessaires : lundi sur RMC, en direction des socialistes, rappelés à la dure nécessité de ne pas faire « sauter la caisse » ; mercredi, dans le lieu adéquat — en conseil — en direction des ministres, rappelés aux impératifs de solidarité attachés à leur fonction.

An demeurant, Matignon précise que si, comme il l'a dit, M. Rocard entend pas faire régner la « discipline » dans le fonctionnement de la démocratie, cette tolérance, valable pour les militants, ne s'étend pas aux ministres.

J.-L. A.

MM. Harlem Désir, Marcel Rigout, Roger Leray nommés au Conseil économique et social

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 6 septembre, les quarante personnes qualifiées désignées par le gouvernement au Conseil économique et social (CES). Parmi ces personnalités figurent près d'une moitié de nouveaux membres dont M. Gilbert Beaux, proche de M. Barre, qui appartient à la direction de la Générale occidentale. M. Gérard Collob, ancien député socialiste de Lyon, proche de M. Manroy, ancien député socialiste, et M. Roger Leray, ancien grand maître du Grand-Orient de France.

D'autre part, le conseil a examiné un décret instituant une commission d'évaluation du revenu minimum d'insertion. Composée de neuf membres, elle sera présidée par M. Pierre Vanlerberghe, chargé de la gestion des cadres de la société Saint-Gobain, président du groupe Échanges et projets et ancien syndicaliste CFDT.

En RFA

La fusion entre Daimler et MBB est autorisée

M. Helmut Haussmann, ministre de l'Économie de la RFA, a autorisé, sous condition, la fusion entre le géant industriel Daimler-Benz et le constructeur aéronautique Messerschmitt — Boelkow-Blohm (MBB). Cette décision sans appel donnera naissance à un géant de quelque 80 milliards de DM (272 milliards de francs) de chiffre d'affaires.

A B C D E F G H

سكنا من الامل

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



JEAN-CHRISTIAN BOURCART

« MYSTERY TRAIN », UN VOYAGE DANS LA TÊTE DE JIM JARMUSCH

Les cheveux blancs de la jeunesse

Très jeune, sans une ride sous ses cheveux blancs, vêtue de gris anthracite et de noir — chemise et cravate assorties. — Jim Jarmusch s'est beaucoup montré à Paris. Bien qu'il reste fidèle à son style de vêtement — dont il semble faire éternellement recopier le même modèle, — il a assisté à presque tous les défilés mode homme pour le printemps prochain. En fait, il a simplement profité d'être à Paris pour le lancement de son film *Mystery Train* (qui sort le 6 septembre). D'autre part, ses amis John Malkovich et John Lurie défilent ; Jim Jarmusch demeure au moins aussi fidèle à ses amis qu'à son style de vêtements.

Le cinéma de Jarmusch, *Stranger than Paradise* et *Dawn by Law* en noir et blanc, avant *Mystery Train*

en couleurs, repose sur les glissements progressifs de la raison, à partir de petits faits très simples, d'une logique imparable, mais que ses personnages ne comprennent pas bien. Soit qu'ils n'y fassent pas attention, soit qu'ils débarquent et ne connaissent pas la langue du pays. Jim Jarmusch, qui voyage beaucoup en Europe et ne parle qu'anglais, sait l'étrange plaisir éprouvé à se promener comme invisible, car le brouhaha qui vous entoure ne peut vous atteindre, on l'entend tout juste comme un assemblage de sons.

Jarmusch-le-silencieux parle de *Mystery Train*, une histoire dans laquelle trois fois le temps se retourne sur lui-même et se redépêche. Au même endroit, le

même temps vécu trois fois par trois groupes de personnes aussi différentes qu'on peut l'être. Trois groupes regardés avec l'ironie et le sérieux des enfants qui démontent le mécanisme d'un jeu électronique auquel les parents sont imperméables.

« Je suis, dit-il au conteur des temps modernes. » Un rêveur en tout cas, prenant son temps en une époque de stress et de compétition forcée. On a l'impression que rien ne viendra jamais entamer son flegme. Ce n'est pas de l'indifférence ni de la passivité. C'est la sagesse de celui qui a devant lui, et il le sait, l'éternité de la poésie. (Lire pages 32 et 33.)

COLETTE GODARD.

CINÉMA
Effets
de cape

34



Presque cinquante ans après sa naissance dans les rues de Gotham, le mythe de l'homme chauve-souris qui veille la nuit sur la ville peut enfin prétendre à l'universalité grâce à la puissance du marketing hollywoodien. Mais au commencement était le comics et — sous la « batmania » déferlante — on peut même voir un film.

MUSIQUES

37

Des voix résonnent
sous les arches



MICHEL BAULET

L'abbaye de Royaumont abrite une fondation culturelle et consacre une part importante de ses activités à la musique. Du 8 au 10 septembre, elle accueille une session consacrée aux « Voix nouvelles » et à « Une autre Amérique ». Un passionnant chassé-croisé entre des voix et des œuvres inconnues. Une visite s'impose.

ARTS

38

Beaubourg
sort ses galeries



C'est la rentrée des galeries d'art, en particulier dans le quartier Beaubourg, où plusieurs vernissages auront lieu samedi 9 septembre. Au programme figurent les œuvres récentes de François Morellet, dont une des spécialités est de jouer avec la géométrie et les nombres.

Jim Jarmusch : « Aucune histoire ne m'émeut »

La vraie vie
des fantômes

Les Français montent
dans le « Mystery Train »
de Jim Jarmusch
deux mois avant le reste du monde ;
et retrouvent le vieux rituel
de la sortie en salle unique.

Un train fantôme, c'est toujours et avant tout un lieu mouvant où le temps change de dimension, se replie bizarrement et, parfois, se recoupe comme une pâte brisée. Les deux jeunes Japonais qui voyagent en train vers Memphis, Tennessee, dans le premier volet (*Loin de Yokohama*) du film de Jim Jarmusch en font l'expérience. Elle s'appelle Mitzuko (Youki Kudoh), elle est pétulante et sensuelle ; lui, c'est Jun (Masatoshi Nagase), dix-huit ans, impassible et beau, très habile dans le maniement du briquet Zippo. Ils viennent visiter les sanctuaires d'Elvis Presley, sa maison, Graceland et les Studios Sun où il enregistra ses premiers succès. Dès leur arrivée, ils ne savent plus s'ils sont deux heures en avance ou en retard : « Il y a un décalage horaire en Amérique », dit Jun. Pourtant, la machine infernale de Jim Jarmusch est réglée à la seconde près.

Ils marchent dans une Memphis presque en ruine, aux teintes délavées, pastel, et descendent à l'Arcade Hotel, où le portier (Screamin' Jay Hawkins, le bluesman légendaire en personne) et son groom (Cinqué Lee), que le portier décrit comme « un chimpanzé avec des pattes de moustique », discutent d'un grave problème : au moment de sa mort, s'il avait été sur Jupiter, combien Elvis aurait-il pesé ? Deux cent quatre-vingt-quatre livres.

Jun et Mitzuko s'installent dans leur chambre, font l'amour, fument et méditent sur cette drôle de ville (« C'est comme Yokohama avec 60 % des maisons en moins »). À la radio, ils entendent Elvis chanter *Blue Moon*. Au matin, quelque part dans l'hôtel, un coup de feu assourd.

Jim Jarmusch fait descendre sur l'écran un deuxième titre, *Un fantôme*, et l'on pense avoir affaire à un film à sketches dans la tradition classique. Une autre histoire commence en effet, à Memphis encore, avec une Italienne éplorée, fraîchement veuve, un peu paumée devant le cercueil de son mari. Elle ne peut



Youki Kudoh et Masatoshi Nagase.

pas rentrer avant le lendemain à Rome et doit donc dormir sur place. Dans un bar, un inconnu l'aborde et lui raconte une histoire à dormir debout sur Elvis, que l'on vous laisse déguster, une de ces nombreuses perles que Jarmusch insère dans son récit et qui lui donnent une démarche picaresque et funambule, à la manière du *Manuscrit trouvé à Saragosse*.

L'Italienne débarque à l'hôtel Arcade, se déclare légèrement « estrapassée » au portier qui lui propose de partager une chambre avec un voyageuse démunie. Le groom, de plus en plus moustique confondant, les installe, et la voyageuse démunie se révèle d'une loquacité quasi énurétique, raconte son histoire avec son petit ami anglais qu'on appelle Elvis, etc. Comme elle redoute le silence, elle allume la radio avant d'éteindre la lumière. On entend *Blue Moon* par Elvis Presley. Au matin, un coup de feu dans la maison. Du calibre 38, dit l'Italienne.

Nous ne dirons rien du troisième volet dans lequel on voit beaucoup et l'on disserte sur les mérites d'un vieux feuilleton télévisé, *Perdus dans l'espace* ; c'est une merveille apparemment décousue et qui noue, fil à fil, les mailles du récit. Ce n'est pas un des moindres plaisirs qu'offre *Mystery Train*, ces jeux de miroirs et d'illusions sur la fiction.

Mais ce qui l'emporte, avec l'humour et l'élégance habituelles de ce cinéaste magnifique, c'est un vertige mélancolique et délicieux sur ces vies qui se croisent, se poursuivent, filent en parallèle sans le savoir, se séparent tout à coup pour un rien, pour toujours. Ces



Jim Jarmusch.

univers de solitude, chacun dans sa bulle, qui parfois s'ouvrent sur la bulle d'un autre — mais pour combien de temps ? — et s'évanouissent, dispersés comme dans un courant d'air par la main de l'auteur. Ou par celle du maître de tout, le dieu du hasard, celui qui « fait bien les choses », à l'occasion, et vient d'offrir à Jarmusch la chance d'un très beau et très entêtant mystère.

M. B.

Jarmusch s'appuie plus volontiers
sur des acteurs fidèles
que sur de gros budgets.
Jeune homme en noir et blanc,
il explique la couleur
de ses rêves.

Un entretien
avec le cinéaste

« Comment est né « Mystery Train » ? »

— Comme toujours, j'ai d'abord pensé à des acteurs que j'aime, à des gens que je connais, avec qui j'avais envie de travailler, pour qui j'avais envie d'écrire des rôles. J'ai donc eu dans la tête la plupart des comédiens de *Mystery Train* avant de commencer à écrire l'histoire. Dont le tout début remonte au tournage de *Down By Law* et même un petit peu avant. J'avais commencé à écrire une pièce en un acte : deux jeunes amoureux passaient une nuit dans une chambre d'hôtel. Ils ne cessaient de se disputer. On pensait d'abord qu'ils n'avaient rien à faire ensemble et puis on s'apercevait que leur relation toute conflictuelle qu'elle soit était au contraire très positive. Ça m'a donné une idée... J'avais vu l'actrice japonaise Youki Kudoh dans plusieurs films. Je me suis dit, voilà c'est ça, je pourrais lui proposer quelque chose de ce genre. Et comme elle était japonaise, je me suis très naturellement posé la question, son amoureux ne devrait-il pas être japonais ? Ou, au contraire, d'une autre nationalité pour augmenter la hauteur de la barrière des langues... J'ai toujours aimé les difficultés de langage.

D'autre part, je voulais offrir un nouveau rôle à Nicoletta Braschi qui jouait dans *Down By Law*. Et j'avais envie de retrouver Screamin' Jay Hawkins avec qui je travaille depuis *Stranger Than Paradise*, et de proposer quelque chose d'important à Cinqué Lee... Que pouvaient donc faire tous ces gens-là ensemble ? Se rencontrer dans un hôtel !

Enfin, tandis que j'essayais de collecter ces idées un peu disparates, j'ai lu *The Wild Palms* de Faulkner. Une merveilleuse structure narrative que Faulkner lui-même n'avait pas désirée. Il avait écrit deux longues nouvelles. Son éditeur, refusant de les publier séparément (« pas assez gros pour faire un livre ») lui conseilla non seulement de les réunir dans un seul

Une sortie « théâtrale »

Les Américains appellent ça un *control freak*. Quelqu'un qui tient à décider du moindre détail de sa vie. Si c'est un réalisateur, il suivra son film dans chaque pays, contrôlant l'affiche, le sous-titrage, la distribution. En fait, il s'appelle Jim Jarmusch, le seul cinéaste américain à refuser qu'on double ses films. En mai dernier, pendant le Festival de Cannes, il recevait les acheteurs potentiels de *Mystery Train*. Il a rencontré Fabienne Vonner et Francis Boespflug, qui venaient de quitter MK2, la firme de Marin Karmitz, et préparaient la création de leur propre société avec le producteur Michel Seydoux.

« Nous étions parfaitement désintéressés, se rappelle Fabienne Vonner. Nous n'avions pas encore de nom et nous ne pensions pas commencer aussi tôt. Nous lui avons expliqué comment nous sortirions *Mystery Train* si... Un peu comme au théâtre, dans une seule salle, afin que tout le monde voie le même film dans les mêmes conditions. » Jarmusch, séduit, a accepté, et Pyramide, dernier-né des distributeurs français, s'est forcé — de bonne grâce — à sortir son premier film quelques mois avant la date prévue (la société devait faire ses débuts avec le prochain Louis Malle, le 30 janvier 1990), le 6 septembre, après les vacances, avant les films qui visent le même public comme *Sexe, mensonges et vidéo*, son concurrent heureux à Cannes. Et la France jouit du privilège d'une exclusivité mondiale, puisque le film n'est pas encore sorti aux États-Unis. Il s'agissait de refaire l'événement autour d'un film qui n'avait pas fait l'unanimité pendant le Festival, de « convaincre que c'est un bon Jarmusch », dit Fabienne Vonner. Pour cela, il fallait une affiche, que l'on a confectionnée à partir des cinq photos autorisées par Jarmusch, et un ensemble d'opérations qui rappellent plus le concert de rock que le lancement d'un film. À Paris, on peut retaper ses places au Virgin Megastore ou en gagnant en lisant la presse rock. En province, le film sortira dans dix-neuf grandes villes le 6 septembre, puis dans vingt autres villes, toujours en version originale. Au total, Pyramide dépensera 2 millions de francs, tirage des copies compris, pour la sortie du film.

Au centre du dispositif, il y a la salle parisienne choisie : le Max-Linder. L'équipe qui a renové la salle des grands boulevards et l'exploite depuis 1988 a sauté sur l'occasion, malgré les sacrifices qu'elle entraînait : « Bien sûr, ça voulait dire se priver de *Batman*, explique Brigitte Aknin, du Max-Linder, mais ça fait si longtemps que nous répétons qu'une salle comme la nôtre ne devrait pas être cantonnée aux *Batman* et *Indiana Jones*. »

Le premier soir, Jim Jarmusch devrait être à l'entrée de la salle pour saluer ses spectateurs. Le réalisateur n'accepte pas les pourboires.

T. S.

V.O. : MARGNAN - 7 PARNASSIENS - PATHÉ HAUTEFEUILLE
FORUM HALLES - GAUMONT ALÉSIA
14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE
V.F. : PATHÉ FRANÇAIS - REX - MONT-PARNASSE PATHÉ
GAMBETTA - FAUVETTE - GAUMONT CONVENTION
PATHÉ CLICHY - UGC LYON BASTILLE + Périphérie.

SÉLECTION FESTIVAL DE CANNES 1989

JERZY SKOLIMOWSKI
TIMOTHY HUTTON NASTASSJA KINSKI VALERIA GOLINO
Les Eaux Printanières
d'après le roman de IVAN TOULGUENIEV



WILLIAM FORSYTHE - URBANO BARBERINI
FRANCESCO DE SAIPO - JACQUES HERLIN
ANGEL RIZZOLI

V.O. : MARGNAN - 7 PARNASSIENS - PATHÉ HAUTEFEUILLE
FORUM HALLES - GAUMONT ALÉSIA
14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE
V.F. : PATHÉ FRANÇAIS - REX - MONT-PARNASSE PATHÉ
GAMBETTA - FAUVETTE - GAUMONT CONVENTION
PATHÉ CLICHY - UGC LYON BASTILLE + Périphérie.

SÉLECTION FESTIVAL DE CANNES 1989

JERZY SKOLIMOWSKI
TIMOTHY HUTTON NASTASSJA KINSKI VALERIA GOLINO
Les Eaux Printanières
d'après le roman de IVAN TOULGUENIEV



WILLIAM FORSYTHE - URBANO BARBERINI
FRANCESCO DE SAIPO - JACQUES HERLIN
ANGEL RIZZOLI

سكيا من الامم

CINÉMA

MÉCANIQUE INFERNALE

plus que celles que j'ai dans la tête »

volume mais de les mélanger, d'en alterner les chapitres. Ce qu'il fit, et adora faire.

— Votre famille d'acteurs est un peu comme une troupe de théâtre ?

— Vous savez, je ne suis pas le seul dans ce cas. Fassbinder, Godard, Scorsese, beaucoup de metteurs en scène aiment à travailler avec les mêmes gens. C'est très important.

— Votre « famille » comporte beaucoup d'étrangers... Et vos films parlent, par conséquent, le plus souvent de la difficulté de s'exprimer, d'aller d'un point à un autre, d'arriver quelque part... Si vous changez de famille d'acteurs, changez-vous de sujets ?

— Je ne sais pas. Je ne planifie pas mes projets et mes sujets. Ça arrive comme ça, par intuition. En tout cas, je n'ai pas l'intention de me priver des comédiens qui m'entourent actuellement, tout en accueillant de nouveaux éléments bien entendu. Pas plus que je n'ai envie de modifier mon équipe technique. Nous avons grandi ensemble, appris le métier ensemble, progressé ensemble. Mon ingénieur du son, par exemple, est un homme d'une grande culture, passionné de littérature, et c'est quelqu'un qui bien qu'ayant une fonction technique sur le plateau est un de mes interlocuteurs les plus précieux sur le plan esthétique. Je lui demande conseil quand j'ai un doute sur le dialogue... De nombreux techniciens pourraient désormais gagner beaucoup d'argent en travaillant avec quelqu'un d'autre.

— Pourquoi, vous les payez mal ?

— Non ! Je les paie au maximum de ce que mon budget peut supporter. Mais *Mystery Train* a coûté 2 800 000 dollars. Mon ingénieur du son pouvait très bien être envoyé sur un film à 15 millions de dollars ! Il a eu des offres.

— Vous aimeriez disposer de plus gros budgets ?

— Je pense souvent que les films ont trop d'argent... Tous les réalisateurs que vous interrogerez vous diront qu'ils ont manqué de temps, et c'est vrai que plus de temps signifie plus d'argent. Mais il ne faut pas, comme c'est le cas fréquemment, mettre en chantier un film sur le seul critère : « Combien ? ». Combien peut-on tirer d'argent d'un producteur ? Et, selon l'argent dont on dispose, nous ferons telle sorte de film. Notre approche est absolument à l'opposé de celle-ci. Nous avons établi le budget de *Mystery Train*

après que le script a été écrit. Ce budget correspondait à ce dont nous pensions avoir besoin pour faire le film. Nous l'avons respecté. La limitation, la contrainte me semblait la meilleure façon de travailler.

— *Stranger Than Paradise* a été un film très bon marché ?

— Vous voulez dire très pauvre ! Quand nous avons tourné dans ce petit motel, en Floride, toute l'équipe y logeait. Il n'y avait que quatre chambres. Nous n'avions pas assez de lits, chacun à notre tour nous dormions par terre.

— N'avez-vous jamais eu envie de tourner un scénario qui ne soit pas de vous ?

— J'en reçois beaucoup, mais aucune histoire ne m'intéressait autant que celles que j'ai dans la tête.

— Avez-vous déjà pensé à écrire un livre ?

— Pourquoi ? Le cinéma s'inscrit dans une très longue tradition littéraire, celle des conteurs d'histoires. Il y a eu la poésie épique, le théâtre. Puis le roman qui est un genre relativement récent, puis le cinéma, au vingtième siècle. C'est une extension du même processus. La littérature et le cinéma narratif sont des affluents d'une même rivière. Le livre, c'est le film.

— Un script est en soi une chose très laide, très pauvre, un schéma. Qui ne doit pas faire oublier qu'il est porteur d'une histoire. Dont on ne sait pas ce qu'elle deviendra, tant qu'on n'a pas le nom du metteur en scène. Si le script est signé Wenders, il contient déjà des images de Wenders. Ce n'est pas l'avis d'Hollywood, le metteur en scène compte à peine. Ce qui les intéresse, c'est de vendre un package, un assemblage d'ingrédients rentables.

— Quelles sont vos relations avec Hollywood ?

— Inexistantes. Je vis à New-York. Et quand je vais à Los Angeles, c'est pour y rencontrer des amis. Des peintres. Des musiciens. Le côté business de L.A. me déprime complètement.

— C'est pour ça que votre dernier producteur est japonais ?

— J'avais reçu une très étrange lettre après *Stranger Than Paradise* d'un homme qui disait : « J'aime votre film. Je voudrais prendre une bière avec vous.

J'habite Tokyo. » J'ai répondu : « Si vous passez par New-York, OK. » Dix jours après, il était là. On est devenus amis. C'était Kunijiro Hirata. Il travaillait chez JVC, il n'était pas producteur... Il l'est devenu. Pour *Mystery Train*. Un producteur de rêve.

— On vous a décerné au dernier Festival de Cannes le prix de la meilleure contribution artistique...

— Je n'ai pas idée de ce que cela signifie. C'est sûrement plutôt gentil. Mais ça révèle bien l'aspect commercial d'un grand Festival de cet ordre, qui doit servir d'instrument de promotion, et distribuer un maximum de récompenses. Si nous allons tous les trois au Louvre, comment décider quel est la toile la plus artistique ?

— Wim Wenders est votre ami. L'avez-vous revu depuis Cannes ? Avez-vous parlé avec lui de son rôle de président du jury et du palmarès ?

— Oui. Nous avons eu une discussion à propos de *Do The Right Thing*, de Spike Lee. Qui n'a rien eu. Et dont je pense que c'est un film extrêmement important. Pensez aux émeutes raciales, en ce moment à New-York... Le film n'apporte pas de réponse claire au problème des racismes. Il dit ce qui est, il vous expose à la figure. Spike Lee est revenu très amer de Cannes... Son absence au palmarès lui est apparue comme un désaveu.

— Personnellement, je n'ai jamais éprouvé ce genre d'amertume. Il faut que je vous avoue qu'en 1986, quand *Down By Law* était en compétition, le jour du palmarès, mon équipe et moi on s'est dit : « Bon sang, si le film a un prix, il va falloir s'habiller en pingouin. » On a été tellement soulagé de ne rien avoir, d'aller manger tranquillement entre nous au *Petit Majestic*... Et de boire un bon coup.

— Votre cinéma, de manière moins évidente que chez Spike Lee, est néanmoins politique.

— Bien sûr, je porte sur l'Amérique le regard d'un étranger, et il y a beaucoup de choses qui me déplaisent. Du reste, tout est politique en fait. Chez Spielberg, par exemple, on tient pour acquis que tout le monde est blanc, tout le monde appartient à la classe moyenne, et croit en Dieu. Que tout le monde pense que la famille est la structure la mieux adaptée au système capitaliste. Cette vision est purement poétique. Ce n'est pas la mienne.

— Bien que mes films ne soient pas des tracts politiques, ils ne tiennent en effet pas ces choses-là pour acquises. Ils montrent un autre côté de la société, des personnages qui ne courent pas après le succès, ils ne sont pas forcément chrétiens, blancs...

— Qu'est-ce qui motive votre choix de tourner en noir et blanc ou en couleurs ?

— Je rêve mes futurs films. Et comme tout le monde, je rêve en noir et blanc ou en couleurs. C'est tout à fait intuitif.

— Ça m'est égal si, a posteriori, on monte ces choix en partis pris esthétiques. Ou que l'on estime que le noir et blanc appartient au passé. La couleur n'a pas plus tué le noir et blanc que la photographie n'a tué la peinture.

— En revanche, les deux procédés entraînent des contraintes différentes. Robby Müller, mon chef opérateur, m'a appris beaucoup de choses à ce sujet. On ne choisit pas ses décors de la même façon, l'heure de la journée à laquelle on tourne. Le noir et blanc donne moins d'informations. Ce qui peut être un handicap, mais aussi une force.

— Dans la mesure où la couleur vous en dit beaucoup plus, elle est plus exigeante. Il faut tout sélectionner, de la teinte du papier peint à la nuance de la petite cuillère. Dans *Mystery Train*, l'accessoiriste à qui je demandais une paire de ciseaux m'en apportait cinq, de tous les bleus possibles.

— A l'extérieur — rouge — comme à l'intérieur, la valise que transportent les amoureux japonais est extrêmement colorée. J'avais demandé qu'en l'ouvrant on ait l'impression de regarder les entrailles d'un poste à transistor.

— C'est en effet très serré...

— A l'image du Japon. Où il y a si peu d'espace. Où les objets sont si petits et les rêves si grands...

— A propos, où sont vos racines ?

— Hollandaises, tchèques, allemandes. Comment appelle-t-on les chiens issus de croisements multiples. Des bâtards, je crois. »

Propos recueillis par
DANIELE HEYMANN
et MICHEL BRAUDEAU.

REPRISE DE « LA NUIT DU CHASSEUR », DE CHARLES LAUGHTON

L'ogre et le petit Poucet

Un faux prêcheur, assassin de veuves, poursuit deux enfants qui s'enfuient sur la rivière. L'unique film réalisé par Charles Laughton continue, diamant noir mystérieux, de nous fasciner.

Sous un ciel étoilé comme on n'en voit qu'au-dessus des crèches de Noël, une femme à cheveux gris lit à cinq enfants souriants le sermon sur la montagne : « Heureux ceux qui ont le cœur pur, car ils verront Dieu. » Et : « Méfiez-vous des faux prophètes. Ils viennent à vous en vêtements de brebis mais, au-dedans, ce sont des loups ravisseurs. Vous les reconnaîtrez à leurs fruits. »

Où sommes-nous ? Dans quel paradis, quel univers hors du temps ? Des vues aériennes révèlent un paysage de l'Amérique rurale, dans les années 30. Un homme en voiture sur une route poussiéreuse. Il est vêtu de noir, porte un chapeau à large bord. C'est un prêcheur itinérant, Harry Powell. Il parle seul : de veuves que le Seigneur lui donne, et dont il prend l'argent. « Seigneur, tu n'es pas contre l'assassinat : la Bible est pleine d'assassins. »

Ainsi fit son entrée, dans notre imaginaire, il y aura bientôt trente-cinq ans, le faux prêcheur fou, l'esprit du mal incarné par Robert Mitchum dans un film en noir et blanc réalisé par un autre acteur singulier, Charles Laughton : *La Nuit du chasseur*. Mitchum avec une tête de serpent, des yeux mi-clos, hypocrites, traversés de lueurs inquiétantes, une fossette au menton — réplique, peut-être, du pied fourchu du diable. Mitchum avec son couteau dont la lame est toujours prête à jaillir, pour le seul organe criminel. Mitchum qui porte, tatoué sur la main droite, le mot *love* (amour) et, sur la main gauche, le mot *hate* (haine). Mitchum qui grince des dents en gémissant lorsqu'il est contrarié, qui joue le ballet du bien et du mal en jouant des mains.

La Nuit du chasseur : le titre hante la mémoire des cinéphiles depuis 1955. Le film le plus insolite, le plus mystérieux, le plus fascinant d'un cinéma hollywoodien qui, l'ayant engendré par hasard (le producteur de théâtre Paul Gregory, ami de Laughton, avait ras-



Robert Mitchum et Billy Chapin.

semblé un budget de près de 1 million de dollars, grâce à United Artists, qui devait assurer la distribution), le rejeta comme une sorte de monstruosité.

L'accord s'était pourtant fait sur un roman de David Grubb, adapté fidèlement par James Agee. Oui, mais ce qui surgissait des images était pour Hollywood et pour le public aussi déplacé, aussi incongru, aussi terrifiant qu'aurait pu l'être, pour la nation entière, l'arrivée à Washington, devant la Maison Blanche, d'une soucoupe volante.

L'intrigue est simple. Pour se sortir de la misère, Ben Harper, qui habite dans une bourgade de la Virginie-Occidentale, a volé 10 000 dollars et, malheureusement, tué un homme. Avant d'être arrêté, il confie l'argent à son jeune fils, John (neuf ans) et à sa fille Pearl (cinq ans), qui jurent de garder le secret de

la cachette, même à une mère. Ben Harper est condamné à mort. En prison, il partage la cellule du prêcheur Harry Powell, qui purge une petite peine. Il parle en dormant. Suffisamment pour que le prêcheur comprenne qu'il a caché de l'argent quelque part.

Une fois libéré, il se fait admettre dans la famille Harper et séduit Willa, la veuve (jouée par Shelley Winters). Il l'épouse, lui impose une stricte abstinence sexuelle et cherche à faire parler les enfants. Pearl, aussi malléable que la poupée de chiffons qu'elle traîne partout, céderait facilement, mais John se pose en adversaire résolu de son « nouveau père ». Le prêcheur tombe le masque, tue Willa. Le frère et la sœur s'échappent, partent au fil de la rivière, pour un étrange voyage au bout duquel ils sont recueillis par la femme à cheveux gris des premières images, Rachel Cooper, la fermière. Ce n'est pas fini. D'une

certaine manière, cela commence, car le prêcheur a retrouvé leur piste.

Prêcheur-menteur-chasseur. Le mal, absolu. Mitchell génial, on l'a dit, mais à vous donner froid dans le dos. Les enfants, on l'imagine persécutés. Billy Chapin, en John, le petit garçon blond aux yeux graves, obsédé par la figure du père terrassé devant lui par les policiers. Le petit Poucet face à l'ogre, affamé de chair fraîche autant que d'argent, rêvant d'exercer sur le corps de l'enfant rebelle d'affreux sévices. Et Sally Jane Bruce (Pearl), petite image féminine ambiguë, protégée par le Poucet et attirée par l'ogre. A l'autre bout de la rivière, la nichée sur laquelle veille la fermière, Rachel (Lillian Gish, la douce interprète de Griffith), qui, pour défendre ses agneaux, n'hésite pas à prendre le fusil.

Le film baigne le plus souvent dans la nuit. Une nuit où il y a toujours trop d'étoiles, où passent des êtres en ombres chinoises, tel le prêcheur sur son cheval blanc, chantant le cantique de l'ogre. Une nuit traversée de bruits sourds, de cris d'animaux, du frémissement de la nature. Une nuit « expressionniste » dans certains plans, tel celui où Mitchum apparaît sous un réverbère devant la maison des Harper. Une nuit de veille avec Lillian Gish, armée, se balançant dans son rocking-chair. Et l'eau, ondoyante, au fond de laquelle gît Willa, dans sa voiture, la chevelure dénouée comme celle d'Ophélie. L'eau, principe maternel, guide les enfants jusqu'au port où les attend Rachel, seul rempart du bien contre un monde effroyable.

Les critiques français qui aimèrent le film à sa sortie citèrent, à son propos, le marquis de Sade et Lantreumont. Certes, Charles Laughton, acteur britannique, célébrité internationale, avait souvent interprété des personnages physiquement et moralement monstrueux, mais l'énigmatique réalisation visuelle de *La Nuit du chasseur*, fable aux ramifications freudiennes, diamant noir unique, tient sans doute au rêve de purité et de bonté qu'il portait en lui.

Charles Laughton, qui n'a réalisé que ce film, est mort en 1962, âgé seulement de soixante-trois ans. Robert Mitchum, l'imitable, en a aujourd'hui soixante-douze, et Lillian Gish, quatre-vingt-trois.

JACQUES SICLIER.

BATMAN ARRIVE LE 13 SEPTEMBRE

Plus « bat » que méchant

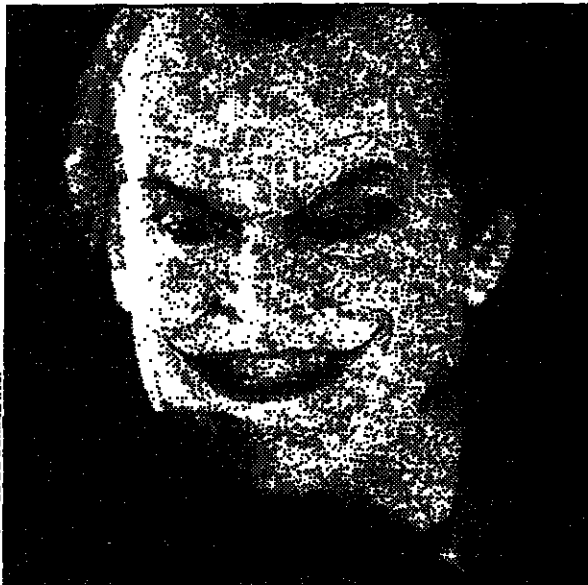
Sous les T-shirts, les badges, les cartables et les jouets, il y a aussi une bande dessinée quinquagénnaire, devenue un mythe sans cesse renouvelé, qui connaît son plus récent avatar avec le film de Tim Burton.

UN générique en plongée dans les courbes, les pleins et les déliés du blason de la Chauve-Souris et la salle, largement peuplée d'ados impatientes, crie « Batman ! ». D'entrée de jeu, la virtuosité esthétique l'emporte, nous volons vers Gotham City, une ville imaginaire comme Metropolis, obscure et scintillante, immense, avec ses bouches de vapeur et ses tours démesurées, futuristes et gothiques. Faut-il rappeler l'intrigue de cette bande dessinée fameuse ? Elle est cousue de câble noir (ce qui n'est pas forcément la loi du genre, comme le prouve d'abondance l'exceptionnelle invention onirique de la série des *Mandrake*) et sans surprise.

Dans Gotham, la ville de tous les dangers, la pègre règne, avec à sa tête Grissom (Jack Palance) et son très infidèle bras droit Jack Napier (Jack Nicholson). Héros ! pour les méchants, un justicier mystérieux sévit depuis peu, déguisé en chauve-souris, d'où son surnom de Batman. Deux reporters du *Globe*, Alexander Knox (Robert Wuhl) et la superbe Vicki Vale (Kim Basinger) mènent l'enquête, à la recherche des criminels autant que du justicier, et prennent en filature un

jeune milliardaire excentrique, Bruce (Michael Keaton), qui vit secrètement et sort plutôt de nuit.

L'histoire ne prend sa saveur qu'avec le plongeon de Jack Napier dans une cuve d'acide dont il ressort défiguré et balafré d'un monstrueux sourire de clown, plus démoniaque que jamais. Il se fait appeler le Joker et se déchaîne dans les meurtres les plus échevelés, effrayants et sadiques, de la poignée de main électrique qui carbonise l'adversaire au jet de vitriol caché dans l'orchidée de sa boutonnière, en passant par les gaz hilarants qui tuent les foules. Il met également au point un excellent



TIM BURTON © 1989 COMICS INC.

poison à base de cosmétiques divers qu'il répand dans toutes sortes de produits et dont l'effet le plus remarquable est de donner à ses victimes le même rictus blanc dont il est affligé. Il apparaît quand il veut à la télévision, massacre les musées (il se dit artiste du crime), assassine en dansant.

Un personnage attachant, somme toute, plus que ce brave Batman (alias le milliardaire masqué) avec ses ailes de géant qui l'empêchent de voler. Ce n'est pas un héros comme Superman, il est vrai. Il n'a pas de pouvoirs très magiques. Il lui faut sans arrêt des flèches, des filins pour voler d'un rebord de fenêtre à une poubelle. Mais les

producteurs l'ont bien outillé. « D'où sort-il ses fantastiques jouets ? », s'interroge, jaloux, le Joker. Du budget, tout simplement.

Il a une « batmobile » pour rouler, une « batwing » pour voler et quantité de « batgadgets » dans sa ceinture. N'empêche, il a souvent l'air un peu encombré de son attirail, il pilote son avion sans panache (le Joker le descend au fusil comme un gros perdreau), il est un peu plouc. A se demander comment une fille aussi séduisante que Kim Basinger peut tomber amoureuse de lui. Le scénario n'est pas d'une finesse inégale de toute façon et ne recule pas devant les flash-back explicatifs et les à-peu-près psychologiques. C'est évidemment Nicholson qui tire tout à soi. On savait depuis *Shining* que le registre du pitre grimaçant et sardonique n'était pas absent de sa palette, mais là, il se surpasse. A côté de lui, Jerry Lewis dans le rôle du Dr Jekyll ressemble à Louis Jouvet. Au-delà, c'est l'implosion probable.

Le décor est tout à fait réussi, créant un New-York maïade et féérique. Si *Batman* déçoit en partie, c'est par ses chutes de rythme, ses lenteurs vers la fin. Par la ruse de ses scénaristes et producteurs qui multiplient les clins d'œil et cassent le charme. On ne rêve pas comme dans la *Guerre des étoiles* ou les premiers *Superman*. Ce qui manque à *Batman*, c'est moins de voler vraiment que d'avoir assez de nez pour le croire.

M. B.

★ La liste des salles où sera projeté le film sera publiée dans le Monde à partir du mercredi 13 et dans le supplément du jeudi 14 septembre.



Le personnage du Joker dans le film (Jack Nicholson) et dans la BD de Bolland/Moore.

Les nuits

vengeresses

LA culture populaire américaine a le génie de concevoir des personnages emblématiques qui incarnent exemplairement une portion d'humanité, rencontrent les aspirations de foules innombrables. Au nombre des mythes qu'elle a engendrés et qui ont enrichi l'imaginaire collectif, Batman demeure, après cinquante ans de bons et loyaux services, l'un des héros les plus vivants, l'un des plus actuels. Peut-être parce que ce justicier masqué séduit et effraie à la fois, qu'il réveille en nous un vieux fond de haine, un fantasme d'omnipotence ? Et puis, la violence urbaine, contre laquelle Batman lutte dans la mégapole de Gotham City, est un sujet dont l'actualité, hélas ! ne s'est jamais démentie.

Batman est né en mai 1939 (dans *Detective Comics* n° 27) de l'imagination du scénariste Bill Finger et du crayon de son complice Bob Kane. Il apparaît à la première génération de superhéros, ces chevaliers du Bien dont l'archétype, apparu un an plus tôt, est Superman. L'histoire de sa vocation, désormais connue bien au-delà du cercle (plutôt étroit en France) des amateurs de *comic books*, appartient à la légende.

Le futur gardien de l'ordre de Gotham City n'est encore qu'un gamin d'une dizaine d'années lorsqu'il assiste, impuissant, au meurtre de ses parents. Sa décision est prise aussitôt : il consacra le reste de ses jours à combattre le crime sous toutes ses formes. L'irruption inopinée d'une chauve-souris dans sa chambre décide de son costume (qui épouvantera ses adversaires) et de son nom de guerre, *the Bat-Man*. Conséquence d'une rapide popularité, ne tardera pas à disparaître, *Batman* (en un mot) acquérant force de patronyme.

Son costume (aux oreilles pointues et à la cape flottante s'ajoutent, au fil des années, des gants hérissés de pointes, une ceinture à gadgets et une ovale jaune) et son nom sont précisément les traits les plus originaux du personnage. Encore les auteurs ont-ils dû se souvenir du film muet *The Bat*, sorti en 1926, dans lequel le méchant se signalait par un déguisement préfigurant celui de notre héros. Mais Batman a bien d'autres dettes envers divers prédécesseurs. L'épisode fondateur du mythe rappelle la scène fameuse du « serment du crâne » au cours de laquelle le *Fantôme* (imaginé dès 1936 par Lee Falk, le père de *Mandrake*), qui

vient de voir son géniteur massacré par les pirates, embrasse la profession de justicier masqué. Au *Shadow* (1930), en son temps célèbre héros de *pulp* et de feuilletons radiophoniques, Batman doit de n'opérer que la nuit, et d'avoir pour « couverture » l'identité d'un jeune et séduisant millionnaire (Bruce Wayne est le nom qu'il promène dans les cercles mondains). Enfin, Batman, dépourvu de superpouvoirs, ne doit son efficacité qu'à un formidable entraînement du corps et de l'esprit, dont avant lui un autre mémorable pourfendeur de méchants, « l'homme de bronze » *Doc Savage* (1933), avait donné l'exemple.

Avec Superman, dont il est l'ami, il partage la condition d'orphelin. Pour le reste, tout oppose les deux champions. D'un côté Superman, héros solaire, image sublimée de l'Amérique triomphante, allié officiel de l'appareil politico-policier, combattant invincible et un peu naïf ; de l'autre, Batman, vengeur masqué névrotique, metteur en scène baroque de sa propre gloire, outlaw décidé à faire triompher sa justice en marge de la légalité.

Il ne paraît pas utile d'entrer, ici, dans les détails de l'univers qui gravite autour de Batman : son jeune acolyte Robin, son valet Alfred, son manoir, son

repaire secret, la « batcave », son véhicule futuriste, la « batmobile », etc. La « batmania » galopante, avec les fétiches qu'elle propose à foison, permettra aux néophytes de prendre des cours de rattrapage accélérés. Impossible, toutefois, de passer sous silence le Joker, l'éternel adversaire, introduit en 1940 dès le premier numéro du *comic book* *Batman*. Ex-assistant de laboratoire, le Joker (auquel on ne connaît pas d'autre nom) a dit le salut, au cours d'une poursuite, à un plongeur dans une cuve emplies de produits chimiques. L'effet des vapeurs toxiques a posé sur ses traits émaciés un masque clownesque : face blanche, cheveux verts, lèvres outrageusement rouges. Son cerveau aussi paraît atteint. Le Joker associera désormais le crime à un jeu, transformant chacun de ses forfaits en farce macabre. Ses victimes sont généralement retrouvées le visage déformé par un rictus, provoqué par un poison de son invention.

Batman n'a pas échappé à une perversion inhérente à presque toutes les séries de super héros. L'enjeu initial, qui est la protection d'une communauté menacée par des criminels de tout poil, tend à disparaître au profit de l'affrontement abstrait et ritualisé entre deux « ennemis personnels » qui ne représentent plus qu'eux-mêmes. Batman et le Joker sont comme des

athlètes qui se disputeraient un titre sur un ring, les reprises succédant aux reprises sans jamais désigner de vainqueur. Inévitablement, le bon et le méchant finissent par se ressembler, et comme cette joute est devenue leur raison de vivre, tous deux redoutent, plus qu'ils n'espèrent, l'élimination définitive de l'autre. Ces considérations étaient d'ailleurs rendues explicites dans un récent et brillant épisode écrit par Alan Moore et dessiné par Brian Bolland (*Source* !, paru chez Comics-USA).

On ne compte plus les dessinateurs qui se sont, un temps, spécialisés dans les effets de cape de Batman. Jerry Robinson dans les années 40, Dick Sprang dans les années 50, Neal Adams à partir de 1968 et Marshall Rogers dix ans plus tard furent les plus inspirés, la carrière du maître de Gotham City connaissant, dans les intervalles, quelques creux terrifiants. Le passage au grand écran s'effectua en 1943, avec un premier *serial* interprété par Lewis Wilson. Quant à la télévision, elle adopta Batman en janvier 1966, pour une série d'épisodes ridicules produits par ABC, et que FR 3 a rediffusés, cet été, dans « *Samdynamite* ».

L'homme qui a catapulté Batman vers de nouveaux sommets de popularité se nomme Frank Miller. Dans les quatre chapitres de *Dark Knight* (1986, traduction française chez Aedens l'année suivante) (1), il a peint un Batman vieillissant qui, dix ans après avoir « racroché », reprend du service et s'improvise chef de bande pour purger définitivement la cité. Des innovations dans la technique du découpage, un arrière-plan complexe d'implications politiques et morales, le recours à une forme de violence lyrique dont le secret semblait s'être perdu, ont assuré le triomphe de cette œuvre noire, au message amplement controversé.

Ce qu'il y avait de plus neuf dans l'approche de Miller, et qui a, depuis, fait la réussite des remarquables *Watchmen* bientôt portés à l'écran par Terry Gilliam, c'était de considérer sous un angle « réaliste » les répercussions qu'aurait l'existence d'un personnage aussi improbable que Batman, si les médias et l'opinion publique venaient à y croire. Le paradoxe est que cette tentative de sécularisation a donné au mythe une nouvelle vigueur.

THIERRY GROENSTEEN.

(1) Difficilement trouvable aujourd'hui, car cet éditeur a déposé son bilan en 1988.

Haute rentabilité

Le budget de *Batman* représente 40 millions de dollars (plus de 250 millions de francs), sans compter les frais de distribution, tirage des copies et publicité aux Etats-Unis, qui s'élèvent à 80 millions de dollars (plus de 500 millions de francs).

Avec 250 millions de dollars (environ 1,7 milliard de francs) de recettes aux Etats-Unis après deux mois d'exploitation, *Batman* pulvérisera sans doute le précédent record d'E.T., de Steven Spielberg. A titre de comparaison, *Indiana Jones et la dernière croisade* a engrangé 185 millions de dollars en trois mois d'exploitation.

La vente des gadgets, tee-shirts, statuettes, badges, a déjà rapporté plus de 250 millions de dollars. Il faudra deux ans pour écouler les stocks

— sans compter les faux qui fleurissent dans les rues américaines.

En empochant 6 millions de dollars (près de 40 millions de francs), Jack Nicholson a touché le plus gros salaire du cinéma mondial pour un second rôle. Le comédien reçoit également un pourcentage sur les recettes du film et sur le produit de la vente des gadgets *Batman*.

Avec 200 000 albums vendus, la musique originale du film, composée et interprétée par Prince, est en tête du « Top Albums » français. Prince fait mieux aux Etats-Unis, où l'album et le 45 tours sont tous les deux premiers dans les « charts ». Il ne reste que sept minutes de cette bande originale dans le film.

صلى الله عليه وسلم

CINÉMA

REPRISES

L'Équipée sauvage

de Leslo Benedek, avec Marion Brando, Mary Murphy, Robert Keith, Lee Marvin, Jay C. Flippen. Américain, 1953, noir et blanc (1 h 19).

La sauvagerie de l'équipée des motards paraît bien innocente aujourd'hui. On peut apprécier les « progrès » de la violence, en tout cas de sa représentation au cinéma. Mais Brando était jeune et n'a peut-être jamais été aussi beau.

VO : Ciné Beaubourg, handi-caps, 3^e (42-71-82-38) ; Racine Odéon, 8^e (43-28-19-08).

Five Easy Pieces

de Bob Rafelson, avec Jack Nicholson, Karen Black, Susan Anspach, Billy Green Bush, Fannie Flegg, Sally Ann Struthers. Américain, 1970 (1 h 45).

La décennie 70 commençait, et toute sa mythologie de la liberté au bout de la route est rassemblée dans ce film culte où Jack Nicholson était, lui aussi, jeune, mince et pas encore clownesque.

VO : Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77).

Les Gens de Dublin

de John Huston, avec Anthony Quinn, Donald McCann, Helena Carroll, Cathleen Delany, Ingrid Craigie, Donald Donnelly. Américain, 1967 (1 h 28).

C'est le dernier film de John Huston, intimiste, baigné d'humour mélancolique ; d'après James Joyce, les Gens de Dublin, le dernier sourire ironique du géant.

VO : Parthéon, handi-caps, 6^e (43-54-15-04).

L'Homme des hautes plaines

de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Verna Bloom, Marianna Hill, Mitchell Ryan, Jack Ging, Stefan Gierasch. Américain, 1972 (1 h 42).

Le plus beau western de Clint Eastwood, qui préfère l'humour grinçant à Sergio Leone, mais le scénario est formidablement solide, la réalisation parfaitement efficace et les images aussi grandioses que Clint Eastwood lui-même.

VO : Épis de Bois, 6^e (43-37-57-47).



La Nuit du chasseur

de Charles Laughton, avec Robert Mitchum, Shelley Winters, Lillian Gish, Billy Chapin, Sally Jane Bruce, James Gleason. Américain, 1956, noir et blanc (1 h 33).

Voir l'article de Jacques Siclier page 33.

VO : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, 6^e (42-22-57-23) ; Les Trois Balzac, 8^e (45-61-10-80).

La Pêche au trésor

de David Miller, avec Lee Remick, Chico Marx, Groucho Marx, Marilyn Monroe, Ilona Massey, Vera Ellen. Américain, 1949, noir et blanc. Voir photo légendée.

VO : Action Christine, 6^e (43-29-11-30).

Plein soleil

de René Clément, avec Alain Delon, Marie Laforêt, Maurice Ronet.

VO : Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77).

de Howard Hawks, avec Paul Hens, George Raft, Anne Dwyer, Morley, Osgood Perkins, C. Henry Gordon. Américain, 1932, noir et blanc (1 h 30).

« La Pêche au trésor » est un film d'apparitions. Marilyn Monroe faisait ses débuts (passés inaperçus) au cinéma. Les trois frères Marx se retrouvaient réunis pour la dernière fois, offrant quelques scènes mémorables avec un art du burlesque que l'on s'étonne aujourd'hui d'avoir perdu.

Le film de gangsters. Tout y est, et les suivants lui ont tout piqué. Donc peu importe à l'avenir si Paul Muni joue gros comme un acteur du muet, si dès que l'on voit George Raft, on attend qu'il fasse sauter une pièce de monnaie dans sa main droite. S'il existe des films classiques, celui-là est le premier.

VO : Action Five Ganche, 6^e (43-29-44-40).

Stranger than Paradise

de Jim Jarmusch, avec John Lurie, Exeter Bailey, Richard Egan. Américain-allemand, 1984, noir et blanc (1 h 30).

Au moment où sort le dernier film de Jim Jarmusch, ressort son premier long métrage, qui a fait connaître son humour légendaire, sa sophistication, l'élégance de ses images ici en noir et blanc. Le thème était déjà le malaise de gens qui ne sont pas à leur place, qui ne trouveront jamais leur place.

VO : Utopia Champollion, 6^e (43-25-54-65).

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard.

THÉÂTRE A PARIS

SPECTACLES NOUVEAUX

Le Boucher

d'après Alina Royce, mise en scène Philippe Ferran, avec Evelyne Dress et Rufus.

Sur l'affiche, un nu voluptueux. Un dessin de Boucher lascif à souhait. Plus les noms d'Evelyne Dress et de Rufus, que l'on a plutôt l'habitude d'associer à une forme d'humour écru, naïf, fondé sur la maladresse et la timidité. De quoi stimuler la curiosité.

Bataillon, 50, bd Voltaire, 11^e. Le mardi à 21 heures. Tél. : 47-00-30-12. 175 F.

L'Extra

de Jean Lurunga, mise en scène de Jacques Rosny, avec Claude Pélissier, Evelyne Dandry et Roger Souza.

Il y a eu le conflit homérique entre Ferdinand et de Funès dans *Cuisine au beurre*, qui n'est pas un film inoubliable. Il y a la rivalité entre Claude Pélissier et Roger Souza à propos de petits fours à la crème ou au beurre. Quoi qu'il en soit Claude Pélissier est un grand personnage.

Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, 8^e. Du lundi au samedi à 21 heures. Mercredi samedi à 17 heures. Tél. : 45-22-08-40. Durée : 1 h 45. De 100 F à 180 F.

L'illusionniste

de Sacha Guitry, mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Jean-Claude Brialy, Corinne Le Poulain, Alain Feydeau, Jean-Pierre Rambol, Annie Savarin.

Virginie Benoit et Jacques Ramade.

Dans son joli théâtre rouge et or, qui porte un nom à faire rêver, Jean-Claude Brialy s'efforce de redonner au Boulevard son panache, le brillant de l'esprit caustique. Alors il s'adresse à Sacha Guitry. Les auteurs susceptibles de l'égaliser ne sont pas légion. Et puis, *l'illusionniste*, c'est un beau titre.

Bouffes Parisiens, 4, rue Montigny, 2^e. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 45, le samedi à 18 heures. Le dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-98-60-24. Durée : 2 h 15.

King Lear

de William Shakespeare, mise en scène d'Annette Lede, avec la troupe du Kaleidoscope.

Pour deux soirs seulement une troupe de Kathakali présente sa vision du *Roi Lear*, drame shakespearien qui semble inspirer particulièrement les intellectuels

asiatiques - voir *Ran de Kurosawa*. Ici, bien entendu, rien de semblable. Le cinéma japonais n'a rien de commun avec le théâtre traditionnel indien, musical, rituel, qui tient de la danse, de la féerie clownesque. Un vrai bain d'exotisme.

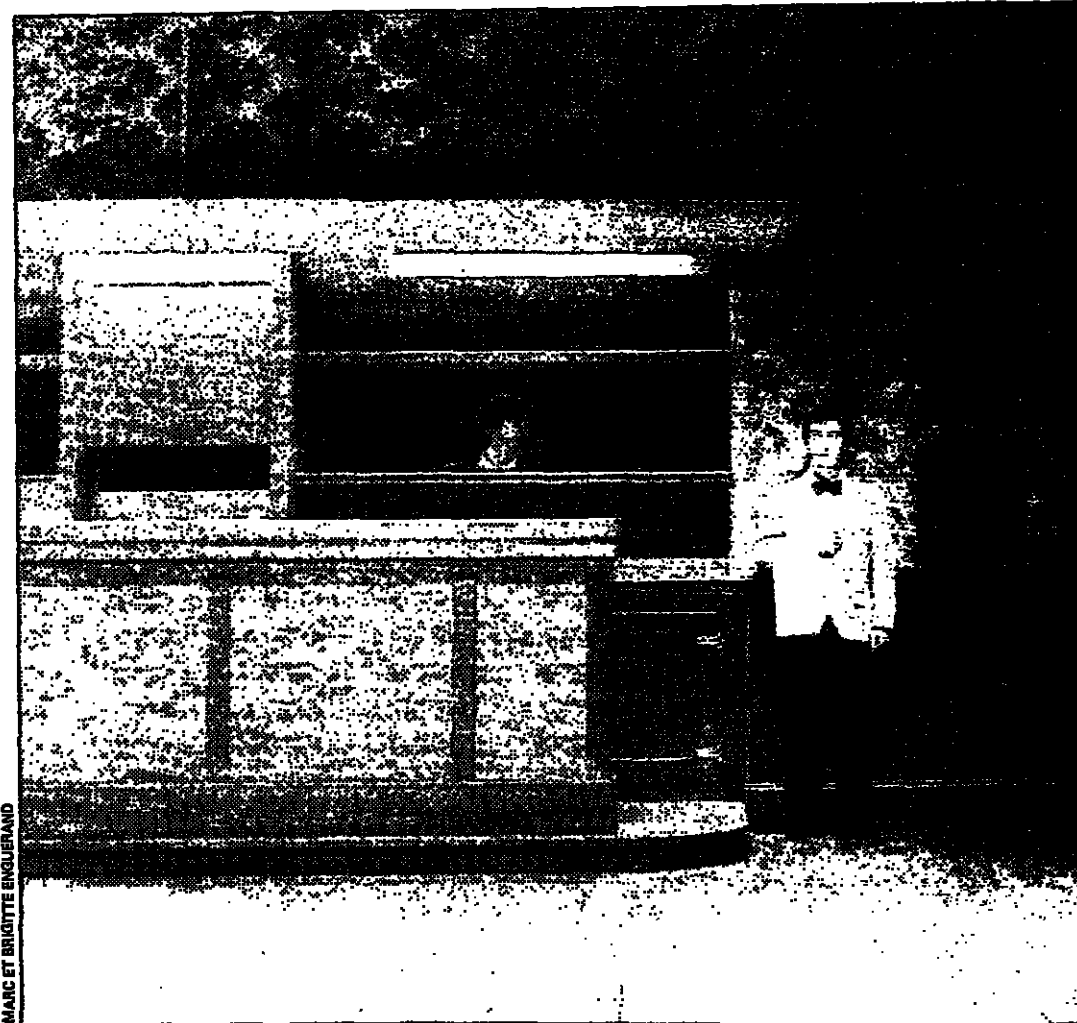
Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 48-31-11-46. Durée : 2 heures.

Lapin-Chasseur

de Jérôme Deschamps, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Marc Bibo, Susan Carlson, Loretta Cravotta, Jacques Dejean, Jean Delavallade, Sylvie Jobert, Jean-François Dinscaroupin, Philippe Duquesne, Maurice Lamy.

Reprise du triomphe qui a terminé la saison à Chaillot. Voir photo légendée.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16^e.



Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-61-16. Durée : 2 h 00. De 60 F à 130 F.

Port-Royal

d'Henry de Montherlant, mise en scène de Raymond Géraud, avec Claudine Auger, George Brune, Françoise Cadot, Louise Comte, Jean Desailly, Annie Dikari, Patrick Dupond, Brigitte El Bar, Yvette Ferrière et Jean Julliard.

Avec Montherlant, on est tranquille. On sait qu'on va entendre de nobles propos, des débats essentiels. On connaît ses positions plutôt rigoureuses sur la morale du sacrifice. Si l'on y va, c'est donc qu'on a choisi d'entendre ces nobles propos, de réfléchir sur ces débats essentiels.

Mademoiselle, 18, rue de Surène, 9^e. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-65-07-08. Durée : 2 heures. De 65 F à 240 F.

D'un côté, il y a la cuisine. De l'autre, le restaurant. Aussi tristes l'un que l'autre. En attendant le client, c'est le calme qui précède la frénésie. La minute de concentration avant la représentation. Avant, ils ont épluché, lavé, fait cuire, ils se sont cognés les uns aux autres...

Ensuite, importunables, ils vont jouer du piano ou de l'accordéon, chanter, danser. C'est à son comble, l'humour au bord du vide de Jérôme Deschamps. « Lapin-chasseur » : irrésistible.

Quand les Québécois arrivent, en général, ça décoiffe. Ceux-là s'emparent de Balzac pour faire une sorte de farce décapante, façon Noce chez les petits bourgeois, de Brecht. Tout au moins, c'est ce qui apparaît dans leur présentation. On peut leur faire confiance.

Lucernaire Forum Centre national d'art et d'essai, 83, rue Notre-Dame-des-Champs, 6^e. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 65 F à 150 F.

Un bal nommé Balzac

d'après Balzac, mise en scène Téo Spychalski, avec Jean Turrotte, Paolo Ducharme, Nathalie Coupal, Sylvie-Catherine Beaudoin, Carmen Jolin, Claude Lemieux, Jean Thompson et Gabriel Arcand.

Quand les Québécois arrivent, en général, ça décoiffe. Ceux-là s'emparent de Balzac pour faire une sorte de farce décapante, façon Noce chez les petits bourgeois, de Brecht. Tout au moins, c'est ce qui apparaît dans leur présentation. On peut leur faire confiance.

Lucernaire Forum Centre national d'art et d'essai, 83, rue Notre-Dame-des-Champs, 6^e. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 65 F à 150 F.

Le bal de N'Dinga

de Tchicaya U Tamsi, mise en scène de Gabriel Arcand.

avec Pascal N'Zouli, Christine Siruano, Henri Delmas.

Ce spectacle a déjà visité trois théâtres parisiens et va sur sa 150^e. Il faut absolument voir le *Bal de N'Dinga* pour sa mise en scène d'une biblique simplicité. Pour la liberté de ton et la maîtrise d'un auteur africain, que l'on découvre. Pour la troupe de comédiens, d'une rare générosité. Pour une chanson entêtante qui, mine de rien, en disait long sur un continent en révolution. Une promenade drôle et étonnante dans l'univers libéré des Belges le 30 juin 1960.

Gave, 58, rue de Cléry, 9^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Mercredi dimanche à 16 heures. Tél. : 48-74-47-38. Durée : 1 h 30. De 25 F à 180 F.

La sélection théâtre a été établie par Colette Godard.

FESTIVAL D'AVIGNON

Les cinq cents premières commandes recevront en prime l'affiche du Festival (affiche de 40 x 59 cm dessinée par Jean-Paul Chambas, reproduite ici en noir et blanc avec son aimable autorisation).



LE MONDE ACTES SUD-PAPIERS OFFRE EXCEPTIONNELLE

Le Monde, le festival d'Avignon et Actes Sud-Papiers publient l'album du Festival d'Avignon 1989. Un livre de 160 pages très largement illustré (plus de 100 photos) vous fera vivre ou revivre les grands moments du Festival 1989. Rédigé par les journalistes, écrivains et personnalités présents à Avignon du 12 juillet au 3 août, cet album est le témoignage sur le vif des passions suscitées par les spectacles. Vous pouvez commander cet ouvrage en bénéficiant dès aujourd'hui d'un prix exceptionnel de 88 FF au lieu de 95 FF (port et emballage compris).

BULLETIN DE COMMANDE

à renvoyer avec votre règlement à :

ACTES SUD-PAPIERS
18, rue de Savoie, 75006 Paris

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

صوتنا من الامم

MUSIQUES

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Mozart

Quatuor à cordes KV 580

Berg

Suite lyrique pour quatuor à cordes

Mendelssohn

Quatuor à cordes n° 1 op. 44

Quatuor Vogler.

Vainqueur plébiscité du Concours de quatuors à cordes d'Évian, le Quatuor Tim Vogler (du nom de son premier violon) fait honneur à l'excellente école de cordes de la RDA ; l'une des rares, avec l'école britannique, qui sache former des musiciens d'orchestre et des chambrières du plus haut niveau (qu'on songe aux cordes de la Staatskapelle de Dresde ou à celles du Gewandhaus de Leipzig). Ils ont choisi un programme qui a la pureté de diamant.

Le 6. Fontaine de Vaucluse, 21 heures. Tél. : 80-75-80.80 F.

Le 7. Église de Roussillon. Le 9. Cimetière de l'abbaye de Silvan. Tél. : 90.75.80.80 F.

Mendelssohn

Symphonie pour cordes n° 10

Parish-Alvarez

Concerto pour harpe et orchestre n° 2

Ravel

Misère l'Oye

Marielle Nordmann (harpe), Orchestre de chambre de Strasbourg.

Elève de Jean-Sébastien Béran au Conservatoire de Paris, disciple préféré de Charles Brock, à l'école Pierre Montoux de Hancock, aux États-Unis, assistant de Michel Plasson, à l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, Xavier Rist est l'un des plus brillants chefs d'orchestre français de la génération des trente ans. Son programme est ambitieux en ce qu'il ne laisse aucune place à la virtuosité gratuite. En revanche, Marielle Nordmann aura bien du fil à retordre avec le concerto de Parish-Alvarez, le Paganini de la harpe.

Le 12. Strasbourg, Grand Kursaal, 20 h 30. Tél. : 81-81-80-80. De 85 F à 130 F.

SÉLECTION PARIS

Samedi 9

Crumb

Ancient voices of children

Three Songs

Crumb

Three Songs

Kelth

The Scentances

Carter

Pieces pour quatre timbales

Ensemble F4, Dominique My (direction).

Ancient voices of children, du compositeur américain George Crumb, est un chef-d'œuvre qui n'est pas en fait rarement en concert. En fait, il n'est connu que par un enregistrement Nonesuch, qui a fait un passage éclair chez les disquaires il y a une quinzaine d'années. Une musique scintillante, étrange et belle, sans âge, qui associe une voix de soprano, un piano joué et des instruments surtout utilisés dans l'âge. Et puis, au même programme, des pièces pour quatre timbales d'Elliot Carter, quelques semaines avant que l'un ne rende un juste hommage à l'un des grands compositeurs de notre temps.

Luzern. Abbaye de Roymont, 17 h 30. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Dimanche 10

Griffes

Les Vivres

Brahms

Rhapsodie pour piano et orchestre

Milodis

Phyllis Bryn-Jones (soprano), Pierre-Laurent Aimard (piano).

La caractéristique n'est pas le fort de la chanteuse préférée de Pierre Boulez, mais si son timbre est peu personnel, son art du chant est incomparable. Miracle de précision, d'intonation, cette voix paraît peut-être trop dénuée, mais quel bon programme !

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Vivier

Kopernikus

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.

Clémence

Ensemble les Éléments du nord.

Luzern. Abbaye de Roymont, 15 heures. Tél. : 30-35-30-16. Location Fondation Roymont-Franc. Pastel. De 70 F à 90 F.



En cet été 1989, ils étaient presque tous venus : Jodie Bosco et Caetano Veloso, Chico Buarque et João Gilberto. Au contraire des visiteurs musiciens, il ne manquait plus que le globe-trotter de Salvador de Bahia. Gilberto Gil sera à l'Olympie du 12 au 16 septembre.

JAZZ

Rev' jazz

Stand révolution de la Fête de l'Humanité : Solid Trio avec Daniel Humair le 8, à 21 heures ; Kühn Trio avec Daniel Liebman, le 9 à 14 heures ; « Ces Messieurs » et Zhivaro, le 10 à 14 heures ; le Trio Pied de Poule, Peirucciani Trio le 10, à 20 heures. Une occasion en or pour réfléchir à la Révolution et aux tris.

Fête de l'Humanité, du 8 au 10 septembre.

Rhoda Scott

Tenue à distance par les amateurs-amateurs, coquette des publics occasionnels, Rhoda Scott est une énigme. Pas seulement parce qu'elle a joué avec des monstres : Johnny Griffin, Lionel Hampton ou Dizzy Gillespie plutôt pour cette ambiguïté qui l'entoure : ce qu'elle donne

au profane, c'est l'impression d'une spontanéité chauffée à blanc.

Petit Journal Montparnasse, les 6 et 7, à 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

Jam session au Sunset

Tous les lundis, Alby Cullaz, Francis Lockwood et George Brown (basse-piano-batterie : ce qui s'appelle une rythmique) attendent le chaland de pied ferme (saxophone, trompette ou cornemuse : ce que l'on appelle des souffleurs). Une rencontre, fruit du caprice et de la chance, parfois ordinaire et parfois

La sélection « Musiques » a été établie par : Alain Lompech « Jazz » : Francis Marmande « Rock » : Thomas Sotinel

sublime, s'appelle une Jam session. Plaisir d'esthète et de blasé.

Sunset, les 11 et 12, à 22 heures. Tél. : 40-26-46-85.

ROCK

The Fuzztones

C'est au New Morning que Paris célèbre officiellement la rentrée rock avec les Fuzztones, représentant l'orthodoxie du garage-rock (ce qui ne détonne pas trop dans la salle de la rue des Petites-Écuries) dans toute sa simplicité sauvage, mais aussi sa monotonie hypnotique. Une séance de remise en forme un peu rude.

New Morning, le 9 septembre à 20 h 30, 7-8, rue des Petites-Écuries. Paris 10^e. 90 F.

Fête de l'Humanité

Le samedi soir, à La Courneuve, entre les tours d'Aubervilliers et les cités de Saint-Denis, les Stray Cats joueront pour le vrai public du rock à l'ancienne. Et l'on verra si les Américains s'en tirent aussi bien que devant les branches anglaises qu'ils avaient su conquérir. Auparavant, on aura pu voir Youssou N'Dour et la Mano Negra. Le dimanche, Charliette Couture donnera le coup d'envoi de sa tournée d'automne.

Parc paysager de La Courneuve, les 8, 9 et 10 septembre. Vignette 30 F. pour trois jours.

Gilberto Gil

Voir photo légendée. Olympie du 12 au 16 septembre, à 20 h 30, 28, bd des Capucines, Paris 9^e. Tél. : 47-42-25-48. 130 ou 150 F.

Ravi Shankar

L'Orient a perdu de sa fascination pour les musiciens occidentaux depuis le temps où George Harrison apprenait laborieusement le sitar. Mais la musique indienne est toujours là et Ravi Shankar, qui n'est plus une rock star par accident, mais toujours un maître musicien, se produit à Paris.

Grand Rex, le 12 septembre, à 20 h 30, 1, bd Poissonnière. Paris 9^e. 50, 120 ou 150 F. Tél. : 42-36-43-43.

SALLE PLEYEL ALBERT SARFATI présente vendredi 15 septembre 20 h 30

CHICAGO SYMPHONY ORCHESTRA direction

Sir GEORG Solti SCHUBERT

Symphonie n° 5 en si bémol majeur CHOSTAKOVITCH

Symphonie n° 8 en ut mineur LOCATION

Salle Pleyel, Agences, FNAC et par téléphone

45 63 88 73/45 61 06 30

SALLE PLEYEL ALBERT SARFATI présente lundi 18 septembre 20 h 30

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE BAMBERG

CHŒUR et SOLISTES direction

GEORGES PRÊTRE

BRAHMS : "Requiem" LOCATION OUVERTE

Salle Pleyel, Agences, FNAC et par téléphone

45 63 88 73/45 61 06 30

LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE s'associe au FESTIVAL BERLIOZ LYON

BENVENUTO CELLINI les 16, 20, 23, 26 et 28 Septembre 1989 et le 1^{er} Octobre 1989

CHOROS Création mondiale de Gilbert Amy et HAROLD EN ITALIE les 28 et 30 Septembre 1989

REQUIEM les 22 et 24 Septembre 1989

SYMPHONIE FANTASTIQUE le 17 Septembre 1989

ROMEO ET JULIETTE le 1^{er} Octobre 1989

RESERVATIONS : LYON 78.60.85.40 - PARIS 42.60.25.78

ARTS

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Richard Artschwager

Après l'exercice de divers métiers, cet ancien élève d'Amédée Ozenfant, à New-York, décide de réaliser quelques meubles « sur le mode constructiviste ». De là à concevoir des sculptures-meubles, il n'y avait qu'un pas, que l'artiste franchit, combinant rigueur et ironie.

Centre Georges Pompidou, galeries contemporaines, rue de Châteauneuf, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 17 septembre.

Egypte - Egypte

Art pharaonique, copte ou islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne viennent visiter l'ultra-moderne IMA. Parmi eux, les plus belles pièces du trésor de Douch et de la cachette de Louxor exhumées l'hiver dernier.

Institut du monde arabe, salle d'accueil, 23, quai Saint-Bernard, Paris, 5^e. Tél : 40-51-35-38. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 mars. 35 F.

Jean Fautrier

En plus de cent cinquante peintures accompagnées de dessins, de gravures et de la quasi-totalité des sculptures, un juste hommage à l'auteur des Ouges, qu'il est bon de revoir à travers son œuvre « noire » de l'entre-deux-guerres.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 24 septembre. 15 F.

Histoires de musée

De Jean-Michel Albérola à Jean-Luc Vilomont, en passant par Boltanski, Combes, Lavrier, Sarkis et Toroni, 22 artistes proposent, à tous les étages du Musée d'Art moderne de la ville de Paris, des œuvres conçues en regard des collections, des salles, du bâtiment. C'est

l'occasion de revisiter l'installation de l'avenue du Président Wilson, en passe de retrouver son architecture d'origine, où la Danse de Matisse restaurée est désormais présentée au mieux, où les collections historiques ont été réaccrochées.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

« La Traversée de Paris »

Quatre siècles de l'histoire de la capitale avec un cas-que sur les oreilles à la mode Cité-Cité. Il ne faut rater sous aucun prétexte l'émouvant documentaire de Romain Goupil Je ne me souviens pas, qui retrace, images inédites à l'appui, quelques grandes journées de la capitale à la façon et en hommage au Je me souviens de Georges Perec.

Grande Arche, la Défense, 92200. Tél : 40-90-06-18. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 19 h 30, vendredi de 10 h 30 à 22 h 30. Réservations au 48-78-75-00. Jusqu'au 31 décembre. 48 F.

Le Cabinet des curiosités de la bibliothèque Sainte-Genève

Sortes de microcosmes que les hommes de savoir ont aimé constituer, les cabinets de curiosités étaient fort à la mode aux dix-septième et dix-huitième siècles. Celui de l'abbaye Sainte-Genève, démantelé à la Révolution, était l'un des plus célèbres d'Europe. L'exposition essaie d'en reconstituer les collections de « raretés », et d'en évoquer l'atmosphère étrange.

Bibliothèque Sainte-Genève, 10, place du Parthéon, Paris, 6^e. Tél : 43-28-61-00. Tous les jours sauf dimanche de 14 h à 18 h. A partir du 16 septembre et sauf dimanche de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Journées portes ouvertes dimanche 17 de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre 1989.



Comment ont été construites les cathédrales ? A Strasbourg, une exposition, la première jamais consacrée au sujet, le fait comprendre. Qui réunit des enluminures montrant les chantiers, des traités techniques, des outils, des reliquaires en forme d'église, ainsi qu'un ensemble exceptionnel de très grands dessins d'architecture du treizième au quinzième siècle.

RÉGIONS

Colmar

Hartung

Une exposition consacrée aux années de jeunesse du peintre, à sa découverte, au début des années 20, des maîtres du passé tels Rembrandt, Hals et Goya, qu'il interprète librement dans le même temps qu'il entreprend ses premières recherches abstraites.

Musée d'Unterlinden, 1, place d'Unterlinden, 68000. Tél : 83-42-85-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre.

La mémoire des siècles

Tout près du musée d'Unterlinden, l'église des Dominicains abrite la Vierge au Buisson d'oré de Martin Schongauer et, pour quelque temps, les plus beaux manuscrits, les plus précieux incunables de la plaine du Rhin : au total 200 ouvrages, parmi lesquels des codex et évangélistes du Moyen Âge, sont présentés.

Eglise des Dominicains, 68000. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 novembre.

Marseille

Edward Hopper

En une trentaine de tableaux accompagnés d'aquarelles, de dessins, de gravures, un très grand peintre américain de l'entre-deux-guerres, réaliste si l'on veut, mais certainement pas aussi régionaliste qu'on a pu le dire.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél : 51-64-77-75. De 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 24 septembre.

Meymac

Markus Lüpertz

Une rétrospective, la première en France de cet

artiste allemand, plus classique qu'on ne le croit. Près de quatre-vingts tableaux et une dizaine de sculptures de 1964 à aujourd'hui sont exposés sous un titre qui intrigue : « Le Didymisme, et après ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, place du Bûcher, 19250. Tél : 55-95-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 16 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 octobre.

Nantes

Soulages

Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétro-

pective, qui a déjà été présentée à Kassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désormais un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Rochechouart

Aloïse

Internée en 1918 dans un hôpital psychiatrique près de Lausanne, où elle vécut jusqu'à sa mort, Aloïse Corbuz, dite Aloïse, y réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément singulière, qui lui vaut d'être une des grandes figures de l'art brut.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 67000. De 14 heures à 18 heures en septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures en août. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

Strasbourg

Les bâtisseurs de cathédrales

Voir notre photo légende.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux Marché-aux-Poissons, 67000. Tél : 83-32-48-95. De 11 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 novembre.

Tours

Oléron à nouveau

Extraits d'une énorme collection publique rarement exposée, celle du Fonds national d'art contemporain, les œuvres de seize artistes (Bertrand, Bouillon, Coignat, Cragg, Grand, Kinko...) se partagent pour plusieurs mois les pièces d'un très beau château du dix-septième siècle, dont la restauration est en cours. A découvrir absolument.

Château d'Oléron (12 kilomètres de Tours), 79100. Tél : 49-96-67-42. De 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 octobre.

La sélection Arts a été établie par : Catherine Breuer, Philippe Dagen, Bénédicte Mathies, Patrick Rogiers.

DU 1^{er} AU 15 SEPTEMBRE 1989

RETROSPECTIVE



LUCIEN COUTAUD

A DROUOT MONTAIGNE
15, AV. MONTAIGNE - 75008 PARIS
TOUS LES JOURS DE 11 H A 20 H
(LE JEUDI 7 SEPTEMBRE DE 11 H A 18 H)

DERNIERS JOURS

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
QUAND RODIN EXPOSAIT

tous les jours, sf lundi, 10 h-17 h 45, 13 juin - 17 septembre

MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle, M^e Montparnasse
POUGNY BOGRATCHEV
Peintures Sculptures
tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
DU 2 JUIN AU 1^{er} OCTOBRE

Le Triomphe

BAL DU MOULIN ROUGE

FORMIDABLE LA REVUE DU CENTENAIRE

20 h : dîner dansant, champagne et revue : 530 F
20 h et 0 h : champagne et revue : 365 F
PRIX NETS TOUT COMPRIS

MONTMARTRE - PLACE BLANCHE

Tél : 842878 MOROUGE - Télécopie : (11) 42.23.02.00

La rentrée des galeries

C'est devenu une habitude : pour faire événement, les galeries parisiennes organisent, au cours de leur saison, plusieurs vernissages communs par quartier. Celles de Beaubourg, en particulier, ne manquent jamais de se regrouper pour donner le coup d'envoi de la rentrée. Elle se fera, cette année, le samedi 9 septembre (de 14 heures à 20 heures) pour dix d'entre elles ayant, disons, des affinités électives, et le jeudi 14 septembre (de 17 heures à 21 heures) pour une quarantaine d'autres, qui annoncent une journée rehaussée de vins du Mâconnais. Voici le programme du 9, présenté de façon à économiser les pas entre la rue de Turenne et la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, en passant par la rue Beaubourg.

ERIK DIETMAN. Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne.

DENNIS OPPENHEIM, œuvres récentes. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple.

FRANÇOIS MORELLET : « Objets non identifiés ». Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes.

MATT MULLICAN : « Cosmology ». Galerie Hussonot, 5bis, rue des Haudriettes.

LA COLLECTION YOON JA ET PAUL DEVAUTOUR. Galerie Sylvain Lorenz, 13, rue Chapon.

FRANÇOIS MORELLET : « Ombres de moi-même ». Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency.

ROBERT WILSON, dessins pour l'Opéra Bastille. Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier Saint-Lazare.

ALAIN KIRILL. Galerie Daniel Tempon, 30, rue Beaubourg et impasse Beaubourg.

CLAIRE DEHOVE - FRÉDÉRIC JORG. Galerie Mollet-Viéville, 26, rue Beaubourg.

WOLFGANG LAIB. Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix.

GERHARD MERZ. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple.

DENNIS ADAMS. Galerie Maubrie, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie.

صحنه من العمل